

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale)



■ Stéphane JUST

**Chasser ce gouvernement
pour en finir
avec ce régime en décomposition**

■ Luis FAVRE

**Révolution prolétarienne
au Nicaragua**

■ IX^e session
du Bureau international du CORQI

**Constitution du Comité paritaire
pour la réorganisation (reconstruction)
de la IV^e Internationale**

■ Salimé ETESSAM

**Nouveaux développements
de la révolution en Iran**

■ Denis COLLIN

La grève Renault de 1947



Commission paritaire n° 51695

Numéro 589 - Décembre 1979

Décembre 1979 - Prix 10 F

N° **589**

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

Numéro 589 - Décembre 1979

SOMMAIRE

3 — ■ Stéphane JUST

**Chasser ce gouvernement
pour en finir
avec ce régime en décomposition**

25 — ■ Luis FAVRE

**Révolution prolétarienne
au Nicaragua**

75 — ■ IX^e session
du Bureau international du CORQI

**Constitution du Comité paritaire
pour la réorganisation (reconstruction)
de la IV^e Internationale**

95 — ■ Salimé ETESSAM

**Nouveaux développements
de la révolution en Iran**

119 — ■ Denis COLLIN

La grève Renault de 1947

*Le prochain numéro de « La Vérité », daté du mois
de février 1980, sera mis en vente fin janvier 1980.*

LA SEULE SOLUTION

chasser ce gouvernement pour en finir avec ce régime en décomposition

Par Stéphane JUST

Le flot montant des scandales va-t-il emporter le gouvernement Giscard-Barre, le président de la République, la V^e République ? C'est une possibilité très réelle. Un ami politique de Giscard d'Estaing, Poniatowski, avait, il y a quelques années, lancé une formule mordante en évoquant « la République des copains et des coquins ». Poniatowski visait alors l'UDR qui occupait les principaux postes de l'Etat : Pompidou était président de la République, Chaban-Delmas était Premier ministre, puis ensuite Messmer. Déjà les scandales se multipliaient et éclaboussaient le principal parti au pouvoir. D'autres ont succédé depuis, sur lesquels la lumière n'a jamais été faite. Ainsi, saura-t-on jamais les tenants et les aboutissants de l'assassinat d'un ancien député et ministre, Louis de Broglie ?

Les scandales qui éclatent actuellement prolongent donc une sorte de tradition bien établie de la V^e République. Mais leur flot monte plus haut. Ce ne sont plus seulement les marches du pouvoir qui sont atteintes, mais le pouvoir lui-même et celui qui, dans le régime actuel, est l'expression de l'Etat, celui qui incarne le pouvoir : le président de la République. On connaît les faits. « Le Canard Enchaîné » daté du 10 octobre titrait :

« Quand Giscard empochait les diamants de Bokassa. »

Il publiait le fac-similé d'un bon de commande adressé par Bokassa au Comptoir national du diamant, sur lequel on peut lire :

« Veuillez remettre à Mme Dimitri, secrétaire à la présidence de la République, une plaquette de trente carats environ, destinée à M. Giscard d'Estaing, ministre des Finances de la République française. »

Bokassa aurait également fait présent de diamants aux cousins de Giscard d'Estaing — François et Jacques — ainsi qu'à son père. En outre, « Le Canard Enchaîné » révélait que les archives de Bokassa, cette marionnette sanglante de l'impérialisme français, avaient été transportées par les parachutistes français à l'ambassade de France. Le seul démenti public donné jusqu'alors confirme plutôt la

pratique des « cadeaux » et la réalité de ceux que Bokassa a faits à Giscard d'Estaing. En effet, le communiqué que l'Elysée a publié le 10 octobre indique :

« Les échanges de cadeaux de caractère traditionnel, notamment lors des visites de membres du gouvernement dans les Etats étrangers, n'ont en aucun cas ni le caractère, ni la valeur qui ont été mentionnés par certains organes de presse à propos du Centrafrique. »

Sont contestés seulement le « caractère » et la « valeur » des « cadeaux ». Sans autre précision.

Quelques jours plus tard, le 30 octobre, Robert Boulin, ministre du Travail, se suicide. « Le Canard Enchaîné » du 24 octobre et « Le Monde » du 25 ont fait écho aux déclarations d'un certain Tournet, inculpé dans une opération immobilière véreuse, qui met en cause le ministre du Travail. Ils ont demandé à ce dernier de s'expliquer.

Immédiatement, tous les milieux officiels, la plupart des organes de presse, la radio, la télévision se déchaînent : ils ouvrent leur feu contre la « presse à scandale » qui ne respecte pas la « déontologie » de la presse. C'est une attaque en règle contre la liberté de la presse. Le lendemain, au Conseil des ministres, Giscard d'Estaing déclare :

« Ces méthodes sont indignes de la France et de la démocratie. Je fais appel à tous ceux qui se font une idée différente du débat politique pour veiller à ce que celui-ci retrouve la décence et la dignité que lui souhaite l'immense majorité des Français de toutes conditions et de toutes opinions. »

Giscard d'Estaing évoque évidemment ses propres ennuis.

LE PANIER DE CRABES

Alors se produit un coup de théâtre : Robert Boulin a adressé une lettre à l'AFP dans des conditions telles qu'il est impossible de la « déménager » à la façon des archives de l'ex-

ami Bokassa. Cette lettre est un acte d'accusation contre les milieux de la V^e République ; certains ministres du gouvernement Giscard-Barre sont directement visés. Robert Boulin écrit :

« Voici que la collusion évidente d'un escroc paranoïaque, mythomane, pervers, maître chanteur, et d'un juge ambitieux, haineux de la société, considérant a priori un ministre comme un prévaricateur, et de certains milieux politiques, où, hélas ! mes propres amis ne sont pas exclus, qui aboutit pour ma part à auditions, campagnes de presse et suspicion. »

« Le Monde » du 27 octobre écrit :

« Au printemps 1975, la Chambre des notaires de la Manche dépose une plainte en action civile devant le tribunal de Coutances (à propos de cette affaire véreuse — S.J.). Une commission rogatoire est délivrée au Service régional de police judiciaire de Rouen. Pourtant il ne se passera à peu près rien pendant quatre ans. Rien sinon la vente, début 1976, de l'étude de M^e Groult à Pont-Hébert et l'abandon de la profession par ce dernier (M^e Groult est le notaire impliqué dans cette affaire). Soudain, le 7 mars 1979, un arrêt de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Caen dessaisit le juge d'instruction de Coutances au profit d'un jeune magistrat de Caen, M. Renaud Van Ruymbeke, vingt-sept ans, spécialisé dans les affaires financières. Dès lors le cours des choses subit une accélération rapide au milieu d'une débauche de moyens inhabituelle : transport de justice à Neuilly-sur-Seine pour y perquisitionner durant quatre heures le pied-à-terre de M. Tournet et même « descente » du juge et de son greffier sur la Côte-d'Azur pour y entendre diverses personnes et mettre sous scellés certains documents saisis à la Direction départementale de l'Équipement.

Enfin le 12 juin, c'est l'inculpation de M. Tournet pour « faux en écritures publiques ». Incarcéré à Caen, il sera libéré un mois plus tard moyennant une caution de 500 000 francs. Le 15 juin, c'est au tour de M^e Groult, l'ancien notaire de Pont-

Hébert, d'être inculpé du même chef. »

Dans sa lettre posthume, Robert Boulin explique :

« Mais, ô surprise, voici que Tournet, inculpé criminellement par le juge, s'accusant d'un autre crime de prévarication, est libéré sur l'heure de ses prétendus aveux, autorisé, sans retrait de son passeport, à aller à l'étranger, moyennant 500 000 francs de caution, versés au surplus en espèces, somme dérisoire pour un homme qui doit aujourd'hui près de 3 millions de francs et qui s'est rendu insolvable à Neuilly comme en Espagne où les immeubles et terrains dont il se dit propriétaire sont au nom de tiers ou de sociétés écrans organisées avec des complicités (son neveu M^e Coissac est propriétaire, 35, bld Victor-Hugo à Neuilly, M. Mari Tur à Ibiza et une société immobilière M^{me} Roger, tenue par une ancienne maîtresse, pour laquelle Tournet vend des terrains en se portant fort).

Le pacte avec ce jeune juge, dont la malveillance est évidente, vise à se mettre au centre d'une affaire où je vois mal ce que j'y fais, moi qui ai acheté un terrain, construit une maison de vacances, sans aucun esprit spéculatif.

Voici au surplus que Tournet libéré « parle à la presse », pour reprendre l'expression du journaliste du *Monde* dans son article du 27 octobre, donnant ses versions mythomaniques au *Canard Enchaîné*, versant délibérément et au grand jour des pièces du dossier de l'instruction à ce journal dont la motivation profonde est la malveillance.

L'article du journal *Le Monde* du 27 octobre, inspiré directement, selon l'aveu que m'en a fait M. James Sarazin, par le jeune Van Ruymbeke, qui joue au vedettariat et au Saint-Just, révèle même une lettre du 20 juillet 1974 de M^e Deshayes à M^e Long, et que je découvre pour la première fois, saisie chez M^e Long par le juge, communiquée par lui audit journaliste, tandis qu'il inspirait directement la conclusion *in fine* du même article.

Ce dévoilement dans la révélation du secret de l'instruction laisse froid un Garde des Sceaux plus préoccupé de sa carrière que du bon fonctionnement de la justice. »

Sans les nommer, Robert Boulin met en cause des personnages importants de la V^e République « dont ses propres amis ne sont pas exclus » : des députés et des ministres. L'attaque est directe contre Peyrefitte, Garde des Sceaux « plus préoccupé de sa carrière que du bon fonctionnement de la justice ». Faits troublants : l'instruction a été confiée à un autre juge et accélérée alors que Robert Boulin commençait à être considéré comme un successeur possible de Barre comme Premier ministre ; les « bruits » et les « indiscrétions » se sont répandus alors que Barre évoquait lui-même un éventuel départ de l'Hôtel-Matignon. Le hasard n'y est certainement pour rien. En pleine lumière apparaît que, au plus haut niveau de la V^e République, la corruption n'est pas à exclure et qu'en tout cas ce gouvernement, ces députés RPR et UDF, ces grands personnages situés jusqu'aux plus hautes marches du pouvoir forment un panier de crabes.

Robert Boulin a-t-il trafiqué de son influence ? C'est possible. En tout cas, pour les plus larges masses, une chose est certaine : « la République des copains et des coquins » est un régime pourri, qui ne peut avoir qu'un gouvernement pourri composé de ministres pourris. D'ailleurs ce régime se survit grâce à une escroquerie politique : le président de la République, le gouvernement Giscard-Barre, sont couverts par une majorité RPR-UDF à l'Assemblée nationale largement minoritaire dans le pays.

AGONIE DE « LA REPUBLIQUE DES COPAINS ET DES COQUINS »

Tout régime social et politique fondé sur l'exploitation ou le pillage du surproduit social dont bénéficie une classe ou une couche sociale privilégiée engendre la corruption et les scandales.

C'est particulièrement vrai du mode de production capitaliste, et plus encore lorsqu'il atteint son stade impérialiste, stade du capitalisme pourrissant. Mais il est des formes de

domination de classe de la bourgeoisie qui favorisent plus ou moins la prolifération de la corruption et des scandales : parmi celles-ci, la forme politique bonapartiste engendre inéluctablement le développement de la corruption, la multiplication des scandales.

La forme politique bonapartiste surgit lorsque, ainsi que l'a écrit Marx, par peur du prolétariat, par peur des masses, pour garder sa puissance sociale, la bourgeoisie renonce à l'exercice direct du pouvoir politique. Elle le confie alors aux chevaliers de la politique qui envahissent et investissent l'Etat bourgeois. L'Etat échappe au contrôle de toute représentation parlementaire. Alors que dans un régime politique parlementaire, bien que l'Etat bourgeois ait toujours une certaine autonomie, les représentants élus, les députés, le contrôlent plus ou moins ; lorsque le système de domination de classe a les caractéristiques du bonapartisme, le Parlement est une simple couverture du pouvoir exécutif.

Dans la V^e République, la majorité parlementaire procède de la caution que lui donne le président de la République élu lui aussi au suffrage universel. C'est lui qui désigne le gouvernement, lequel est responsable devant lui. Il a le droit de dissoudre le « Parlement » s'il y a conflit entre le gouvernement et une majorité à l'Assemblée nationale, par exemple en cas de vote d'une motion de censure. Envahissant et investissant l'appareil d'Etat, échappant au contrôle parlementaire, les chevaliers de la politique commencent en général par se servir eux-mêmes ; disposant du pouvoir d'Etat, ils sont aux points nodaux des « bonnes affaires ». Comment, dans ces conditions, la corruption, la prévarication, les scandales, ne proliféreraient-ils pas, quelques-uns venant de temps à autre à la surface et éclatant au grand jour ?

Jusqu'alors, gouvernement et ministres en exercice, et surtout le président de la République, avaient généralement échappé aux scandales éclatant au grand jour. La révélation de l'affaire des cadeaux « offerts » par Bokassa au président de la République lorsqu'il était ministre des Finances, de celle concernant Robert Boulin,

comme la mise en cause par celui-ci de « ses amis politiques » n'est pas innocente. En utilisant les moyens du « Watergate », une partie de la bourgeoisie a engagé la lutte pour en finir non seulement avec Barre, mais avec Giscard d'Estaing. Les « révélations » et les « indiscretions » témoignent de la crise de régime, qu'elles aggravent. Et l'on ne peut exclure que les « révélations » et « indiscretions » portent un coup final à Barre et à Giscard ainsi qu'à la majorité RPR-UDF de l'Assemblée nationale minoritaire dans le pays. A la vérité, il s'agit d'une expression de la crise politique qui étirent la bourgeoisie.

A L'ORIGINE : LA LUTTE DE CLASSE DU PROLETARIAT

Mais où se situent l'origine, les racines politiques de cette crise politique ? Dans l'impasse de la société bourgeoise à l'échelle internationale sans aucun doute, mais à la façon dont celle-ci se traduit en fonction des rapports entre les classes en France, et cela de façon très concrète. Il faut le redire, malgré la politique de division systématique du PCF, aux élections législatives de mars 1978, le RPR et l'UDF ont été minoritaires dans le pays. Les multiples élections partielles qui ont eu lieu depuis ont généralement accentué cette donnée. En soi c'est déjà une situation de déséquilibre pour un régime politique qui procède du plébiscite même si le truquage électoral appuyé par les « mass-media » camoufle le fait. Surtout, il signifie que les rapports entre les classes se développent vers une explosion politique de nature révolutionnaire qui balaiera le régime si une autre issue n'est pas trouvée à sa longue agonie.

« La Vérité » de février 1979 (n° 585) écrivait :

« La politique des dirigeants des organisations ouvrières, partis et syndicats, de soutien forcené du gouvernement Giscard-Barre, de sa politique, de la V^e République, de défense de cette Assemblée nationale minoritaire dans le pays, n'est pas sans effet : l'agonie de la V^e Républi-

que se prolonge, l'offensive réactionnaire contre le prolétariat, la jeunesse, les masses exploitées, s'accroît. Pourtant, la puissance des masses, leur volonté politique, loin d'être entamées, se renforcent, mûrissent ; le conflit entre leurs aspirations et la politique des appareils s'accroît.

L'une des principales, sinon la principale caractéristique de la situation actuelle, c'est la recherche par les masses des voies et des moyens de transférer sur le terrain direct de la lutte des classes, en utilisant leurs méthodes de classe, ce qui s'est produit au premier tour des élections législatives et s'est considérablement amplifié dans toutes les élections partielles — défaite du gouvernement Giscard-Barre, des tenants de la V^e République, défaite de tout ce qui est ressenti comme ressortissant de la politique de division, victoire politique des masses en fonction même de l'affirmation de leurs aspirations et volonté. Le prolongement de l'agonie de la V^e République, la politique des appareils bureaucratiques, que celle de l'appareil stalinien ordonne, multiplie la force de cette caractéristique. C'est de là dont doit partir toute organisation et tout militant révolutionnaires pour développer son action politique, en comprenant que cette action est partie constitutive du mouvement des masses pour surmonter et balayer tous les obstacles.

C'est pourquoi la plus grande attention doit être apportée à tout mouvement de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses, car si une hirondelle ne fait pas le printemps, elle l'annonce. En ce sens, des explosions politiques comme celle qui s'est produite à Saint-Chamond le 22 décembre 1978 ont une énorme signification et portée politiques.

On connaît les faits. Une petite usine qui doit fermer ses portes et qui est occupée depuis un an par les ouvriers. Occupation toute symbolique, deux ouvriers au soir du 22 décembre, et sans espoir. Le préfet de la Loire envoie le commissaire Bardin expulser les deux ouvriers et installer dix vigiles et deux chiens pour garder l'usine car, tout de même, la propriété privée, c'est la propriété privée !

C'est alors que l'imprévu se produit : alertée par différents moyens, dont le tocsin, toute une population, dont les ouvriers des usines d'alentour, déferle sur l'usine qu'occupent désormais les vigiles et leurs chiens. Mais la politique des appareils prend alors une forme précise : contenir la foule qui s'est rassemblée et la disloquer. Discours du maire socialiste dans ce sens, discours des dirigeants CGT et CFDT dans ce sens. Les masses n'acceptent pas, elles réoccupent l'usine, chassent les vigiles et leurs chiens que protègent les dirigeants.

Que faut-il retenir de cet événement ? C'est le mouvement des masses réalisant leur unité, par-dessus tous les obstacles, traînant derrière eux les dirigeants. C'est le mouvement des masses qui engage le combat contre la politique du gouvernement, contre le patron, contre l'Etat, contre le gouvernement. C'est le mouvement des masses qui, dans un secteur limité, se cristallise un moment et commence à s'ouvrir sa voie. Il s'agit de l'étincelle, des premières flammes, qui annoncent l'incendie. Le transfert sur le terrain de la lutte des classes selon les moyens et les méthodes du prolétariat commence à s'opérer.

Voilà le processus ouvert. »

LE REGIME GAGNE DU TEMPS

Bientôt, de nouvelles explosions se produisaient à Nantes, Valenciennes, Longwy, Denain. Dans tous les cas, les manifestations, les engagements contre la police et les CRS, étaient dirigés contre le gouvernement, le régime, l'Etat. Ces explosions étaient inséparables de ce que les résultats des élections cantonales, qui avaient eu lieu le 18 mars, exprimaient. La coalition UDF-RPR n'obtenait que 43,3 % des voix, tandis qu'à eux deux le PS et le PCF totalisaient 55,11 % des voix.

Au cours de son « intervention télévisée » du 18 avril 1979, Giscard d'Estaing, appréciant la signification des explosions politiques de Saint-Chamond, Nantes, Valenciennes, Longwy, Denain, déclarait :

« Je vous assure qu'il a fallu beaucoup de doigté, beaucoup d'attention cet hiver, au moment des tensions les plus extrêmes, pour éviter que la société française ne se déchire, et si elle commençait à se déchirer dans la violence, jusqu'où la violence pouvait-elle aller ? »

Immédiatement, Giscard d'Estaing précisait qui avait évité « que la société française ne se déchire » (entendons que le gouvernement Giscard-Barre ne soit balayé, que la V^e République ne s'effondre et que ne s'ouvre la crise révolutionnaire). A la question de Jean-Pierre Elkabach : « Vous l'avez craint ? », il répondait :

« Je ne l'ai pas craint parce que je crois qu'à tout moment on a été très conscient, et d'ailleurs nous avons trouvé dans la société française, dans les partis politiques, parmi les syndicats, des hommes tout à fait conscients de la nécessité d'éviter de durcir l'affrontement entre les Français. »

En effet, les appareils bureaucratiques s'engageaient totalement pour éviter que ne se produise l'explosion révolutionnaire. Ouvrant la marche et ordonnant la politique des autres appareils bureaucratiques, l'appareil stalinien de la CGT, relayant la politique du PCF, organisait la contre-marche des sidérurgistes sur Paris le 23 mars. Transformant le mot d'ordre correspondant aux exigences de la situation et aux aspirations des masses (« Tous à Paris, là où siègent les responsables, à l'Assemblée nationale, au gouvernement »), la direction stalinienne, avec la coopération des autres appareils syndicaux, agissait pour désamorcer ce mot d'ordre. Les autres directions confédérales déclarèrent qu'elles ne participeraient pas à la « marche sur Paris ». La direction confédérale de la CGT n'a pas appelé non plus à la « marche sur Paris ». Seules y ont appelé les unions régionales CGT de la Lorraine, du Nord et de la Loire. Tout a été mis en œuvre pour limiter au maximum la participation des travailleurs de ces régions à la « grande marche sur Paris ». Dans la région parisienne, la « mobilisation » a été une fumisterie et surtout le prétexte à l'organisation d'un gigantesque

service d'ordre qui a encadré la manifestation.

L'objectif de cette prétendue « marche sur Paris » n'était ni l'Assemblée nationale, ni Matignon, ni l'Élysée, mais... la place de l'Opéra. Fort opportunément, les « casseurs » étaient là. L'imposant service d'ordre a dissous la manifestation avant même qu'elle n'atteigne la place de l'Opéra. Le tour était joué. Depuis, l'appareil stalinien de la CGT a renouvelé plusieurs fois l'opération de fausses marches sur Paris pour désamorcer la possibilité d'une véritable marche.

Cet engagement à fond de l'appareil stalinien prolonge l'agonie du régime, lui donne des délais supplémentaires. Néanmoins, l'agonie se poursuit. Et il faut aussi rappeler ce que Jacques Chirac affirmait au cours d'une émission d'« Antenne 2 », le 2 avril :

« Nous venons de voir aux élections cantonales que les Français ont dans leur grande majorité sanctionné ce gouvernement. » Plus haut il avait dit : « La situation étant ce qu'elle est, (au cas d'élections législatives) il est fort probable que, dans un mouvement d'humeur bien compréhensible, les Français renverraient sans coup férir une majorité socialiste et communiste à l'Assemblée nationale et que s'ouvrirait ainsi une crise politique qui, s'ajoutant à la crise économique que nous connaissons, rendrait la situation de la France plus grave encore que ce qu'elle est aujourd'hui. »

DES FAITS ELOQUENTS

Avec plus de force que jamais, le développement de la lutte des classes au cours de l'hiver 1978-1979, les résultats des élections cantonales ont exigé de la bourgeoisie, des dirigeants de la V^e République, de ceux de la « majorité » RPR-UDF de plus en plus minoritaire, qu'ils recherchent une issue, à commencer par la mise sur pied d'un nouveau gouvernement. C'est alors que Robert Boulin est apparu comme l'un de ceux pouvant devenir le nouveau Premier ministre. C'est alors aussi qu'un nouveau juge d'instruction a été saisi de l'opération immobilière de Ramatuelle, et que

l'instruction, qui dormait jusqu'alors, a été brusquement accélérée...

La crise du régime s'est poursuivie d'autant plus que les exigences de la crise générale de l'impérialisme impliquent une offensive vigoureuse et sur tous les terrains contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées. Ainsi que l'écrivait « La Vérité » :

« Tout se passe comme si ce que la V^e République n'a pu réaliser en vingt ans — arracher aux masses leurs acquis sociaux, leur imposer une diminution radicale du pouvoir d'achat, reconstituer une vaste armée de chômeurs, réaliser la mobilité de la main-d'œuvre d'une qualification à l'autre, d'une profession à l'autre, d'une région à l'autre, dégrader les conditions de vie — le gouvernement Giscard-Barre se proposait d'y parvenir en quelques années, la crise d'ensemble de l'impérialisme, particulièrement la précipitation de la marche à une crise économique majeure, le poussant à ces extrêmes. »

Mais cette offensive décisive est en contradiction radicale avec les rapports politiques actuels entre les classes. Immanquablement, au niveau des rapports à l'intérieur de la « majorité », du gouvernement, de l'Etat, de la bourgeoisie, il s'ensuit une aggravation de la crise politique. Elle s'est manifestée au niveau du gouvernement de la façon suivante : aux « journées parlementaires de l'UDF » à Vittel, Raymond Barre a laissé entendre que sa succession était ouverte en évoquant le successeur qu'il aura un jour, et le successeur de son successeur. Au cours de son troisième « entretien télévisé », le 17 septembre, Giscard d'Estaing a dit :

« On a demandé aux Français, en matière de recettes, le maximum de ce que l'on doit leur demander. S'il y a des équilibres à rechercher, ils devront l'être par une remise en cause des dépenses. »

Le 27 septembre, le Premier ministre saisit l'occasion pour lui répondre publiquement, sans évidemment le nommer :

« Je mets en garde l'opinion publique contre l'idée actuellement répan-

due selon laquelle il y aurait d'abondantes économies budgétaires à réaliser. C'est un thème familier. Nous avons déjà fortement comprimé les dépenses de fonctionnement de l'Etat. Quelles autres dépenses veut-on frapper ? Quel serait l'effet de la réduction des dépenses sur le niveau de l'activité économique que, par ailleurs, on souhaite le plus élevé possible, ou sur la protection sociale des Français, que l'on s'engage par ailleurs à sauvegarder ? Quelle hausse supplémentaire des tarifs est-on disposé à accepter pour réduire les concours budgétaires aux entreprises publiques ? Je crains que certaines propositions ne pèchent par ignorance ou par légèreté. Les économies à effectuer seraient aussi douloureuses, sinon plus douloureuses, que les recettes à prélever. Je serais pour ma part amplement satisfait si la progression des dépenses publiques et sociales venait à ne plus excéder dans les années à venir la progression de la production nationale. »

La « divergence » ne se limite pas à l'aspect « économique », elle porte sur les relations entre les classes en France et sur la capacité du régime à accentuer encore son offensive contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées. La crise politique amène à un affrontement entre le président de la République et son Premier ministre. Le RPR tente d'en tirer parti. Le 18 octobre, les députés RPR joignent leurs voix à celles des élus socialistes et PCF, faisant passer un amendement qui supprime la modification du barème de l'impôt sur le revenu que le gouvernement proposait. Le 22 octobre, ils s'abstiennent sur l'article 25 de la loi de finances qui porte sur les recettes, lequel est rejeté. De son côté, le groupe UDF, sans aller jusque-là, réclame la réduction des recettes budgétaires. A ce moment, le 19 octobre, Raymond Barre entre à l'hôpital du Val-de-Grâce. Entre temps, le 10 octobre, « Le Canard Enchaîné » a publié ses informations sur les « cadeaux » de Bokassa à Giscard d'Estaing et sur les parachutistes déménageurs. Au cours de ces mêmes semaines, les « bruits » et les « indiscretions » à propos de l'instruction ouverte sur l'affaire immobilière de Ramatuelle et sur Robert Boulin se

multiplient. Le 30 octobre, Robert Boulin se suicide. Le lendemain, 31 octobre, l'AFP reçoit la lettre que Robert Boulin lui a envoyée avant de se suicider.

L'énoncé des faits est éloquent. L'imminence de la crise révolutionnaire ébranle ainsi que des secousses sismiques l'édifice vermoulu de la V^e République. La crise s'aiguise au sommet de la V^e République. L'impossibilité de trouver une solution politique qui sauve durablement le régime et évite le déferlement des masses, la mise en cause de l'Etat et sa dislocation — en résumé l'émergence d'une crise révolutionnaire — entraîne l'utilisation au sommet de la V^e République, par une coterie contre une autre, une clique contre une autre, des pires moyens. Au cours de cette bataille de crabes, où tous les coups sont utilisés, sans que l'on puisse préciser qui est à l'initiative de telle ou telle « indiscretion », de tel ou tel « bruit », les cliques, à l'intérieur du RPR comme à l'intérieur de l'UDF, agissent aussi bien contre leurs « amis politiques » que contre l'« adversaire » RPR ou UDF. Des failles béantes s'écoulent un flot de scandales qui éclabousse jusqu'à l'incarnation de l'Etat, pierre angulaire de la V^e République, le président de la République. La crise du régime prend une acuité nouvelle. La situation politique tourne. La phase finale de la crise de régime approche.

LE PCF S'ENGAGE A FOND ET SANS FARD

Immédiatement, la direction du PCF a apprécié la gravité du moment. Sans hésitation, elle a volé au secours de Giscard et de la V^e République, se servant de termes qu'elle n'avait pas encore utilisés jusqu'alors. André Wurmser, artiste en la matière, chargé de noyer le poisson (si l'on peut dire) en ce qui concerne les diamants de Bokassa, écrit dans « L'Humanité » du vendredi 12 octobre :

« L'affaire des brillants de Bokassa n'est que l'illustration de la conjonction, bien naturelle, des deux scandales permanents : l'intervention et l'immoralité qui ne sont pas des scandales giscardiens, mais les effets

du régime capitaliste. Et seules les dupes croient que les scandales cesseront avec lui ! »

En quelque sorte, Giscard n'y est pour rien, ni le régime pourri de la V^e République, puisque tant que le système capitaliste existera, il y aura des scandales. Alors pourquoi demanderait-on des comptes à Giscard ? Remettons à plus tard, bien plus tard, au jour très lointain où le capitalisme n'existera plus, d'en finir avec la corruption et les scandales.

Pourtant, c'est à propos du suicide de Robert Boulin que la direction du PCF, Marchais ouvrant le feu, va se déchaîner dans la défense ouverte et sans fard du régime et du gouvernement Giscard-Barre. Dès le suicide de Robert Boulin connu, Georges Marchais fait une déclaration qui se conclut ainsi :

« Il est temps d'en finir avec des méthodes qui dégradent la vie politique de notre pays et menacent la démocratie. »

Les méthodes dont il est question ne sont évidemment pas celles du gouvernement, celles de Giscard. Ce sont celles qui ont permis que « Le Canard Enchaîné » et « Le Monde » informent aussi bien des « cadeaux » de Bokassa que de l'instruction ouverte à propos de l'opération immobilière de Ramatuelle. Marchais met ouvertement en cause la liberté de la presse. Mais l'introduction ne le cède en rien à la conclusion :

« Robert Boulin était RPR. Je suis communiste. Nos positions politiques, nos activités s'opposaient. Pour autant, cette opposition n'a jamais exclu ni le respect, ni la correction dans les rapports. »

Pour utiliser un terme à la mode, la « déontologie » que Marchais affiche a un contenu politique précis. Le « respect » qu'il porte au ministre du Travail, la « correction » dans les rapports qu'il souhaite, sont l'expression même du « respect » que Marchais a du gouvernement Giscard-Barre et de ses ministres comme de la « correction » des rapports qu'il entend maintenir avec eux.

Ils sont « la majorité », nous sommes « l'opposition ». L'une et l'autre se situent sur le même plan : le « respect » du régime et de ses institutions, la « correction » des uns par rapport aux autres, nécessaires pour les défendre.

Le ministre du Travail d'un gouvernement anti-ouvrière n'a, lui, aucun « respect » pour les centaines de milliers de travailleurs dont il organise le licenciement. Il accentue « correctement », en fonction des intérêts du capital, l'exploitation des masses et rejette sur elles les conséquences écrasantes de la crise du régime capitaliste. C'est cela que Marchais défend.

Mais étouffer le suicide de Boulin, l'affaire des diamants de la couronne, paraît vraiment très difficile. La crise de régime en est précipitée. Alors Marchais est contraint de s'exprimer plus clairement encore. « L'Humanité » du 8 novembre publie un article de lui : « Les vrais problèmes ».

« Les dirigeants du Parti socialiste (affirment) qu'en somme, en cet automne, le pouvoir giscardien serait comme les feuilles mortes : en train de tomber. Il n'y aurait plus qu'à le ramasser.

Si donc, dans de telles circonstances, le gouvernement reste en place, l'explication est toute trouvée : ce serait la faute des communistes, qui ont eu l'audace de ne pas s'être associés à la campagne de discrédit personnel dont Robert Boulin avait été l'objet, et qui, après sa disparition, ont mis en évidence le rôle négatif joué par une certaine presse. En agissant ainsi, à en croire nos accusateurs, nous aurions non seulement mis en péril la liberté de la presse, mais nous serions, en plus, un « allié objectif du pouvoir en place » ! »

Marchais persiste et signe :

« Ne leur en déplaise, donc, je le redis simplement, c'est l'honneur du Parti communiste français d'avoir exposé clairement et honnêtement, une fois de plus, sa conception de la lutte politique. Nous sommes les adversaires les plus résolus du pouvoir du capital. Mais nous rejetons fermement, catégoriquement, les

insinuations, le mensonge, la calomnie, la manipulation, l'attaque personnelle comme armes de ce combat. Pour nous, la fin ne justifie pas les moyens. »

L'« adversaire résolu du capital » défend encore plus résolument l'« honneur » des ministres pourris du gouvernement pourri d'un régime pourri. Marchais ne se sert « des insinuations, du mensonge, de la calomnie, de la manipulation, de l'attaque personnelle comme armes de combat » qu'à l'encontre des militants et des travailleurs qui veulent en finir avec ce gouvernement et ce régime, contre ceux qui combattent pour la révolution prolétarienne et contre les gouvernements bourgeois et les bureaucraties parasitaires, pour porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers sans ministres représentants de la bourgeoisie, de ses organisations et partis. Comme pour tout le monde, les moyens de Marchais correspondent à ses fins. Il se trouve que sa « fin » est de sauver le gouvernement Giscard-Barre. Il défend donc l'« honneur » de Giscard et de ses ministres et salit les militants, les organisations, les masses qui veulent en finir avec eux.

Marchais s'exprime crûment :

« Quant à ceux qui prétendent qu'il suffirait aujourd'hui de se baisser pour prendre le pouvoir, comme si utiliser — voire fabriquer — des scandales à partir d'affaires privées constituait un moyen privilégié d'aller vers le changement, ils répandent une illusion dangereuse, font preuve d'un rare aveuglement politique. C'est en effet une règle bien connue de l'histoire de notre pays que les scandales politiques ont parfois réussi à faire tomber un gouvernement, mais que cette chute a toujours profité à la droite, voire à l'extrême-droite. »

Il ne faut pas mettre en cause le gouvernement Giscard-Barre, la V^e République et ses institutions qui nourrissent la pourriture, la corruption et les scandales. Suit évidemment la menace : agir ainsi serait faire le jeu de « la droite, voire de l'extrême-droite ». Décidément, la fin justifie les moyens.

Il faut s'interroger : pourquoi le PCF s'engage-t-il si ouvertement, si cyniquement, dans la défense du gouvernement Giscard-Barre, de la V^e République et de ses institutions ? La réponse réside en ce que les rapports entre les classes à l'échelle internationale en sont au point où l'« ordre » établi à Yalta et Potsdam, déjà profondément altéré et modifié, peut brutalement se disloquer. « La Vérité » a déjà souligné la signification et la portée de la révolution portugaise, de la révolution en Iran, de la révolution au Nicaragua, et dans quels processus elles s'insèrent. Le camarade Luis Favre, dans ce numéro, analyse la première phase de la révolution au Nicaragua, ses forces motrices et son enjeu. La camarade S. Etessam analyse les nouveaux développements de la révolution en Iran. L'éditorial d'« Informations ouvrières » du samedi 10 novembre 1979 (n° 923) insiste :

« Au travers de toutes les difficultés et embûches, après l'Iran, le Nicaragua et à présent la Bolivie entrent dans la voie de la révolution. La disparition du régime de la V^e République en France fournira l'immense appel d'air que les masses laborieuses au Portugal, en Espagne, en Europe, attendent, facilitera la tâche de ceux qui, en URSS et dans les pays de l'Est, combattent pour faire renaître l'Octobre rouge de 1917 de ses cendres. »

Le PCF s'engage à fond car, agent de la bureaucratie du Kremlin, il lui faut à tout prix tenter de bloquer le processus qui aboutit inéluctablement à l'ouverture d'une situation, d'une crise révolutionnaire en France, laquelle déstabilisera l'Europe entière, déjà chancelante, et au-delà le monde entier. De plus en plus, au sens strict, en Europe et en de multiples pays dans le monde, révolutions sociales et révolutions politiques, chaînons de la révolution prolétarienne mondiale, sont imminentes.

Il n'est pas une semaine qui n'amène de nouvelles manifestations de la marche inéluctable à des bouleversements mondiaux. Bien entendu, ce sont les révolutions déjà ouvertes et les affrontements politiques dans ces pays mêmes et à l'échelle internatio-

nale, pour ou contre ces révolutions et à propos de ces révolutions. Mais ce sont également les mille et un événements quotidiens que l'on ne peut relater.

NOUVELLES MANIFESTATIONS DE LA CRISE DE L'IMPERIALISME ET DES BUREAUCRATIES

Les crises politiques des régimes de domination de classe des différentes bourgeoisies ainsi que celles de domination des bureaucraties parasitaires se poursuivent. Après le discours de Carter prononcé en juillet, la déclaration de candidature à la présidence de la République des USA qu'Edward Kennedy vient de faire est un autre épisode de la crise politique qui déchire le régime et en constitue un nouveau témoignage. La coutume veut que le président sortant, sauf s'il se retire, soit automatiquement le candidat du parti auquel il appartient. La candidature d'Edward Kennedy, membre du Parti démocrate comme Carter, exprime une cassure au sein de ce parti et remet en cause le « système des deux partis » qui assure depuis un siècle la stabilité de la domination de classe de la bourgeoisie américaine.

L'assassinat du dictateur du Sud de la Corée, Park, au pouvoir depuis 1961, témoigne qu'une crise politique déchire cet Etat comprador de l'impérialisme US. Le développement capitaliste qui s'est produit dans le sillage de l'impérialisme en Corée du Sud, comme c'est le cas dans les pays semi-coloniaux, tels ceux d'Amérique latine ou l'Iran, a miné les rapports économiques et sociaux traditionnels sans constituer une nouvelle base sociale et économique stable.

La Corée du Sud est de ces pays (ou demi-pays) dont l'Etat et l'économie sont susceptibles à tout moment de s'effondrer comme châteaux de cartes sous l'effet de la crise générale de l'impérialisme, ouvrant la voie à un déferlement des masses. C'est en ce sens que l'assassinat de Park inquiète l'impérialisme américain ainsi que l'impérialisme japonais, mais pas seu-

lement eux, toutes les puissances impérialistes et les bureaucraties parasitaires de Chine et d'URSS également. La Corée est en effet un pays qui, comme l'Allemagne, a été en 1945 artificiellement coupé en deux à la hauteur du 38^e parallèle : au Nord, occupation par les armées de la bureaucratie du Kremlin ; au Sud, occupation par l'impérialisme US. Au Nord, le capital a été exproprié, tandis qu'au Sud un Etat satellite de l'impérialisme US défendant la propriété privée des moyens de production a été édifié. A la fin de la guerre de Corée, dont l'enjeu officiel était des deux côtés l'unité de la Corée, la coupure à la hauteur du 38^e parallèle a au contraire été réaffirmée et renforcée. Mais la Corée est une nation. Ni sa transformation à la fin du siècle dernier en colonie japonaise, ni son partage en deux zones d'occupation, ni le fait que deux modes de production sociale y existent, n'effacent cette donnée fondamentale. La question nationale est au contraire d'autant plus explosive que la résoudre exige la révolution sociale et la révolution politique, et que toute révolution soulève nécessairement la question de l'indépendance et de l'unité nationales.

Tout déséquilibre, toute rupture, toute crise politique en Corée du Nord et du Sud ne peuvent être ressentis que comme des menaces mortelles par l'impérialisme et les bureaucraties du Kremlin et de Pékin, car ils peuvent ouvrir les vannes à la révolution sociale et à la révolution politique en Asie, dans cette Asie ravagée de contradictions explosives.

Autre événement se produisant à l'autre bout du monde : la démission du général Dayan du gouvernement Begin. L'Etat d'Israël est en pleine crise. Il ne peut supporter ce qui est pourtant indispensable pour intégrer l'Organisation de libération de la Palestine à la tentative de stabilisation de cette région du monde dans le cadre de la « paix américaine » : la perspective de la constitution d'un Etat crouillon palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Yasser Arafat a été reçu en tant que « persona grata » par plusieurs gouvernements européens. Il est question qu'il soit reçu en France de cette façon. Depuis longtemps, le Département d'Etat a noué des relations offi-

cieuses avec lui et avec l'OLP. Il est question d'un siège à l'ONU pour la Palestine, que l'OLP occuperait. La pression s'accroît sur le gouvernement israélien, qui résiste pas à pas et désespérément. La démission de Dayan est un nouvel élément de cette question. Cependant cette politique, d'autant plus urgente que la révolution iranienne a renversé le chah et ébranlé toute la région, risque de se retourner en son contraire. L'Etat d'Israël est une création purement artificielle, un bastion implanté par l'impérialisme américain comme instrument nécessaire pour son contrôle du Moyen-Orient. Il s'est implanté en écrasant le peuple palestinien. La reconnaissance d'une nation palestinienne, la constitution d'un Etat, même crouillon, en référence à une nation palestinienne, c'est la négation des bases sur lesquelles l'Etat d'Israël a été constitué, c'est la décomposition de cet Etat crouillon qui commence. Du même coup, la stabilisation recherchée d'un côté est détruite de l'autre.

Il n'est pas nécessaire de revenir dans cet article une fois encore sur les crises politiques qui ne cessent d'opérer sous des formes et à des degrés divers dans les pays capitalistes d'Europe. Quant à l'actualité de la crise politique qui assaille les bureaucraties parasitaires de l'Europe de l'Est et de l'URSS, les nouveaux procès en Tchécoslovaquie, l'accentuation de la répression en portent témoignage. Les bureaucraties parasitaires ne parviennent pas à arracher le grain qui a germé et qui continue à pousser à la suite des grandes semailles révolutionnaires de l'année 1968 en Tchécoslovaquie, en Pologne et jusqu'en URSS.

SIGNIFICATION DE L'ESCALADE DU PRIX DE L'OR

Il faut cependant revenir sur la crise monétaire internationale, la nouvelle escalade du prix de l'or au cours du mois de septembre.

Le mardi 2 octobre, le prix de l'once d'or a atteint à Londres 450 dollars l'once. Une fois de plus, le mouvement a été enrayé. Mais pour le

moment, le cours de l'or s'est « stabilisé » aux environs de 400 dollars l'once. Chacun sait que ce n'est qu'une pause, et que, à plus ou moins longue échéance, une nouvelle escalade est inévitable. Cette escalade du prix de l'or n'a rien de mystérieux. Le fait qu'elle dépasse la hausse des prix en général, quoique celle-ci s'accélère, ne l'est pas non plus. Certes, il y a la spéculation. Un mécanisme particulièrement efficace a été mis au point aux USA. Il consiste en ceci : depuis 1974, les Américains sont à nouveau autorisés à acheter de l'or. A Chicago et à New York fonctionnent ce qu'il est convenu d'appeler des marchés à terme.

En versant une « couverture », selon les clients, de 1 500 à 4 000 dollars à un brooker, on peut acheter ou vendre 100 onces d'or, dont le reste sera payé à terme, c'est-à-dire à la fin du mois. Celui qui aura acheté de cette façon 100 onces d'or le 15 septembre les aura achetées au prix de $350 \times 100 = 35\ 000$ dollars. A la fin du mois, ces mêmes 100 onces d'or atteignent environ le prix de $400 \times 100 = 40\ 000$ dollars...

$40\ 000 - 35\ 000 = 5\ 000$ dollars dont il faut déduire les bénéfices du « brooker », environ 60 à 80 dollars. Bénéfice net, 4 920 dollars avec un engagement premier de 1 500 à 4 000 dollars. Et l'on peut aussi céder du métal à « découvert », fictivement, sans le posséder au moment de l'achat mais en le livrant à terme. L'opération n'est gagnante qu'en cas de baisse du prix de l'or. Il est évident que l'opération dominante, étant donné la hausse du prix de l'or, est l'achat à terme. Pour qu'il en soit ainsi, cela veut dire que la fuite devant la monnaie s'accélère, que, bien plus, il est largement fait appel au crédit pour financer les achats d'or. En fin de compte, la source du crédit aux USA est le Federal System Bank (les banques accordant des crédits en obtiennent elles-mêmes du Federal System Bank), qui nourrit aussi la spéculation contre le dollar.

Le fond de l'affaire réside néanmoins en ce que Marx expliquait :

« Tant qu'elle traite *ex professo* (professionnellement) « du capital », l'économie politique éclairée toise

avec le plus grand mépris l'or et l'argent, qui constituent en fait pour elle la forme du capital la moins intéressante et la plus inutile. Dès qu'elle traite du système bancaire, tout est mis sens dessus-dessous ; or et argent deviennent le capital *par excellence* à la conservation duquel il faut obligatoirement sacrifier toute autre forme de capital et tout travail. Mais qu'est-ce donc qui distingue l'or et l'argent des autres aspects de la richesse ? Ce n'est pas la grandeur de valeur : elle est déterminée par la quantité de travail matérialisé en eux. Mais ils sont des incarnations autonomes, des expressions du caractère *social* de la richesse. (La richesse de la société n'est pas autre chose que la richesse de particuliers, qui en sont les propriétaires privés. Elle manifeste son caractère social simplement en ceci que ces particuliers, pour satisfaire leurs besoins, échangent entre eux des valeurs d'usage qualitativement différentes. Dans le système de production capitaliste, cet échange n'est possible que par l'intermédiaire de l'argent. C'est ainsi que la richesse du particulier ne se réalise en richesse sociale que par la médiation de l'argent, l'argent incarne la nature sociale de cette richesse. — F.E.)

Cette existence sociale apparaît donc comme un au-delà, comme objet, chose, marchandise, à côté et en dehors des véritables éléments de la richesse sociale. Tant que va la production, on l'oublie. Le crédit, qui est lui aussi une forme sociale de la richesse, évince l'argent et usurpe sa place. C'est la confiance dans le caractère social de la production qui fait apparaître la forme argent des produits comme quelque chose de simplement évanescant et idéal, comme une simple représentation. Mais dès que le crédit est ébranlé — et cette phase se produit toujours nécessairement dans le cycle de l'industrie moderne — toute richesse réelle doit du jour au lendemain et en réalité être convertie en numéraire, en or et argent, exigence absurde mais qui résulte nécessairement du système lui-même. Et tout l'or et l'argent qui doit suffire à satisfaire ces énormes demandes se monte à quelques millions entreposés dans les caves de la Banque. Dans les effets des sorties d'or, le fait que la produc-

tion n'est pas réellement soumise au contrôle de la société en tant que production sociale se manifeste donc d'une façon frappante : la forme sociale de la richesse existe en tant qu'*objet* en dehors d'elle. En réalité, le système capitaliste partage cette caractéristique avec des systèmes de production antérieurs, pour autant qu'ils sont fondés sur le commerce des marchandises et les échanges entre particuliers. Mais c'est seulement en système capitaliste qu'elle apparaît de la façon la plus frappante, sous la forme la plus grotesque qui soit, celle d'une contradiction, d'un non-sens absurde. En effet :

1 - le système capitaliste est celui où l'on a aboli le plus complètement qu'il se puisse la production en vue de la création de valeurs d'usage immédiate, en vue de l'utilisation personnelle par le producteur : la richesse n'y existe plus que comme procès social s'exprimant par l'enchevêtrement de la production et de la circulation ;

2 - avec le développement du système de crédit, la production capitaliste cherche continuellement à lever cette barrière de métal, cette barrière à la fois matérielle et imaginaire de la richesse et du mouvement de celle-ci, mais revient toujours se buter la tête contre ce mur.

Dans la crise on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de change, des titres, des marchandises, doit pouvoir être tout d'un coup et simultanément convertible en argent bancaire et tout cet argent à son tour en or. »

La hausse de l'or, ainsi que Marx l'explique, est une des manifestations les plus évidentes de la marche accélérée à la crise économique, et cela à tous les stades du développement du mode de production capitaliste. Mais en outre, au stade du capitalisme pourrissant, plus particulièrement au moment actuel, la généralisation du parasitisme multiplie le capital fictif, les capitaux flottants, les traites, les crédits de cavalerie, ébranle même toutes les monnaies. La course à l'or est significative de l'état de décomposition du mode de production capitaliste. La spéculation procède de cette situation et l'aggrave. Mais actuelle-

ment, la course à l'or traduit autre chose encore : l'épouvante de la classe des possédants, confrontés à la décomposition de leur société et qui voient monter inexorablement le flot de la révolution prolétarienne.

25 MILLIONS DE TONNES DE CEREALES

Sous une autre forme s'affirme l'impasse et la faillite des bureaucraties parasitaires. « Informations ouvrières » du 19 octobre 1979 (n° 919) écrivait à propos de la vente de 25 millions de tonnes de céréales par les États-Unis à l'URSS :

« N'est-ce pas une extraordinaire démonstration de la subordination de l'économie des pays où le capital a été exproprié à la division internationale du travail et au marché mondial que dominant encore les grandes puissances impérialistes ? La dette croissante des pays où le capital a été exproprié, par rapport aux grandes puissances impérialistes, en est un autre témoignage impitoyable. Cela signifie qu'en URSS même, plus de soixante ans après la révolution d'Octobre, le dilemme historique — en avant vers le socialisme ou en arrière vers le capitalisme — n'est toujours pas tranché. La croissance des forces productives en URSS et dans tous les pays où le capital a été exproprié ne suffit pas par elle-même à le trancher.

Jean George écrivait dans *L'Humanité* du 26 juillet : « Afin d'améliorer rapidement la production, on encourage financièrement les quelques cent millions de Soviétiques qui disposent de lopins de terre à pratiquer l'élevage. »

Voilà qui rappellera aux générations qui ont vécu la Deuxième Guerre mondiale et l'Occupation qu'il était alors recommandé à chacun, pour résoudre la question du ravitaillement, de cultiver son jardin individuel. Ce n'était certes pas là « le socialisme », mais des moyens de fortune pour survivre. Pas plus qu'il n'y a un brin de socialisme en ce que « il fut une époque où, dans les villes

soviétiques, la majorité des familles vivaient dans des appartements dits « communautaires ». C'était encore le cas dans les années 1950. Aujourd'hui, 15 % seulement (sic) sont dans ce cas". (Même auteur, même article).

Peut-on établir plus nettement la faillite frauduleuse de la "théorie de la construction du socialisme dans un seul (ou plusieurs) pays" ?

Il n'est pas douteux que l'expropriation du capital en URSS, en Europe de l'Est, a été la condition d'un gigantesque développement des forces productives. Mais ce développement même rend plus impérieuse l'intégration de l'économie de ces pays à la division internationale du travail établie sur une nouvelle base, comme elle rend de plus en plus impérieux le besoin d'en finir avec les distorsions, le gaspillage, le pillage dus à la gestion par des bureaucraties parasitaires. Il est urgent que la révolution prolétarienne mondiale se poursuive, s'achève, qu'elle exproprie le capital dans le reste du monde, qu'elle balaie les bureaucraties parasitaires, qu'elle établisse les conditions de la gestion des forces productives par les producteurs eux-mêmes et selon leurs besoins.

Derrière la crise des céréales, la livraison de 25 millions de tonnes par les USA à l'URSS et leur paiement, les rapports entre les classes sont à l'œuvre. La faillite frauduleuse de la "théorie de la construction du socialisme dans un (ou plusieurs) pays" amène les bureaucraties parasitaires à une subordination toujours plus étroite à l'impérialisme, et cela contre le prolétariat mondial, à commencer par le prolétariat de leur propre pays.

Par contre, elle souligne la conjonction de la révolution sociale contre le capital et de la révolution politique contre les bureaucraties parasitaires, leur brûlante actualité. »

DE QUELS BOULEVERSEMENTS S'AGIT-IL ?

De façon synthétique, on peut écrire :

— Les rapports internationaux entre les classes se développent vers les plus extrêmes tensions. Les contradictions économiques, sociales et politiques évoluent inéluctablement vers une explosion de dimension mondiale.

A tout instant, ce monde peut basculer. La seule interrogation porte sur : quelle élasticité possèdent encore les rapports actuels ? jusqu'à quel point les contradictions accumulées peuvent-elles croître encore tout en étant relativement contenues ? A cela il n'est pas possible de répondre avec précision. Mais c'est une certitude : un bouleversement de tous les rapports mondiaux se prépare.

Pour bien préciser, on peut rappeler quelques grandes dates marquant des bouleversements mondiaux radicaux. Entre le congrès de Vienne en 1815 et la révolution de 1848, sur tous les plans, économique, social et politique, à l'échelle de l'Europe et du monde, de multiples événements se produisent qui marquent l'histoire de l'humanité. Tous ces événements doivent être analysés, leur compréhension est indispensable à celle du tournant historique que représente 1848. Mais 1848 est une rupture dans l'histoire universelle : à l'échelle de l'histoire s'est ouverte la perspective de la révolution prolétarienne. Avec les révolutions prolétariennes de février et juin en France, le mouvement révolutionnaire en Italie, le mouvement national en Hongrie, les révolutions de mars à Berlin et à Vienne, s'opère un saut qualitatif.

Entre 1870-1871 — la guerre franco-allemande et la Commune — et la Première Guerre mondiale, les développements économiques, sociaux et politiques de tous les rapports mondiaux sont d'une importance déterminante : construction du mouvement ouvrier, transformation du capitalisme, de capitalisme libéral en capitalisme de monopole, naissance de l'impérialisme et des contradictions inter-impérialistes, premières guerres inter-impérialistes, première révolution russe, etc. Mais la Première Guerre mondiale marque un saut qualitatif dans les rapports mondiaux. Avec elle s'ouvre l'époque des guerres et des révolutions, l'époque de la révolution prolétarienne dont le premier acte sera la révolution russe en 1917.

La crise économique de 1929 marque également une rupture dans les rapports mondiaux, ainsi que la Deuxième Guerre mondiale. Celle-ci est l'aboutissement d'innombrables développements. Mais elle est autre chose que ces développements et il en résultera des modifications fondamentales dans les rapports mondiaux.

Aujourd'hui, une nouvelle rupture des rapports mondiaux et une transformation qualitative sans précédent se préparent. L'ensemble des contradictions accumulées depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, dont les origines se situent dans toute l'histoire de la société bourgeoise et de la lutte des classes, atteignent une telle intensité, elles sont en des relations réciproques si étroites, qu'une explosion bouleversant tous les rapports mondiaux est inéluctable et qu'elle approche. N'étaient les rapports entre les classes, une troisième guerre mondiale serait à l'ordre du jour. Du point de vue des exigences objectives du capital par exemple, l'économie permanente d'armement ne suffit pas, l'économie de guerre est devenue nécessaire.

Mais les conditions politiques — rapports entre les classes, rapports à l'intérieur de chaque bourgeoisie, entre puissances impérialistes — n'en existent pas. Le fond de l'affaire est alors que la crise générale de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires s'accroît, que se noue le pourrissement de tous les rapports bourgeois à la faillite totale des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, à la puissance sociale et politique du prolétariat qui n'a jamais été aussi grande. En conséquence, un déferlement gigantesque du prolétariat est inéluctable. Pour l'instant encore, la peur de cette échéance historique menaçante et inéluctable amène les bourgeoisies et les bureaucraties parasitaires à mobiliser toutes leurs ressources, tous leurs moyens, pour la retarder. Ce qui explique que cette situation se prolonge et peut encore se prolonger un temps. Mais est à l'ordre du jour, inéluctable, la dislocation de l'« ordre » de Yalta et de Potsdam, le plein développement de la nouvelle période de la révolution qui s'est ouverte en 1968 et que l'OCI a caractérisée comme « la période de la révolution imminente ».

En effet, toutes les forces réactionnaires sont mobilisées pour tenter de bloquer la marche en avant de la révolution. A la dernière session de l'Assemblée générale de l'ONU, le pape, Castro, sont venus s'exprimer à la tribune de la contre-révolution, l'un au nom de Dieu, l'autre au nom de la « coexistence pacifique », tous les deux au nom de la contre-révolution. Tous conjuguent leurs efforts pour étrangler les révolutions iranienne et nicaraguayenne. Tous tentent, dans les pays capitalistes européens notamment, de barrer la route à la révolution qui s'avance. Très naturellement, l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin est en première ligne de la défense de l'ordre bourgeois contre le prolétariat qui est prêt à la submerger et à la disloquer. Voilà pourquoi, cyniquement, ouvertement, le PCF prend en charge la défense du gouvernement Giscard-Barre, de la V^e République agonisante et de ses institutions.

LE PCF TENTE D'EXORCISER LE DIABLE : LA QUESTION DU GOUVERNEMENT

Il est utile de rappeler ce que souligne le programme de fondation de la IV^e Internationale :

« L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant, d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques. Quelle que soit la diversité des méthodes des social-traitres — de la législation "sociale" de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline —, ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés pour arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne

peut être résolue que par la IV^e Internationale. »

Il serait erroné de ne pas admettre que la politique du PCF et de l'appareil stalinien qui contrôle la CGT — ordonnant la politique des autres appareils bureaucratiques — parvient à contenir le mouvement des masses et à prolonger l'agonie de la V^e République. Comme nous l'avons déjà vu, Giscard d'Estaing en a porté lui-même témoignage. L'appareil stalinien est parvenu, en organisant la contre-marche sur Paris du 23 mars, à isoler et à enfermer les sidérurgistes dans leurs usines, leurs localités, leurs régions, et à réaliser les conditions de l'application du « plan social » qui organise les licenciements. Dès la rentrée, il a repris l'organisation des grèves tournantes et dislocatrices. Au moment où ces lignes sont écrites, après avoir renouvelé le coup du contre-feu d'une pseudo-marche sur Paris, l'appareil stalinien s'efforce d'isoler la grève des travailleurs de chez Alsthom de l'usine de Belfort et de les contraindre à capituler, faute de perspective, par usure.

Agissant ainsi, l'appareil stalinien permet au gouvernement Giscard-Barre d'appliquer sa politique entièrement tournée contre le prolétariat, les masses exploitées, la jeunesse, quand il ne prend pas directement en charge son application.

Mais dès que la question du gouvernement, du pouvoir, du régime est posée clairement et ouvertement, l'appareil stalinien entre en transes. Ainsi, lors de la rencontre de septembre entre les représentants du PS et du PCF, Berégovoy, au nom du PS, fait une déclaration liminaire où il dit :

« La crise n'est pas fatale. Les socialistes l'ont qualifiée, c'est celle du système capitaliste. Elle touche de multiples catégories sociales et concerne à la fois le domaine économique, social et culturel. La solution est politique : elle réside dans l'accès des forces de la gauche au pouvoir pour ouvrir la voie au changement démocratique et transformer en profondeur les structures économiques et sociales du pays, dans le respect strict des libertés. Le plus tôt sera le mieux. »

Le PS ne serait pas le PS, parti de collaboration de classes, préparant « une solution de rechange » au régime en faillite, si, en conséquence, il ne maintenait la politique de l'« union de la gauche ». Mais cette déclaration a l'inconvénient majeur aux yeux de la direction du PCF d'affirmer : « La solution est politique », « elle est dans la solution de la question du pouvoir ». Marchais le sait : de ce point de vue, elle correspond aux besoins et aux aspirations des plus larges masses qui l'entendent ainsi : « Il faut en finir avec le gouvernement Giscard-Barre ! Il faut porter au pouvoir un autre gouvernement ! ». Marchais sait que les masses comprendront : « Il faut porter au pouvoir un gouvernement de nos partis, le PS et le PCF. » Or, c'est justement pour cela qu'elles veulent passionnément l'unité et le front unique des partis ouvriers.

Dès lors, la campagne de division ne fait que croître et embellir. Pour « L'Humanité », quoi qu'il se passe, c'est toujours et encore de la faute du PS qui a « viré à droite ». La direction du PCF a opposé l'« union à la base » à l'unité au sommet. Le PS a répondu : « D'accord pour l'union à la base ». Alors, pour la direction du PCF, celle-ci n'est plus réellement réalisable car les militants du PS sont formés à l'école de Mitterrand, ce sont des « réformistes », ce sont des « social-démocrates ». L'« union à la base », comme l'« unité au sommet », n'est possible qu'avec ceux qui s'alignent sur la politique de l'appareil stalinien, et notamment les grèves tournantes et dislocantes.

P. Mauroy évoque-t-il, à propos du suicide de Boulin et de ce qui s'y rattache, « la chute des feuilles mortes » en parlant du gouvernement, Marchais réplique vivement ainsi que nous l'avons vu. Le sujet est tabou :

« Pour ce qui nous concerne, nous communistes, qui sommes les porteurs les plus décidés du changement, c'est parce que nous voulons réellement battre le pouvoir giscardien que nous restons fermement attachés à la seule stratégie qui puisse y parvenir. Celle d'une union nouvelle construite dans les luttes des travailleurs, capable de résister aux manœuvres et de vaincre les adversaires de classe. »

Pas question d'abattre le gouvernement Giscard-Barre, mais prétendument de le « battre », c'est-à-dire de lui arracher des concessions ou prétendues telles. Quant aux « luttes », il s'agit bien sûr des grèves tournantes, mouvement disloqués, lâchers de ballons et autres « formes d'action originales ». « L'Humanité » se met en campagne pour dresser la liste des « reculs du pouvoir ». En attendant, l'offensive contre la classe ouvrière, la jeunesse et les masses exploitées se poursuit.

Le « pouvoir » procède tout au plus à des ajustements, à des reculs partiels tactiques, pour mieux poursuivre une offensive générale.

Répondant aux questions que lui pose l'interviewer du « Figaro » (25 octobre), G. Séguéy dit ouvertement :

« J'ai lu l'article que vous avez écrit mardi dernier à cet égard, en nous accusant d'être des « irresponsables ». Que souhaitez-vous ? Que l'organisation syndicale la plus représentative cesse de représenter les intérêts des travailleurs ? Dans l'hypothèse absurde où nous accepterions de nous orienter dans une telle voie, les travailleurs, ne reconnaissant plus en nous l'organisation syndicale en laquelle ils ont confiance, parce qu'elle défend leurs intérêts, se tourneraient vers n'importe quels irresponsables. Et vous assisteriez en France à tout un tas d'actions sauvages, anarchiques, violentes, aboutissant à une situation dont vous seriez les premiers à pâtir et que vous regretteriez amèrement. Nous avons tous intérêt à ce que l'autorité du mouvement syndical et à ce que l'autorité de la première centrale syndicale, qui a toujours fait la preuve de son sens des responsabilités, pas seulement vis-à-vis des travailleurs, mais aussi vis-à-vis des intérêts économiques du pays et même vis-à-vis de son indépendance économique et politique, que cette organisation syndicale-là conserve son autorité et continue à jouer son rôle. A condition que les interlocuteurs d'en face nous reconnaissent notre autorité et notre indépendance. »

On ne saurait mieux expliquer, dans un journal de la bourgeoisie qui défend le gouvernement Giscard-

Barre, la V^e République et ses institutions, que l'appareil stalinien de la CGT est indispensable à leur défense, que sa politique épouse entièrement les intérêts du capital et que si son « autorité » était mise en cause, gouvernement et patronat « seraient les premiers à en pâtir et le regretteraient amèrement ».

LA GREVE DES USINES ALSTHOM DE BELFORT

Marchais et Séguéy, en s'exprimant ainsi, en disent plus qu'ils ne le voudraient. Marchais avoue implicitement que les grandes masses veulent en finir avec le gouvernement Giscard-Barre, cette Assemblée nationale dont la majorité RPR-UDF, couverture de Giscard, est minoritaire dans le pays, la V^e République et ses institutions. Séguéy avoue implicitement que la submersion de l'appareil stalinien de la CGT, et des autres appareils syndicaux, que des « actions sauvages » émanant des profondeurs de la classe ouvrière, peuvent se produire à tout moment.

La fermentation politique qui existe à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, prépare de tels mouvements. De plus en plus, les grandes masses sont non seulement convaincues qu'il faut chasser ce gouvernement pourri, ce régime pourri, cette Assemblée nationale, véritable escroquerie politique, mais elles veulent les chasser. Elles perçoivent que l'obstacle n'est certainement pas la force de ce gouvernement, de ce régime en décomposition et aux abois, mais qu'il est interne au mouvement ouvrier, que ce sont les appareils bureaucratiques et, d'abord et avant tout, le PCF, l'appareil stalinien qui contrôle la CGT. Des grèves comme celles des usines Alsthom de Belfort et de Saint-Ouen, des établissements Ducellier, des usines Dassault, des transports de Lyon, témoignent de l'acharnement de la classe ouvrière et de ses motivations.

La grève des usines Alsthom de Belfort, au moment où cet article est écrit, dure depuis six semaines. Le point de départ de la grève n'a pas été

une revendication précise déterminée, mais l'indignation des ouvriers lorsque la direction de la firme, commémorant le centième anniversaire de sa fondation, leur a fait distribuer des colifichets. Le 27 septembre, les travailleurs des usines de Belfort débraient, l'usine est occupée. Le 5 octobre, « L'Humanité » publie une courte note :

« A l'occasion de la réunion paritaire annuelle du groupe Alsthom-Atlantique, des délégations de toutes les usines de la région parisienne (Le Bourget, Massy, La Courneuve, Saint-Ouen) se rendent aujourd'hui au siège central à Paris.

A Belfort, l'occupation se poursuit. Une assemblée générale des personnels a lieu ce matin pour décider des actions à prévoir. »

L'orientation de l'appareil stalinien de la CGT est, en quelques lignes, nettement définie : isoler les usines Alsthom de Belfort ; tenter à Belfort de faire abandonner la grève en lui substituant « les actions diverses et multiples ». « L'Humanité » du lundi 8 octobre considère que la direction a reculé au cours des négociations avec les syndicats. Celle du 9 rapporte :

« Lors du meeting, hier après-midi avant le scrutin, la CGT avait considéré l'ensemble des propositions comme un « recul de la direction acquis de la lutte », mais encore insuffisant. Par rapport aux deux revendications particulièrement sensibles portant sur les salaires et le treizième mois, le fossé est encore assez large. »

Plus haut, le même article rapportait complaisamment :

« 2 542 se sont prononcés pour la poursuite du mouvement sous la forme qu'il revêtait (*sic*) depuis une semaine et demi, 1 790 se sont déclarés favorables à la reprise du travail et à la continuation de la lutte sous d'autres formes. »

Pourtant, l'article doit concéder :

« Comparés à ceux du premier scrutin, déroulé le 9 septembre, les résultats du vote d'hier révèlent un élargissement du mouvement : le 29, 1 854 travailleurs, sur 2 852 votants,

s'étaient prononcés pour la grève avec occupation. »

La grève aux usines Alsthom de Belfort se poursuit, plus résolue que jamais. Alors l'appareil stalinien entreprend les grandes manœuvres qui doivent permettre de l'isoler, d'empêcher la grève générale du groupe Alsthom et la montée en masse à Paris.

Le jeudi 18 octobre, la CGT et la CFDT appellent les 25 000 travailleurs du groupe à « des arrêts de travail allant de trois quarts d'heure à vingt-quatre heures ». C'est ce que « L'Humanité » du même jour qualifie de « mouvement (qui) gagne toutes les usines » pour aider les travailleurs des usines de Belfort, ainsi que ceux des usines de la fonderie de Tamaris (Gard), de l'Alsthom Dellé à Châlons-sur-Saône et Unelec à Saint-Ouen, des usines Alsthom à Saint-Florent (Gard), Saint-Ouen, Marseille, également en grève avec occupation. Le mardi 30 octobre, ce sera l'opération contre-feu, une pseudo-marche sur Paris. Au lieu d'appeler tous les travailleurs des usines Alsthom, d'appeler ceux de Belfort et la population à monter sur Paris et à manifester là où siègent les responsables, la CGT et la CFDT ont organisé la montée d'à peine un millier d'entre eux, accueillis par une encore plus faible représentation parisienne, et elles ont mis sur pied une de ces lamentables mascarades dont les stalinien ont le secret.

Malgré tout, la grève a continué. Un nouveau vote pour ou contre la poursuite de la grève, réalisé le 7 novembre, exprime la détermination des travailleurs de l'usine de Belfort : pour la reprise du travail, 1 979, pour la poursuite, 3 111 — cela, au quarante-deuxième jour de grève. La direction a obtenu un référé qui ordonne l'évacuation des usines. Pour l'instant, elle se garde de le faire exécuter de peur de provoquer une explosion dont les conséquences ne peuvent être mesurées. La direction a fait durer les « négociations » entre elle et les syndicats, pendant lesquelles il était convenu que l'évacuation par la force n'aurait pas lieu.

Au moment où cet article est écrit, une nouvelle opération est en cours : un arbitre entre les « parties » — syndicats et direction — doit être

désigné. Il exigera de la direction quelques concessions et s'efforcera ainsi de désamorcer la bombe que la grève des travailleurs des usines Alsthom de Belfort constitue. En même temps, la direction tente de marquer un point en faisant procéder à l'évacuation par la police de l'usine de Saint-Ouen. Il leur est indispensable de renforcer le cordon sanitaire qui isole les usines de Belfort. Mais ils n'ont pas encore gagné : la grève générale de toutes les usines Alsthom reste possible ; à Belfort, la bombe Alsthom peut encore exploser.

Les caractéristiques de la grève Alsthom se retrouvent en de nombreux mouvements qu'il n'est pas possible d'analyser ici. Ces mouvements concourent à préparer l'inéluctable explosion politique générale contre le gouvernement, le régime, ses institutions, et le capital. Ils vont exactement dans le même sens et participent du même processus que les explosions de Saint-Chamond, de Longwy, de Nantes, de Denain, que celle qui s'est produite récemment à Cherbourg. Ils peuvent eux-mêmes exploser en affrontements directs contre le pouvoir ou sa représentation locale.

L'appareil stalinien le sait bien, qui matraque, matraque la classe ouvrière à coups de grèves tournantes, de « journées d'action » sans lendemain, de mascarades, de lâchers de ballons et autres saloperies.

Parfois, l'appareil de la CFDT participe directement aux grèves tournantes, parfois non : ainsi à l'EDF-GDF. Parfois, l'appareil FO s'engage aux côtés de ceux de la CGT et de la CFDT dans le carrousel des grèves tournantes : ainsi, ensemble ils ont appelé le 25 octobre les travailleurs des PTT à une grève de vingt-quatre heures, alors que le budget des PTT, qui est une véritable agression contre les travailleurs de cette corporation, se discutait le 9 novembre à l'Assemblée nationale ; ce jour-là, ils n'ont pas bougé une oreille. La rouerie de l'appareil stalinien dans le sabotage des mouvements authentiques de la classe ouvrière est extraordinaire. Chez Ducellier, en grève avec occupation depuis six semaines, il s'efforce de constituer des « conseils d'atelier » qui se réunissent « chaîne par chaîne, atelier par atelier, et affinent les reven-

dications communes », en d'autres termes qui tentent de disloquer la grève. « L'Humanité » précise :

« Jailly Tisserand, secrétaire de la cellule du Parti communiste, raconte : peu à peu tout est venu sur la table, du manque de chaises dans tel atelier au mauvais agencement des chaînes. C'est un véritable débat sur l'organisation du travail qui s'est créé. »

D'une même pierre, l'appareil stalinien de la CGT tente de faire deux coups :

« Sur les cahiers revendicatifs s'ajoute aussitôt cette exigence : reconnaissance de nos conseillers. La CGT affirme : les OS de Ducellier ont commencé leur apprentissage de l'autogestion. »

L'appareil stalinien de la CGT et celui de la CFDT ont décidé une relance des grèves tournantes :

« Le 24 novembre, à la veille de la réunion avec le CNPF sur la réduction du temps de travail, elles recommandent à leurs syndicats du secteur privé une action sous des formes adaptées ; un autre mouvement interprofessionnel avec des grèves, des manifestations, etc., aura lieu dans la dernière semaine de novembre. »

Mais agissant ainsi, l'appareil stalinien se heurte de plus en plus à la résistance des travailleurs. La tentative de lancer un processus de grèves tournantes le 12 octobre à la RATP s'est soldé par un refus général qui constitue une défaite politique de l'appareil stalinien à la RATP.

QUE FAIRE ?

En se cramponnant à la défense du gouvernement Giscard-Barre, à la défense du régime, en tentant de boucher toute issue à la classe ouvrière, l'appareil stalinien prépare une explosion d'autant plus puissante, une vague d'une ampleur infiniment plus grande, un mouvement infiniment plus profond qu'en mai-juin 1968. C'est ce mouvement qu'il faut préparer et auquel il faut se préparer, le

mouvement qui ouvrira la crise révolutionnaire en France.

Pour ce faire, il n'y a pas de secret, de truc ou de machin, il n'y a qu'une ligne politique claire et précise. Tout part de ce qui exprime la volonté des masses : il faut chasser ce gouvernement pourri d'un régime pourri ; il faut chasser cette Assemblée nationale dont la majorité RPR-UDF, minoritaire dans le pays, n'est qu'une couverture du gouvernement pourri de ce régime pourri. L'action pour les chasser, pour en finir avec ce régime pourri, passe par le combat pour l'unité effective du PS et du PCF, pour qu'ils rompent avec la bourgeoisie.

C'est en ce sens que la démonstration de plusieurs centaines de postiers se rendant à l'Assemblée nationale le jour du vote du budget des PTT prend toute son importance politique et sa signification. L'article d'« Informations ouvrières » qui fait le compte rendu de cette démonstration mérite d'être intégralement cité :

« A l'appel du centre Archives, les postiers ont décidé de prendre leurs responsabilités.

Ils ont demandé aux dirigeants des organisations de prendre l'initiative d'appeler les postiers à manifester contre l'Assemblée nationale et le budget que le gouvernement des scandales, que cette fausse majorité UDF-RPR de l'Assemblée asservie à ce gouvernement vont décider contre les postiers.

Les dirigeants n'ont pas pris leurs responsabilités. Ils n'ont pas appelé les dizaines de milliers de postiers à manifester contre l'Assemblée nationale.

Nous avons pris nos responsabilités. Nous avons été à l'Assemblée nationale. Nous avons exigé d'être reçus par les groupes parlementaires du PCF et du PS.

Nous avons été reçus par M. Monteil, collaborateur du groupe parlementaire du PCF.

Nous avons dit à M. Monteil : vous allez voter contre le budget, nous savons que la fausse majorité UDF-RPR asservie à ce gouvernement de scandales va voter les mesures, toutes dirigées contre les pos-

tiers. Nous vous disons, les travailleurs des PTT, les travailleurs de ce pays disent : "Il faut chasser ce gouvernement, il faut chasser cette Assemblée nationale." Nous voulons une réponse à notre demande qui est celle de tous les travailleurs. Unité PCF-PS pour appeler les milliers de travailleurs de ce pays à chasser cette Assemblée nationale, ce gouvernement.

M. Monteil, collaborateur du groupe parlementaire du PCF, nous a dit :

"Nous sommes contre le gouvernement, nous sommes pour changer le pouvoir. Mais nous ne devons pas poser le problème comme vous le posez. Unité PCF-PS pour chasser le gouvernement et cette Assemblée nationale est un faux-fuyant. Non, je n'accepte pas d'appeler en commun avec le PS à une manifestation, parce que le PS vire à droite. De toute façon, si vous publiez un communiqué sur notre entrevue, je démentirai !"

Nous avons été reçus par M. Pierre Jagoret, député du Parti socialiste. Nous lui avons posé les mêmes questions. M. Pierre Jagoret nous a répondu en son nom et au nom du PS : "Je suis d'accord : il faut chasser le régime, l'unité est nécessaire, il faudrait se battre à la base", et que, en son nom personnel, "il considérerait comme juste une manifestation à l'appel des organisations ouvrières contre cette Assemblée nationale, en précisant qu'il s'agissait de cette Assemblée nationale-là".

Nous avons rendu compte aux travailleurs des PTT manifestant à l'appel des travailleurs d'Archives.

Nous avons décidé :

- 1 - de publier ce compte rendu ;
- 2 - de nous constituer en comité d'initiative et d'unité pour combattre contre les conséquences du budget des PTT que la fausse majorité asservie au gouvernement de scandales va voter, et toutes les dispositions qui sont autant d'atteintes directes contre les revendications des travailleurs ;
- 3 - d'œuvrer dans tous les bureaux et services pour que soit réalisée, avec les comités d'initiative et d'unité, la manifestation unie PCF-PS et toutes

les organisations ouvrières pour chasser cette Assemblée nationale, pour chasser ce gouvernement, pour la satisfaction des revendications. »

L'importance de cette démonstration est qu'elle a ouvert une voie : celle de la manifestation contre l'Assemblée nationale pour la chasser, ainsi que pour chasser le gouvernement qu'elle couvre ; celle de l'action pratique pour imposer l'unité au PS et au PCF.

Le collectif des femmes travailleuses pour l'abrogation de toute loi restreignant le droit à l'avortement, pour la liberté totale de l'avortement et son remboursement par la Sécurité sociale, contribuera également à dégager cette voie en s'adressant aux dirigeants du PS et du PCF en ces termes :

« Si, le jour où l'Assemblée nationale discutera de la loi Veil, vous appelez à manifester devant et contre l'Assemblée nationale pour lui dénier le droit d'imposer quelque restriction que ce soit à l'avortement libre et remboursé par la Sécurité sociale, ce sont des centaines de milliers de femmes et d'hommes qui manifesteront pour imposer cette revendication.

Quant à nous, nous manifesterons ce jour-là devant et contre cette Assemblée nationale ; nous nous rendrons auprès des dirigeants du PS et du PCF pour exiger d'eux qu'ils réalisent l'unité pour que cette revendication soit arrachée. »

C'est le sens du combat qu'il faut poursuivre et amplifier. Tous les problèmes de la lutte des classes, toutes les luttes revendicatives ou autres de la classe ouvrière, de la jeunesse, des masses exploitées, sont ordonnées par le combat pour chasser cette Assemblée nationale, ce gouvernement, imposer le front unique PS-PCF.

L'assemblée générale d'unité du centre EDF d'Issy-les-Moulineaux qui s'est tenue le 24 octobre, et dont « Informations ouvrières » du 3 novembre 1979 a rendu compte — article auquel les lecteurs de « La Vérité » peuvent se référer —, participe du même processus.

La lutte pour les revendications ne disparaît pas, bien au contraire. Elle est inséparable et composante de cette

politique, du mouvement du prolétariat pour réaliser l'unité et l'imposer, mouvement qui se dirige dans tous les cas contre le gouvernement et l'Assemblée nationale. Etant donné les rapports existants entre le prolétariat, les organisations ouvrières, les appareils bureaucratiques, il semble évident que le combat général pour chasser ce gouvernement, cette Assemblée nationale, pour en finir avec ce régime pourri (si ceux-ci ne s'effondrent pas d'eux-mêmes ou par l'impossibilité de contrôler la crise politique de la bourgeoisie provoquant leur dislocation) aura comme point de départ, comme il est écrit dans l'éditorial d'« Informations ouvrières » déjà cité :

« Le mouvement qui en finira avec le régime sera tout à fait spontané. Il jaillira d'un conflit quelconque que les dirigeants cherchent à fourvoyer dans les grèves tournantes. Alors, le mouvement s'élèvera, rompant les cadres des directions d'en haut qui l'enserrent, il aboutira à une explosion de lutte prolétarienne de classe. Telle sera la marche des événements, inscrite dans la crise générale du régime : la protestation des masses laborieuses, leur énergie révolutionnaire, se fraieront un chemin, bousculant tous les obstacles. »

La construction de l'OCI, la construction du parti révolutionnaire et la reconstruction de la IV^e Internationale, au moment actuel, dépendent entièrement de la capacité des trotskystes de dégager cette voie, de regrouper, d'organiser pour l'ouvrir, par et dans une activité pratique. En même temps, pour organiser et recruter, il est indispensable de donner toute leur dimension aux événements qui se préparent sur l'arène mondiale et auxquels l'OCI et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale se préparent. Il faut convaincre de ce que :

« La construction du parti révolutionnaire, la reconstruction de la IV^e Internationale, représentent les besoins et les intérêts de tous les travailleurs et de tous les exploités pour qui la révolution socialiste devient une nécessité. »

Stéphane Just,
le 14 novembre 1979.

MOINS DE SIX MOIS
APRES L'EFFONDREMENT
DE LA DICTATURE DU CHAH EN IRAN

révolution prolétarienne au Nicaragua

*rapport présenté par le camarade Luis FAVRE
à la IX^e session du Bureau international*

Les 19 et 20 juillet 1979, le déferlement des masses a balayé la dictature de Somoza au Nicaragua. Celle-ci était un des piliers sur lequel l'impérialisme américain s'appuyait pour exercer sa domination en Amérique centrale. La puissance des masses, leur courage et leur détermination révolutionnaires ont eu raison de la Garde nationale, de l'armée et de toute la mafia somoziste constituant l'appareil d'Etat.

Cette nouvelle victoire de la révolution mondiale intervient après l'effondrement en 1974 de l'Etat comprador de Thieu au Sud-Vietnam, la défaite politique qu'a subie alors l'impérialisme américain et l'échec des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires de Moscou et de Pékin.

Elle intervient après l'éclatement de la révolution prolétarienne au Portugal.

Elle intervient moins de six mois après la chute de la dictature haïe du chah en Iran, qui a ouvert une nouvelle phase dans la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale.

20 juillet 1979 : les masses déferlent dans Managua, la capitale du Nicaragua, et volatilisent littéralement les institutions de l'Etat bourgeois somoziste (Ph. Gamma).

La révolution prolétarienne au Nicaragua est d'une extraordinaire profondeur. Les institutions de l'Etat bourgeois somoziste au service de l'impérialisme étranger ont été littéralement pulvérisées, volatilisées sous les coups des masses opprimées prolétaires et paysannes s'organisant en milices et comités pour abattre la dictature.

La dimension de cette nouvelle défaite de l'impérialisme en fait un appel à la révolution pour tout le continent, un nouveau facteur majeur de déstabilisation pour toute l'Amérique latine à la veille de nouveaux effondrements et de nouvelles explosions, où une situation révolutionnaire se développe au Pérou, où les éléments d'une situation pré-révolutionnaire existent en son pays clé, le Brésil. La profondeur et l'impact de la révolution prolétarienne au Nicaragua, l'impérialisme



américain en témoigne bien à sa façon lorsque Viran P. Vaky, secrétaire d'Etat-adjoint chargé de l'Amérique centrale, déclare dans un rapport présenté à la commission des relations extérieures du Congrès des Etats-Unis, le 11 septembre 1979 :

« S'il y a quelque chose qui permet de caractériser la situation actuelle en Amérique centrale, c'est bien la pression intense et inévitable qui s'exerce en faveur du changement. La question n'est pas de savoir si ce changement sera violent et radical, ou pacifique et progressif (...). Notre tâche consiste à collaborer avec nos amis pour orienter et influencer ces changements, à user de notre influence afin de promouvoir, pour le bien mutuel, la justice, la liberté et l'équité, et de cette manière empêcher l'insurrection et le communisme.

Dans aucun autre pays cette tâche n'est aussi importante qu'au Nicaragua.

La véritable question qui se pose aux Etats-Unis dans leur politique extérieure n'est pas de chercher à préserver la stabilité face aux révolutions, mais de faire en sorte que surgisse des révolutions la stabilité. »

Toute la conscience qu'a l'impérialisme américain des rapports entre les classes à l'échelle mondiale s'exprime dans cette déclaration. La défaite américaine au Vietnam, la révolution au Portugal, l'effondrement du régime du chah et le commencement de la révolution prolétarienne au Nicaragua sont l'expression d'un développement politique mondial : il s'agit de l'imminence de la révolution ; d'une période où, partout dans le monde, à des rythmes et avec des itinéraires différents selon les pays, la révolution prolétarienne est à nouveau à l'ordre du jour.

L'« ordre » mondial dont la base est constituée par les accords contre-révolutionnaires signés entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin à Yalta et à Potsdam se trouve profondément lézardé.

La déclaration de Vaky exprime la nécessité d'un véritable réajustement de la politique de l'impérialisme américain qui exige la pleine coopération de la Sainte-Alliance contre-

révolutionnaire. Le raisonnement qu'il tient est clair : nous ne pouvons plus éviter les révolutions, mais nous pouvons agir pour que les révolutions ne donnent pas naissance à la dictature du prolétariat et au communisme, mais à la « stabilité ».

Comme le dernier numéro spécial de « La Vérité » l'a écrit :

« En d'autres termes, en haut il est de plus en plus difficile de vivre selon les rapports établis à la fin et au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale à Yalta et à Potsdam. Ceux-ci ne font que se prolonger. Mais en bas, pour le prolétariat mondial, c'est également vrai : il ne lui est plus possible de supporter un cadre, des rapports trop étroits pour lui et qui d'ores et déjà amènent à de nouvelles catastrophes, le menacent dans son existence même.

La grève générale française de mai-juin 1968, la marche à la révolution politique en Tchécoslovaquie au cours de cette même année ont une signification précise : confronté à la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, dont la cause première est la puissance du prolétariat mondial, ses conquêtes, ses acquis, ce même prolétariat mondial doit aller plus loin sur la voie de la révolution prolétarienne. Le contenu de la nouvelle période de la révolution prolétarienne est simple et clair : l'ordre mondial de Yalta et de Potsdam ne peut plus durer, il ne fait que se prolonger ; la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires évolue vers un saut qualitatif ; la révolution prolétarienne mondiale, commencée en 1917, se poursuivant à la suite de la Deuxième Guerre mondiale, aboutissant à l'expropriation du capital en d'immenses régions du monde, au renforcement de la puissance sociale et politique du prolétariat mais nulle part à la prise du pouvoir par celui-ci, doit être poursuivie et achevée.

C'est pourquoi, comme parties d'un même processus, révolution sociale et révolution politique sont ensemble à l'ordre du jour. Bien évidemment, la loi du développement inégal et combiné s'applique à la révolution prolétarienne. La maturité

des conditions de la révolution n'est pas identique dans tous les pays, mais il s'agit d'un processus unique et, en outre, les relations mondiales dans la lutte des classes sont aujourd'hui infiniment plus serrées et directes qu'elles ne le furent jamais. La nouvelle période peut encore se définir comme celle où l'époque de l'impérialisme et l'époque de la révolution prolétarienne — qui est dialectiquement liée à la première — parvient à leur pleine maturité. »

Dans ce cadre seul, il est possible de mesurer l'importance mondiale des événements qui se déroulent au Nicaragua.

LE DEBUT DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE

La grève générale de trois mois — devenue insurrectionnelle —, l'armement des masses dans le cours même de la guerre civile, les occupations de terres par les paysans, la constitution de milices et l'offensive militaire déclenchée par le Front sandiniste de libération nationale : tous ces éléments réunis sont venus à bout de la résistance de Somoza et de la Garde nationale.

La dictature sanglante qui, pendant quarante ans, a écrasé le peuple travailleur du Nicaragua s'est effondrée sous les coups des masses. De plus, l'action des ouvriers et des paysans a démantelé tout l'édifice construit par Somoza pour garantir les super-profits de la bourgeoisie et de l'impérialisme américain.

Toutes les institutions de l'Etat ont été volatilisées par les masses : la Garde nationale, principal pilier de l'ordre bourgeois, a été dissoute et détruite ; les membres du Parlement-croupion et les magistrats ont pris la fuite ainsi que la plupart des hauts fonctionnaires du régime ; toutes sortes de comités ont surgi dans tout le pays ; les terres ont été occupées puis redistribuées et, dans certaines provinces, des coopératives agricoles ont été constituées, le tout sous l'impulsion des comités paysans.

Dans les usines, les ouvriers constituent des syndicats libres et indépendants, élisent des délégués, forment des comités d'usine. Ils imposent au patronat et au gouvernement le paiement des jours de grève et le dédommagement des dégâts causés par la guerre civile. Après la dislocation de l'appareil d'Etat bourgeois, la classe ouvrière, la paysannerie et les masses misérables occupent le devant de la scène politique : c'est le début classique de toute révolution prolétarienne.

Relisons maintenant ce que Léon Trotsky a écrit à propos de la révolution russe.

« Le trait le plus incontestable de la révolution, c'est l'intervention directe des masses dans les événements historiques. D'ordinaire, l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation ; l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais, aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent les palissades qui les séparent de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime. Qu'il en soit bien ou mal, aux moralistes d'en juger. Quant à nous, nous prenons les faits tels qu'ils se présentent, dans leur développement objectif. L'histoire de la révolution est pour nous, avant tout, le récit d'une irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées.

Dans une société prise de révolution, les classes sont en lutte. Il est pourtant tout à fait évident que les transformations qui se produisent entre le début et la fin d'une révolution, dans les bases économiques de la société et dans le substratum social des classes, ne suffisent pas du tout à expliquer la marche de la révolution même, laquelle, en un bref laps de temps, jette à bas les institutions séculaires, en crée de nouvelles et les renverse encore (...).

Il faut des circonstances absolument exceptionnelles, indépendantes de la volonté des individus ou des partis, pour libérer les mécontents des gènes de l'esprit conservateur et amener les masses à l'insurrection. »

(Préface de l'*Histoire de la révolution russe*).

Au Nicaragua, la mobilisation des masses dans la grève et l'insurrection,

avec les comités qu'elles ont constitués, leur armement et leur volonté d'en finir avec le régime haï, expriment profondément le processus dont parle Trotsky, qui se développe avec une telle puissance que l'Etat a littéralement volé en éclats. Les comités de toutes sortes qui ont vu le jour sont l'expression de l'aspiration des masses à construire leur propre Etat pour en finir avec la domination de classe de la bourgeoisie.

une nouvelle vague révolutionnaire s'annonce en Amérique latine

La révolution prolétarienne au Nicaragua est aussi la manifestation d'une nouvelle vague révolutionnaire qui se développe à l'échelle de toute l'Amérique latine, qui trouve son expression dans la situation révolutionnaire que connaît le Pérou, ainsi que, au Brésil, dans les mobilisations des métallurgistes de Sao Paulo et dans celles des enseignants et des étudiants, mobilisations qui traduisent la volonté des masses d'en finir avec la dictature de Figueredo. Parallèlement à cela, les conséquences de la crise économique mondiale et la forte pression de l'impérialisme sur l'économie brésilienne amènent la bourgeoisie de ce pays à douter de plus en plus des capacités du régime en place à résister à ces mobilisations. L'évolution de la situation en Amérique latine conduit à une explosion révolutionnaire dans le pays décisif de ce continent, celui dans lequel la concentration d'un prolétariat industriel est la plus forte.

Au Salvador, une véritable situation insurrectionnelle a profondément ébranlé la dictature militaire de Romero au moment même où toute l'Amérique centrale vit sous l'impact direct de la victoire des masses sur Somoza, puis un coup d'Etat a remplacé Romero, pour tenter de contenir le développement de cette situation révolutionnaire. La nouvelle junte

militaire a reçu immédiatement le soutien de l'agence Tass et du Parti communiste du pays.

Même au Mexique, dont le régime est l'un des plus stables du continent, une crise politique se développe au sein du régime bonapartiste et du PRI, parti bourgeois dominant, qui se combine avec une poussée des masses se traduisant sur le terrain électoral par un vote massif en faveur des candidats ouvriers lors des dernières élections municipales.

Cette vague révolutionnaire s'appuie sur une série d'expériences récentes des masses en Amérique latine : en premier lieu celle du Front populaire au Chili, qui a conduit les masses à la défaite et a ouvert la voie à la dictature de Pinochet ; celle aussi du nationalisme bourgeois, incapable de rompre avec l'impérialisme et servant en fait de courroie de transmission au capital financier agissant contre les revendications nationales et démocratiques, ouvrières et paysannes, et dont les manifestations les plus claires sont celles de Peron en Argentine et de Velasco Alvarado au Pérou ; celle également du stalinisme, qui défend ouvertement en Argentine le boucher Videla, et salue au Brésil Figueredo et sa soi-disant « démocratisation » de la dictature.

Enfin, l'expérience du rôle du castroïsme, qui, d'abord pendant un temps au moyen du guérillisme puis, aujourd'hui, par le soutien aux gouvernements bourgeois, est l'instrument le plus précieux du stalinisme contre la révolution prolétarienne.

Les récentes expériences du prolétariat en Amérique latine telles que l'Assemblée populaire de Bolivie en 1971 (premier soviet du continent), la mobilisation des cordons industriels de Santiago-du-Chili, les « coordina-doras » en Argentine, les Assemblées populaires au Pérou, constituent autant d'éléments de maturation de la conscience de classe du prolétariat et expriment la tendance à son regroupement sur un nouvel axe politique.

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce qu'existent de nombreuses organisations trotskystes en Amérique latine et qu'elles soient l'objet d'attaques diverses et de provocations aussi bien au Pérou, au Brésil qu'au Nicaragua.

LA POLITIQUE DE L'IMPERIALISME AMERICAIN

Toute la politique de l'administration Carter est frappée par la défaite de l'impérialisme US au Vietnam, par le début de la révolution prolétarienne au Portugal, en Iran et au Nicaragua ; par la marche à la crise économique mondiale et par l'inadéquation qu'il y a entre les institutions américaines et une plus grande centralisation nécessitée par la place essentielle qu'a acquise la bourgeoisie américaine dans la contre-révolution mondiale.

Le traité sur le canal de Panama ainsi que les positions défendues par la Maison Blanche sur les « droits de l'homme » illustrent cette situation.

De quoi s'agit-il ?

En 1903, les USA décident d'achever la construction du canal de Panama, commencée en 1881 par le Français Ferdinand de Lesseps. Panama était alors une province de la Colombie. Le gouvernement de Theodore Roosevelt engage des négociations avec la Colombie, mais le texte de l'accord proposé par les Américains est rejeté par le Parlement colombien. Dans les jours qui suivent le refus du

projet par la Colombie, Panama se déclare république indépendante et des navires de guerre américains se chargent aussitôt de faire accepter par la Colombie le fait accompli. Les USA reconnaissent immédiatement le nouveau gouvernement et celui-ci remercie Washington en cédant aux Etats-Unis la zone du canal, une bande de terre de 17 kilomètres sur laquelle les USA auraient non seulement un droit de contrôle, mais également une souveraineté à perpétuité. Selon Carlos Rangel :

« Les taxes du canal de Panama, maintenues artificiellement à un niveau très bas, ont constitué dans la pratique un bénéfice pour le commerce maritime, favorisant surtout les Nord-Américains, puisque 70 % de tout le trafic est représenté par des navires dont le port d'origine ou de destination est un port des Etats-Unis. Pour la seule année 1970, le bénéfice indirect ainsi réalisé par l'économie nord-américaine a été chiffré par la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine) à plusieurs centaines de millions de dollars. Et il faut ajouter à cela ce que la marine de guerre nord-américaine a économisé grâce au canal de Panama, et qui a été estimé à plus de 11 milliards de dollars entre 1914 et 1970.

Il y a en outre pour les Nord-Américains d'autres bénéfices non comptabilisables, ceux qui découlent de l'exercice de leur souveraineté absolue dans la zone du canal, (par exemple) l'existence dans la zone d'un Centre d'études de tactiques militaires anti-guérilla, où des officiers des armées latino-américaines sont venus suivre des cours. »

C'est à propos du canal que Roosevelt a dit : « Je me suis emparé de Panama », et aussi : « Parlez doucement, mais ayez un gros bâton à la main. » Cet acte de brigandage impérialiste a été l'objet de nombreuses mobilisations en Amérique latine. Il concentre sur un point, Panama, mais également dans les autres pays d'Amérique centrale, les aspirations nationales des peuples soumis à la domination directe de l'impérialisme US.

Il faut aussi souligner que la politique adoptée par les Etats-Unis au Panama est la base même de la politique américaine dans les Caraïbes et en Amérique du Sud.

Telle est la signification de l'amendement Platt concernant Cuba. Adopté en 1903 et intégré à la Constitution cubaine d'alors, il reconnaît le droit d'intervention des Etats-Unis afin de « préserver l'indépendance, assurer la sauvegarde des vies humaines et des propriétés » (il comporte un contrôle financier et la cession de deux bases navales).

En 1941, le gouvernement panaméen accepte d'installer au ministère des Affaires étrangères un conseiller diplomatique nord-américain. Porto-Rico est toujours considéré comme un territoire des Etats-Unis et, dans la plupart des cas, les marines interviennent librement pour faire respecter l'ordre impérialiste dans les divers pays d'Amérique latine.

Enfin, en 1947, le traité inter-américain d'assistance mutuelle est signé à Rio par les USA et les gouvernements des pays d'Amérique latine. Ce traité stipule :

Article 3

« 1. Les hautes parties contractantes conviennent qu'une attaque armée provenant de quelque Etat contre un Etat américain sera considérée comme une attaque contre tous les Etats américains ; en conséquence, chacune des dites parties contractantes s'engage à aider à faire face à l'attaque, en exercice du droit immanent de légitime défense individuelle ou collective que reconnaît l'article 51 de la Charte des Nations unies.

2. A la demande de l'Etat ou des Etats directement attaqués, et jusqu'à la décision de l'organe de consultation du système interaméricain, chaque partie contractante pourra déterminer les mesures immédiates qu'elle adoptera individuellement, en accomplissement de l'obligation dont fait mention le paragraphe précédent et conformément au principe de solidarité continentale. L'organe de consultation se réunira sans délai, dans le but d'examiner ces

mesures et de déterminer celles de caractère collectif qu'il convient d'adopter.

3. Les stipulations contenues dans cet article s'appliqueront à tous les cas d'attaque armée qui s'effectuent à l'intérieur de la région décrite dans l'article 4, ou à l'intérieur du territoire d'un Etat américain. Si l'attaque s'effectue en dehors des dites aires, s'appliquera ce qui est stipulé dans l'article 6.

4. Les mesures de légitime défense mentionnées dans cet article pourront s'appliquer jusqu'à ce que le Conseil de sécurité des Nations Unies ait pris les mesures nécessaires au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Article 6

Si l'inviolabilité ou l'intégrité du territoire, la souveraineté ou l'indépendance politique de quelque Etat américain, étaient affectées par une agression qui ne soit pas une attaque armée ou par un conflit extracontinental ou intracontinental, ou par quelque autre fait ou situation susceptible de mettre en péril la paix de l'Amérique, l'organe de consultation se réunira immédiatement, afin de décider des mesures qui, en cas d'agression, doivent être prises pour venir en aide à la victime de l'agression ou en tout cas celles qu'il convient de prendre pour la défense commune, et pour le maintien de la paix et de la sécurité continentales. »

Ce traité servira à justifier le débarquement des marines au Guatemala en 1954 afin de mater la mobilisation des masses et de liquider le gouvernement nationaliste d'Arbenz. Il permettra aussi l'invasion de Saint-Domingue en 1964 pour rétablir l'ordre bourgeois, alors gravement menacé par un soulèvement militaire qui divisait l'armée et avait provoqué l'intervention des masses contre les généraux qui agissaient pour le compte de l'impérialisme.

Mais aujourd'hui, après la défaite US au Vietnam, cette politique rencontre de nombreux obstacles dans son application, obstacles qui sont à la fois le produit de la crise de la bourgeoisie américaine et celui de la montée du mouvement des masses.

L'administration Carter s'est lancée dans une réorganisation de la politique impérialiste et tente d'opérer un resserrement de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire avec Moscou et Pékin. Pour l'Amérique latine, il s'agirait d'élargir la base des régimes en place et de permettre ainsi aux différents gouvernements bourgeois de faire face au développement de situations révolutionnaires et même, si possible, de les éviter... Comme le dit V.-P. Vaky dans le même rapport prononcé devant la commission des relations extérieures du Congrès des Etats-Unis :

« Afin d'assurer que les changements qui se produisent soient calmes et se fassent dans le sens d'un progrès, nous désirons collaborer avec les nations d'Amérique centrale et celles d'autres pays du continent pour réussir une évolution vers des systèmes politiques plus ouverts et pluralistes, établissant ainsi des contacts avec tous les éléments d'Amérique centrale, y compris des organisations de travailleurs et de jeunesse... »

Les négociations sur la question du canal de Panama s'inscrivent dans cette politique, et sont une tentative pour stabiliser une situation qui constitue un facteur permanent d'agitation anti-impérialiste, tout en assurant, sur le fond, la permanence des positions américaines dans cette région.

Les nouveaux traités sur le canal de Panama furent signés le 7 septembre 1978 par Carter et Torrijos, alors président de Panama.

Selon le texte signé par Carter et par l'« anti-impérialiste » Torrijos, la présence nord-américaine, ses bases militaires et sa souveraineté sur le canal sont garanties jusqu'à la fin du siècle. D'autre part, les Etats-Unis bénéficient d'une préférence pour la construction éventuelle d'un nouveau canal. En outre, les traités établissent la « neutralité » du canal pour toujours, sous la protection des troupes nord-américaines, le droit de passage préférentiel à travers le canal des navires de guerre américains et la possibilité de stationner des troupes au Panama pour en garantir la sécurité.

Torrijos lui-même a dû reconnaître que le traité de neutralité

« nous place maintenant sous le parapluie du Pentagone, qui peut se convertir en une intervention permanente ».

Une autre dimension des nouveaux traités est l'appui que leur ont apporté tous les gouvernements bourgeois du continent. Depuis le sanglant Pinochet en passant par le « démocrate » Andres Perez, du Venezuela, et le « nationaliste » Morales Bermudez du Pérou, toute la bourgeoisie semi-coloniale manifeste ses liens étroits avec les intérêts impérialistes. La « déclaration de Washington », signée en présence de Carter, affirme :

« La solution du problème du canal de Panama représente un pas en avant décisif vers le renforcement des relations entre les pays de l'hémisphère occidental, relations fondées sur des intérêts communs, l'égalité et le respect mutuel de la souveraineté et de l'indépendance des Etats. »

L'objectif de cette déclaration est de réaffirmer la présence nord-américaine sur le continent et l'unité entre les différents gouvernements et l'impérialisme oppresseur, unité qui s'oppose aux revendications nationales et anti-impérialistes des nations opprimées d'Amérique latine.

La bureaucratie du Kremlin de même que celle de Pékin et que le PC du Vietnam ont apporté leur appui au nouveau traité, réaffirmant ainsi leur soutien aux différents régimes en place. Le gouvernement Castro a été en même temps le plus farouche défenseur de Torrijos...

Du moment que les intérêts impérialistes étaient garantis, Carter pouvait aisément convaincre les éléments les plus réticents du Congrès et du Sénat du bien-fondé de cette politique, d'autant plus qu'au Nicaragua existe la possibilité de construire un nouveau canal, qui permettrait un trafic beaucoup plus rapide que celui de Panama. De surcroît, le pays était gouverné par l'un des plus fidèles amis des Etats-Unis : Anastasio Somoza...

Mais le commencement de la révolution prolétarienne au Nicaragua modifie tous ces calculs. En septembre 1979, la Chambre des représentants a

refusé de ratifier le traité sur le canal de Panama qui devait entrer en vigueur au mois d'octobre. Approuvé par le Sénat, le traité reste de toute façon applicable. Il n'en demeure pas moins que le refus des représentants paralyse toutes les dispositions pratiques d'application.

La politique suivie par Carter, qui vise à « constitutionnaliser » les dictatures militaires, a contribué en fait à lézarder encore plus ces régimes, ajoutant ainsi un nouveau facteur de déstabilisation. En même temps, cela a exacerbé la guerre que se livrent les différents hobbys du Congrès américain, aboutissant ainsi à une situation de quasi-paralyse de la Maison Blanche, tant en ce qui concerne la politique extérieure que la politique intérieure des USA.

A l'origine de toutes ces contradictions et des crises profondes dans lesquelles se débattent les régimes d'Amérique latine, il y a la montée du prolétariat de ces pays ; il y a bien sûr la révolution prolétarienne au Nicaragua et celle qui se prépare au Salvador, mais aussi et surtout il y a le Brésil et le Pérou. De fait, l'avenir est bien sombre pour les intérêts impérialistes, et le « Wall Street Journal » l'admet en écrivant à propos de l'intervention française en Afrique :

« Il n'y a actuellement aucun endroit au monde où le climat politique permettrait au gouvernement américain de prendre des mesures semblables d'action limitée. »

LA DOMINATION YANKEE EN AMERIQUE CENTRALE

L'importance des intérêts impérialistes en Amérique centrale et le contrôle presque absolu des Etats-unis sur ces pays font du marché latino-américain et plus particulièrement de l'Amérique centrale une véritable chasse gardée de la bourgeoisie yankee.

Au Guatemala, cette domination a commencé en 1880. Les chemins de fer et les deux principaux ports du pays étaient déjà exploités par des sociétés américaines ; la production de bananes fut établie par la fameuse United Fruit Company.

Au Honduras, la même société exploite les mines, les transports, les terres ainsi que la commercialisation des bananes.

Dès 1913, elle étend son contrôle à la production de bière, d'huile, de savon et de fertilisants. Le système bancaire passe sous son contrôle ainsi que toute la production sucrière et les télécommunications. Rien que pour le Honduras, selon les chiffres mêmes des Nations Unies, les investissements sont passés de 2 millions de dollars en 1897 à 62 millions en 1950. La United Fruit et ses filiales contrôlaient, au début de la Deuxième Guerre mondiale, les richesses et les activités suivantes : 17 % des terres cultivables du Costa Rica ; 5 % au Honduras et 2 % au Guatemala. En 1955, elle contrôlait 85 % des exportations du Honduras et 41 % de celles du Costa Rica. Ses bénéfices bruts correspondent aux budgets réunis du Costa Rica, du Guatemala et de Panama multipliés par trois.

En 1969, 80 % du total des investissements effectués au Costa Rica, au Salvador, au Guatemala, au Honduras et au Nicaragua proviennent des Etats-Unis.

En 1969, la United Fruit Company fusionne avec la AMK Corporation, donnant ainsi naissance à la United Brands. Ce trust diversifie les investissements et constitue aujourd'hui, entre autres choses, le principal propriétaire de l'industrie alimentaire en Amérique centrale. Il se compose ainsi :

— Guatemala : Productos Golden, Dely SA, United Marketing SA, Polymer SA (plastiques), Industria Harinera SA, Foremost Dairies de Guatemala.

— El Salvador : Pan American Standard Brands, Molinos de El Salvador SA.

— Honduras : Tela Railroad Company, Polymer SA, Compania Agricola Rio Tinto, Tropical Radio Telegraph CO, Numar de Honduras SA.

— Nicaragua : Aceites Corona.

— Costa Rica : Numar SA, Aceitera Centro-Americana, Polymer SA, Transportes Internacionales Gash.

Il faut préciser que la liste est incomplète et que le contrôle de la production de bananes s'exerce à travers les canaux commerciaux et la mise en place du programme intitulé Productores Asociados, qui abandonne aux producteurs locaux la seule activité de culture de la banane. Selon le « Survey of Current Business », 91 % des investissements étrangers à Panama sont américains, et 10 % de la population économiquement active de ce pays travaille directement pour des sociétés américaines.

Signalons enfin à l'intention de ceux qui théorisent sur la perte d'hégémonie des USA sur le marché mondial

que, selon les chiffres des Nations Unies, l'ensemble des investissements directs globaux à l'étranger est évalué à 165 000 millions de dollars ; 80 % de cette somme est réalisée par les USA, l'Angleterre, la RFA et la France, les Etats-Unis possédant à eux seuls plus de la moitié de l'investissement direct mondial.

Toujours selon ce rapport des Nations Unies, 70 % des filiales des principaux trusts américains se trouvent en Amérique latine. Enfin, le tableau suivant indique les quinze entreprises multinationales les plus importantes du monde ; onze d'entre elles sont américaines...

LES QUINZE ENTREPRISES MULTINATIONALES LES PLUS IMPORTANTES DU MONDE

		Ventes totales en 1971	Ventes à l'étranger en pourcentage du total	Ventes de pays où existent des filiales locales
1/ General Motors	USA	28,3	19	21
2/ Exxon Corp.	USA	18,7	50	25
3/ Ford Motor	USA	16,4	26	30
4/ Royal Dutch/Shell	PB-ANG	12,7	79	43
5/ General Electric	USA	9,4	16	32
6/ I.B.M.	USA	8,3	39	80
7/ Mobil Oil	USA	8,2	45	62
8/ Chrysler	USA	8,0	24	26
9/ Texaco	USA	7,5	40	30
10/ Unilever	PB-ANG	7,5	80	31
11/ ITT	USA	7,3	42	40
12/ Gulf Oil	USA	5,9	45	61
13/ British Petroleum	ANG	5,2	88	52
14/ Philips Gloeilampenfabriken	PB	5,2	NA	29
15/ Standard Oil of California	USA	5,1	45	26

Sources : Nations Unies. En milliers de millions de dollars.

Le marché commun centre-américain a servi d'instrument de défense des énormes privilèges des Etats-Unis dans cette région du monde. C'est sous contrôle américain que ce marché s'est constitué et, de ce fait, toute production destinée à une

libre circulation est établie en fonction des intérêts de l'impérialisme américain.

Le texte du « régime des industries d'intégration », signé en 1958 et qui participe, de même que le « traité multilatéral », de la constitution du mar-

ché commun centre-américain, fournit un exemple édifiant de cette situation. Les aspects essentiels peuvent se résumer ainsi :

« Les industries qui peuvent être intégrées au nouveau régime sont celles composées d'une ou plusieurs unités qui doivent avoir accès au marché centre-américain pour fonctionner au moins à leur capacité minimale. » (El Mercomun y la ayuda norteamericana — Susanne Jonas Bodenheimer).

En clair, cela concerne les industries à haute composition de capital constant et qui, pour la plupart, sont américaines.

Toutes les économies des pays d'Amérique latine, à des degrés divers, reproduisent cette situation de domination des USA et peuvent être considérées comme un véritable prolongement du marché intérieur des Etats-Unis.

Comme le signalait Etienne Laurent en février 1978 dans le n° 580 de « La Vérité » :

« L'emprise accrue du capital financier et les formes prises par sa pénétration depuis 1960-1965 ont également contribué à aggraver encore les conditions d'accès des pays d'Amérique latine au marché mondial. Cet accès a été contrôlé depuis un siècle par les bourgeoisies étrangères et subordonné à leurs exigences. Depuis une vingtaine d'années, aux formes traditionnelles de cette subordination (bourses des matières premières à Londres et à New York, fret sous contrôle des grands pays industriels, etc.), sont venues s'ajouter les formes tenant à la présence massive sur place des filiales des grands trusts et monopoles impérialistes, dont les décisions de production et de commercialisation commandent de façon décisive le montant des importations et des exportations des pays semi-coloniaux, objets de leurs activités d'investissements.

L'ensemble des processus a eu pour effet d'aggraver, si cela était encore possible, les déficits commerciaux de tous les pays latino-américains. D'un côté, les importations ne cessent d'augmenter, du fait de l'activité des filiales qui fonction-

nent sur la base de l'importation de leurs biens d'équipement, leurs demi-produits et parfois même leur matière première de base.

Du côté des exportations, les débouchés traditionnels pour les matières premières se sont fermés à mesure que les pays capitalistes dominants ont trouvé des substituts aux matières premières classiques, ou les éliminent totalement de la production, tandis que les exportations de produits manufacturés dépendent entièrement de la place occupée par telle ou telle filiale dans l'organisation mondiale de chaque trust et des décisions prises par ceux-ci.

Les économies latino-américaines se sont peut-être « industrialisées », mais la structure de leurs exportations — exportation d'un petit nombre de produits primaires et de semi-produits, dont l'écoulement est subordonné aux aléas du marché et aux politiques des grands trusts qui déterminent à leur gré les conditions de l'échange — ne s'est nullement modifiée. Le résultat se traduit au niveau des chiffres : de 11,9 % du total des exportations mondiales en 1950, les exportations latino-américaines tombent à 6,6 % de ce total en 1955, 6,8 % en 1960, 5,8 % en 1966, 5,4 % en 1975.

Le volume total de la dette des pays semi-coloniaux à l'égard des gouvernements, organisations internationales, banques commerciales et autres prêteurs privés n'est pas connu avec précision, mais toutes les estimations font état de chiffres extraordinairement élevés. « Business Week » évalue le total à 180 milliards de dollars, ce qui représente « plus de deux fois le montant de la dette à long terme au commencement de 1974 ».

D'autres sources donnent des estimations allant de 150 à 200 milliards de dollars. Un peu plus précis sont les chiffres concernant le déficit annuel des paiements des pays en voie de développement non producteurs de pétrole : celui-ci est passé de 9 milliards en 1973 à 28 milliards en 1974 et 38 milliards en 1975. Pour cette année, ce déficit pourrait diminuer un peu et ne plus représenter « que » 31 milliards de dollars, mais, même

en ce cas, personne ne semble savoir exactement d'où va venir l'argent. Le directeur général adjoint de la Chase Manhattan Bank de Londres situe la dette totale des pays semi-coloniaux à

145 milliards de dollars à la date de décembre 1975, et le besoin supplémentaire de financement pour couvrir les déficits entre 1976 et 1980 à 150 milliards de dollars. »

un peu d'histoire

Le Nicaragua appartient à ces pays qui, par leur lien avec les Etats-Unis, constituent de véritables colonies « indépendantes ».

Après une éphémère Union de l'Amérique centrale en 1823, cinq républiques se constituent dans cette région en 1837-1839 : Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua et Costa Rica.

Le Nicaragua va très vite se trouver sous contrôle américain. En 1912, les marines débarquent une première fois et restent jusqu'en 1924. Leur départ entraîne une nouvelle guerre civile entre conservateurs et libéraux et, en 1925, a lieu un deuxième débarquement américain. Comme le confirme alors l'ambassadeur US au Nicaragua :

« Le président Coolidge a consenti à affecter des officiers américains pour entraîner et diriger une police nationale apolitique pour le Nicaragua, qui aura l'obligation d'assurer des élections honnêtes... Il est aussi désireux de laisser au Nicaragua après les élections une force suffisante de marines pour appuyer le travail de la police et assurer la paix et la liberté dans les élections. »

Cette présence américaine est la véritable ossature de l'Etat bourgeois semi-colonial qui se constitue à partir de ce moment-là. La raison en est simple.

Le Nicaragua est un pays capitaliste profondément arriéré. A l'étroitesse de son marché intérieur (2 500 000 habitants et une superficie de 139 000 km²), il faut ajouter une extraordinaire concentration de la propriété foncière et une industrialisation presque inexistante. Toutes les tentatives

de remettre en cause le régime de propriété à la campagne ou de remettre en cause la présence militaire yankee se heurtent à la coalition de l'oligarchie agraire et du gouvernement américain.

Productrice de coton, de café et de canne à sucre pour le marché mondial, la bourgeoisie nicaraguayenne réalise la plus-value presque entièrement sur le marché américain. La concentration latifundiaire de la terre crée une masse de paysans sans terre. 1,5 % des exploitations agricoles occupent 41,2 % des terres cultivées. Viennent ensuite des exploitations moyennes : formant 20,3 % du total, elles couvrent 41,1 % des terres. 78,2 % des propriétés se partagent donc ce qui reste : 14,7 % des sols. Cette structure foncière est la conséquence du non-accomplissement au Nicaragua des tâches démocratiques, dont la révolution agraire et l'indépendance nationale sont les principales.

La soumission étroite de la bourgeoisie indigène à l'impérialisme a remis la réalisation de ces tâches entre les mains du prolétariat, allié avec la paysannerie. Leur accomplissement exige la destruction de l'Etat bourgeois établi dans les années 1930, qui s'identifie aux institutions mises sur pied par Somoza au compte de l'impérialisme. Qui plus est, la dimension réduite du marché nicaraguayen, le très faible niveau de la productivité du travail, le caractère agricole de l'économie (le coton, le café et la viande de bœuf représentent plus de 53 % des exportations totales) exigent l'unification avec l'ensemble des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes sur la base de l'expulsion et de l'expropriation de l'impérialisme. Ce n'est que dans le cadre d'une fédération des Etats-Unis socialistes d'Amérique cen-

trale et du Sud que cette unification est possible ; la faillite des tentatives de marchés communs, pactes andins et autres en témoigne.

LE COMBAT DE SANDINO

La faiblesse organique de la bourgeoisie nicaraguayenne, née en liaison directe avec l'impérialisme et n'ayant accès au marché mondial qu'à travers celui-ci, se traduit dans le caractère rachitique de sa représentation politique. En 1926, sous la présidence du conservateur Diaz, l'homme de paille de E. Chamorro, gros propriétaire foncier, les deux partis bourgeois traditionnels — conservateurs et libéraux — établissent un accord dont les termes sont les suivants : dépôt des armes de tous les partis sous le contrôle des Etats-Unis ; participation des libéraux au cabinet ; organisation d'une police sous le commandement d'officiers nord-américains ; surveillance des élections de 1928 et de celles qui suivront par les USA et maintien d'une force de marines pour assurer la « paix » impérialiste. C'est sur cette base qu'est constituée la Garde nationale, véritable garde prétorienne inféodée à l'impérialisme et placée sous son contrôle direct. Signalons que parmi les combattants libéraux de 1926 figure Anastasio Somoza, futur chef de la Garde nationale.

L'accord mène à une rupture parmi les libéraux, en particulier quant à la présence américaine. Le général Augusto Cesar Sandino, fils de petits paysans et mineur lui-même, refuse l'accord. Il appelle ouvriers et paysans à la lutte contre l'impérialisme. Dans un manifeste daté du 1^{er} juillet 1927, il déclare :

« Je lance une invitation à la lutte, mon cri de combat répond au défi du lâche envahisseur et des traîtres à ma patrie ; ma poitrine et celle de mes soldats forment la muraille où se briseront les légions ennemies du Nicaragua. »

Pendant six ans, Sandino combat contre les troupes américaines et la Garde nationale. En 1933, Roosevelt retire les marines du Nicaragua, inaugurant sa politique dite de « bon voisinage ».

Sandino dépose les armes et négocie avec le gouvernement.

Victime de ses illusions envers le président libéral Bautista Sacasa, simple couverture utilisée par les Américains, Sandino sera assassiné par Somoza à la sortie d'un dîner avec le président. Son combat, soutenu massivement par la paysannerie de toute l'Amérique centrale, fut rejeté par le PC naissant, conformément aux directives politiques de l'Internationale communiste (« troisième période »), qui faisaient de Sandino l'ennemi principal. L'assassinat de Sandino confirme Somoza comme l'homme des Américains, chef de la Garde nationale, pivot de l'Etat.

LE REGNE DE SOMOZA

Comme l'explique Nicole Bourdillat (cf. « Notes et études documentaires » n° 4517-18), l'ascension de Somoza est rapide :

« Malgré le décret présidentiel de mars 1943, qui place la Garde nationale sous l'autorité du président, il a la faculté de démettre les officiers, vérifie les mouvements de troupes et contresigne les promotions, A. Somoza a l'intention d'être candidat. Pourtant, deux interdictions constitutionnelles pèsent sur lui : il est parent du président en place et militaire en service actif. La première barrière tombe vite : le 6 juin 1936, J.-B. Sacasa démissionne. A. Somoza fait élire par le Congrès un de ses hommes, le D^r C. Brenes Jarquin, président provisoire. Afin de respecter complètement la Constitution, il « démissionne » de son poste de la Garde nationale, le temps d'une élection. Le 1^{er} janvier 1937, quand il entre officiellement en fonctions, il a déjà retrouvé son rang de Jefe Director. »

L'écrasement du mouvement des masses, son reflux après l'assassinat de Sandino, la politique du stalinisme dans ces années clés sont la base sur laquelle Somoza édifie son pouvoir. Son règne commence.

Jusqu'en 1979, pendant quarante ans, l'Etat somoziste s'est confondu avec l'Etat bourgeois. La bourgeoisie

renonce à sa représentation politique pour préserver l'ordre impérialiste, que seuls Somoza et les institutions qu'il a mises en place peuvent sauvegarder. La base du pouvoir de Somoza est la Garde nationale, créée par les Etats-Unis et sous commandement américain dans ses premières années. La quasi-totalité de son équipement provient des Etats-Unis.

De 1950 à 1979, 4 897 militaires nicaraguayens compléteront leur formation dans une école militaire nord-américaine. Plus de 40 % de l'aide US à l'Amérique centrale en armement et entraînement militaire sont destinés au Nicaragua. Composée de quelque 8 000 hommes, cette garde prétorienne a toujours été sous le contrôle de la famille Somoza. Dès 1946, Anastasio Somoza junior en prend la direction à sa sortie de l'académie militaire de West Point.

Le parti libéral national fournit les cadres de l'Etat et vit grâce à son budget. La carte du PLN facilite les choses pour celui qui cherche un emploi. Une centrale syndicale somoziste et des jeunesses somozistes viennent compléter l'édifice et la destruction du mouvement ouvrier indépendant. La famille ne tolère aucune opposition — même bourgeoise ; elle vit en assurant les profits généraux de la bourgeoisie et de l'impérialisme mais n'hésite pas à s'assurer les principaux profits. En 1977, on évaluait le capital des Somoza à 600 millions de dollars. La famille est le premier propriétaire foncier du pays : les 20 000 km² qu'elle possède représentent un sixième des terres cultivées. Le contrôle de Somoza s'étend à l'industrie alimentaire, aux raffineries de sucre, au tabac, au café et à l'industrie du bâtiment. La Banco de Centro America est sous son empire, ainsi que les casinos, le transport aérien et maritime, la distillation de l'alcool. Somoza est allé jusqu'à établir un réseau de trafic du plasma sanguin.

LE STALINISME, SOUTIEN DE SOMOZA

La faible implantation du stalinisme au Nicaragua ne doit en rien dissimuler l'importance de son rôle contre-révolutionnaire comme obstacle au

mouvement des masses. La force du parti stalinien est d'être l'agent de la bureaucratie du Kremlin et de se parer de la révolution d'Octobre et de ses conquêtes. Cette force, le PSN (Parti socialiste nicaraguayen, parti stalinien local) l'a mise au service de Somoza pendant les quarante ans de son règne. Nous avons déjà mentionné la position prise contre Sandino, qualifié de « réactionnaire » et de « traître ». Examinons maintenant quelle fut la position du PSN à l'égard de Somoza. En 1944, conformément à la politique du Kremlin, le PSN accorde son soutien à Somoza. Affirmant que l'alliance militaire entre l'URSS et les Etats-Unis fait de Somoza un démocrate, les staliniens soutiennent l'assassinat d'opposants à la dictature réfugiés au Costa Rica.

Le 15 octobre 1944, sous le titre : « L'expérience de Cuba doit profiter au Nicaragua », l'organe stalinien publié au Costa Rica déclare :

« Le Parti communiste a soutenu Batista dans sa candidature à la présidence et l'a aidé à prendre le pouvoir. Grau et les Autenticos (*parti nationaliste bourgeois d'où le mouvement du 26 juillet de Castro tire son origine*, L.F.) l'ont combattu.

Batista victorieux, président de la République, a commencé à gouverner avec l'appui — outre celui de son parti — du parti communiste et de la CTC.

Son gouvernement — maintenant nous ne sommes pas les seuls à le dire — a été le plus démocratique et le plus progressiste de toute l'histoire de Cuba. » (« Trabajo », organe du PC de Costa Rica).

Dans un appel, le PSN explicite sa politique d'union nationale avec Somoza :

« Conservateurs, libéraux, socialistes, ouvriers, paysans, capitalistes, tous les Nicaraguayens, sans distinction d'opinion politique ou de classe sociale, doivent s'unir, prendre au mot Somoza, et marcher sur le chemin du progrès, de la démocratie, de la justice. Tel est notre appel. »

Le soutien à Somoza conduira le PSN à dissoudre les syndicats qu'il contrôle au sein des Maisons du peu-

ple créées par Somoza et entraînera l'intégration des syndicats à l'Etat, dans le cadre d'une centrale somoziste. Cette politique amène l'affaiblissement numérique du PSN et le renforcement des courants bourgeois et petits-bourgeois hostiles à Somoza. C'est ainsi que Carlos Fonseca Amador, fondateur du Front sandiniste de libération nationale en 1962, rompra avec le PSN.

En 1972, soutenant toujours le régime, le PSN appelle à participer aux élections pour une Assemblée octroyée par Somoza afin de modifier la Constitution et de permettre sa réélection. Somoza interdit sa participation et n'autorise d'autres partis que les siens. Le PSN se divise en trois fractions : le PC qui dirige la CAUS, le Parti socialiste nicaraguayen qui participe à l'actuel gouvernement de reconstruction nationale et le Parti socialiste nicaraguayen dirigé par Luis Sanchez qui contrôle la CGTI.

QU'EST-CE QUE LE FSLN ?

Le FSLN se lance, dès sa constitution, dans la lutte armée contre Somoza. Partisan de la guérilla et des actions spectaculaires, le groupe est très vite démantelé par la répression, ses principaux dirigeants assassinés ou emprisonnés, ses positions foquistes et aventuristes l'isolant totalement du mouvement des masses. Son programme est empreint de radicalisme petit-bourgeois mais s'inscrit pleinement dans la pseudo-théorie de la révolution par étapes et du socialisme dans un seul pays.

Polémiquant avec le PSN, Carlos Fonseca Amador écrit en prison en 1970 :

« Je pense que la tragédie de la vieille direction du PC de Costa Rica est la trajectoire de la plupart des vieilles directions des PC d'Amérique latine. Dans les années de la Deuxième Guerre mondiale, on assiste à l'alliance d'une puissance socialiste avec des puissances capitalistes telles que les Etats-Unis ou

l'Angleterre, alliance conclue pour combattre le fascisme. L'histoire a justifié une telle alliance. Mais sur le plan local, comme au Costa Rica, la politique des Fronts unis fut poussée jusqu'à des extrémités négatives (...).

Le Parti bolchevique dirigé par Lénine a forgé dans la pratique un front uni de toutes les forces anti-tsaristes, y compris avec la bourgeoisie anti-tsariste...

En 1944 étaient très diffusées en Amérique latine les thèses de M. Earl Browder, secrétaire général du PC des Etats-Unis, qui doit être considéré comme le père du révisionnisme, du réformisme et de la compromission (...).

Comme on le voit, tout en condamnant la politique stalinienne de soutien à Somoza, Carlos Fonseca Amador ne pousse pas la rupture jusqu'à la racine : la place de la bureaucratie du Kremlin et sa politique comme expression de la dégénérescence de l'Etat ouvrier, et il attribue à Lénine et au Parti bolchevique une politique qui n'était pas la leur. Dès lors, rien d'étonnant à ce que la seule divergence avec le PC porte sur les « méthodes » et qu'Amador s'aligne sur le castroïsme, sur Guevara en particulier. Tous les dirigeants fondateurs du FSLN ont péri, victimes de leurs conceptions foquistes, à l'exception de Tomas Borge, actuellement ministre de l'Intérieur, et de Rolando Roque, qui retourna au PSN après en être sorti.

En 1975, trois tendances surgissent au sein du FSLN : « prolétarienne », « guerre populaire prolongée » et « insurrectionnelle ». Dans le même temps, c'est vers lui que les masses se tournent dans leur mouvement pour en finir avec Somoza, en particulier à partir de 1976. La classe ouvrière, la paysannerie ont besoin d'organisations pour combattre. La politique stalinienne s'oppose frontalement au mouvement des masses. Les masses se saisissent des instruments à leur portée pour avancer sur la voie de la réalisation de leurs aspirations. Par ailleurs, le FSLN est une organisation révolutionnaire petite-bourgeoise qui veut en finir avec Somoza. Les masses vont s'engager dans la lutte et renforcer le FSLN, le chargeant de la réalisation de

leurs aspirations. En trois ans, le FSLN devient la force dirigeante du combat contre Somoza, tout en limitant l'objectif de ce combat à la chute de la dictature. Les divergences au sein du FSLN portent en fait sur des questions tactiques, mais aucune des trois tendances ne remet en cause la politique d'alliance avec la bourgeoisie, de subordination du prolétariat à la bourgeoisie. Cependant, il serait faux de méconnaître la portée des divergences, que l'on retrouvera, après de nouveaux recoupements, dans l'actuel FSLN unifié.

La tendance « prolétarienne » était même allée très loin, sans abandonner le terrain de la révolution par étapes, en affirmant :

« N'est pas révolutionnaire la position qui tente de concilier capitalisme et socialisme, n'est pas révolutionnaire la position voulant qu'il faudrait atteindre certains objectifs intermédiaires, tels que l'organisation économique de la « nouvelle société » nicaraguayenne sur la base de la simple expropriation des biens de Somoza. » (*documents de fondation de la tendance « prolétarienne »*, p. 18).

De même lorsqu'elle ajoute :

« Au Nicaragua, comme nous l'avons vu, les revendications vitales sont l'indépendance nationale et le socialisme, deux tâches unissant dans un même processus révolutionnaire deux mouvements intimement liés. Nous débarrasser de la domination impérialiste et en finir avec la domination du capital. » (*ibidem*, p. 19).

Mais elle précise aussitôt, afin que personne ne se trompe sur la portée de tels propos :

« (Les deux mouvements) doivent se développer de façon inégale, comme reflet réel de facteurs politiques objectifs, aussi bien internes qu'externes, la force de l'ennemi, le degré de conscience, l'organisation, la puissance de la mobilisation du peuple dans son ensemble et de la classe ouvrière en particulier. » (*ibidem*, p. 19).

Jaime Wheelock, dirigeant de la tendance « prolétarienne », sera plus clair encore. Dans une interview publiée par la revue « Dialogo social » de Panama, il déclare :

« Q : Alors, les objectifs politiques de la tendance « prolétarienne » sont de diriger les travailleurs du Nicaragua contre la dictature ?

R : Ce n'est pas cela. Nous considérons que la première tâche des travailleurs et de notre organisation sandiniste est de renverser la dictature militaire somoziste et d'ouvrir à notre peuple sans exclusive un processus de véritable démocratie. »

Nous publions maintenant un long document, dont l'importance politique est grande. Il s'agit des « bases programmatiques » sur lesquelles les trois tendances se sont réunifiées le 7 mars 1979.

L'application de cette politique (par les trois tendances puis par le FSLN réunifié) ne fera que retarder la chute de Somoza et constituera un obstacle à l'action révolutionnaire des masses, comme nous le verrons tout au long des combats de 1978 et 1979.

Dans *La Vérité* n° 580 (février 1978)

Etienne Laurent
L'Amérique latine
dans le mouvement
de la révolution mondiale

un document :

« bases programmatiques du Front sandiniste de libération nationale pour la démocratie et la reconstruction du Nicaragua »

1. - Dix-huit années de lutte tenace contre la dictature somoziste soutenues par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), dans les rangs duquel se sont intégrés les meilleurs fils du Nicaragua, avec un héroïsme sans limite pour la cause de la libération et de la rédemption nationales pour lesquelles luttait Sandino, ont placé le Front sandiniste à l'avant-garde du peuple du Nicaragua.

La crise politique profonde que traverse le régime dictatorial a pour raison fondamentale le développement de la lutte armée dirigée par le Front sandiniste. Les premiers mouvements de résistance armée dans les montagnes, depuis Bocay et Pancasan, Zinica et Cusawas, ont préparé la crise du régime somoziste, qui, malgré une escalade répressive et un génocide, n'a pu contenir la progression du sandinisme. Depuis 1977, la lutte contre la dictature s'est vue renforcée par une nouvelle qualité politique et militaire. Les actions audacieuses dans les villes se sont conjuguées avec le mouvement organisé des masses, ouvrant la voie à des soulèvements partiels, aux grèves nationales, à une agitation populaire fébrile, puis à l'insurrection générale de septembre 1978, et, enfin, à l'unité combattive de tous les Nicaraguayens contre le régime oppresseur.

La longue tyrannie des Somoza se caractérise par quarante-cinq années d'oppression brutale. C'est une dictature qui gouverne par la force des armes et par la terreur afin de servir les intérêts exclusifs d'une famille et de ses partisans, alors que la majorité des citoyens est soumise à un état de misère grandissant, à l'analphabétisme, et à des conditions de vie et de santé indignes. La corruption politique, la décomposition morale et la brutalité du régime se sont abattues sur les institutions civiles, l'économie nationale et les droits les plus élémentaires de la personne humaine, au point de prolonger la nation dans un état inouï de destruction politique, économique et morale.

Mais le peuple du Nicaragua ne se résigne pas : avec force et héroïsme il a démontré sa volonté de lutter afin d'obtenir sa liberté et une démocratie nécessaire au progrès et au rachat de la patrie. Les montagnes et les campagnes, les quartiers et les écoles, l'atelier et l'usine, la communauté indigène, ont tous été convertis en tranchées libératrices, tandis que le peuple du Nicaragua montre une maturité politique et civique exemplaire en forgeant le Front patriotique national, alliance démocratique qui est l'alternative légitime au régime ignominieux des Somoza.

La lutte héroïque de notre peuple tout entier, son unité croissante, et la nécessité de combattre la tyrannie avec toutes les forces disponibles, ont stimulé l'unité historique des sandinistes. Le FSLN est aujourd'hui une seule force qui s'est unie, afin de regrouper tous les secteurs qui luttent conséquemment contre la dictature et pour la démocratisation et la reconstruction du Nicaragua. L'unité du sandinisme est la garantie la plus solide pour entreprendre les tâches urgentes de la nation menacée : abattre la dictature somoziste, obstacle à la paix et source de conflits et d'instabilité dans la région ; reconstruire le pays afin d'édifier le progrès social et l'indépendance historique de notre patrie.

2. - Ainsi, devant notre devoir historique de sauver le Nicaragua de l'extermination et de la destruction auxquelles l'avait soumis le dictateur intransigeant, nous lançons un appel à l'unité nationale sur la base de nos buts démocratiques, dont les points programmatiques urgents sont ci-dessous :

GOVERNEMENT PROVISOIRE D'UNITE NATIONALE

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), aussitôt la tyrannie somoziste renversée, favorisera la mise en place d'un gouvernement provisoire d'unité nationale dans lequel toutes les forces politiques et sociales de notre pays qui ont maintenu une position ferme et conséquente contre la dictature devront avoir une participation réelle et effective.

PROGRAMME DE RECONSTRUCTION NATIONALE

La tâche fondamentale du gouvernement provisoire d'unité nationale sera de mettre en place un programme de reconstruction nationale permettant de sauver le Nicaragua de la catastrophe sociale, économique, politique et morale dans laquelle la dictature a plongé notre patrie. Ce programme établira les bases concrètes afin d'extraire notre pays du retard économique, et permettra l'exercice effectif et complet d'un système d'amples libertés démocratiques.

L'ARMEE NATIONALE

Il faut organiser une nouvelle armée véritablement démocratique et nationale, dont les principes fondamentaux seront la défense du processus démocratique et celle de la souveraineté de la patrie. Les militaires corrompus et coupables de crimes contre le peuple n'auront pas de place dans cette nouvelle armée nationale. Cependant, les militaires, gradés ou enrôlés, qui maintiennent une position active de rejet par rapport aux crimes et aux abus du somozisme pourront s'y intégrer. La nouvelle armée nationale participera directement aux tâches de reconstruction du pays.

POLITIQUE ETRANGERE DE NON-ALIGNEMENT

Une politique étrangère indépendante et de non-alignement qui mette en rapport notre pays avec toutes les nations qui respectent l'autodétermination et les relations économiques justes et mutuellement bénéfiques ; promouvoir les liens économiques, politiques, culturels et amicaux avec les nations de la communauté centraméricaine et des Caraïbes au profit du renforcement des courants démocratiques et de l'affirmation de la souveraineté nationale.

PATRIMOINE DE RECONSTRUCTION NATIONALE

La création du patrimoine de reconstruction nationale, dont la base sera l'expropriation de tous les biens usurpés par la famille Somoza, et dont le but sera, selon le plan de reconstruction, de résoudre prioritairement le sous-développement, la misère et le chômage dont souffrent les grandes majorités. Le patrimoine de reconstruction couvrira aussi les nécessités urgentes des familles touchées par la guerre, les sans-abris, les réfugiés et les émigrés, sans discrimination.

POUR L'UNITE NATIONALE CONTRE LA DICTATURE VIVE L'UNITE SANDINISTE NON AU COUP D'ETAT, OUI A L'INSURRECTION

Patrie libre ou mourir.
DIRECTION NATIONALE CONJOINTE
FRONT SANDINISTE DE LIBERATION NATIONALE

Daniel Ortega
Humberto Ortega
Victor Tirado Lopez

Henry Ruiz
Tomas Borge
Bayardo Arce

Jaime Wheelock
Luis Carrion
Carlos Nunez

Quelque part au Nicaragua, avril 1979.

LES ACCORDS D'UNITE DU FRONT SANDINISTE DE LIBERATION NATIONALE

Les aspects de base

Pleinement conscients de l'importance du moment historique de notre pays, tenant compte des désirs d'unité de notre peuple tout entier, et accomplissant un devoir historique inéluctable, les trois tendances du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), par le biais de leurs directions respectives, souscrivent aux accords d'unité ci-dessous.

Gardant l'héritage unitaire des fondateurs du FSLN et en suivant les efforts qui ont été faits dans le passé afin de réunifier le sandinisme ; pleinement convaincus que nous partageons tous une même tradition d'héroïsme, de combativité et de qualités révolutionnaires à laquelle nous avons été conséquents et à laquelle nous avons fait honneur au cri de : « patrie libre ou mourir » ; et sachant que notre cause est la même, celle de la liberté et de la libération nationale et sociale.

Devant la nécessité et l'obligation historique d'unir nos forces politiques et militaires afin d'abattre la dictature somoziste et d'instaurer une démocratie populaire dans notre pays, avec la conviction que, malgré le fait que nous nous sommes séparés temporairement, le FSLN, comme dans le passé, doit être un seul front, nous sommes persuadés que nous devons entamer un processus croissant d'unité qui aboutira à la réintégration totale organique du FSLN ; les trois tendances du FSLN, par le biais de nos structures de direction, souscrivent à ce qui suit :

DANS LE POLITIQUE

1. Nous considérons qu'il faut construire immédiatement dans notre pays une démocratie révolutionnaire et populaire qui jette les bases d'un approfondissement du processus révolutionnaire nicaraguayen.

2. Nos tâches les plus immédiates sont : le renversement révolutionnaire de la dictature somoziste et l'organisation du pouvoir sandiniste.

Pour accomplir ces tâches, il est nécessaire :

a) De regrouper toutes les forces sociales et politiques du pays, y compris les secteurs démocratiques, industriels, commerçants, etc., et ceux qui maintiennent une position conséquente anti-somoziste, autour d'un programme démocratique d'indépendance nationale et de progrès social, c'est-à-dire sur le programme sandiniste.

b) La proposition d'unité nationale contre le somozisme s'exprime actuellement dans le Front patriotique national, qui constitue, aux yeux des forces politiques nationales et étrangères, une option immédiate de gouvernement. Nos tâches, en relation au FPN, sont : l'élargir au maximum pour inclure toutes les forces anti-somozistes du pays ; le promouvoir au niveau national et international ; diffuser, à partir de là, le programme de la révolution populaire sandiniste.

c) Que l'axe fondamental du FPN doit être le Mouvement peuple uni (MPU). Le MPU doit être le moteur principal de l'organisation politique des secteurs les plus importants de notre peuple travailleur. Toutes les forces sandinistes devront s'efforcer de créer les conditions pour la consolidation et le développement organique du MPU, qui doit s'identifier de plus en plus avec le sandinisme.

d) Organiser, fortifier et consolider les forces militaires de la révolution populaire sandiniste et, en particulier, celles de l'Armée populaire sandiniste, instrument fondamental de notre peuple afin de pouvoir écraser les appareils militaires et répressifs de la dictature somoziste.

e) Organiser et mobiliser les masses populaires en fonction du renforcement et développement de la guerre révolutionnaire. C'est la tâche du sandinisme de soutenir et de favoriser le mouvement croissant des masses et de le conduire à travers un processus insurrectionnel où les soulèvements de masse se combinent avec l'action des noyaux de l'Armée populaire sandiniste, pour aboutir à l'écrasement total du somozisme.

f) Organiser, après la chute de la dictature somoziste, un gouvernement national de caractère provisoire, au sein duquel soient représentées toutes les forces anti-somozistes, et qui puisse convoquer le peuple tout entier afin d'entamer la grande tâche de reconstruction nationale. L'objectif le plus important de ce gouvernement est la neutralisation des forces ennemies internes et externes, en même temps que d'accomplir les tâches politiques, économiques et sociales que notre peuple demande avec une grande urgence. La participation de dirigeants sandinistes reconnus au sein du gouvernement provisoire doit être admise afin d'établir plus efficacement les programmes de reconstruction nationale.

g) Nous considérons que le groupe des douze joue un rôle positif à l'intérieur du FPN et dans notre politique d'alliances au plan international.

h) Au plan international nous suivrons une politique large, démocratique et de non-alignement. Nous canaliserons l'appui des secteurs révolutionnaires, démocratiques et progressistes de la communauté internationale, en particulier dans notre région d'Amérique centrale et des Caraïbes.

i) Nous ne reconnaitrons la légitimité d'aucun gouvernement issu d'un coup d'Etat ou d'un accord avec le somozisme. Nous continuerons notre guerre jusqu'à la destruction totale des appareils répressifs et des instruments politiques corrompus du somozisme.

Toutes les forces du sandinisme procéderont immédiatement à la mise en place d'un plan d'urgence conjoint, pour pallier aux manœuvres dans ce sens.

DANS LE MILITAIRE

Vingt-sept ans après l'assassinat d'Augusto Cesar Sandino, notre peuple obtient la création de son avant-garde, le FSLN, assurant ainsi la continuité d'un processus historique qui couvre les années 1930. L'origine de cette réponse historique remonte aux luttes pour la liberté et pour la libération nationale du siècle dernier, et aux luttes contre l'intervention étrangère du siècle présent, spécialement la résistance populaire et insurrectionnelle de 1912 et la guerre de résistance nationale anti-impérialiste de 1927-34. Avec un passé chargé d'héroïsme, le FSLN mène la lutte cette fois contre la dictature militaire somoziste, support de l'exploitation et de l'oppression les plus barbares. La dictature somoziste est l'ennemi immédiat et le plus acharné de notre peuple et c'est contre elle que nous lançons notre coup principal.

a) Nous comprenons l'insurrection armée sandiniste comme la synthèse d'un processus de lutte ininterrompu dès la fondation du FSLN. Les masses de la ville et de la campagne, protagonistes fondamentaux de l'insurrection au sein de la crise politique, économique et sociale du somozisme, conjuguées avec l'audace révolutionnaire du FSLN, permettent la construction réelle et immédiate d'une armée révolutionnaire — l'Armée populaire sandiniste — dans les montagnes, les campagnes et les villes.

b) Le processus insurrectionnel nicaraguayen se caractérise par la combinaison des soulèvements populaires, des actions violentes des masses et des noyaux sandinistes dans les villes, avec la guerre de guérilla dans les zones rurales et montagneuses. La conjugaison de ces deux modalités de lutte à l'intérieur d'une stratégie unique aura pour résultat la victoire du peuple nicaraguayen et de son avant-garde, le Front sandiniste de libération nationale.

c) La garantie de la victoire révolutionnaire sur le somozisme est la formation de l'Armée populaire sandiniste. Le soulèvement populaire armé et la formation de colonnes de guérilleros, conjugués dans un même contexte stratégique, seront l'origine de l'Armée populaire sandiniste et de la victoire finale.

d) La direction nationale conjointe du Front sandiniste de libération nationale procédera immédiatement à l'élaboration avec les directions politico-militaires des différents fronts de guerre, des plans militaires concrets pour l'accomplissement de la stratégie arrêtée.

e) Toutes les ressources du FSLN seront engagées selon les impératifs du plan stratégique général.

la révolution

Le tremblement de terre qui détruit Managua en 1972 et qui ravage le Nicaragua se traduit par un approfondissement de la crise économique et sociale du pays. La dette externe s'alourdit et la reconstruction donne lieu à un endettement de l'ensemble de la population, tandis que Somoza confisque à son profit l'aide internationale et octroie à ses propres entreprises de construction les capitaux nécessaires à la reconstruction de Managua, réalisant ainsi un monopole quasi total sur le marché du logement.

Dès 1973, une puissante mobilisation de masse se développe. Une vague de grèves déferle dans le bâtiment, les hôpitaux, parmi les chauffeurs d'autobus ; elle est accompagnée d'occupations de bâtiments publics et d'affrontements avec la Garde nationale. Après négociation avec Somoza, le PSN brise le mouvement contre 10 % d'augmentation de salaires. Non sans difficultés, le PSN fait reprendre le travail. Ce mouvement amènera à un relâchement de la répression et provoquera une crise politique au sein de la bourgeoisie. Un véritable tournant se produit en 1973, faisant apparaître au grand jour l'inadéquation entre les institutions de l'Etat somoziste et le rapport de forces entre les classes. La bourgeoisie commence à pâtir de la rigidité du régime, qui l'empêche de faire face à la nouvelle situation : c'en est fini de l'unité de la bourgeoisie derrière Somoza.

La famille Chamorro, famille de gros propriétaires fonciers et de banquiers, constitue avec d'anciens somozistes et le PSN l'Union démocratique de libération (UDEL). Il s'agit de préparer le remplacement de Somoza tout en préservant les institutions. Le principal dirigeant de l'UDEL est Joaquín Chamorro, directeur du journal « La Prensa », membre bien connu de l'oligarchie du coton de la région de Granada, propriétaire de la banque Americana et de la Banque nicaraguayenne.

Sa fortune n'est comparable qu'à celle de Somoza. Son assassinat le 10 janvier 1978 sur ordre de Somoza est l'événement contingent qui réalise le nécessaire. Le 24 janvier, tout le pays est paralysé par la grève générale. L'UDEL, l'Eglise et les conservateurs demandent la démission du président et soutiennent la grève comme moyen de pression sur le régime. Somoza proclame l'état d'urgence. Des soulèvements éclatent dans plusieurs villes, mais le patronat, devant la tournure que prennent les événements, recule et arrête la grève (c'est lui qui payait les grévistes). Le PSN, les conservateurs, d'anciens somozistes ainsi que le « groupe des douze » soutenu par le FSLN constituent alors le Front élargi d'opposition (FAO), dont la tâche est de négocier avec les Américains le départ à froid de Somoza comme seul moyen de contenir la mobilisation des masses.

Le 12 août, lorsque le FSLN prend d'assaut le Palais national rempli de députés et de sénateurs, les employés des hôpitaux en sont à leur 32^e jour de grève et, ce même jour, les charpentiers, les ouvriers du bâtiment et des chantiers navals entrent à leur tour en grève illimitée ; les universités sont paralysées.

L'action des masses pousse le FSLN à rompre avec le FAO, profondément discrédité par sa volonté de limiter la lutte au remplacement de Somoza et par sa recherche d'un accord avec les USA.

LA PREMIERE OFFENSIVE DE SEPTEMBRE 1978

En septembre 1978, le FSLN lance une première offensive généralisée contre Somoza. La tendance « insurrectionnelle » est à la pointe de cette offensive, conçue comme un moyen de pression dans le cadre des négociations en cours.

Le régime aux abois répond par des assassinats en masse, le bombardement de villes entières. L'impérialisme américain le soutient à bout de bras, conscient que toute tentative pour procéder à son remplacement dans cette situation ne peut qu'aboutir au démantèlement de l'Etat et au déferlement des masses. La révolution en Iran est là pour le prouver. Le refus du FSLN de lier les actions militaires aux revendications ouvrières et paysannes, l'absence de liaison entre les villes soulevées et Managua sont à la base de l'échec de l'offensive de septembre, qui permet cependant de mesurer l'ampleur de l'activité des masses et l'isolement profond de la Garde nationale.

Un nouveau tournant s'opère à partir de septembre. D'un côté, les masses commencent à constituer leurs comités, leurs milices et à affluer vers les organismes mis en place par les *combattants* du FSLN ; de l'autre, le PSN et la direction du FSLN constituent le Front patriotique avec la bourgeoisie dite d'opposition sur la base suivante :

1. fin de la dictature de Somoza ;
2. constitution d'un gouvernement d'union nationale ;
3. expropriation des biens de Somoza.

La question de la Garde nationale est laissée dans l'ombre, et on parle de son épuration mais aussi de son remplacement par une nouvelle armée sandiniste.

Au mois de décembre 1978, les USA engagent des négociations par l'intermédiaire de l'OEA, en vue d'un changement « à froid » s'appuyant sur les massacres de septembre. Mais il y a deux obstacles majeurs à cette transition « démocratique ». D'abord, la profondeur de la mobilisation des masses : les grèves se poursuivent et de nouveaux affrontements se préparent. Le deuxième obstacle est Somoza lui-même, qui déclare refuser de se démettre avant 1981, date des prochaines élections présidentielles.

Selon un haut fonctionnaire américain,

« la question va être de savoir quelle force nous allons utiliser pour le contraindre à partir, et nous ne sommes

pas prêts à spéculer là-dessus maintenant. »

Une intervention militaire de l'OEA est envisagée, mais cette perspective est vite abandonnée, à cause du refus du FSLN, mais aussi par crainte de voir le conflit s'étendre à toute l'Amérique latine.

Le « New York Times » cite un militant ouvrier de San Salvador qui explique :

« Si Somoza partait, cela montrerait à tous les autres peuples opprimés que la victoire est possible. »

L'OEA elle-même est divisée. Certains gouvernements pensent qu'il est déjà trop tard pour une intervention acceptée par les deux parties. Plus encore, la situation dans des pays tels que le Pérou ou le Brésil ne permet pas à leurs gouvernements d'agir en toute liberté. De leur côté, le Guatemala, le Honduras et le Salvador font bloc avec Somoza et sont confrontés à des combats dans leurs propres pays. Enfin, les USA ne peuvent s'engager dans cette voie après la défaite subie au Vietnam, et sans être en mesure de régler les problèmes auxquels il est fait référence au début de cet article.

Une nouvelle fois, et cette fois de façon décisive, les masses vont intervenir sur leur propre terrain pour en finir avec la dictature.

LA TENTATIVE D'INTERVENTION DE L'OEA

A propos de l'éventuelle intervention des troupes de l'OEA qui devait servir de couverture à l'intervention des troupes américaines, il est important de souligner que le FSLN a effectué un pas sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie ; un pas qui, avec l'action décisive des masses, a contribué à empêcher cette intervention et a servi de point d'appui à l'offensive finale contre Somoza.

C'est la fameuse réunion de Caracas, convoquée à l'initiative du président du Venezuela, qui devait permettre d'aboutir à un accord entre toutes les forces dites d'« opposition », afin de soutenir l'intervention militaire de l'OEA.

Mais le 4 juin, la grève générale éclate au Nicaragua, à l'appel du FSLN, contre la position du FAO et celle du patronat « progressiste ». Le FSLN refuse de participer à la réunion et rejette toute intervention de l'OEA. La réunion a lieu mais, en l'absence de la principale force engagée dans les combats, elle ne peut aboutir... Voici le récit qu'en a fait le PSN stalinien, dont le dirigeant, Sanchez, a participé, au compte du Kremlin, à toute l'opération :

« Il s'agit du voyage à Caracas que des représentants du FAO, de l'Eglise catholique, de la Croix-Rouge et du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP-le patronat-NDLR), ont fait à la veille de la chute de Somoza.

Nous allons exposer, bien que sommairement, les détails de ce voyage. Non que nous ayons peur des calomnies (nous en avons tellement reçues que nous y sommes habitués), mais parce que nous pensons qu'il est nécessaire que les choses soient claires pour que nos camarades, nos amis et sympathisants ne soient pas surpris par les discours calomnieux.

Pendant la guerre civile, le FAO, comme il était de son devoir, s'est maintenu en session permanente, tenant des réunions tous les jours et maintenant un contact étroit avec San José de Costa Rica, où s'est formée la junte de gouvernement de reconstruction nationale et où se trouvait une mission permanente du FAO, y compris deux dirigeants de notre parti.

Le 11 juillet, le camarade Juan Gaitan nous informa depuis le Costa Rica qu'on parlait au Venezuela d'une éventuelle réunion qui devait avoir lieu à Caracas entre le FSLN, le FAO, le FPN (Front patriotique national-NDLR), le Comité de réflexion patriotique, la Conférence épiscopale du Nicaragua, la Croix-Rouge nicaraguayenne, la commission permanente des droits de l'homme et le COSEP. En même temps, Gaitan nous informa que l'ambassadeur du Venezuela devant l'OEA, Hilarion Cardozo, proposait, au nom des gouvernements du Pacte andin, que soit recherchée une solution rapide et juste à la crise nicaraguayenne, solution qui reposerait sur le plein appui que toute l'opposition accorderait à la junte de gouvernement de reconstruction

nationale, celle-ci, en échange, s'engageant à respecter le libre jeu démocratique. Pour arriver à cela, Cardozo proposait d'organiser des discussions à Caracas à partir du lundi 16 ou du mardi 17 juillet.

Un jour après avoir reçu ces informations, Adolfo Calero informa au cours de la réunion quotidienne du FAO qu'il avait parlé par téléphone avec Jose Esteban Gonzales, social-chrétien qui se trouvait à Caracas, et que d'après lui la réunion proposée par le Pacte andin au Venezuela aurait certainement lieu le 17 juillet. Il informa également qu'il y aurait trois délégués pour chaque organisation et que quelques organismes internationaux y assisteraient en tant qu'observateurs, entre autres la Conférence épiscopale latino-américaine et la commission inter-américaine des droits de l'homme.

Le FAO considéra que cette réunion offrait une bonne occasion pour parler avec le FSLN et le FPN de tout ce qui concernait l'action commune, d'autant plus que les efforts faits pour parler avec la junte et le Front à San José avaient été infructueux. Il nomma donc comme délégué officiel Eduardo Rivas Gasteazoro, Luis Sanchez Sancho et Jaime Chamorro Cardenal, et comme délégués assesseurs tous les autres membres du plénum national. Jaime Chamorro et Eduardo Rivas Gasteazoro furent donc chargés de contacter immédiatement le FPN, le COSEP, la Conférence épiscopale et la Croix-Rouge afin de tenter d'établir des critères communs en vue de la rencontre prévue à Caracas.

Au cours de la réunion suivante du FAO, le vendredi 13 juillet, Eduardo Rivas Gasteazoro informa que l'assistante personnelle de M. Herrera Campins, président du Venezuela, l'avait appelé par téléphone pour inviter officiellement le FAO à la conférence, qui aurait sûrement lieu le lundi 16. Il ajouta que la conférence avait déjà été annoncée publiquement à Caracas, qu'il avait parlé avec Monseigneur Obando et que ce dernier avait manifesté son accord pour y participer, et que la chancellerie vénézuélienne allait se charger de la documentation et de la sécurité du voyage. Ernesto Leal, pour

sa part, informa qu'il avait parlé avec Xavier Zavala, qui se trouvait également à Caracas, et que selon lui Fernando Chamorro était parti pour le Costa Rica avec l'invitation officielle pour le FSLN et que Zavala lui avait dit que la réunion se faisait à son initiative et à celle de José Esteban Gonzales, mais qu'en effet c'était le Pacte andin qui accueillait.

Au cours de la réunion du FAO du 14 juillet, Eduardo Rivas annonça que l'assistante personnelle pour la politique extérieure du président Herrera Campins, Margarita Palacios, lui avait téléphoné pour lui annoncer que le voyage devait être avancé au jour suivant, le dimanche.

Les représentants du MDN informèrent qu'ils avaient décidé de ne pas aller à Caracas, mais la majorité réaffirma la nécessité de ce voyage car cela permettait au FAO d'obtenir une véritable information sur ce qui se passait à l'extérieur, et permettait en plus d'exposer aux camarades sandinistes notre point de vue sur la composition du Conseil d'Etat, qui constituait pratiquement la seule question sur laquelle il n'y avait pas un accord total, étant donné que la majorité du FAO avait décidé officieusement qu'on devait modifier l'appui à la junte dans sa composition actuelle, point sur lequel seuls les social-chrétiens et une partie des conservateurs-démocratiques maintenaient que la junte devait être élargie.

Le dimanche 15 eut lieu le voyage à Caracas dans un avion affrété spécialement par le gouvernement vénézuélien et avec un sauf-conduit obtenu par ce même gouvernement. La délégation était composée de représentants du parti conservateur-démocratique, du parti social-chrétien, du Mouvement libéral constitutionnaliste, de la Confédération d'unification syndicale, du Parti socialiste nicaraguayen (Louis Sanchez et Gustavo Tablada) et de la CGT indépendante (Alejandro Solorzano). Pour l'Eglise, il y avait Monseigneur Obando et le père Bismark Carballo et pour la Croix-Rouge son président, Ismaël Reyes. Dans l'avion, on nous a dit que le FPN avait rejeté l'invitation mais que le FSLN, lui, allait participer à la réunion et que, en plus, seraient présents des

représentants du COSEP, qui se trouvaient déjà au Venezuela.

En arrivant à Caracas, dans la matinée du lundi 16, on nous informa qu'une réunion était prévue avec tous les Nicaraguayens présents, dans laquelle devait intervenir un représentant du gouvernement vénézuélien, afin de nous expliquer le motif de l'invitation. Pour notre part, nous prîmes immédiatement contact avec Carlos Salgado et Juan Gaitan, qui se trouvaient au Venezuela pour participer à notre délégation. Nous décidâmes alors que, Sanchez, Tablada et Gaitan, nous irions immédiatement rencontrer les dirigeants du Parti communiste du Venezuela ainsi qu'un camarade soviétique, pendant que Salgado et Solorzano resteraient à la réunion prévue avec les divers représentants.

Nous rencontrâmes le responsable des relations extérieures du Parti communiste du Venezuela et un camarade soviétique, fonctionnaire du PCUS. Après l'avoir informé des raisons pour lesquelles nous nous trouvions ici, le camarade vénézuélien prit la parole et nous posa trois problèmes : tout d'abord, nous, communistes nicaraguayens, nous n'avions reçu ni aide ni solidarité matérielle du fait que nous étions divisés ; deuxièmement, la réunion organisée par le Pacte andin avait pour but de permettre une intervention militaire au Nicaragua, étant donné l'échec yankee sur cette question. Vingt mille soldats andins étaient prêts pour cette intervention. L'intervention militaire du Pacte andin devait imposer un cessez-le-feu, le désarmement des parties belligérantes et amener une solution dans laquelle le sandinisme ne soit pas la force dominante ; troisièmement, ils respectaient la liberté du PSN pour prendre la décision qui lui semblait la meilleure dans la réunion organisée par le Pacte andin. Pour sa part, le camarade soviétique exprima son complet accord avec les propos du camarade vénézuélien.

Nous avons remercié le camarade pour la précieuse information qu'il nous donnait, puis nous lui exposâmes la position du parti, lui expliquant en plus qu'il y avait la majorité en ce qui concernait l'appui total à la junte. En sortant de l'entrevue, nous avons ren-

contré la camarade Doris Rejerino, qui nous confirma l'information sur la prétendue manœuvre interventionniste, et ajouta qu'ils (les sandinistes) pensaient que le PSN aurait, dans ce cas, à assumer ses responsabilités pour repousser cette manœuvre, et elle nous conseilla d'agir en tant que force de gauche et non pas en fonction des intérêts de nos alliés dans le FAO. Nous l'avons assuré que notre action serait conforme aux intérêts du peuple nicaraguayen et à nos principes anti-impérialistes et anti-interventionnistes. Nous lui avons fait remarquer que nous étions majoritaires dans le FAO et que, par conséquent, si la manœuvre interventionniste était confirmée, elle ne réussirait pas, ou du moins pas avec notre appui ni celui du FAO, bien au contraire.

De retour à la réunion des représentants nicaraguayens, on nous informa que les sandinistes ne participeraient pas à la conférence, que le COSEP n'avait pas envoyé de délégué officiel mais que d'importantes personnalités de l'entreprise privée (COSEP) étaient présentes et qu'il avait été décidé de continuer la réunion malgré l'absence du FSLN. Nous avons mis Jaime Chamorro au courant de l'information que nous venions de recevoir et nous avons décidé d'organiser une solide majorité pour rejeter l'éventuelle manœuvre interventionniste.

La réunion fut suspendue dans l'après-midi du lundi 16, quand on nous annonça que le président Herrera Campins allait nous accorder une audience. Au cours de cette audience, le président vénézuélien et le chancelier nous informèrent qu'une solution avait été trouvée à la crise nicaraguayenne, que cette même nuit Somoza démissionnerait et abandonnerait le pays et qu'il remettrait la présidence à un président provisoire qui transmettrait immédiatement le pouvoir à la junte, et que les forces sandinistes et la garde somoziste, à l'exception des détachements mixtes destinés à défendre l'ordre public, seraient maintenus dans les casernes pour un certain temps.

De telle manière que, dans la matinée du mardi 17 juillet, nous sommes repartis, et avons dû rester quelques jours au Costa Rica, vu le problème provoqué par la prétention ridicule

d'Urcujo de rester à la présidence jusqu'en 1981. A San José, nous avons décidé de demander un rendez-vous à la junte. Mais cela n'a pas été possible parce qu'ils s'apprétaient à partir pour Léon dans la matinée du mardi 17 juillet.

Telle est l'histoire du voyage à Caracas.

En résumé, nous avons répondu à l'invitation personnelle du président vénézuélien, nous nous y sommes rendus, pensant que c'était une bonne occasion d'obtenir des informations sur les négociations qui se déroulaient à l'extérieur, et parce qu'elles permettaient de parler avec les représentants du FSLN, dont on nous avait dit qu'ils y participeraient. Nous n'avons pas su, et nous ne saurons jamais, si cette manœuvre interventionniste du Pacte andin existait réellement, une telle éventualité ne s'étant même pas présentée. Mais, comme nous l'avons déjà dit, la position de notre parti aurait été un refus et une dénonciation catégoriques, dans le cas où cela se serait posé. »

LE GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE

Peu avant la deuxième offensive, le FSLN avait donné son soutien à la constitution de la junte de gouvernement de reconstruction nationale proclamée au Costa Rica.

Le gouvernement en exil était appelé à remplacer Somoza et manifestait la volonté politique du FSLN de constituer, après le départ de Somoza, un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie.

La composition du gouvernement fera l'objet de négociations avec l'administration Carter, qui, après avoir soutenu son agent Somoza, comprend qu'il doit à présent le laisser choir tout en demandant des garanties quant à la composition du nouveau gouvernement.

Rejetant une première fois les propositions du FSLN, les Etats-Unis les trouveront finalement acceptables tant sur la question de la composition du gouvernement que sur celle du programme.

Sur les cinq membres de la junte, un seul appartient au FSLN.

Parmi les autres se trouvent notamment la veuve de Chamorro et l'industriel Robelo, considéré comme l'homme de Washington. Pour mesurer les « garanties » que constitue la composition de la junte, signalons simplement que Violeta Chamorro est le plus riche représentant de la grande oligarchie agraire exportatrice, très liée au capital étranger, et que Robelo, personnellement industriel, est en outre un représentant très en vue du CNPF local, le COSEP.

Le programme de la junte, publié le 9 juillet 1979, mérite qu'on s'y arrête : au point 1, il est affirmé que l'objectif politique est celui d'instaurer un « régime de démocratie, justice et progrès social », mais au point suivant on déclare : « La junte de gouvernement accomplira ses fonctions le temps qu'il faudra » ; c'est-à-dire qu'il bafoue ouvertement le principe démocratique élémentaire d'un gouvernement élu par le peuple, au profit d'une coalition avec des bourgeois réactionnaires.

En opposition avec l'élection d'une Assemblée constituante souveraine sur la base du suffrage universel, secret et direct, le programme stipule la constitution d'un « Conseil d'Etat » composé de trente-trois membres désignés par le FSLN, le Front patriotique, le FAO, le Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), l'université et l'association nationale du clergé.

Concernant l'armée, il propose l'organisation d'une nouvelle armée, constituée par les combattants du FSLN et « les soldats et officiers qui auraient démontré une conduite honnête et patriotique ». Il proclame le besoin d'une armée permanente avec un corps d'officiers. Il n'est pas fait mention des droits d'organisation des soldats ni de l'élection et du contrôle des officiers.

Dans le domaine économique, le programme est le contraire d'un programme anti-impérialiste.

Il propose la constitution d'une

« économie mixte dans laquelle coexisteront un secteur d'Etat de propriété sociale de portée décisive et limitée, un secteur privé et un troi-

sième, caractérisé par des investissements conjoints des secteurs public et privé ».

Par rapport à la dette extérieure établie par Somoza et s'élevant à 1 300 millions de dollars, la junte déclare :

« Elle sera restructurée et renégociée. »

Elle affirme en outre le respect des investissements étrangers, et la réforme agraire est limitée aux biens de Somoza et des somozistes.

L'importance politique du programme et de la composition de la junte de gouvernement ne doit échapper à personne.

Il s'agit ici, synthétisée, de la volonté politique manifeste du FSLN de limiter la lutte révolutionnaire à son seul aspect démocratique, d'en finir avec la dictature, de limiter le processus d'occupation des terres par les paysans et de combattre toute aspiration des masses à la constitution d'un gouvernement à elles sans représentants de la bourgeoisie.

Il s'agit du barrage du front populaire, dont le programme de la IV^e Internationale affirme :

« Les « fronts populaires » d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. Du point de vue historique, ces deux ressources ne sont cependant que des fictions. La putréfaction du capitalisme continue aussi bien sous le signe du bonnet phrygien en France que sous le signe du svastika en Allemagne. Seul le renversement de la bourgeoisie peut ouvrir une issue. »

La deuxième offensive sera d'ailleurs conduite militairement par le FSLN en fonction et suivant le respect de ce programme politique de la junte.

LA CHUTE DE SOMOZA

Avec l'aide d'un encadrement de l'armée du Panama, le FSLN masse ses troupes, sous la direction d'Eden Pastora, à la frontière du Costa Rica. L'objectif proclamé est celui d'occup-

per la ville de Rivas, au sud du pays, et d'installer le gouvernement provisoire dans le territoire même du Nicaragua. Cela aux fins d'obtenir la reconnaissance internationale du gouvernement et l'assurer ainsi d'une aide militaire et aussi de l'intervention directe des troupes du Panama et du Venezuela, qui assurent déjà un appui logistique et d'encadrement du FSLN.

Le FSLN lance, comme nous l'avons dit, un appel à la grève générale à partir du 4 juin. Sa nature d'organisation révolutionnaire petite-bourgeoise, son caractère hétérogène, le fait qu'il veut véritablement en finir avec Somoza, expliquent qu'il peut appeler à la grève générale, participer et même impulser la constitution des comités et milices pour cette lutte.

Les troupes du FSLN n'atteindront cependant pas leurs objectifs et c'est l'intervention des masses, en particulier à Hasaya, Esteli et Leon, qui infligera les coups les plus décisifs à la Garde nationale.

Enfin, en dehors de tout mot d'ordre du FSLN, c'est le soulèvement de Managua, la capitale, qui fera pencher la balance définitivement en faveur des masses, de leurs milices et de leurs comités, et qui provoquera le départ de Somoza et la destruction de l'ancien régime.

C'est donc la grève générale, l'armement des masses, l'insurrection, auxquels se joignent les actions militaires du FSLN, qui en ont fini avec la dictature haïe. Fait remarquable, le « bunker » de Somoza tombe avant l'arrivée du FSLN à Managua, ce qui établit bien le rapport véritable entre les masses et le FSLN dans le combat pour en finir avec Somoza.

LE PARADOXE DE JUILLET

L'insurrection avait vaincu. Mais à qui transmet-elle le pouvoir arraché à la dictature ? Nous en arrivons au problème capital de la révolution de juillet : comment et pourquoi le pouvoir se trouva-t-il entre les mains du gouvernement bourgeois de reconstruction nationale ?

Nous l'avons vu, les masses ont chargé de leurs aspirations le FSLN,

en même temps elles ont constitué des comités intégrant le FSLN et tous ceux qui ont participé aux combats. Le FSLN apparaît comme le grand vainqueur de la lutte, il jouit de la confiance et du soutien des masses. Il concentre entre ses mains tout le pouvoir. C'est vers lui que se tournent ouvriers et paysans pour leurs revendications.

De son côté, la direction petite-bourgeoise du FSLN estime tout naturel que le pouvoir passe aux mains de la bourgeoisie « démocratique ». Ici se forme le nœud politique principal du nouveau régime : la force des ouvriers et paysans armés et de leurs comités est transmise au FSLN, dans lequel les masses déposent leurs aspirations et vers lequel se développent de fortes illusions. Ce pouvoir, le FSLN le transmet à son tour au gouvernement bourgeois de reconstruction nationale.

La contradiction entre le caractère prolétarien de la révolution et celui du gouvernement bourgeois s'explique par le caractère contradictoire du milieu petit-bourgeois placé entre les masses révolutionnaires et la bourgeoisie pro-impérialiste en lutte.

Rappelons ce que dit Trotsky quand il parle du « paradoxe de la révolution de Février » :

« C'est ainsi que se constitua le paradoxe de la révolution de Février. Le pouvoir est aux mains des socialistes démocrates. Ils ne l'ont nullement saisi par hasard, par un coup de force à la Blanqui ; non, le pouvoir leur est ouvertement remis par les masses populaires victorieuses. Ces masses ne refusent pas seulement à la bourgeoisie leur confiance, leur appui, mais elles ne la différencient point de la noblesse ou de la bureaucratie. Elles mettent leurs armes exclusivement à la disposition des soviets. Or, le seul souci des socialistes si facilement parvenus à la tête des soviets est de savoir si la bourgeoisie, politiquement isolée, odieuse aux masses, entièrement hostile à la révolution, consentira à recueillir le pouvoir de leurs mains. Son assentiment doit être acquis à tout prix ; mais, comme la bourgeoisie ne peut évidemment renoncer à son propre programme, c'est à nous, « socialistes », qu'il convient de nous désister du nôtre :

nous taire sur la monarchie, sur la guerre, sur la question agraire, pourvu seulement que la bourgeoisie accepte le cadeau du pouvoir.

En se livrant à cette opération, les « socialistes », comme s'ils se moquaient d'eux-mêmes, continuent à dénommer la bourgeoisie non autrement que l'ennemi de classe. C'est avec un cérémonial quasi religieux que l'on célèbre un acte de provocation sacrilège. Une lutte de classe menée jusqu'au bout vise à la conquête du pouvoir. La faculté essentielle d'une révolution est de pousser la lutte de classes jusqu'au bout. Une révolution est précisément une lutte directe pour la prise du pouvoir. Or, nos « socialistes » se soucient non d'arracher le pouvoir à l'ennemi de classe (disent-ils), qui, pourtant, ne le détient pas et ne saurait le prendre par ses propres forces, mais de lui livrer à tout prix ce pouvoir. N'est-ce pas un paradoxe ? Il sembla d'autant plus frappant que l'expérience de la révolution allemande de 1918 n'existait pas encore et que l'humanité n'avait pas encore été témoin de la prodigieuse opération du même genre, beaucoup mieux réussie, qu'accomplit le « nouveau tiers-état » qui dirige la social-démocratie allemande.

Comment les conciliateurs expliquaient-ils leur conduite ? Ils avaient d'abord un argument de doctrinaires : la révolution étant bourgeoise, les socialistes ne doivent point se compromettre en prenant le pouvoir — que la bourgeoisie réponde pour elle-même ! C'était d'un ton très intransigeant. Mais, en réalité, la petite bourgeoisie masquait sous des dehors d'intransigeance ses flagorneuries devant la puissance de la richesse, de l'instruction, du cens. Les petits-bourgeois reconnaissaient à la haute bourgeoisie une sorte de droit primordial à prendre le pouvoir, indépendamment des rapports de forces. C'était à peu près, au fond, le geste instinctif du petit marchand ou du modeste professeur qui, dans une gare ou au théâtre, s'efface respectueusement pour laisser passer... Rotschild ! Les arguments des doctrinaires ne servaient que de compensation à la conscience qu'ils avaient de leur propre nullité. Deux mois plus

tard, lorsqu'il devint évident que la bourgeoisie ne parviendrait pas à retenir par ses seules forces le pouvoir qu'on lui avait cédé, les conciliateurs rejetèrent sans peine leurs préjugés « socialistes » et entrèrent dans un ministère de coalition. Non point pour en chasser la bourgeoisie, mais au contraire pour la sauver. Non point contre la volonté de celle-ci, mais au contraire sur son invitation, qui avait le ton d'un ordre : la bourgeoisie menaçait les démocrates de leur faire tomber, en cas de refus, le pouvoir sur la tête. »

La double pression (des masses et de la bourgeoisie) dans une situation de crise économique, de désastre financier et de mobilisation des masses menace à tout moment de faire éclater le FSLN.

Sans exclure a priori les possibilités envisagées par le « Programme de transition » :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan » dans le sens indiqué plus haut s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat »,

il est nécessaire d'affirmer que tout démontre aujourd'hui la volonté du FSLN de reconstruire l'Etat bourgeois et de s'engager dans cette voie.

L'attitude de la IV^e Internationale face au FSLN est celle qu'établit son programme, qui déclare :

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous demandons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le

gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps nous déployons une agitation inlassable autour des revendications de transition qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ». La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. »

Toute autre attitude ne pourrait que conduire à la défaite de la révolution, qui, pour être victorieuse, exige la construction d'un parti révolutionnaire, section de la IV^e Internationale.

LES PREMIERES MESURES DU GOUVERNEMENT

Dès l'installation du gouvernement, celui-ci prend, en accord avec le FSLN, une série de mesures qui contribuent au renforcement de la bourgeoisie comme classe et à la reconstruction de l'Etat bourgeois. Dans le même temps, des comités se constituent dans les quartiers, les fermes et les usines, bientôt chapeautés par un comité central des comités créé d'en haut par le FSLN pour couper court à toute centralisation des comités opérée par les masses elles-mêmes.

Parmi les premières mesures de caractère économique, les plus importantes sont les suivantes : la nationalisation des banques ; la nationalisation du commerce extérieur.

La nationalisation des banques, annoncée dans « Barricada » le 15 août, est l'achat aux capitalistes d'un ensemble d'entreprises en faillite. La faillite est le produit du marasme économique qui précéda et accompagna la guerre et les destructions de capital fixe qu'elle produisit. Selon des éléments donnés par le « Latin America Economic Report », 50 à 60 % de la dette extérieure du Nicaragua — estimée à 1 800 millions de dollars — reposaient sur les entreprises privées du pays. La majeure partie de cette dette provient de prêts interbancaires

directs. Le reste, de prêts à des entreprises commerciales et industrielles avec aval bancaire. L'Etat achète donc des dettes, sauvant les bourgeois de la banqueroute. L'objet de ce sauvetage est avoué dans le décret adopté par la Junte de reconstruction nationale (point 3) :

« Il convient de fournir un effort pour préserver le prestige du pays dans les milieux financiers internationaux, assurant la couverture des obligations internationales contractées par les compagnies financières privées. »

L'Etat reconstitue un capital qui n'existe plus pour le remettre aux mains des banquiers. Comme de juste, l'évaluation du coût de ces entreprises financières n'a pas été rendue publique. Mais les capitalistes ont reçu des bons dont la Junte s'engage à ce qu'ils prennent effet sous cinq ans, avec intérêt annuel de 6,5 %. Ces bons sont négociables et servent à rembourser les dettes à l'Etat. Lequel permettra sans aucun doute aux titulaires des bons de réaliser quelques affaires intéressantes à partir de ce moment.

On comprend aisément que « La Prensa », dès sa réapparition le 16 août, applaudisse la nationalisation des banques. Les entreprises financières qui se consacraient aux prêts immobiliers furent également nationalisées. Elles étaient en faillite totale.

En pratique, le décret de nationalisation du commerce extérieur se trouve suspendu. La nationalisation concerne les exportations de café, de coton, de riz et de sucre. Le décret n'affecte pas l'exportation des produits industriels, dont 90 % proviennent des entreprises aux mains de capitaux étrangers. A n'en pas douter, les entreprises privées agro-exportatrices fonctionnent comme auparavant. De fait, elles ont un niveau d'activité bien supérieur à l'ensemble des autres branches de l'économie. Leur prise en charge par l'Etat a, semble-t-il, été différée de deux ans.

« Le Monde » du 12 octobre 1979 souligne :

« Dans le domaine industriel, beaucoup de propriétés somozistes étaient décapitalisées ou en déficit.

Leur nationalisation ne sera donc pas immédiatement rentable. Au moins ne coûtera-t-elle rien à la collectivité. Il n'en va pas de même pour les banques, également nationalisées (y compris les établissements étrangers), mais dont les propriétaires seront indemnisés — à l'exception, bien entendu, des banques somozistes. Tous ces établissements étaient en déficit, ce qui fait que l'on a nationalisé du passif : la mesure a donc provoqué chez les « victimes » plus de soulagement que de grincements de dents. Elle fait de l'Etat un acteur d'autant plus important de l'économie nationale qu'il pousse, par ce biais, la porte de nombreuses entreprises endettées auprès du système bancaire.

Le gouvernement a, d'autre part, nationalisé les exportations de cinq produits rapportant au Nicaragua la quasi-totalité de ses devises : le coton, le café, la viande, le sucre et les crustacés. Il s'est doté là d'un autre instrument capital de contrôle de l'économie.

Est-ce déjà le socialisme ? Non, car le secteur privé y est, pour l'instant au moins, non seulement toléré, mais encouragé dans la minime mesure des moyens d'un Etat économiquement « prostré », selon le mot de M. Robelo, membre de la Junte. Des prêts ont été consentis à certaines entreprises, en vue de faciliter leur redémarrage. »

En ce qui concerne la réforme agraire, Jaime Wheelock se charge lui-même d'en donner le contenu :

« Appartient à l'Etat tout ce qui appartenait aux somozistes. Peut-être lui appartiendra-t-il d'autres grandes propriétés, toujours en accord avec leurs propriétaires. Il y aura de petites propriétés, mais on distribuera rarement la terre en petites parcelles, y compris là où elle a été partagée avant notre arrivée : nous devons aller parler avec les camarades pour leur expliquer qu'ils se trompent.

Quant aux grands producteurs qui restent, il doit être clair que nous avons besoin de devises et, en même temps que nous mettrons en place un

régime d'économie sociale, nous donnerons participation et protection aux agriculteurs qui apportent des devises... » (Oposición, *journal du PC mexicain du 9 août 1979*, sous le titre : « Jaime Wheelock, directeur de l'INRA, parle à Oposición »).

Nous assistons aujourd'hui à des occupations de terres et le FSLN fait pression pour que celles-ci soient rendues à leurs propriétaires. Le journal « La Prensa » du 20 août rapporte l'enlèvement du procureur de la ville de León par des paysans. Ceux-ci avaient envahi des terres « non somozistes ». Le procureur avait ordonné que ces terres soient rendues à leurs propriétaires, ce qui avait motivé son enlèvement par les paysans : ce n'est que sur intervention du FSLN qu'il fut libéré.

Parmi les mesures du gouvernement figure la réhabilitation des « organismes du secteur privé » : chambres d'industrie et de commerce et INDE (Institut nicaraguayen de développement économique), le 7 août. C'est ainsi que fut publié le décret de remise à leurs propriétaires des entreprises occupées par les ouvriers et dont les patrons ne furent pas considérés comme somozistes. Cela se passe de commentaires.

Les mesures tendant à la reconstruction de l'appareil d'Etat ont une importance toute particulière. Notamment la constitution de la « police sandiniste » et le fonctionnement du ministère du travail comme arbitre des conflits sociaux sur la base de l'ancien « Code du travail » de Somoza. L'appareil judiciaire a été remis en marche, intégrant la Cour suprême avec des personnalités bourgeoises auxquelles il faut conférer prestige et respectabilité. Dès la première heure, les milices furent l'objet d'une violente campagne de presse du journal « La Prensa ». Tout incident, tout délit était attribué aux miliciens. Nous reviendrons plus loin sur la question des milices. La police, en revanche, jouit d'une bonne presse. Ce n'est pas pour rien qu'elle est entraînée par la Garde nationale de Panama. En principe, la police pourra arrêter des membres de l'armée ; alors que le contraire est impossible. Cent militaires sandinistes sont déjà partis à Panama pour y être instruits.

Le jour où les premiers « policiers sandinistes » entrent en fonction, Tomas Borge profite de l'occasion pour attaquer Frente Obrero, organisation maoïste (« La Prensa », 21 septembre 1979).

Un nouveau Code du travail est en cours d'élaboration. Ce code protégera les travailleurs

« dans la mesure où le programme du gouvernement et les circonstances le permettront ». (Barricada - 9 août 1979).

Un fonctionnaire sandiniste gagne 8 000 cordobas par mois. Si cela n'est pas comparable aux salaires des hauts dignitaires somozistes, cela demeure cependant six à sept fois supérieur à ce que touche un ouvrier qualifié dans un pays où il y a officiellement 50 % de chômage.

Le pourrissement du système capitaliste au Nicaragua se manifeste dans la contradiction brutale qui existe entre les besoins des masses et la survivance artificielle de la bourgeoisie. Les conditions exacerbées de la crise économique au Nicaragua mettent à nu le parasitisme bourgeois et le rendent par conséquent intolérable. Tout tend objectivement à l'expropriation des capitalistes. En elles-mêmes, les mesures du FSLN tendant à reconstruire l'Etat bourgeois font porter aux masses un poids qu'elles ne sauraient tolérer. La contradiction existant entre les exigences de sauvegarde des exploités et la politique de sauvetage de la bourgeoisie sera, d'ici peu, évidente.

LA QUESTION DES MILICES

Les milices populaires tirent leur origine des brigades formées dans les quartiers des villes et dans les villages pendant l'insurrection. La chute de Somoza et la décomposition de la Garde nationale permettent que la population civile investisse directement les casernes ; par là même, le nombre de miliciens, la qualité de leur armement s'accroissent grâce aux armes abandonnées par la Garde nationale.

Dans la plupart des cas, à Managua par exemple, les armes abandonnées tombèrent directement dans les mains

de la population. Ce n'est que beaucoup plus tard qu'arrivèrent les colonnes organisées par le FSLN.

Les milices constituent dès le début l'axe autour duquel les masses se recomposent. Elles organisent les communautés, directement élues dans de nombreux cas ; ce sont elles qui prennent les usines, les terres, les maisons, les moyens de transport et les autres propriétés de la bourgeoisie. Elles assument les fonctions de surveillance, d'organisation de la défense civile, de distribution des vivres.

Le 20 juillet, l'armée sandiniste du front sud prend l'initiative de désarmer administrativement les milices. C'est un échec.

Dès le début, le FSLN tente de contrôler les milices, de leur ôter la fonction autonome qu'elles jouent dans les usines, les quartiers, à la campagne, et veut les soumettre à la discipline d'une armée régulière en cherchant à éliminer les relations directes qu'elles entretiennent avec la population civile.

« Tous les miliciens devront, lorsque les responsables militaires du FSLN le leur demanderont, se conformer à leurs ordres, et les meilleurs des leurs devront s'intégrer à la formidable armée populaire qui aura la tâche de défendre notre révolution. » (« Barricada » n° 1 - 25 juillet 1979).

A partir du 10 août, commence la publication des décrets restreignant l'activité des milices et visant à rompre leurs liens directs avec les masses.

Un exemple des fonctions qu'assumaient les milices nous est donné par le journal « Barricada » lui-même (3 août 1979). Dans un « message de la direction nationale du FSLN », on peut lire :

« Aux commandements des villes et des zones rurales de Managua... et des autres zones qui normalement ont ravitaillé en lait les usines laitières de Managua : ordre est donné de permettre la sortie du lait produit dans les fermes de ces zones à destination des centres de réception des usines laitières ou de la ville de Managua. »

Dans l'éditorial du numéro du 10 août, on lit :

« Nous, combattants et miliciens sandinistes, devons être aujourd'hui l'avant-garde de la nouvelle bataille, les premiers à donner l'exemple de ce qui doit être fait pour assurer la normalisation nécessaire à la reconstruction de notre pays.

Nous devons fondamentalement éviter, par tous les moyens, qu'il y ait des entraves au processus de production, afin de garantir des sources de travail à notre peuple et d'être en mesure d'obtenir certains moyens économiques (devises) nécessaires. Les véhicules, le combustible, les outils et les machines agricoles ne doivent être retenus ni détenus par personne.

Les agriculteurs, les commerçants, les industriels, doivent pouvoir travailler sans souci, assurés de ce que personne ne viendra leur enlever leur production, qu'ils pourront au contraire la mettre sur le marché en respectant les règles définies par la loi. »

Par leur tendance à se faire l'écho direct des revendications des secteurs des masses dont elles émanent, les milices sont un obstacle permanent pour la direction sandiniste. « Barricada » constitua le fer de lance de l'attaque des sandinistes contre les prétendus abus des milices, attaques reprises par la bourgeoisie en des termes hystériques. « La Prensa » va jusqu'à parler d'elles en des termes différant peu de ceux utilisés auparavant pour la Garde nationale.

A partir du 10 août, commence la concentration des miliciens dans les casernes. Cette concentration allait atteindre le chiffre de 5 000 miliciens dans la seule ville de Managua, miliciens qui durent rendre cent quarante-sept maisons dans lesquelles fonctionnaient leurs brigades. Ces brigades avaient été, dans les premiers jours ayant suivi la chute de Somoza, les centres de l'activité politique des masses.

Le 19 août est organisé un ministère public pour recevoir les plaintes contre les milices. « La Prensa » du 11 septembre remarque que dans le département de Carazo, sur 400 miliciens il n'en reste que 30 « dûment sélectionnés ».

Malgré tout, le gouvernement se trouve dans l'impossibilité de se lancer frontalement contre les miliciens, et les succès dans ce domaine de la « normalisation » sont plus que limités.

En octobre, les attaques contre les milices prennent une nouvelle dimension. Tomas Borge déclare dans une interview à l'AFP :

« (Les comités) sont chargés de pouvoirs parfois démesurés (...). Ces pouvoirs leur ont été conférés à titre transitoire et leur seront retirés au moment opportun. »

Le 4 octobre, une réunion des responsables des milices des quartiers occidentaux de Managua a décidé de s'opposer au désarmement des milices. La question a pris le sens suivant : à Massaya, à 30 km de Managua, le FSLN a tenté le 29 octobre de désarmer les milices. Les 500 miliciens ont occupé la caserne et les tentatives de les déloger ont été repoussées. Tomas Borge lui-même a dû se présenter à la caserne pour établir des pourparlers avec eux.

Ces événements et ces déclarations vont tous dans le même sens.

Il s'agit clairement du langage de la contre-révolution, de la répression contre le mouvement ouvrier. Selon les dernières informations, il y aurait plusieurs dirigeants syndicaux et militants ouvriers emprisonnés pour fait de grève.

Les affrontements entre le FSLN et les milices sont un des premiers éléments de la résistance des masses à la reconstruction de l'Etat bourgeois menée par le FSLN.

LA CENTRALE SANDINISTE DES TRAVAILLEURS

Dès le numéro de « Barricada », apparaît le projet de création d'une « Centrale sandiniste des travailleurs ». Il s'agit de créer une centrale unique liée à la structure de l'appareil d'Etat. La propagande en faveur du projet présente celui-ci comme l'unification de l'ensemble de la classe ouvrière dans une centrale unique. Encore que, jusqu'à aujourd'hui, il

n'y ait pas eu de restrictions directes au fonctionnement des autres centrales.

Pour que ce projet soit acceptable pour la classe ouvrière, le FSLN a besoin d'amener la majorité de la classe à accepter une centrale sandiniste. Il s'agit donc de ne pas provoquer de soupçons prématurés au sein de la classe ouvrière. Pour que ce plan puisse voir le jour, l'appui des appareils déjà existants est indispensable.

D'une manière plus ou moins explicite, les différents partis stalinien ont déjà accepté le projet. La voix de l'intégration de la centrale sandiniste à l'appareil d'Etat passe par sa subordination à l'appareil stalinien, défenseur de la reconstruction de l'Etat bourgeois.

LES COMITES DE DEFENSE SANDINISTES

Connus auparavant en tant que Comités de défense civile, ils se multiplient spontanément dans les quartiers à la suite de la chute de la dictature. C'est le premier instrument politique utilisé par les masses après la dictature. A ce stade, les milices constituaient la force armée de ces comités.

L'orientation du FSLN à l'égard de ces comités fut d'en constituer systématiquement sous leur contrôle là où il n'y en avait pas et de diriger leur fonctionnement d'en haut. La tâche qui leur est impartie est d'organiser la distribution des vivres, la répartition de l'aide internationale attendue. Le FSLN se lance ensuite dans le contrôle des comités en désignant un comité central les chapeautant et en empêchant leur centralisation indépendante. L'appareil des CDS est construit en toute hâte, et on adjoint à chaque comité des responsables non élus du FSLN. Très vite, des différences commencent à apparaître entre les CDS des quartiers ouvriers et ceux des quartiers petits-bourgeois. Dans le cas de ces derniers, le contrôle bureaucratique s'est imposé et il y règne une ambiance apolitique, alors que dans les quartiers ouvriers, les travailleurs tiennent des réunions politiques, discutent, prennent en charge les mesures d'hygiène et de reconstruction des

quartiers bombardés et à moitié détruits, exproprient des maisons pour que s'y installent des familles sans logis, chassent les somozistes, que les milices se chargent d'emprisonner.

Le comité central des CDS de Managua est incapable d'imposer un contrôle par le biais de ses envoyés, responsables des comités ou coordonnateurs. La normalisation, c'est-à-dire la reconstruction de l'appareil d'Etat assumant ses fonctions politiques et sociales, ôte aux CDS la base même de leur existence.

Parallèlement, le FSLN commence à organiser le mouvement de la Jeunesse sandiniste « du 19 juillet » (MJS) dans les quartiers puis dans les centres scolaires et universitaires. Modelé sur le même schéma organisationnel que les CDS, le MJS se construit fondamentalement dans les quartiers ouvriers. Dans les établissements d'enseignement, le MJS s'oriente vers la formation de Fédérations sandinistes des collèges et des universités.

On annonce sur le même modèle la constitution d'une organisation de femmes.

A la mi-septembre, il commence à apparaître clairement que ces organisations sont conçues comme autant de « bras » du Parti sandiniste, le « Parti unique de la révolution » (en voie de constitution).

LA POLITIQUE DU PARTI STALINIE

Nous avons déjà signalé quelle a été la politique du stalinisme sous Somoza et en particulier le rôle joué par le PSN de Sanchez dans le soutien à une intervention militaire de l'OEA. L'autre branche du PSN siège actuellement dans le gouvernement et participe au Front patriotique.

Signalons également que l'Internationale socialiste a envoyé une délégation au Nicaragua début août, comprenant notamment Felipe Gonzalès et Mario Soares, dans le but avoué de faire pression, au nom de la « démocratie » et de l'« aide étrangère », en faveur de la constitution d'un bloc avec des secteurs décisifs de la bour-

geoisie, notamment représentés par Robelo.

Abordons maintenant les positions défendues par le PSN de Sanchez face à la révolution en cours au Nicaragua.

Dans le rapport présenté le 26 août à la conférence nationale du PSN, il écrit :

« A notre époque, toutes les révolutions se caractérisent par l'extraordinaire degré de participation populaire et prolétarienne, ce qui ne veut pas dire que la révolution ait automatiquement et immédiatement un contenu strictement populaire et prolétarien (...).

Nous parlons de cela parce que, se laissant emporter par l'enthousiasme et par les apparences sur les formes du processus révolutionnaire, mais sans s'arrêter à observer le caractère et le contenu de ses réalisations, il y a ceux qui croient et proclament que la révolution nicaraguayenne est déjà prolétarienne, radicale, socialiste et a permis d'établir le pouvoir ouvrier et paysan. »

Voilà l'ennemi pour le stalinisme ! Il s'agit de nier le caractère prolétarien de la révolution, pour affirmer que tous ceux qui aspirent à un pouvoir ouvrier et paysan se trompent. Plus encore, comme ils le disent plus loin dans leur rapport :

« Nous basons notre ligne politique sur le principe que cette révolution doit être conduite de telle sorte que ne soit pas permis l'influence de tendances visant à brûler ou à sauter arbitrairement les étapes nécessaires et les transformations correspondantes ; nous luttons énergiquement contre les forces et courants gauchistes, maoïstes et trotskystes. »

Rien de mieux pour éclairer le sens des mesures prises au Nicaragua et celui des attaques proférées contre le trotskysme. Comme le dit l'introduction du numéro 588 de « La Vérité » :

« En Iran, comme au Nicaragua, comme au cours des années 1936-1939 en Espagne, la contre-révolution qui tente de reconstruire l'Etat bourgeois, de faire refluer pour ensuite tenter d'écraser ouvriers et paysans, est contrainte d'attaquer

violemment le « trotskysme », de déchaîner la répression contre les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale. Défendre militants et organisations se réclamant de la IV^e Internationale contre la répression, sans pour autant prendre en charge leur orientation politique, fait partie de la défense des droits démocratiques, de la défense de la révolution, mais, plus encore, du droit de cité du trotskysme, des organisations se réclamant de la IV^e Internationale. C'est pourquoi l'OCI engage toutes ses forces pour « la vie sauve pour les militants du PST condamnés à mort en Iran », et dénonce la répression contre la « brigade Simon Bolivar » au Nicaragua.

Poursuivons le rapport du PSN. Après avoir affirmé que la révolution au Nicaragua est « démocratique, patriotique, agraire et anti-impérialiste », le PSN recommande au FSLN d'être

« sensible aux intérêts et demandes des alliés de classe, aussi bien de ceux qui sont acquis que de ceux qui le sont en puissance. L'oubli et le mépris de ces intérêts, et pire encore leur écrasement en vue d'un excessif radicalisme révolutionnaire, non seulement conduisent à perdre des alliés et à affaiblir le processus révolutionnaire, mais amènent au renforcement de la contre-révolution. »

La sauvegarde du gouvernement de coalition, son opposition à toute rupture avec la bourgeoisie font du stalinisme, aussi bien au Nicaragua qu'ailleurs, le principal ennemi du mouvement révolutionnaire des masses et l'obstacle le plus important, y compris de toute possibilité pour le FSLN de procéder à une rupture, si minime soit-elle, avec la bourgeoisie. Il l'a démontré à l'occasion de la recherche de l'intervention militaire de l'OEA, il le démontre en s'opposant de toutes ses forces à toute mesure de rupture avec la bourgeoisie.

Le rapport du PSN est clair à ce propos :

« La classe ouvrière et son parti marxiste-léniniste sont appelés à jouer un rôle d'énorme importance dans la lutte contre les tendances « gauchistes » de caractère aventu-

rier, qui portent tort à la cause de la révolution avec leurs prêches radicalisés, avec leurs thèses provocatrices du prétendu « pouvoir populaire parallèle », etc. etc. »

Un autre aspect sur lequel le PSN porte son attention est la question syndicale.

Nous l'avons signalé, il existe au Nicaragua deux centrales ouvrières dirigées par deux branches du stalinisme : la CGT et la CGTI. Le début de la révolution, la conquête des libertés démocratiques ont permis à la classe ouvrière de réaliser des assemblées et de procéder à la constitution de syndicats. Un véritable développement d'organisations syndicales voit le jour, mené par les travailleurs eux-mêmes. La plupart de ces organisations adhèrent à la centrale sandiniste créée par le FSLN, lequel utilise son prestige pour conquérir des positions au sein des organisations créées par les masses.

Mais, en même temps, le FSLN exproprie politiquement les masses de leurs organisations, leur attribuant pour objectif la « reconstruction nationale », la « bataille de la productivité », etc.

Toutes les branches du parti stalinien se prononcent pour la construction d'une centrale unique. Le PSN de Sanchez, lui, déclare :

« La création de la Centrale sandiniste des travailleurs constitue à notre avis un pas important dans la voie de l'unité syndicale de la classe ouvrière. »

Pourquoi un « pas important » seulement ?

« Parce que, répond le PSN, nous croyons que cette unité doit impliquer le renforcement et le développement des centrales existantes, qui ont accumulé un bagage d'expériences extraordinairement valeureux. »

Il s'agit de l'appareil syndical du stalinisme, et de son expérience dans l'unicité syndicale, dans l'intégration des organisations ouvrières à l'Etat. Le PSN est conscient du fait qu'un appareil contre-révolutionnaire ne se construit pas du jour au lendemain... et offre ses services au FSLN.

Enfin, dans la conclusion de son rapport, le PSN propose la réunification des trois partis stalinien comme axe autour duquel puisse

« se développer la collaboration avec d'autres courants qui se revendiquent du marxisme-léninisme et qui ne sont pas contaminés par la vermine trotskyste et maoïste ».

Il s'agit d'établir

« la perspective pour la création opportune du parti unique marxiste-léniniste de la révolution, à laquelle on pourrait arriver simultanément par la voie du renforcement indépendant du parti ouvertement marxiste-léniniste des communistes au Nicaragua et par la voie de la définition (dans ce sens - L.F.) de la force dirigeante du processus révolutionnaire » !

Voilà le programme de l'agence du Kremlin, il se résume en une phrase : étrangler la révolution prolétarienne, empêcher sa victoire !

CASTRO : APPEL AU FRONT UNI DE LA CONTRE-REVOLUTION

La politique de Castro envers le Nicaragua, s'inscrivant dans la politique de coexistence pacifique et dans la Sainte-Alliance de Washington et Moscou, exige une analyse sérieuse de la part des trotskystes.

La faiblesse numérique du stalinisme au Nicaragua amène Castro à être l'instrument aux mains de la bureaucratie de Moscou pour intervenir au Nicaragua, comme d'ailleurs dans toute l'Amérique latine, au compte de la contre-révolution mondiale.

Fidel Castro n'a pas dédaigné ce rôle et, à l'occasion de l'anniversaire de l'assaut de la caserne de Moncada, le 26 juillet, il est intervenu avec une clarté limpide sur les questions posées par la révolution prolétarienne au Nicaragua. Il l'a fait, comme nous le verrons, dans le sens de la défense de l'ordre bourgeois aussi bien pour le Nicaragua que pour le reste de l'Amérique latine.

Tout d'abord il a commencé par affirmer :

« Autour de la lutte sandiniste s'est créée de manière tactique un grand front démocratique indépendantiste, anti-intervention, en Amérique latine, quelque chose qui a une signification historique. »

De quoi s'agit-il ?

« Dans l'OEA une majorité s'est opposée résolument à l'intervention et a défendu comme une chose sacrée le respect absolu de la souveraineté de nos peuples. »

Signalons à ce propos que les Etats-Unis ont voté eux-mêmes contre cette intervention proposée à cette réunion par le représentant de Somoza. Mais quelle est, en outre, cette majorité « respectueuse de la souveraineté des peuples d'Amérique latine » ?

Le gouvernement sanguinaire de Videla d'Argentine, la dictature militaire de Figueredo au Brésil, le gouvernement colombien, qui maintient en prison des centaines de militants anti-impérialistes, les gouvernements bourgeois d'Amérique latine, complices de l'impérialisme US, dont le « respect de la souveraineté » peut se mesurer par leur participation au traité de 1947 auquel nous faisons référence dans cet article.

Et Castro appelle le FSLN à agir pour « maintenir ce climat, maintenir ce front ». Pour cela il n'hésite pas à proclamer ouvertement que le Nicaragua ne sera pas un nouveau Cuba :

« Le Nicaragua va donner une magnifique réponse : non. Le Nicaragua va devenir un nouveau Nicaragua, qui est une chose très différente (...). Ce sont des conditions différentes, les caractéristiques de la lutte, l'unité du peuple, condition indispensable à la victoire, la participation de toutes les couches sociales. »

Un aveu de taille sur la place occupée par le gouvernement cubain dans les derniers jours du régime de Somoza est donné par Castro dans son discours. Il s'agit de négociations sur la place de la Garde nationale après le départ de Somoza. Castro rappelle que la position du FSLN a été de cons-

tituer une nouvelle armée avec les combattants sandinistes et les membres de la Garde nationale « qui n'ont pas participé de la répression ». Castro reconnaît même, tout en considérant que cela est correct, qu'il est difficile de trouver un membre de la Garde nationale qui remplisse ces conditions. Or, aujourd'hui, le ministre de la Défense du gouvernement est un ancien membre de la Garde. Nous avons vu par ailleurs comment les masses font éclater cet accord et démantèlent complètement la Garde de Somoza. Et pourtant, Castro revient sur ces accords pour affirmer :

« Le gouvernement de reconstruction nationale et la direction sandiniste se maintiennent dans l'esprit avec lequel ils ont participé aux conversations. »

Par la suite Castro fait référence aux problèmes posés par la destruction du pays par la guerre civile et les bombardements massifs de l'aviation somoziste. Il le fait dans les termes mêmes où Thorez a pu le faire en 1945 pour la France :

« Il est nécessaire qu'il y ait un programme de reconstruction nationale avec la participation de tous les secteurs de la société nicaraguayenne. Les sandinistes sont des révolutionnaires, mais ne sont pas des extrémistes, ils sont réalistes... »

Dans un passage, il précise clairement ce qu'il faut penser de la nationalisation de la banque, présentée par certains comme une mesure révolutionnaire :

« Alfonso Robelo m'a expliqué qu'il n'y avait pas un sou, au point qu'ils ont été dans la nécessité de nationaliser la banque, entre autres choses pour protéger les dépositaires de la ruine, parce que les banques étaient en banqueroute. »

La dernière partie de son discours lance un appel au monde pour aider le Nicaragua. Castro propose et invite les Etats-Unis, les pays de l'Amérique latine, d'Europe, à une campagne d'émulation pour aider le Nicaragua. Il s'agit, dans le cadre de la préservation de la propriété privée des moyens de production, d'aider à la reconstruc-

tion d'un Etat bourgeois, au renforcement social et politique de la bourgeoisie.

Comme l'a dit à juste titre Stéphane Just au meeting de l'OCI tenu à Paris le 28 septembre 1979 :

« Camarades, quelle est donc cette course ? Quel est donc ce concours ? Quel est donc ce front unique ? C'est

le front unique de la contre-révolution !

La course avec les USA pour cadenasser et faire refluer, ultérieurement écraser si possible, la révolution au Nicaragua. Tel est le rôle du stalinisme, dont l'agent Fidel Castro est aujourd'hui l'instrument le plus précieux, au moins en Amérique latine. »

à propos du Nicaragua : la crise éclate au sein du Secrétariat unifié

La révolution met à l'épreuve l'ensemble des organisations et des programmes. Elle constitue le test à travers lequel les organisations révolutionnaires ajustent leurs armes, précisent leur politique et interviennent pour aider le prolétariat, par la construction du parti révolutionnaire, à rendre la révolution victorieuse.

Nous avons souligné quelle est l'importance internationale et historique du déclenchement de la révolution prolétarienne au Nicaragua. Rien d'étonnant qu'un tel événement occupe une place majeure dans les discussions présentes entre organisations et tendances se réclamant de la IV^e Internationale.

A nouveau, autour de la révolution au Nicaragua, comme ce fut le cas pour la révolution portugaise ou pour la guerre entre le Vietnam et le Cambodge, mais avec une dimension nouvelle, les événements capitaux du développement de la révolution mondiale se sont traduits par l'éclatement d'une crise au sein du Secrétariat unifié, amenant à des ruptures en son sein et à de nouveaux regroupements.

Nous n'aborderons pas dans le cadre de cet article les racines de cette crise qui manifeste la profondeur de la dislocation opérée par le révisionnisme pabliste dans la IV^e Internationale.

Par contre il est nécessaire de débattre de la politique défendue par le Secrétariat unifié et le SWP sur la révolution au Nicaragua.

A travers cette question, ce sont les problèmes de principe et de programme les plus fondamentaux qui sont posés.

Le 20 juin 1979, un mois avant la chute de Somoza, le Secrétariat unifié adopte une première position officielle sur le Nicaragua. Dans cette déclaration, il est dit :

« Dans le combat pour le renversement de Somoza, il est correct de faire des accords tactiques de lutte les plus larges possibles. Ces alliances peuvent même comprendre des forces de la bourgeoisie. Mais, par contre, il serait très dangereux d'établir des compromis avec ces secteurs dans la constitution d'un gouvernement provisoire. Seules les classes qui se sont le plus et le mieux battues contre la dynastie des Somoza depuis des décennies — le prolétariat et la paysannerie — peuvent garantir la victoire anti-impérialiste réelle que représenterait le renversement de la dictature. Le Front patriotique national (Frente Patriótico Nacional), créé récemment pour « réajuster » l'ancien Front élargi d'opposition (Frente Amplio de Oposición), et

auquel participent des forces bourgeoises anti-somozistes, comme celles représentées par Alfonso Robelo, Sergio Ramirez, Violeta de Chamorro et d'autres personnalités bien connues dans les milieux bourgeois, à côté du FSLN, ne peut pas répondre aux besoins réels du peuple nicaraguayen, à l'ensemble de ses revendications politiques, économiques et sociales. Les classes bourgeoises ont tout intérêt à restreindre la lutte pour abattre Somoza à son seul aspect politique, sans que soient abordées l'ensemble des revendications sociales exigées par les couches populaires. »

Le Secrétariat unifié ajoute plus loin :

« C'est en effet pour éviter cette dynamique que ces mêmes secteurs bourgeois de l'opposition, avec l'accord explicite de la direction du FSLN, construisent le mur de l'« unité nationale ». »

Retenons donc ceci : un mois avant l'effacement du régime, le Secrétariat unifié considère à juste titre que la constitution d'un gouvernement de coalition constitue un « très grave danger » et que le FSLN, avec ces « mêmes secteurs bourgeois », construit « explicitement » le « mur de l'unité nationale ».

Le 4 juillet, quinze jours avant l'entrée du FSLN à Managua, le Secrétariat unifié adopte une nouvelle déclaration. Celle-ci est encore plus explicite concernant le gouvernement de reconstruction nationale et aussi la nature du FSLN.

On y lit :

« LE ROLE DU GOUVERNEMENT DE RECONSTRUCTION NATIONALE

Au sein du FSLN se maintiennent de nets clivages idéologiques et politiques : les « terceristas » ou « tendance insurrectionnelle » sont largement prépondérants, ce sont eux qui déterminent l'orientation et les méthodes du FSLN et qui, entre autres, ont impulsé l'offensive de septembre 1978. Partisans de la collaboration avec des secteurs bourgeois anti-somozistes, ils ont privilégié l'action des détachements armés du Front en n'attribuant à la mobilisa-

tion organisée des masses qu'un rôle d'appoint ; cela a déjà créé des tensions dans le passé et est gros de conflits pour l'avenir. La tendance dite « guerre prolongée » développe une orientation éclectique, empruntant des éléments au maoïsme et au castroïsme. La « tendance prolétarienne » insiste sur l'importance du rôle de la classe ouvrière dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme, mais elle ne remet pas en cause la stratégie fondamentale du Front, y compris sa politique d'alliances.

La formation du gouvernement de reconstruction nationale, où des représentants attirés de l'aile anti-somoziste de la bourgeoisie, Violeta de Chamorro, Alfonso Robelo et Sergio Ramirez, se trouvent aux côtés de représentants du FSLN, démontre que la conception de la révolution démocratique n'est pas sans implications dans la pratique immédiate de la lutte révolutionnaire. En effet, le gouvernement de reconstruction nationale est une carte jouée par la bourgeoisie pour éviter que le renversement de Somoza ne conduise à l'éclatement des structures socio-économiques capitalistes et de l'appareil d'Etat bourgeois et va donc à l'encontre des intérêts et des aspirations de l'écrasante majorité de ceux qui luttent contre la dictature et sa Garde nationale d'assassins. Cela comporte un danger concret pour le développement de la bataille militaire en cours et, à plus forte raison, pour l'issue victorieuse du combat révolutionnaire dans son ensemble.

POUR LE RENVERSEMENT REVOLUTIONNAIRE DE LA DICTATURE

Pour atteindre les buts des masses exploitées et opprimées, et pour faire face à toute intervention impérialiste, il faut généraliser l'armement des masses et créer des milices ouvrières et paysannes, il faut lutter pour étendre et renforcer les organismes que les masses ont commencé à se donner au cours de la guerre civile afin de faire valoir leur volonté et de défendre leurs intérêts vitaux.

Face à toute opération consistant à imposer une solution de réchange sur la base du maintien de l'appareil du

régime somoziste, la lutte pour la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel direct et secret pourra concentrer les aspirations exprimées par les masses dans leur combat contre la dictature.

Dans le cadre de la lutte pour le renversement de la dictature, qui est la tâche immédiate primordiale, les marxistes-révolutionnaires lutteront pour :

- la dissolution de la GN ;
- la libération de tous les prisonniers politiques ;
- la conquête de tous les droits démocratiques (liberté de presse, de parole, d'organisation, politique et syndicale en premier lieu) ;
- la dénonciation de tous les pactes politiques, économiques et militaires avec les puissances impérialistes et l'OEA ;
- l'annulation de la dette extérieure accumulée par la dictature dans l'intérêt des classes exploiteuses et de l'impérialisme et la rupture avec le FMI ;
- l'expropriation et la nationalisation, sans indemnisation et sous le contrôle des travailleurs, de toutes les propriétés de Somoza, de sa famille et des dignitaires du régime, des impérialistes et des capitalistes « nationaux » ;
- la réalisation d'une véritable réforme agraire qui donne la terre aux paysans qui l'exigeront et leur assure les moyens de la cultiver.

Seul un gouvernement qui défende les intérêts des ouvriers, des paysans et des autres couches exploitées, qui exclue de ses rangs tout représentant des classes dominantes et de l'impérialisme, qui s'appuie sur le mouvement et les organismes des masses, pourra réaliser un tel programme correspondant aux intérêts vitaux du peuple nicaraguayen et aux nécessités du développement et du renforcement de la révolution.

A toute tentative d'imposer une solution de rechange sur la base du maintien de l'appareil du régime somoziste, il faudra opposer la convocation d'une Assemblée constituante élue au suffrage universel direct et secret. » (Publié dans

« Rouge » n° 875, du 13 juillet au 20 juillet 1979.)

LE « DOCUMENT DE LA HONTE »

Or, il suffira de quelques semaines seulement pour que le Secrétariat unifié modifie entièrement toutes ces appréciations. Le revirement est de 180 ° et constitue, comme nous le verrons sur bien des points, une révision des principes de la IV^e Internationale.

Le 3 septembre, une délégation du Secrétariat unifié constituée de Manuel Aguilar, Jean-Pierre Beauvais, Hugo Blanco, Peter Camejo, Barry Sheppard et Charles-André Udry remet à la direction du FSLN un texte signé Camejo-Udry : un véritable « document de la honte ». Ce texte de soumission au FSLN dit ceci :

« A travers une héroïque insurrection populaire sous la direction révolutionnaire du FSLN, le peuple nicaraguayen a renversé la dictature sanglante de Somoza, qui bénéficiait du soutien direct des Etats-Unis :

Les masses laborieuses, les femmes, la jeunesse du Nicaragua et les combattants du FSLN ont ainsi fourni un exemple irremplaçable aux peuples du monde entier qui luttent contre l'oppression et l'exploitation de la domination impérialiste.

Sous le drapeau du mouvement sandiniste, le peuple du Nicaragua continue aujourd'hui son combat pour sauvegarder l'indépendance de sa patrie et pour établir une société où la justice économique et sociale régnera, et dans laquelle il n'y aura pas de place pour les exploités et les oppresseurs.

Confrontés à leur inévitable défaite, les impérialistes et Somoza n'ont pas hésité à avoir recours au génocide et à la destruction massive du pays. Confrontés aux tâches gigantesques de la révolution, le peuple nicaraguayen, sous la direction du FSLN, fait montre du même courage et de la même détermination qu'au cours de la lutte contre la dictature.

C'est le devoir de toutes les forces révolutionnaires et démocratiques du monde de se solidariser avec la lutte

du peuple de Sandino et du FSLN. Elles doivent se mobiliser pour mettre en œuvre une vaste campagne internationale ayant pour objectif d'empêcher toute tentative d'intervention contre-révolutionnaire, et d'assurer au Nicaragua une aide matérielle massive immédiate et inconditionnelle.

DEFENDRE LA REVOLUTION SIGNIFIE SOUTENIR LA LUTTE DONT L'AVANT-GARDE EST LE FSLN. TOUTES LES ACTIVITES QUI CHERCHENT AUJOURD'HUI A CREER DES DIVISIONS ENTRE LES MASSES MOBILISEES ET LE FSLN SONT CONTRAIRES AUX INTERETS DE LA REVOLUTION (souligné par nous - L.F.).

C'était le cas, en particulier, des activités de la Brigade Simon Bolivar. Ce groupe avait en réalité une double politique : pour bénéficier du prestige du FSLN, il s'enrobait lui-même dans le drapeau sandiniste ; mais dans le même temps, dans les organisations de masse, sa politique sectaire tentait de séparer les travailleurs de leur avant-garde.

Selon certaines informations parues dans la presse, les activités de ce groupe auraient représenté l'attitude de notre organisation à l'égard de la révolution et de sa direction. Cela est totalement faux. Ce groupe a agi de son propre chef.

Dans une situation politique et économique qui exigeait l'unité dans la lutte la plus large possible, le FSLN a eu raison d'exiger que les membres non nicaraguayens de ce groupe — qui se définissaient lui-même d'abord comme une organisation militaire — quittent le pays. »

On le voit, tout combat indépendant du FSLN est condamné. Pire, tous ceux qui veulent défendre les positions du Secrétariat unifié du 4 juillet sont considérés comme s'opposant « aux intérêts de la révolution ».

Cette allégeance envers le FSLN implique la liquidation de toute organisation combattant au Nicaragua sous le drapeau de la IV^e Internationale. Par la suite, le 1^{er} octobre, le Secrétariat unifié adoptera une résolu-

tion qui fournira des bases « politiques » à cette révision et à cette condamnation de toute activité indépendante du FSLN au Nicaragua.

Tout d'abord, la déclaration fait référence au Front patriotique, considéré hier comme « ne pouvant pas répondre aux besoins réels du peuple », et qui devient :

« Premièrement, les objectifs du FPN prenaient en charge plus directement les revendications des masses populaires frappées par la crise et demandaient pour la première fois l'expropriation des biens de la clique Somoza ainsi que la dissolution de la Garde nationale ; deuxièmement, l'organisation politique du mouvement de masse par le FSLN se consolidait avec la création du MPU et préparait ainsi l'organisation de comités populaires ; troisièmement, la convergence entre les différentes tendances du FSLN fut rendue plus aisée à partir de la rupture des « tercéristes » avec le FAO. Le mouvement contre Somoza combinait à nouveau de manière indissociable le combat antidictatorial et anti-impérialiste. Les conditions de l'insurrection mûrissaient. »

Le FSLN, partisan de la révolution par étapes et d'une politique d'alliance avec la bourgeoisie qui « n'est pas sans implications dans la pratique immédiate de la lutte révolutionnaire », est caractérisé comme suit deux mois après :

« L'histoire héroïque du combat sans compromission du FSLN, son rôle dirigeant dans la première phase de la révolution et les liens tissés avec ses forces vives, les leçons que cette direction pragmatique et hétérogène a déjà tirées de cette formidable montée de la lutte des classes témoignent du potentiel de développement politique des cadres du FSLN. »

Et cela conduit le Secrétariat unifié, dans cette même déclaration, à ajouter :

« La nature et l'histoire de la direction du FSLN comme son rôle dans la première phase de cette révolution font qu'il serait erroné de placer a priori une limite que ses membres, ou au moins des secteurs décisifs, ne pouvaient franchir dans la concrète-

sation du processus de révolution permanente. »

Arrêtons là. Nous sommes au cœur des problèmes politiques, au centre d'une conception révisionniste.

La théorie de la révolution permanente n'est pas fondée seulement sur des tendances objectives. Elle a en son centre la question déterminante du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, la IV^e Internationale.

La thèse 4 de cette théorie spécifie :

« Quelles que soient les premières étapes épisodiques de la révolution dans les différents pays, l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique de l'avant-garde prolétarienne organisée en parti communiste. »

Le Secrétariat unifié considère qu'une organisation petite-bourgeoise qui participe à un gouvernement bourgeois et que soutient publiquement la politique du gouvernement cubain, comme celle de Brejnev, n'a pas de limites infranchissables dans la concrétisation du processus de révolution permanente, c'est-à-dire qu'elle peut réaliser les tâches de la IV^e Internationale. S'abritant derrière la fameuse possibilité théorique du Programme de transition, le Secrétariat unifié en fait tout autre chose que ce qu'elle est.

Des « circonstances exceptionnelles » ont obligé des partis issus de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin, ou des courants petits-bourgeois comme le castrisme, à « aller plus loin qu'ils ne le voulaient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie ».

On ne peut exclure, en effet, que sous l'action des masses le FSLN soit obligé d'aller plus loin qu'il ne le veut dans sa lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, mais cela n'est pas aujourd'hui le problème politique au Nicaragua.

Le problème est que le FSLN pratique une politique de collaboration de classes et de soutien au gouvernement de reconstruction nationale, gouvernement bourgeois.

Si la révolution prolétarienne portait au pouvoir une organisation

petite-bourgeoise comme le FSLN, l'aboutissement, dans le meilleur des cas, serait un Etat ouvrier bureaucratique dès le départ. Cela ne s'identifie pas avec la véritable dictature du prolétariat, qui reste nécessaire à la victoire de la révolution prolétarienne. Tel est l'objectif pour lequel combat la IV^e Internationale.

En tout état de cause, l'expérience démontre que la limite de la rupture avec la bourgeoisie est donnée par l'intégration, sur l'arène mondiale, à la défense de la coexistence pacifique par les nouvelles bureaucraties naissantes. Inéluctablement, cela aboutit finalement à l'accumulation de contradictions insurmontables qui poseront le dilemme : révolution politique ou destruction de l'Etat ouvrier et remise en cause de toutes les conquêtes.

Les conséquences des positions du Secrétariat unifié, qui considère que le FSLN n'a pas de limites infranchissables dans la concrétisation du processus de révolution permanente, aboutissent à considérer tout naturellement que construire une section de la IV^e Internationale est pour le moins inutile ou relève de la provocation.

A quoi peut servir alors un programme qui affirme que « la crise de la civilisation humaine ne peut être résolue que par la IV^e Internationale » ?

Le passage du Secrétariat unifié sur la défense de la politique du FSLN le conduit d'ailleurs à abandonner toute analyse de classe sur la nature des institutions et à masquer le rôle et la place du gouvernement existant au Nicaragua.

Nulle part dans la déclaration du Secrétariat unifié n'est affirmé le caractère bourgeois du gouvernement de reconstruction nationale. Mais, par contre, la déclaration s'oppose à toute intervention politique sur le mot d'ordre : « Tous les ministres bourgeois hors du gouvernement ! »

Il s'agit là d'une « tentative sectaire ». A partir de là il n'est plus question de lutter pour un gouvernement ouvrier et paysan, mais de soutenir « toutes les décisions qui permettent de répondre aux besoins de la population laborieuse ».

Enfin cette déclaration procède à une justification de la politique cubaine et du refus du FSLN de rompre avec la bourgeoisie et de constituer un gouvernement ouvrier et paysan. Elle le fait dans les termes de la « realpolitik », puisés dans des arsenaux autres que ceux de la IV^e Internationale.

« L'internationalisme de la direction cubaine s'est clairement manifesté en faveur de cette révolution.

Toute nouvelle avance de la révolution au Nicaragua, avec l'onde de choc qu'elle propage directement dans toute l'Amérique centrale, ne fait pas seulement surgir la possibilité d'une extension de la révolution mais place la direction cubaine devant deux contradictions objectives.

Tout d'abord, pour desserrer le garrot placé par l'impérialisme américain autour de Cuba, la direction cubaine cherche, à juste titre, à développer des rapports économiques avec des pays d'Amérique latine (Mexique, Venezuela, etc.). Cependant, si ces bourgeoisies peuvent accepter et même soutenir un mouvement antidictatorial — dans la perspective d'avoir un accès plus aisé au marché centre-américain —, elles sont décidées à empêcher l'émergence d'une révolution socialiste en Amérique centrale. Elles vont donc négocier, comme contrepartie à cet objectif, le prolongement et le renforcement de leurs relations commerciales et diplomatiques avec Cuba.

Ensuite, toute l'orientation de la bureaucratie soviétique s'oppose à une fracture du statu quo international, sur le plan politique et militaire, spécialement dans une partie du monde aussi sensible pour les Etats-Unis.

C'est avec ce choix que doit aussi compter la direction cubaine, car seuls l'URSS et les Etats ouvriers pourraient fournir l'aide nécessaire au Nicaragua en cas de rupture avec le marché mondial capitaliste. »

Le Secrétariat unifié ne dit nulle part ailleurs dans quel sens devraient selon lui être résolues les deux contradictions objectives, en admettant pour un instant que celles-ci existent.

Par contre, comme seuls l'URSS et les autres Etats ouvriers (sic) pourraient fournir l'aide... mais que l'URSS ne veut pas... que Cuba a besoin « à juste titre » des rapports économiques, mais que les bourgeoisies d'Amérique latine ne veulent pas de la révolution socialiste... Alors ?

Les tâches que s'assigne le Secrétariat unifié sont de défendre les frontières du Nicaragua et de mettre

« au pied du mur les gouvernements qui se paient de professions de foi humanitaires alors qu'ils distribuent au compte-gouttes des sommes dérisoires en relation avec les nécessités d'une population privée d'alimentation et de soins médicaux. Il réclamera de ces gouvernements qu'ils fournissent sans tarder, sans conditions ni contreparties, une aide massive aux autorités du Nicaragua libre ». (1)

Pour les militants qui se réclament du Secrétariat unifié au Nicaragua, et sans leur avoir demandé leur avis, le Secrétariat unifié ordonne d'

« agir comme des militants loyaux, dans le cadre de l'organisation qui a dirigé le renversement de la dictature de Somoza et qui dirige cette révolution ».

Le reste n'est qu'une clause de style pour justifier une politique révisionniste qui conduit à liquider la IV^e Internationale.

LA BRIGADE SIMON BOLIVAR

La Fraction bolchevique du Secrétariat unifié avait constitué des brigades de volontaires pour combattre contre Somoza, dont la plus connue est la brigade Simon Bolivar, constituée à l'initiative du PST de Colombie.

Pendant presque un an le PST a combattu sur cette orientation, laquelle à notre avis néglige la clarifi-

(1) Signalons que, selon *La Prensa* du 25 septembre 1979, le gouvernement de reconstruction nationale a déjà reçu 230 millions de dollars en prêts à long terme et à bas intérêt.

cation politique des termes du combat de classe au profit d'une propagande sur l'envoi de volontaires pour se battre au Nicaragua sous la discipline du FSLN. C'est un fait que le Secrétariat unifié n'a rien dit publiquement sur la politique de la Fraction bolchevique avant l'expulsion « manu militari » de la brigade par le FSLN.

La raison de cette expulsion est directement reliée aux attaques proférées par le FSLN contre le trotskysme.

Selon le journal « El Espectador » de Colombie, les raisons de cette expulsion sont

« d'avoir organisé plus de soixante syndicats, prêché les occupations de terres, organisé des milices dans les quartiers de Managua et de Bluefield et de décrire certains membres du gouvernement comme des bourgeois » (éditions du 19 et 20 août).

Le CC de l'OCI a adopté une résolution condamnant cette expulsion, sur laquelle le camarade Stéphane Just revenait dans son discours du 28 septembre à la Mutualité :

« Camarades, nous ne savons pas sur quelle orientation précise combat la brigade Simon Bolivar, qui est dirigée par des militants trotskystes de la Fraction bolchevique qui est membre du Secrétariat unifié, avec laquelle nous avons d'énormes divergences. Nous ne savons pas d'une manière précise sur quelle ligne politique elle est intervenue au Nicaragua. Mais nous savons bien pourquoi elle a été dissoute, pourquoi elle a été interdite, pourquoi se multiplient les attaques contre le trotskysme au Nicaragua. C'est au nom de la contre-révolution, comme toujours. Pour le savoir, il suffit de rappeler l'Iran, bien sûr, mais aussi l'exemple de l'Espagne, Nin et les militants du POUM, qui n'étaient pas trotskystes : politiquement, la IV^e Internationale et Trotsky avaient de profondes divergences avec eux. Accusés d'être trotskystes par la bureaucratie du Kremlin, agence de la contre-révolution en Espagne, ils ont été assassinés. Les accuser d'être trotskystes, les assassiner en ce nom, cela signifiait nier toute possibilité d'indépendance de classe du prolétariat, cela signifiait lier le prolé-

riat, cela signifiait préparer son écrasement.

Camarades, oui, je le répète, nous ne savons pas d'une manière précise quelle est la politique au Nicaragua de la Fraction bolchevique du Secrétariat unifié. Mais aujourd'hui, de la même façon que nous défendons les militants du PST et le PST en Iran, nous défendons le droit à l'existence et à l'expression des camarades qui se réclament du trotskysme au Nicaragua, de tous ceux qui se réclament du trotskysme, de tous ceux qui se réclament de la IV^e Internationale, des organisations de la IV^e Internationale, quelle que soit la politique de ces organisations et de ces militants. C'est la défense du droit de cité, du droit à l'existence des organisations trotskystes de la IV^e Internationale qui est en cause. »

Le Secrétariat unifié se divise par contre à nouveau et, tandis que le SWP et le PRT mexicain, entre autres, suivant la position de la déclaration Udry-Camejo, soutiennent et réclament cette expulsion, la majorité du Secrétariat unifié, en dehors toutefois de la Fraction bolchevique et de la Tendence léniniste-trotskyste, déclare que le FSLN avait un meilleur moyen de se débarrasser de cette brigade. Par ailleurs, le comité central de l'IMG, section du Secrétariat unifié en Angleterre, adopte une résolution condamnant l'expulsion de la brigade et, explicitement, la position prise par le SWP.

La révolution au Nicaragua, les problèmes posés, ont entraîné un éclatement au sein du Secrétariat unifié et soulignent le besoin d'une discussion politique de fond qui permette de surmonter la crise de la IV^e Internationale.

LA POSITION DE LA NOUVELLE DIRECTION DU SWP : DEFENSE DE LA « COEXISTENCE PACIFIQUE »

Un élément majeur dans cette crise a été joué par la nouvelle direction du SWP, alignée complètement sur les positions du castrisme.

La position du Socialist Workers Party des Etats-Unis mérite donc une mention particulière. Non seulement parce qu'elle présente des traits particuliers qui la distinguent de la position définie par le Secrétariat unifié, mais aussi parce que, en ce qui concerne la crise provoquée dans le Secrétariat unifié par la révolution nicaraguayenne, le SWP a joué le rôle de l'« aile marchante ».

Ce sont ses positions qui charpentent celle d'ensemble du Secrétariat unifié depuis le renversement de Somoza.

Il est intéressant de noter que les positions prises par la direction du SWP au lendemain de l'installation à Managua du gouvernement de reconstruction nationale ne s'inscrivent pas dans la suite logique de ses caractérisations antérieures au sujet du Nicaragua, ni ne procèdent d'une étude attentive des développements de la lutte des classes au Nicaragua avant la chute de Somoza.

En effet, les représentants de la direction du SWP approuveront les déclarations du Secrétariat unifié qui, comme celles du 20 juin, critiquent explicitement la politique de bloc avec la bourgeoisie du FSLN, et ce que publie la presse du SWP au sujet du Nicaragua ne contredit nullement cette prise de position.

Dans « The Militant », ou « Intercontinental Press », on trouve surtout des articles sur les faits, de type reportage, qui ne sont pas consacrés à une analyse de la politique du FSLN mais qui n'en font pas l'apologie, qui, au contraire, sur le terrain de l'indépendance de classe du prolétariat, s'en différencient. Par exemple, Fred Murphy, dans un article paru dans « Intercontinental Press » le 25 septembre 1978 et intitulé « La guerre civile éclate contre la dictature de Somoza », souligne la « malaise » des secteurs anti-somozistes de la bourgeoisie, qui les amène à rechercher un cessez-le-feu, et ajoute :

« Il apparaît malheureusement que le FSLN — à travers ses représentants mandatés dans le groupe des douze — approuve cette proposition. »

Il est aussi arrivé à plusieurs reprises que la presse du SWP publie — sans

commentaires et sans juger utile de s'en différencier — des articles extrêmement critiqués quant à l'orientation suivie par la direction du FSLN émanant d'organisations se réclamant du Secrétariat unifié (voir par exemple la reproduction de l'interview d'un militant trotskyste nicaraguayen donnée à « Bandera socialista », journal du PRT mexicain, dans « Intercontinental Press » du 13 mars 1978 ; et, dans « Intercontinental Press » du 11 juin 1979, l'article signé par Fausto Armador et Sara Santiago, dirigeants de l'OST).

On ne saurait donc dire que le SWP considérait dès les premières phases du soulèvement que la politique de collaboration avec la bourgeoisie du FSLN était « intelligente et révolutionnaire » comme il devait le dire ensuite, ni qu'il estimait que les militants trotskystes nicaraguayens devaient s'identifier avec la direction sandiniste et que c'était là un problème central.

Les racines de la position que le SWP défend après la chute de Somoza ne sont pas le produit d'une analyse qu'il aurait faite de la marche à la révolution au Nicaragua et d'une analyse du rôle et de la politique du FSLN. Elles sont à chercher ailleurs.

Ce n'est pas le but de cet article de discuter de la politique de l'actuelle direction du SWP à l'égard du castrisme. Mais il est pourtant nécessaire de souligner le lien qui existe entre cette orientation et les positions prises à l'égard du FSLN.

Cette position, elle est résumée ainsi par « Intercontinental Press » dans son compte rendu du dernier congrès du SWP :

« Larry Seigle, membre du comité politique du SWP, présenta la position selon laquelle la direction castriste est un courant révolutionnaire qui pratique une politique internationaliste en Afrique et en Amérique latine. Il appela le parti à intensifier sa campagne pour mettre fin au blocus américain de Cuba et invita instamment les membres du SWP à visiter Cuba pour y étudier par eux-mêmes la révolution.

Tim Wolforth présenta une résolution caractérisant la direction castriste comme stalinienne et deman-

dant que le SWP se prononce pour la révolution politique à Cuba. Cette résolution fut unanimement rejetée par les délégués. » (Intercontinental Press du 8 octobre 1979).

La politique que le congrès du SWP a ratifiée est donc celle que présentait Jack Barnes dans un discours prononcé le 31 décembre 1978 à Pittsburg, à l'occasion du vingtième anniversaire du renversement de Batista, dans lequel il expliquait le rôle de l'activité castriste en Amérique latine et où il affirmait que « la direction castriste est supérieure à la direction bolchevique, si l'on excepte des gens comme Lénine, Trotsky et Sverdlov », de la manière suivante :

« Avant tout, les Cubains sont en Afrique pour une raison simple : ils sont là parce que pour eux il existe une loi au-dessus de toutes les autres : étendre la révolution... Pas un seul instant les leaders de la révolution cubaine n'ont été intéressés à la ligne de la « coexistence pacifique ». »

La position que mettaient en avant ce discours et le rapport présenté au congrès est donc que le castrisme constitue une direction révolutionnaire (bien qu'elle ne soit ni léniniste, ni trotskyste, mais, après tout, personne n'est parfait...) pratiquant une politique internationaliste à l'échelle mondiale, que Cuba est un Etat ouvrier « sain » (ce qui veut dire que le prolétariat y exerce le pouvoir), que la révolution politique est donc inutile et qu'enfin il n'y a pas de place pour une section de la IV^e Internationale à Cuba.

Tout récemment, le SWP est allé jusqu'à défendre la « coexistence pacifique » prônée par Castro, comme étant une politique léniniste de relations entre Etats et jusqu'à nier le fait que, comme Castro l'a dit lui-même, il s'agit de la coopération avec les gouvernements bourgeois, en particulier en Amérique latine.

De telles positions touchent évidemment aux fondements mêmes du programme de la IV^e Internationale.

Mais nous entendons ici en marquer la liaison avec les positions que le SWP a publiquement exprimées sur le Nicaragua.

Dans l'article qui synthétise ses prises de positions (celui intitulé « Travailleurs et paysans combattent pour un nouveau Nicaragua », et signé de Peter Camejo, Sergio Rodriguez et Fred Murphy), ce lien apparaît nettement. Le FSLN est ainsi défini :

« Fondé par Carlos Fonseca Amador et d'autres jeunes rebelles qui rompirent avec le réformisme du parti stalinien du Nicaragua, le FSLN regroupe ceux qui voulaient apprendre de l'expérience cubaine et mettre fin à la domination impérialiste au Nicaragua. Dans son histoire le FSLN a bénéficié de la solidarité active de la révolution cubaine. »

Puis le texte enchaîne sur le discours du 26 juillet de Castro, dont il est dit qu'il « salue la révolution ».

Là est la clé de la politique ensuite développée dans cet article, paru dans « The Militant » et « Intercontinental Press », et traduit dans « Rouge », où l'on peut lire :

« Dans la lutte contre Somoza, les sandinistes ont consciemment essayé de créer le front le plus large possible, incluant des forces bourgeoises qui étaient opposées à Somoza. C'était incontestablement une politique correcte, intelligence et révolutionnaire. »

Après avoir rappelé la composition du gouvernement de reconstruction nationale, le même article affirme :

« Dans la forme, il s'agit donc d'une coalition gouvernementale dans laquelle les sandinistes sont en minorité. La réalité est différente. La réalité, c'est que le Nicaragua est aujourd'hui dirigé par le directoire national unifié du FSLN. »

Il aboutit à la conclusion :

« Le pouvoir qui existe aujourd'hui au Nicaragua est un pouvoir révolutionnaire. Les sandinistes ont prouvé être une direction révolutionnaire en renversant la dictature de Somoza et en détruisant les vieilles forces armées du capitalisme. Et ils sont en train de le prouver dans l'action après la prise du pouvoir par la mobilisation et l'armement des masses pour la défense de leurs propres intérêts. »

D'où procède cette seconde conclusion :

(...) La seule façon pour les révolutionnaires socialistes dans le monde d'aider au développement de la révo-

lution nicaraguayenne est de reconnaître les capacités révolutionnaires de cette direction, de s'identifier à elle et de se joindre à elle dans la lutte pour la défense de la révolution. »

pour la construction d'une section de la IV^e Internationale

Le premier devoir des révolutionnaires est celui de reconnaître une révolution, de comprendre le cours de cette révolution et de dégager les mots d'ordre nécessaires au combat révolutionnaire.

La crise de la IV^e Internationale a créé des difficultés nouvelles, se traduisant dans le cas précis du Nicaragua par l'absence d'une section de la IV^e Internationale, fondée sur son programme et se construisant selon sa méthode. La construction d'une telle section nécessaire à la victoire de la révolution prolétarienne est une tâche que s'assigne le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Dès la chute de Somoza, « Informations ouvrières » a titré : « Nouvelle défaite de l'impérialisme ». De son côté, la Ligue ouvrière marxiste du Mexique a publié une déclaration qui affirme :

« Après que, le 25 avril 1974, le prolétariat portugais a fait s'effondrer la dictature de Salazar-Caetano...

Après que, en janvier de cette année, les masses ont détruit en Iran la monarchie du chah Reza Palhavi...

LES MASSES NICARAGUAYENNES COMMENCENT LA REVOLUTION EN AMERIQUE LATINE !

C'EST UNE DEFAITE HISTORIQUE DE L'IMPERIALISME NORD-AMERICAIN.

C'EST LE TRIOMPHE LE PLUS IMPORTANT DES MASSES

LATINO-AMERICAINES DANS LES VINGT DERNIERES ANNEES.

— TOUT UN SECTEUR DE L'ORDRE IMPERIALISTE MENACE DE S'EFFONDRE.

— C'EST LE DEBUT DE LA FIN DE LA DOMINATION IMPERIALISTE DANS LE CONTINENT.

— PRODUIT ET FACTEUR D'UN MEME PROCESSUS, LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE EST UN CHAÏNON DE LA REVOLUTION MONDIALE (...)

Il s'agit de la révolution prolétarienne qui commence aujourd'hui au Nicaragua ! »

L'OCI est revenue à nouveau sur les événements du Nicaragua dans un article publié par « Informations ouvrières » n° 912, que nos lecteurs trouveront page 70.

Aujourd'hui, c'est dans le combat pour un congrès national des comités d'usine et de quartier, des fermes, des milices et des syndicats que la bataille doit être menée pour regrouper une avant-garde qui se dégage dans le cours de la bataille pour la reconstruction de la IV^e Internationale. C'est ce mot d'ordre, lié à celui d'un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie et responsable devant le congrès national des comités et milices, à l'agitation inlassable sur les revendications transitoires, qui devrait, à notre avis, constituer le « programme du gouvernement ouvrier et paysan » pour lequel nous combattons.

REVOLUTION AU NICARAGUA : UN APPEL POUR TOUT LE CONTINENT

Comme hier l'effondrement de la monarchie iranienne, la chute de Somoza a ouvert un nouveau front dans la marche de la révolution prolétarienne mondiale, sur l'arène de tout un continent.

Liquidation des institutions de la dictature confondues avec l'Etat bourgeois lui-même, et d'abord et avant tout de l'armée ; déferlement du mouvement des masses qui se traduit par l'occupation des terres et des entreprises, apparition des formes d'organisation indépendantes d'un prolétariat rural et urbain partiellement armé ; tels sont les traits marquants de cette irruption révolutionnaire au cœur de l'Amérique centrale, traits communs aux premiers pas de toute révolution.

Les valets de plume ou les fonctionnaires de l'impérialisme agitent le spectre d'un nouveau Cuba, dans cette Amérique latine qui demeure la première des chasses gardées de Washington.

Ce n'est pas la politique de Castro qui peut les inquiéter, alors que celui-ci a récemment, par exemple avant les élections mexicaines, manifesté son soutien public à Lopez Portillo, dont le régime bonapartiste en crise est visé au premier chef par la signification de la révolution contre Somoza.

Ils redoutent l'impact révolutionnaire sur tout le continent d'un événement qui retentit déjà chez les opprimés et les exploités à l'égal de la révolution cubaine au début des années 1960, mais dans des circonstances historiques infiniment plus favorables.

La chute de Somoza, c'est bien sûr la ruine d'un bastion de l'ordre « yankee » au sud du rio Grande.

Mais cette défaite intervient « en phase » avec la crise d'ensemble de la politique américaine dans cette région du monde.

L'effondrement de la plus ancienne dictature du continent atteste les difficultés croissantes que rencontre l'impérialisme US, pour préserver les bases de son oppression, à s'en tenir aux vieilles recettes : des dictatures sanglantes tenues à bout de bras par Washington.

D'un autre côté, les situations pré-révolutionnaires qui se manifestent au Pérou ou en Bolivie témoignent de ce que les partis bourgeois, divisés et effrayés devant la montée des masses, sont impuissants à recueillir dans l'ordre le pouvoir qui tombe des mains de forces armées minées par l'échec des gouvernements militaires.

L'« ouverture » que la dictature brésilienne s'efforce de maîtriser, c'est d'abord et avant tout l'émergence d'un mouvement ouvrier d'une puissance formidable et qui marche à grands pas vers la conquête de son indépendance de classe.

Le début de la révolution prolétarienne au Nicaragua bat le rappel pour les masses exploitées des villes et des campagnes sur tout un continent.

Il rend plus brûlantes que jamais les questions dont la solution positive déterminera la victoire des masses exploitées. Pour l'avant-garde révolutionnaire, cela s'exprime dans les tâches de l'heure, auxquelles sont attelées les sections du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale au Pérou, au Brésil, au Mexique, au Venezuela, etc., avec le soutien actif de tous les militants qui luttent pour la construction du parti mondial de la révolution socialiste. Brièvement, ces tâches s'énoncent ainsi : lutter pour l'indépendance de classe du prolétariat, de ses partis et organisations syndicales ; opposer le front unique anti-impérialiste à la politique traître des fronts populaires et des gouvernements d'union nationale ; combattre pour des Assemblées constituantes souveraines contre les solutions de replâtrage des édifices vermoulus de la domination impérialiste ; faire avancer l'organisation des masses dans les Assemblées populaires, les comités d'usine, les fronts de défense, pour ouvrir la voie à des gouvernements ouvriers et paysans, seuls à même d'assurer la libération de la nation opprimée et la satisfaction des revendications des masses exploitées.

Nous partons pour cela du programme de la IV^e Internationale, et de toute l'expérience de la lutte des classes des quarante dernières années, qui le confirme.

Dans son chapitre « Le gouvernement ouvrier et paysan », il est dit :

« La formule de « gouvernement ouvrier et paysan » apparut, pour la première fois, en 1917 dans l'agitation des bolcheviks et fut définitivement admise après l'insurrection d'Octobre. Elle ne représentait dans ce cas qu'une dénomination populaire de la dictature du prolétariat déjà établie. L'importance de la dénomination consistait surtout en ce qu'elle mettait au premier plan l'idée de l'alliance du prolétariat et de la classe paysanne, placée à la base du pouvoir soviétique.

Quand l'Internationale communiste des épigones tenta de faire revivre la formule de « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » enterrée par l'histoire, elle donna à la formule de « gouvernement ouvrier et paysan » un contenu complètement différent, purement « démocratique », c'est-à-dire bourgeois, en l'opposant à la dictature du prolétariat. Les bolcheviks-léninistes rejetèrent résolument le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » dans son interprétation démocratique bourgeoise. Ils affirmèrent et ils affirmèrent que, si le parti du prolétariat renonce à sortir des cadres de la démocratie bourgeoise, son alliance avec la paysannerie aboutira simplement à soutenir le capital, comme ce fut le cas des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires en 1917, comme ce fut le cas du Parti communiste chinois en 1925-1927, comme cela se passe maintenant avec les « Fronts populaires » d'Espagne, de France et d'autres pays.

D'avril à septembre 1917, les bolcheviks réclamèrent que les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks rompent avec la bourgeoisie libérale et prennent le pouvoir dans leurs propres mains. A cette condition, les bolcheviks promettaient aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires, représentants petits-bourgeois des ouvriers et des paysans, leur aide révolution-

naire contre la bourgeoisie ; ils se refusaient cependant catégoriquement, tant à entrer dans le gouvernement des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qu'à porter la responsabilité politique de son activité. Si les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires avaient réellement rompu avec les cadets (libéraux) et avec l'impérialisme étranger, le « gouvernement ouvrier et paysan » créé par eux n'aurait pu qu'accélérer et faciliter l'instauration de la dictature du prolétariat. Mais c'est précisément pour cette raison que les sommets de la démocratie petite-bourgeoise s'opposèrent de toutes leurs forces à l'instauration de leur propre gouvernement. L'expérience de la Russie démontra, et l'expérience de l'Espagne et de la France le confirme de nouveau, que, même dans des conditions très favorables, les partis de la démocratie petite-bourgeoise (socialistes-révolutionnaires, sociaux-démocrates, staliniens, anarchistes) sont incapables de créer un gouvernement ouvrier et paysan, c'est-à-dire un gouvernement indépendant de la bourgeoisie.

Néanmoins, la revendication des bolcheviks adressée aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez dans vos mains le pouvoir ! » avait pour les masses une énorme valeur éducative. Le refus obstiné des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires de prendre le pouvoir, qui apparut si tragiquement dans les journées de juillet, les perdit définitivement dans l'esprit du peuple et prépara la victoire des bolcheviks.

La tâche centrale de la IV^e Internationale consiste à affranchir le prolétariat de la vieille direction, dont le conservatisme se trouve en contradiction complète avec la situation catastrophique du capitalisme à son déclin et constitue le principal obstacle au progrès historique. L'accusation capitale que la IV^e Internationale lance contre les organisations traditionnelles du prolétariat, c'est qu'elles ne veulent pas se séparer du demi-cadavre politique de la bourgeoisie.

Dans ces conditions, la revendication adressée systématiquement à la vieille direction : « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir ! », est un instrument extrêmement important pour dévoiler le caractère traître des partis et organisations de la II^e et de la III^e Internationales, ainsi que de l'Internationale d'Amsterdam.

Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » est employé par nous uniquement dans le sens qu'il avait en 1917 dans la bouche des bolcheviks, c'est-à-dire comme un mot d'ordre antibourgeois et anticapitaliste, mais en aucun cas dans le sens « démocratique » que lui ont donné plus tard les épigones, faisant de lui, alors qu'il était un pont vers la révolution socialiste, la principale barrière dans cette voie.

De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ».

La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens indiqué plus haut, s'éta-

blissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat.

Il est, cependant, inutile de se perdre en conjectures. L'agitation sous le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan » garde dans toutes les conditions une énorme valeur éducative. Et ce n'est pas par hasard : ce mot d'ordre généralisateur suit tout à fait la ligne du développement politique de notre époque (banqueroute et désagrégation des vieux partis bourgeois, faillite de la démocratie, montée du fascisme, aspiration croissante des travailleurs à une politique plus active et plus offensive). C'est pourquoi chacune de nos revendications transitoires doit conduire à une seule et même conclusion politique : les ouvriers doivent rompre avec tous les partis traditionnels de la bourgeoisie pour établir, en commun avec les paysans, leur propre pouvoir.

Il est impossible de prévoir quelles seront les étapes concrètes de la mobilisation révolutionnaire des masses. Les sections de la IV^e Internationale doivent s'orienter de façon critique à chaque nouvelle étape et lancer les mots d'ordre qui appuient la tendance des ouvriers à une politique indépendante, approfondissent le caractère de classe de cette politique, détruisent les illusions réformistes et pacifistes, renforcent la liaison de l'avant-garde avec les masses et préparent la prise révolutionnaire du pouvoir. »

Le FSLN n'est pas un parti de la « bourgeoisie nationale », mais une organisation petite-bourgeoise dans un pays semi-colonial n'ayant pas accompli les tâches démocratiques, nationales et agraires. Dans ces conditions, le mot d'ordre « Rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir » correspond au mouvement au travers duquel les masses peuvent se poser la question d'un gouvernement sans représentants de la bourgeoisie et celle de leur propre pouvoir.

Nous sommes inconditionnellement pour que le FSLN prenne tout le pouvoir, et en même temps nous combattons pour la centralisation des comités et milices, ouvrant la voie au pouvoir

organisé du prolétariat appuyé sur les paysans.

Le mot d'ordre d'Assemblée constituante souveraine est aujourd'hui dépassé par la profondeur de la révolution et l'extraordinaire développement des comités. Mais il serait faux de considérer que ce mot d'ordre est définitivement exclu comme axe de centralisation du mouvement des masses, dans le cours de la révolution prolétarienne au Nicaragua.

Comme le dit le Programme de transition :

« Il est impossible de rejeter purement et simplement le programme démocratique : il faut que les masses elles-mêmes dépassent ce programme dans la lutte. »

Et plus loin :

« A une certaine étape de la mobilisation des masses sur les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire, les soviets peuvent et doivent surgir. Leur rôle historique dans chaque période donnée, en particulier leurs rapports avec l'Assemblée nationale, est déterminé par le niveau politique du prolétariat, par la liaison entre celui-ci et la classe paysanne et par le caractère de la politique du parti prolétarien. Tôt ou tard, les soviets doivent renverser la démocratie bourgeoise. Eux seuls sont capables de mener la révolution démocratique jusqu'au bout et d'ouvrir ainsi l'ère de la révolution socialiste. »

Il faut combattre pour la constitution d'une section de la IV^e Internationale au Nicaragua, luttant pour le développement, l'indépendance et la centralisation des milices et comités, et avancer de façon concrète, en liaison avec l'expérience des masses, les mots d'ordre nécessaires à leur combat :

— Non au désarmement des milices ;

— Non à la liquidation ou à la subordination par en haut des comités.

Au FSLN, nous disons : rompez avec la bourgeoisie, prenez le pouvoir. Constituez un gouvernement d'où sera exclu tout représentant de la bourgeoisie. Dans cette voie, nous vous promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste.

Nous combattons :

Pour la rupture avec l'impérialisme ;

Pour la nationalisation sans rachat de toute la terre et sous le contrôle des comités paysans ;

Pour l'expropriation des entreprises impérialistes ;

Pour l'annulation de la dette externe contractée par Somoza ;

Pour un congrès national des comités et des milices ;

Pour un gouvernement responsable devant le congrès national des comités ;

Pour le gouvernement ouvrier et paysan ;

Pour les Etats-Unis socialistes d'Amérique latine.

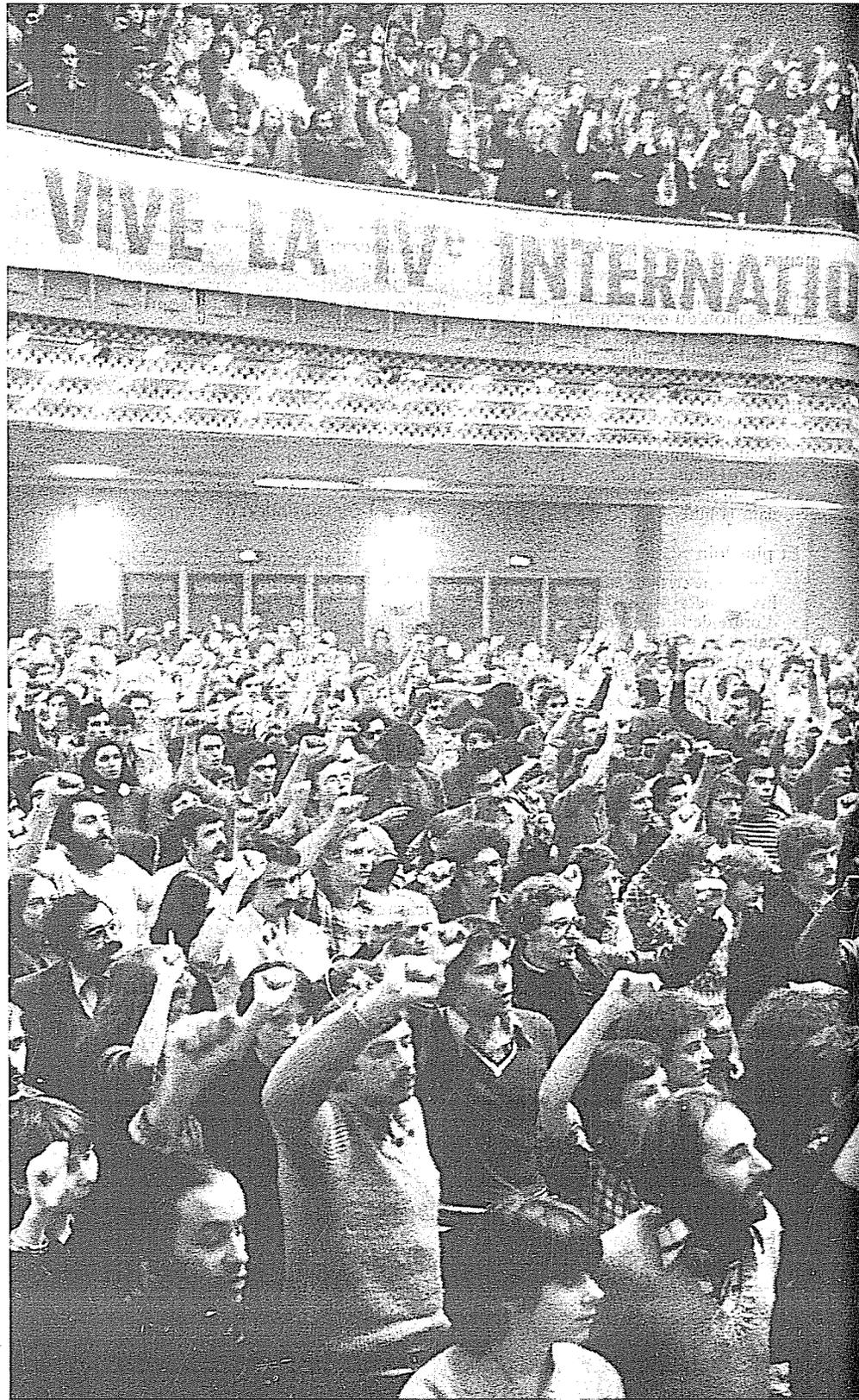
C'est la seule position conforme au programme de la IV^e Internationale et c'est la seule position qui permettra au prolétariat d'instaurer sa dictature au Nicaragua en liaison étroite avec le combat mondial de la classe ouvrière de tous les pays.

C'est la justification et la raison d'être de la IV^e Internationale. Toute autre attitude serait celle de liquidateurs de la IV^e Internationale et donc de la révolution.

Luis Favre,
24 octobre 1979.



Comité d'organisation
pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale



IX^e session du Bureau international

Constitution du Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e Internationale

La IX^e session du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, dont les travaux se sont déroulés récemment, marque incontestablement un moment important dans le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Des représentants des organisations du Comité d'organisation de France, d'Allemagne, d'Angleterre, d'Irlande, d'Espagne, du Portugal, de Belgique, de Suisse, de Pologne, du Canada, du Brésil, du Pérou, du Venezuela, du Chili, d'Algérie, des militants du Comité d'organisation en Iran y ont participé, ainsi que des observateurs de groupes du Honduras, d'Italie, du Maroc, de Tunisie et de Chypre. Deux organisations ont été cooptées au Comité d'organisation : « Internacionalismo Obrero » (Argentine) et la Ligue communiste des travailleurs (Sénégal).

Plusieurs documents ont déjà été publiés par Informations ouvrières, qui permettent d'apprécier les travaux et les conclusions de cette session du Bureau international. Nous ne les reproduisons pas dans ce numéro de La Vérité, pas plus que nous ne retraçons le déroulement du Bureau international dans la mesure où l'essentiel à ce sujet est contenu dans le « procès-verbal du Bureau international ».

13 novembre 1979 : meeting pour la défense des militants trotskystes emprisonnés au Nicaragua, à l'appel de l'OCI, de la Tendence léniniste-trotskyiste et de la Fraction bolchevique.

Nous publions par contre intégralement trois documents :

— les notes préparées par le camarade Ernest Mandel pour la discussion entre le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation ;

— ces notes amendées par le camarade Pierre Lambert, document que le Bureau international a adopté comme un texte de principe constituant une première contribution à la discussion entre le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation ;

— la déclaration politique commune adoptée par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Fraction bolchevique et la Tendence léniniste-trotskyiste, intitulée Pour une conférence mondiale ouverte de toutes les organisations trotskystes.

Nous reviendrons plus loin sur la signification de ces textes, mais il convient de préciser d'abord le contexte politique général dans lequel s'est tenue cette IX^e session du Bureau international. Il est marqué par la matérialisation, sur tous les terrains de la lutte des classes, d'une nouvelle phase dans la marche en avant de la révolution prolétarienne mondiale, l'amorce d'un nouveau tournant qui, après celui de 1974-1975 (commencement de la révolution prolétarienne au Portugal, défaite de l'impérialisme au Vietnam), s'inscrit dans la maturation de la période de la lutte des classes que nous avons qualifiée comme celle de l'« imminence de la révolution ».

Après le commencement, à travers le combat de la classe ouvrière et des masses opprimées jetant bas la monarchie, de la révolution prolétarienne en Iran, c'est la révolution prolétarienne au Nicaragua qui « déstabilise » toute la structure de la domination impérialiste en Amérique latine et d'abord en Amérique centrale. Les développements révolutionnaires au Salvador rejoignent la lutte des masses exploitées du Pérou, la mobilisation croissante du puissant prolétariat brésilien et les tout récents développements de caractère révolutionnaire en Bolivie.

Ces grands événements sont des éléments de la lutte des classes mondiale : ils sont nourris et nourrissent en retour la crise du système impérialiste mondial, qui tend à se concentrer dans les centres de ce système. C'est tout un ordre mondial qui est sur le point de basculer. Le caractère explosif de la crise politique en France, en Espagne, la situation du gouvernement conservateur en Angleterre, pour ne citer que quelques exemples, illustrent cette réalité déterminée par la lutte des prolétariats d'Europe à laquelle participent pleinement les classes ouvrières des pays où le capital a été exproprié et où règne une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire. Les récentes explosions en Pologne témoignent de la force de la marche à la révolution politique, expression de la révolution prolétarienne.

Cette poursuite de la marche en avant du prolétariat mondial se combine avec l'amplification et l'accélération de la marche irréversible à la dislocation du marché mondial.

Cette situation internationale, dominée par l'initiative révolutionnaire du prolétariat, tend à s'exprimer dans les rapports politiques au sein de la classe ouvrière elle-même, à travers la tendance du prolétariat à s'organiser sur un nouvel axe. Mais cette tendance — qui est la base même du développement des organisations trotskystes et du rôle qu'elles peuvent et doivent jouer — ne peut s'exprimer pleinement qu'à partir de l'intervention dans la lutte des classes des organisations trotskystes qui peuvent et doivent s'affirmer aujourd'hui comme des acteurs des révolutions en cours.

En d'autres termes, ce que le développement de la situation mondiale met à l'ordre du jour dans des conditions qui n'avaient jamais existé pour

les organisations trotskystes depuis la fondation de l'Opposition de gauche, c'est la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays, sections de l'Internationale, c'est-à-dire du parti mondial de la révolution socialiste.

La crise destructrice que la IV^e Internationale a connue en 1950-1953, du fait du développement à sa direction d'un révisionnisme liquidateur, le pablisme, a conduit à une situation dans laquelle, au plan international, cette tâche se formule dans la nécessité de reconstruire la IV^e Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, sur la base du Programme de transition, détruite comme organisation centralisée sur la base de ce programme par le révisionnisme pabliste.

La majorité du Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale, par son combat contre le révisionnisme, puis le Comité international et aujourd'hui le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ont assuré la continuité de la IV^e Internationale.

Les acquis de ce combat ont constitué le point d'appui à partir duquel, sur la base des nouveaux développements de la lutte des classes, à partir de 1968, il a été possible de donner une nouvelle ampleur à l'action pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Dans ce cadre, il était indispensable de tenir compte des conséquences de la crise non réglée de la IV^e Internationale, de l'existence d'organisations se réclamant de la IV^e Internationale et ayant leur origine dans la IV^e Internationale. C'est pourquoi, dès 1973, le Comité d'organisation s'adressait au Secrétariat unifié pour proposer l'ouverture d'une large et profonde discussion, car « à notre avis, pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique, signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience internationale considérablement enrichie le débat qui a entraîné la scission de la IV^e Internationale... ».

Il n'est pas possible ici de revenir sur les péripéties et les délais qui ont précédé l'ouverture effective de cette discussion. Mais il faut signaler qu'elle avait effectivement commencé : le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale était invité à envoyer au XI^e Congrès mondial du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale une délégation avec un statut d'observateur. Des délégations du Bureau international du Comité d'organisation et du Secrétariat unifié se sont rencontrées et ont amorcé la discussion à partir des documents préparatoires au XI^e Congrès mondial. C'est dans ce cadre que le camarade Ernest Mandel présenta des notes destinées à circonscrire les accords et les divergences sur le premier point de la discussion qui était une estimation de la période et de la situation mondiale (il s'agit du premier document publié à la suite de cette présentation). Le camarade Pierre Lambert devait ensuite amender ces notes ; ce nouveau texte (le second document publié dans ce numéro de La Vérité) a été adopté par le Bureau international comme un texte de principe constituant une première contribution du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale à la discussion.

Cette procédure tourne le dos à la méthode employée en 1963 qui, loin d'aboutir à la réorganisation des forces se réclamant de la IV^e Internationale, devait aboutir — parce qu'écartant la discussion sur les racines de la scission et sur le contenu politique du pablisme — à ce que nous caractérisons comme une « unification sans principes », qui se révéla

génératrice de nouveaux éclatements et de nouvelles dispersions. Seule la discussion menée jusqu'au bout peut aboutir à la reconstitution des conditions politiques (c'est-à-dire à l'homogénéisation sur la base du programme de la IV^e Internationale) nécessaires à la mise en œuvre du centralisme démocratique, c'est-à-dire à ce que le Comité d'organisation définit comme la reconstruction de la IV^e Internationale.

Cette discussion devait évidemment se poursuivre et notamment porter sur le problème du stalinisme. Pour la mener à bien, il était nécessaire, de l'avis du Comité d'organisation, de mettre en place un cadre de discussion organisée. C'est le sens du point 6 du texte du camarade Lambert qui tenait responsable compte des risques d'une nouvelle dispersion des forces se réclamant du trotskysme :

« Il me semble que ce point consacré à la politique des Etats ouvriers dégénérés, bureaucratiques ou déformés, doit être réservé. En effet, il soulève les questions de la coexistence pacifique, de la défense inconditionnelle de ces Etats contre l'impérialisme, de l'eurocommunisme, de la révolution politique, celles liées aux contradictions entre les bureaucraties (russe, chinoise, vietnamienne — cf. guerre du Cambodge), la question de la fonction de l'intervention cubaine en Afrique, celles de la révolution politique à Cuba, de la nature du PC cubain, et de la construction d'une section de la IV^e Internationale à Cuba ; en un mot, toutes les questions qui sont l'objet des plus vives discussions dans les organisations se réclamant de la IV^e Internationale.

La nécessité de rechercher un cadre et des formes pour l'organisation de cette discussion (qui dépasse les frontières de deux organisations, le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation), pour ne pas aboutir à de nouveaux éclatements, apparaît prioritaire. »

Telle était la situation lorsque les graves problèmes politiques qui se posaient au sein du Secrétariat unifié ont conduit à une véritable explosion dont le Comité d'organisation « n'est en rien responsable », comme le rappelait sa lettre en date du 28 octobre 1979 au Secrétariat unifié.

La forme dans laquelle cette crise s'est matérialisée est connue : elle a eu comme point de départ, après l'expulsion de la brigade Simon Bolivar par le Gouvernement de reconstruction nationale et la direction sandiniste, et l'approbation de fait de cette expulsion par le Secrétariat unifié, les décisions d'organisation prises par le Secrétariat unifié, à quelques semaines de son congrès mondial. Ces mesures étaient l'exigence adressée à la Fraction bolchevique de se dissoudre comme fraction publique ; l'exigence adressée aux directions des organisations et groupes se réclamant de la IV^e Internationale au Nicaragua et dans toute l'Amérique centrale de cesser toute activité fondée sur leurs propres décisions et appréciations politiques et de soumettre toute leur activité au contrôle direct du Secrétariat unifié. Cette mesure signifiait en particulier au Nicaragua l'injonction faite aux groupes trotskystes de mettre fin à toute activité indépendante et de se dissoudre dans le FSLN.

Ces graves mesures — qui rappellent par leur contenu et leur ultimatum la manière de procéder de Pablo lors de la crise de 1950-1953 — ont été considérées par la Fraction bolchevique et par la Tendence léniniste-trotskyiste comme un coup de force contre elles, visant à interdire toute discussion véritable sur la révolution nicaraguayenne et le combat pour la

construction d'une section de la IV^e Internationale au Nicaragua. Leurs représentants quittaient donc la réunion du Secrétariat unifié, expliquant que ces mesures conduisaient à une scission et combattaient pour un report du congrès mondial. En effet, ces mesures étaient présentées comme s'appuyant sur un document politique adopté par le Secrétariat unifié (Nicaragua : la révolution en marche), document qui, à moins d'un mois du congrès mondial, n'était pas parvenu dans toutes les sections.

Le contenu politique de la crise du Secrétariat unifié est exprimé dans la déclaration politique adoptée par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Fraction bolchevique et la Tendence léniniste-trotskyiste (il s'agit du troisième document publié dans ce numéro de La Vérité, intitulé Pour une conférence mondiale ouverte de toutes les organisations trotskystes). Nous sommes face à une nouvelle offensive liquidatrice, « nouveau développement de la crise de la IV^e Internationale, crise qui commence au cours des années 1951-1953, date où le révisionnisme s'installe à la direction de la IV^e Internationale.

Elle trouve son origine dans l'orientation développée par l'actuelle direction du SWP des États-Unis face à la révolution nicaraguayenne : définition du gouvernement bourgeois de reconstruction nationale comme un "gouvernement révolutionnaire", comme une sorte de "gouvernement ouvrier et paysan" sui generis, abandon de toute indépendance à l'égard du FSLN ; politique qui se relie à l'idéalisation sans cesse croissante par la direction du SWP de la direction castriste — présentée comme une "direction révolutionnaire". »

L'évolution de l'actuelle direction du SWP est encore allée plus loin puisqu'elle a salué comme « léniniste » le discours prononcé par Fidel Castro à la tribune de l'ONU, c'est-à-dire qu'elle a remis en question la position de toujours de toutes les organisations se réclamant du trotskysme sur la « coexistence pacifique ».

Devant la gravité de la situation, le Comité d'organisation ne pouvait en aucun sens rester « neutre ». Non seulement il se devait de lutter contre la répression des militants de la brigade Simon Bolivar et d'autres militants trotskystes emprisonnés depuis au Nicaragua. Mais il se devait de prendre position sur le fond : c'est ce que matérialise la déclaration signée en commun avec la Fraction bolchevique et la Tendence léniniste-trotskyiste.

En même temps, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale a tenté d'éviter une nouvelle dispersion des forces se réclamant du trotskysme : il a cherché à mettre en place un cadre commun qui permette la poursuite de la discussion. C'est pourquoi il a invité au Bureau international, non seulement le Secrétariat unifié, mais aussi la Fraction bolchevique et la Tendence léniniste-trotskyiste. Le Secrétariat unifié a vu là une attaque contre l'« intégrité » de la IV^e Internationale et a décidé en conséquence de « résilier » l'invitation faite au Comité d'organisation d'assister au XI^e Congrès mondial (voir le procès-verbal du Bureau international paru dans Informations ouvrières n° 922).

C'est au contraire la défense des fondements mêmes du programme de la IV^e Internationale qui est à la base des initiatives prises par le Comité d'organisation. Ces initiatives ont abouti à la constitution, en commun avec la Fraction bolchevique et la Tendence léniniste-trotskyiste, d'un « Comité paritaire pour la réorganisation (reconstruction) de la IV^e

Internationale » qui se donne pour tâche de préparer une conférence mondiale des organisations trotskystes.

La présente crise du Secrétariat unifié ne peut être séparée des développements de la lutte des classes. Comme en 1953, lorsque, à travers l'insurrection de Berlin-Est, se posait la question de la combinaison de la révolution sociale et de la révolution politique, le révisionnisme ne peut qu'aboutir à la dislocation au moment même où s'ouvrent d'immenses possibilités.

La bataille menée depuis plus de vingt-cinq ans pour la défense de la IV^e Internationale, de son programme, le fait que le Comité d'organisation ait poursuivi ce combat lorsque le Comité international a éclaté et qu'il ait engagé la bataille pour la reconstruction de la IV^e Internationale, ont permis que se constitue le Comité paritaire. Dès lors, l'opération que la majorité du Secrétariat unifié a engagée ne se traduira pas par la destruction des forces vives qui se réclament légitimement de la IV^e Internationale, mais au contraire par leur regroupement qui ouvre la voie à une offensive victorieuse contre cette nouvelle tentative liquidatrice et pour balayer le révisionnisme des organisations se réclamant légitimement de la IV^e Internationale.

notes présentées par le camarade Mandel pour la discussion entre le SU et le CORQI

1 - Depuis 1968, la situation mondiale est caractérisée par une nouvelle montée de la révolution mondiale. Elle se caractérise par une aggravation conjointe de la crise du capitalisme, de la crise du système de domination impérialiste, et de la crise du stalinisme, qui touche, à des degrés divers, les principaux pays du monde. Simultanément, la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour dans un sens plus direct que pendant la phase précédente, dans une série de pays impérialistes (avant tout ceux du Sud-Ouest de l'Europe). Il en va de même de la révolution politique dans plusieurs Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés.

2 - Cette nouvelle montée de la révolution mondiale, qui se signale d'abord par les coups de tonnerre de mai 1968 en France et par le « printemps de Prague », s'est prolongée avant tout par la révolution portugaise de 1974-1975, par la défaite politique

très grave que l'impérialisme a subie en Indochine et par le début de la troisième révolution iranienne. Cette succession d'explosions révolutionnaires a profondément modifié les rapports de force à l'échelle mondiale en faveur du prolétariat, et aux dépens de la bourgeoisie.

Les conséquences politiques de la défaite subie en Indochine au sein des Etats-Unis même ont paralysé temporairement la capacité d'intervention contre-révolutionnaire sur grande échelle de l'impérialisme, aucune autre puissance (et aucun groupe de puissances) impérialiste n'étant pour le moment capable de se substituer à Washington dans le rôle de gendarme international du capital. C'est un facteur supplémentaire de détérioration des rapports de force mondiaux pour la bourgeoisie.

3 - Cette détérioration se déroule sur l'arrière-fond de dépression économique qui a marqué les années 1970

et qui marquera les années 1980 également. L'aggravation de la concurrence inter-impérialiste dans des conditions de déclin relatif de la suprématie de l'impérialisme yankee débouche sur une crise de direction internationale de la bourgeoisie, qui contraste nettement avec la situation des deux décennies précédentes, et qui aggrave la situation pour le capital. Mais l'obstacle principal pour toute « solution » capitaliste de la crise, c'est la force intacte ou accrue du prolétariat dans la plupart des pays impérialistes-clé, ainsi que la montée révolutionnaire. Dans ces conditions, et vu la profondeur de la crise, une solution rapide et modérée est exclue. Le capital ne pourrait sortir l'économie capitaliste du marasme qu'en infligeant une défaite écrasante à des secteurs-clé du prolétariat mondial, en augmentant de manière qualitative le taux d'exploitation, et en se lançant dans des aventures militaires sur très grande échelle. Les rapports de force actuels rendent pareille « solution » impossible à court et à moyen terme.

4 - Cette nouvelle montée de la révolution mondiale se caractérise par un poids spécifique majeur du prolétariat — et notamment du prolétariat industriel — au sein du processus révolutionnaire, un poids qualitativement supérieur à ce qu'il fut pendant la phase précédente de luttes révolutionnaires. Cela est dû à l'importance plus grande des explosions révolutionnaires dans des pays déjà industrialisés, ainsi qu'au renforcement numérique du prolétariat dans certains pays semi-coloniaux qui deviennent des pays semi-industrialisés.

Il en découle un retour progressif du processus révolutionnaire vers des formes de lutte et des formes d'organisation classiques des révolutions socialistes (grèves de masse, soviets). Ce retour est dû à la fois au poids spécifique majeur du prolétariat et à la modification progressive des rapports de force au sein du mouvement de masse entre les appareils bureaucratiques conservateurs des PS, PC et syndicats d'une part, et une avant-garde ouvrière d'autre part, capable de déborder dans l'action la ligne de collaboration de classes de ces appareils du moins sur certaines questions-clé de la lutte de classe courante.

5 - La modification des rapports de force mondiaux entre les classes aux dépens de l'impérialisme, qui caractérise l'évolution de la situation mondiale, n'implique point que l'affaiblissement de la bourgeoisie internationale la rend d'ores et déjà incapable de réagir aux nouveaux progrès de la révolution mondiale, y compris de réagir par la violence contre-révolutionnaire. La relative paralysie politique dont a fait preuve l'impérialisme depuis 1975 reflète plutôt une conjoncture particulière et passagère, résultant de l'interaction d'une série de facteurs complexes : conséquences au sein des Etats-Unis de la défaite indochinoise ; nécessité d'un rééquilibrage du leadership impérialiste international ; conséquences de la dépression économique sur la concurrence inter-impérialiste, etc. La variante de loin la plus probable, c'est que l'impérialisme, avant tout l'impérialisme américain, se redonne les moyens politiques pour une intervention plus active dans la lutte de classe internationale (les moyens militaires ne lui ont jamais fait défaut et sont aujourd'hui plus grands qu'avant la défaite indochinoise). Le cas de l'Iran s'avérera une exception et non la règle. Cela s'applique particulièrement à l'Amérique latine et au Moyen-Orient, deux zones-clé pour la défense des intérêts globaux impérialistes, en premier lieu de ceux de l'impérialisme américain.

6 - La bureaucratie soviétique, et plus généralement toutes les castes bureaucratiques privilégiées au pouvoir dans les Etats ouvriers, est guidée dans sa stratégie fondamentale par la préoccupation de la coexistence pacifique avec l'impérialisme, c'est-à-dire par le maintien du statu quo mondial dans ses grandes lignes. Cela ne correspond pas seulement à son conservatisme fondamental, à sa peur d'un affrontement accentué avec l'impérialisme, mais surtout à sa nature contre-révolutionnaire fondamentale, c'est-à-dire à sa peur des effets de tout progrès important de la révolution mondiale sur le prolétariat de son propre pays, c'est-à-dire sur le maintien des conditions politiques de sa domination et de ses privilèges. Mais cet attachement essentiel au statu quo mondial n'implique pas un refus systématique

que de profiter de toute occasion fournie pour accroître son pouvoir et ses privilèges, chaque fois quand c'est possible sans affrontement global avec l'impérialisme et sans encourager une montée de révolutions prolétariennes à proprement parler. Ainsi, la bureaucratie soviétique a profité de la paralysie temporaire de l'impérialisme après sa défaite indochinoise pour accentuer ses interventions dans plusieurs zones (Ethiopie, Afghanistan, Sud-Est asiatique), mais elle l'a fait généralement en appuyant des secteurs de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie coloniale, sauf dans le Sud-Est asiatique où elle opère en alliance étroite avec la direction vietnamienne.

7 - Bien qu'on assiste à un desserrement réel du contrôle que les appareils bureaucratiques traditionnels exercent sur le mouvement de masse — desserrement qui correspond historiquement à chaque phase de montée de la révolution mondiale —, on ne peut pas en conclure que ce contrôle ait été brisé ou même sérieusement remis en question sur le plan politique dans un quelconque pays-clé pour la révolution.

La nouvelle avant-garde ouvrière qui se développe n'a nulle part pu opposer aux desseins de collaboration de classe de ces appareils un projet politique alternatif et cohérent capable de guider le prolétariat vers la prise du pouvoir, seule issue révolutionnaire à la crise. L'élaboration d'un tel projet de manière spontanée est d'ailleurs impossible.

Elle présuppose des progrès qualitatifs dans la construction et dans la force du parti révolutionnaire. Dans ces conditions, et justement en fonction de l'essor impétueux du mouvement de masse dans une série croissante de pays à des moments déterminés qu'en fonction de la crise politique, sociale et économique qui secoue la bourgeoisie internationale, les appa-

reils traditionnels sont plus que jamais la force de dernier recours du capital dans des crises révolutionnaires, les principaux freins contre-révolutionnaires sur la voie de la prise du pouvoir par le prolétariat.

8 - De même, la construction du parti révolutionnaire, son renforcement numérique et politique de manière qualitative, ainsi que les progrès de son implantation dans la classe ouvrière et l'extension de son influence syndicale et politique dans au moins des secteurs d'avant-garde du prolétariat, devient un facteur autonome de plus en plus important pour déterminer les rythmes de maturation de la crise et sa durée. Il est clair que malgré toutes leurs manœuvres, les appareils traditionnels ne peuvent pas échapper à des crises de plus en plus profondes, tant au sein des organisations qu'ils contrôlent qu'en ce qui concerne leurs rapports avec les masses, lorsque leur politique contre-révolutionnaire se heurte de plus en plus aux aspirations des masses. Mais l'issue politique et surtout organisationnelle de ces crises dépend dans une mesure croissante de l'existence d'un pôle politique et organisationnel révolutionnaire qui peut commencer à attirer vers la construction du parti révolutionnaire non seulement des individus et des petits noyaux, mais même des courants numériquement beaucoup plus larges. Des conditions extrêmement favorables pour la construction de la IV^e Internationale existent dès lors. Mais il dépend de l'intervention adéquate des trotskystes dans la lutte de classe et de leur capacité de renforcer qualitativement leurs organisations si ces conditions aboutiront ou non à l'apparition de véritables partis révolutionnaires de masse, directions de rechange du prolétariat capables de le conduire à la conquête du pouvoir.

notes du camarade Mandel amendées par le camarade Lambert

(document adopté par le Bureau international
du Comité d'organisation)

1 - Depuis 1968, la situation mondiale est caractérisée par une nouvelle montée de la révolution mondiale. Elle se caractérise par une aggravation conjointe de la crise du capitalisme, de la crise du système de domination impérialiste, et de la crise du stalinisme qui touche, à des degrés divers, les principaux pays du monde. Simultanément, la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour, en un sens plus direct que pendant la phase précédente, dans une série de pays impérialistes (avant tout ceux du Sud-Ouest de l'Europe) ; il en va de même de la révolution politique dans plusieurs Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés.

L'unité mondiale de la lutte des classes, réaffirmée par la nouvelle montée de la révolution mondiale, met directement à l'ordre du jour, dans le combat entre révolution et contre-révolution, la révolution prolétarienne dans les pays impérialistes et dans les pays capitalistes arriérés, ainsi que la révolution politique (expression de la révolution prolétarienne mondiale dans les pays où le capital a été exproprié, l'Etat bourgeois détruit, mais où règne une bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire) dans les Etats ouvriers bureaucratiquement dégénérés ou déformés. Néanmoins le contenu de la nouvelle montée de la révolution mondiale n'implique pas que la révolution prolétarienne doive surgir au même moment dans tous les pays. Il s'agit d'un processus mondial où le combat entre révolution et contre-révolution se développe et où, sur la base de la crise politique des différents régimes, seront combinées des situations pré-révolutionnaires, des situations révolutionnaires et contre-révolutionnaires, sans que l'impérialisme soit à même de retourner la situation internationale à son profit en

infligeant des défaites décisives au prolétariat international.

2 - Cette nouvelle montée de la révolution mondiale qui se signale d'abord par les coups de tonnerre de mai 1968 en France et par le « printemps de Prague » s'est prolongée avant tout par la révolution portugaise en 1974-1975, par la défaite très grave que l'impérialisme a subie en Indochine, par le début de la révolution iranienne et par le début de la révolution au Nicaragua.

Cette succession d'explosions révolutionnaires a profondément modifié les rapports de force à l'échelle mondiale en faveur du prolétariat, et aux dépens de la bourgeoisie.

Les conséquences de la défaite subie en Indochine, au sein des Etats-Unis même, ont paralysé temporairement la capacité d'intervention contre-révolutionnaire directe sur grande échelle de l'impérialisme, sans que pourtant l'hégémonie contre-révolutionnaire à l'échelle mondiale de l'impérialisme américain ait été remise en cause, aucune autre puissance (ou groupe de puissances) impérialiste n'étant capable de se substituer à Washington dans le rôle de gendarme international du capital. C'est un facteur supplémentaire de détérioration des rapports de force mondiaux pour la bourgeoisie.

3 - Cette détérioration se déroule sur l'arrière-fond de la dépression économique qui a marqué les années 1970 et qui marquera également les années 1980.

L'aggravation de la concurrence inter-impérialiste, dans des conditions mondiales de crise, poussera l'impérialisme américain à une pression grandissante sur les impérialismes européens et japonais. Sur la base de

la nouvelle montée révolutionnaire caractérisée aux points 1 et 2, la situation mondiale débouche sur une crise de direction internationale de la bourgeoisie. Bien que la situation ne se présente pas dans des termes identiques que dans les deux décennies précédentes, les perspectives ouvertes, du point de vue des relations inter-impérialistes, s'inscrivent dans l'appréciation formulée par L. Trotsky dans « L'Internationale communiste après Lénine » :

« En période de crise, l'hégémonie des Etats-Unis se fera sentir plus complètement, plus ouvertement, plus impitoyablement que durant la période de croissance. »

(La non-convertibilité du dollar, la crise pétrolière illustrent cette réalité.)

L'érosion relative de la position dominante de l'impérialisme US dans certains secteurs, par rapport à la situation existant au lendemain de la guerre mondiale, ne remet pas en cause son hégémonie, sa supériorité politique et militaire, fondée sur l'ampleur de son économie.

L'obstacle principal à toute solution capitaliste de la crise, c'est la force intacte ou accrue du prolétariat dans la plupart des pays impérialistes-clé, ainsi que le caractère mondial de la montée révolutionnaire. Dans ces conditions et vu la profondeur de la crise, une solution rapide ou modérée est exclue. L'impérialisme ne pourrait sortir l'économie capitaliste de la crise qu'en infligeant une défaite écrasante à des secteurs-clé du prolétariat mondial, en augmentant de manière qualitative le taux d'exploitation, et en se lançant dans des aventures militaires à une très grande échelle. Les rapports de force rendent pareille solution impossible à court et à moyen terme.

4 - Cette nouvelle montée de la révolution mondiale se caractérise par un poids spécifique majeur du prolétariat — et notamment du prolétariat industriel — au sein du processus révolutionnaire, supérieur à ce qu'il fut pendant la phase précédente de luttes révolutionnaires.

Cela est dû à l'importance plus grande des explosions révolutionnaires dans des pays déjà industrialisés, ainsi

qu'au renforcement numérique du prolétariat dans certains pays capitalistes arriérés semi-coloniaux qui ont connu un certain processus d'industrialisation sans que leur structure sociale soit altérée (ils ne sont pas devenus des puissances « sous-impérialistes » ou « semi-impérialistes ») : au contraire, leur dépendance en a été accrue.

Cela renforce l'hégémonie du prolétariat dans le processus révolutionnaire, dégageant pour le prolétariat toutes les possibilités de surmonter les impasses où les directions petites-bourgeoises (staliniennes, social-démocrates, centristes, etc.) ont conduit les luttes révolutionnaires dans les périodes antérieures, au regard des tâches brûlantes de la révolution mondiale, y compris dans les pays où des victoires ont été remportées contre l'impérialisme comme résultat d'une situation que le « Programme de transition » définit dans le paragraphe consacré au gouvernement ouvrier et paysan (c'est ainsi que dans les avancées de la révolution résultant de la crise révolutionnaire mondiale engendrée par la deuxième guerre impérialiste, les appareils ont réussi à liquider le mouvement vers les comités — soviets — qui, sous une forme plus ou moins développée, prenait son essor).

Il en découle aujourd'hui que le processus révolutionnaire s'oriente de plus en plus vers des formes de lutte et vers des formes d'organisation classiques des révolutions socialistes (grèves de masse, soviets). Cela est dû tout à la fois au poids spécifique majeur du prolétariat et à la modification des rapports de force au sein de celui-ci, sous l'impact du mouvement des masses, entre les appareils bureaucratiques conservateurs des PS, PC et des syndicats d'une part et d'autre part une avant-garde ouvrière capable d'ouvrir la voie dans l'action au débordement de la ligne de collaboration de classes de ces appareils.

5 - La modification des rapports de force mondiaux entre les classes aux dépens de l'impérialisme, qui caractérise la situation mondiale, n'implique point que l'affaiblissement de la bourgeoisie internationale la rende d'ores et déjà incapable de réagir aux nou-

veaux progrès de la révolution mondiale, y compris de réagir par la violence contre-révolutionnaire.

La relative paralysie politique dont a fait preuve l'impérialisme depuis 1975 reflète plutôt une conjoncture résultant de l'interaction d'une série de facteurs complexes : conséquences aux Etats-Unis de la défaite indochinoise, conséquences de la dépression économique sur la concurrence internationale.

L'impérialisme, avant tout l'impérialisme américain, ne peut que tenter de se redonner les moyens politiques (les moyens militaires ne lui ont jamais fait défaut et sont aujourd'hui plus grands qu'avant la défaite indochinoise) d'une intervention plus active dans la lutte des classes internationale.

Bien que l'impérialisme US sera contraint d'intervenir militairement contre les développements révolutionnaires, il s'efforcera jusqu'au dernier moment de ne pas avoir à intervenir directement. L'impérialisme US continuera à chercher des points d'appui à l'intérieur des pays où la révolution a éclaté, notamment auprès des appareils bureaucratiques staliniens et social-démocrates, à équiper et à renforcer la bourgeoisie « indigène » pour que celle-ci puisse rétablir l'ordre bourgeois.

Les développements récents, tant au Moyen-Orient qu'en Amérique latine, la tendance qui s'accélère à l'effondrement politique et social au point où il entraîne l'effondrement même de l'Etat, renforcent la contradiction dans laquelle se trouve l'impérialisme US, entre la nécessité, en dernière analyse absolue, d'intervenir et la crainte croissante que l'intervention ne déchaîne la révolution. En retour, cette contradiction contribue à approfondir la crise politique aux Etats-Unis même.

6 - Il me semble que ce point consacré à la politique des Etats ouvriers dégénérés, bureaucratiques ou déformés, doit être réservé. En effet, il soulève les questions de la coexistence pacifique, de la défense inconditionnelle de ces Etats contre l'impérialisme, de l'eurocommunisme, de la révolution politique, celles liées aux contradictions entre les bureaucraties

(russe, chinoise, vietnamienne — cf. guerre du Cambodge), la question de la fonction de l'intervention cubaine en Afrique, celles de la révolution politique à Cuba, de la nature du PC cubain, et de la construction d'une section de la IV^e Internationale à Cuba ; en un mot, toutes les questions qui sont l'objet des plus vives discussions dans les organisations se réclamant de la IV^e Internationale.

La nécessité de rechercher un cadre et des formes pour l'organisation de cette discussion (qui dépasse les frontières de deux organisations, le Secrétariat unifié et le Comité d'organisation), pour ne pas aboutir à de nouveaux éclatements, apparaît prioritaire.

7 - Bien qu'on assiste au desserrement réel du contrôle que les appareils bureaucratiques traditionnels exercent sur le mouvement de masse — desserrement qui correspond historiquement à chaque phase de la montée de la révolution mondiale —, on ne peut conclure que ce contrôle ait été brisé ou même sérieusement remis en question sur le plan politique dans un quelconque pays-clé pour la révolution.

La nouvelle avant-garde se développe, au sens où la définit le « Programme de transition » (« les nouvelles générations ») dans la nouvelle montée révolutionnaire.

La IV^e Internationale n'a encore pu dégager des partis révolutionnaires capables de guider le prolétariat vers la prise du pouvoir, seule issue révolutionnaire à la crise. Mais la continuité du combat de la IV^e Internationale, initiée dans les années d'avant-guerre, constitue une des assises indispensables qui, sur la base du développement objectif de la période, caractérisée dans les points précédents, aide au développement de la nouvelle avant-garde prolétarienne.

Dans ces conditions et justement en fonction tant de l'essor impétueux du mouvement de masse dans une série croissante de pays à des moments déterminés, qu'en fonction de la crise politique, économique et sociale qui secoue la bourgeoisie internationale, les appareils traditionnels sont plus que jamais la force de dernier recours du capital dans les crises révolutionnaires, les principaux freins contre-

révolutionnaires sur la voie de la prise du pouvoir par le prolétariat.

8 - De même, la construction du parti révolutionnaire, son renforcement numérique et politique de manière qualitative, ainsi que les progrès de son implantation dans la classe ouvrière et l'extension de son influence syndicale et politique dans au moins des secteurs d'avant-garde du prolétariat, devient un facteur autonome de plus en plus important pour déterminer les rythmes de maturation de la crise et sa durée. Il est clair que malgré toutes leurs manœuvres, les appareils traditionnels ne peuvent pas échapper à des crises de plus en plus profondes, tant au sein des organisations qu'ils contrôlent qu'en ce qui concerne leurs rapports avec les masses, lorsque leur politique contre-révolutionnaire se heurte de plus en plus aux aspirations des masses. Mais

l'issue politique et surtout organisationnelle de ces crises dépend dans une mesure croissante de l'existence d'un pôle politique et organisationnel révolutionnaire, la IV^e Internationale et ses sections, qui peut commencer à attirer vers la construction du parti révolutionnaire non seulement des individus et des petits noyaux, mais même des courants numériquement beaucoup plus larges.

Des conditions extrêmement favorables pour la construction de la IV^e Internationale existent dès lors, mais il dépend de l'intervention adéquate des trotskystes dans la lutte des classes et de leur capacité de renforcer qualitativement leurs organisations si ces conditions aboutiront ou non à l'apparition de véritables partis révolutionnaires de masse, capables de conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir.

pour une conférence mondiale ouverte de toutes les organisations trotskystes

déclaration du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, de la Fraction bolchevique et de la Tendance léniniste-trotskyte

Une crise sans précédent s'est produite au sein du Secrétariat unifié (SU) de la IV^e Internationale, qui met le SU au bord d'une rupture en deux parties égales.

Il s'agit d'un nouveau développement de la crise de la IV^e Internationale, crise qui commence au cours des années 1951-1953, date où le révisionnisme s'installe à la direction de la IV^e Internationale. Depuis, la IV^e Internationale va de crise en crise. Une fois

encore, le révisionnisme est à l'origine de la crise qui vient de se produire.

La direction du Secrétariat unifié a appuyé la répression que la direction du Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a menée contre la brigade Simon Bolivar que dirigeait la Fraction bolchevique, membre du SU. Notamment, le 3 septembre, une délégation du SU, composée de Manuel Aguilar, J.-P. Beauvais, H. Blanco, P. Camejo, B. Scheppard et C.-A. Udry, remettait

à la direction du FSLN une déclaration signée de Camejo et Udry qui se terminait ainsi :

« Toutes les activités qui cherchent aujourd'hui à créer des divisions entre les masses mobilisées et le FSLN sont contraires aux intérêts de la révolution.

Ce fut le cas particulièrement avec les activités de la bridage Simon Bolivar. Ce groupe avait une double politique : capitaliser le prestige du FSLN en utilisant lui-même le drapeau sandiniste et, dans le même temps, dans les organisations de masse, sa politique sectaire essayait de séparer les travailleurs de leur avant-garde.

(...) Dans une situation politique et économique qui requiert la plus grande unité dans la lutte, le FSLN avait raison de demander que les membres non-nicaraguayens de ce groupe, qui se définissent eux-mêmes comme une organisation avant tout militaire, quittent le pays. »

Cette déclaration se suffirait à elle-même. Elle implique la liquidation de toute organisation, de tout militant ouvrier qui exprime une politique différente de celle de la direction sandiniste, laquelle soutient le gouvernement bourgeois dit de « reconstruction nationale », ou même qui appuie, même avec timidité, toute mobilisation indépendante du mouvement des masses. Bien évidemment, elle implique d'autant plus la liquidation de toute organisation se réclamant de la IV^e Internationale et de son programme. Elle appelle à la répression contre de telles organisations et contre tous les militants ouvriers qui veulent impulser la lutte indépendante de la classe ouvrière et des masses exploitées, contre tous les militants et miliciens qui veulent défendre les milices ou impulser les processus révolutionnaires. Aggravant son malheureux contenu, cette déclaration apporte de l'eau au moulin du nationalisme et du chauvinisme du FSLN, étant donné que tout militant ouvrier a le droit de militer dans le pays de son choix, d'autant plus lorsqu'il est latino-américain et que le pays où il a choisi de militer est un pays du même continent et de même langue que le sien.

Approuvant cette politique, la majorité du Secrétariat unifié a été amenée à adresser à la Fraction bolchevique l'ultimatum suivant :

« Dans plusieurs pays d'Amérique centrale où le renversement de la dictature de Somoza a créé un nouveau cadre pour la lutte des classes, il n'y a pas de section ou d'organisation sympathisante reconnue par la IV^e Internationale. A la lumière de cela, le SU considère qu'au Nicaragua, au Salvador, au Guatemala et au Honduras, toute activité politique des membres de la IV^e Internationale ou de ceux qui considèrent la IV^e comme direction doit être prise en charge sous le contrôle direct de la direction du SU sur la base de la ligne politique adoptée par celui-ci.

L'OST de Costa Rica et la Fraction bolchevique en particulier sont enjointes de cesser toute activité au Nicaragua, y compris la construction d'organisations et de limiter elles-mêmes leurs activités entreprises, en collaboration avec le SU et sur la base de la ligne de l'Internationale.

Comme l'a tracé la résolution sur la révolution nicaraguayenne adoptée par le SU du 1^{er} octobre 1979, tous les Nicaraguayens membres ou sympathisants de la IV^e doivent agir « *comme des militants loyaux dans le cadre de l'organisation qui a conduit au renversement de Somoza et dirigé cette révolution (...), pour défendre les idées fondamentales du marxisme révolutionnaire* ». (Traduit de l'anglais par la Tendance léniniste-trotskyte).

Tout est parfaitement clair : la majorité du SU appelle à la répression contre les militants et organisations s'opposant au soutien au gouvernement bourgeois dit de « reconstruction nationale » ; elle intime l'ordre aux organisations trotskystes non seulement au Nicaragua, au Guatemala, au Salvador, au Honduras, mais évidemment dans toute l'Amérique latine, d'avoir à pratiquer sous son contrôle cette politique qui signifie son autodestruction.

Certes, un amendement à la résolution sur le Nicaragua a été voté :

« La IV^e Internationale condamne et répudie la brigade Simon Bolivar

et ses activités. Par contre, la IV^e Internationale considère que l'expulsion de la brigade Simon Bolivar du Nicaragua fut erronée. Mais, si nous ne voulons pas minimiser le caractère frauduleux, irresponsable de l'opération de la brigade Simon Bolivar, nous croyons que le prestige du FSLN était suffisamment grand pour régler le problème par la critique et la dénonciation publique. »

La direction du Socialist Workers Party (SWP) a rejeté violemment cet amendement que proposait le camarade Mandel, à tel point que celui-ci a été caractérisé à plusieurs reprises les méthodes de la direction du SWP comme « une introduction du stalinisme dans nos rangs ». Cet amendement ne change pourtant rien quant au fond. Il a été caractérisé, à juste titre, par le camarade Moreno, comme « un acte de pure forme ».

Ces faits étant donnés, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Tendence léniniste-trotskyiste ne peuvent que faire leurs considérants de la déclaration que le camarade Moreno a faite avant de se retirer de cette session du Secrétariat unifié, au nom de la Fraction bolchevique :

DECLARATION
SUR LA CRISE
DE LA IV^e INTERNATIONALE
FACE A LA REVOLUTION
NICARAGUAYENNE

(Cette déclaration a été soumise au vote par le camarade Moreno à l'issue du débat du SU sur le Nicaragua et a reçu le soutien des membres de la Fraction bolchevique et de la Tendence léniniste-trotskyiste.)

« Considérant que le SU s'est refusé à condamner les positions prises par la direction du SWP, positions ouvertement révisionnistes et en rupture complète avec l'orientation votée par le SU du 4 juillet, sur la nature et le rôle du Gouvernement de reconstruction nationale, sur la politique castriste et corrélativement sur la Conférence des non alignés. Ce faisant, le SU a empêché que se tienne un véritable débat d'orientation sur la seule question où peut avoir lieu un tel débat, celui d'un retour indispensable aux principes

constitutifs de notre mouvement en ce qui concerne l'exigence élémentaire du combat pour la plus complète indépendance politique du prolétariat ;

Considérant que la résolution adoptée ne constitue en rien un véritable document d'orientation, donnant à partir de nos acquis fondamentaux, une claire définition des tâches politiques nécessaires à la construction d'une section de la IV^e au Nicaragua. La résolution approuvée ne constitue rien de plus qu'une couverture donnée par le SU à toutes les positions révisionnistes prises par la direction du SWP et une tentative de légitimer cette même orientation pour l'avenir. Le contenu réel de cette orientation est l'appui à un gouvernement bourgeois et à son activité de « reconstruction nationale » dans le cadre d'un Etat bourgeois, la subordination politique totale tant à la direction castriste qu'à celle du Front sandiniste, la simple apologie de leurs politiques, l'abandon de toute perspective de construction d'une section de la IV^e, du fait d'une orientation qui, loin d'être une tactique entraine, conduit à une dissolution pure et simple, sans organisation ni programme, des trotskystes au sein du FSLN ;

Considérant qu'avec clarté le camarade Jack Barnes et les autres dirigeants du SWP ont déclaré que le gouvernement de reconstruction nationale « est et n'est pas bourgeois », qu'il ne devait pas être caractérisé comme de collaboration de classe (ainsi, la résolution adoptée écrit que c'est « dans la forme » qu'il est de coalition), qu'il serait « criminel » de faire un travail trotskyiste fractionnel ou de tendance dans le FSLN, que sa direction est révolutionnaire et donc que la IV^e Internationale doit appliquer la tactique de Pablo face au FLN algérien ;

Considérant que le SU a décidé de dénoncer publiquement l'activité de la brigade Simon Bolivar et qu'en même temps il s'est refusé au devoir le plus élémentaire d'affirmer sa solidarité avec les membres de celle-ci soumis à la torture et de dénoncer sans ambiguïté la collaboration des polices sandiniste et panaméenne dans cette opération ;

Considérant que le SU s'est divisé mortellement à propos de l'exigence élémentaire d'affirmer son opposition à la mesure d'expulsion de la brigade Simon Bolivar prise par le Front sandiniste et le Gouvernement de reconstruction nationale. La position finalement adoptée sur cette question constitue un acte de pure forme, s'exprimant dans les termes les plus modérés possibles, et qui, vu ses conditions d'adoption, se voit dénier toute validité politique par nombre de membres du SU ;

Considérant que le SU a, en revanche, décidé de manifester une complète unanimité pour refuser de condamner clairement des positions publiques qui ont apporté un appui explicite à la mesure de répression du Gouvernement de reconstruction nationale, démontrant ainsi clairement quelle est son orientation politique réelle. La tentative de donner une couverture à cette orientation en affirmant de façon purement formelle un désaccord avec l'expulsion de la brigade trouve ainsi son véritable contenu ;

Considérant que, au profit d'une orientation de dissolution pure et simple dans le FSLN et de subordination à sa direction, le SU prétend enjoindre aux trotskystes d'arrêter toute activité au Nicaragua y compris la construction d'organisations de la IV^e Internationale ;

Considérant que le SU entend faire juge des erreurs passées du camarade Amador une direction petite-bourgeoise extérieure au mouvement trotskyiste ; que le camarade Jack Barnes écrivait en 1977 que ces erreurs avaient été publiquement éclaircies, que la tentative stalinienne de les « déterrer » n'avait pour autre objet que de « discréditer le trotskysme et de détruire un des groupes de la IV^e Internationale » et que « tous ceux qui faisaient battage public de cette affaire faisaient aussi le jeu des stalinien » ;

Considérant que les motions adoptées comme le refus de celles présentées par la Tendence léniniste-trotskyiste et la Fraction bolchevique tendent à éviter la discussion politique sur l'activité réelle de la IV^e Internationale face à la révolution

nicaraguayenne, discussion qui aurait fait toute la lumière sur l'abandon de tous les principes de la IV^e Internationale au bénéfice de l'orientation castriste que la nouvelle direction du SWP cherche à imposer à notre mouvement ; que ces mesures portent la marque de toutes les pratiques du stalinisme ; qu'il est impossible pour des militants de la IV^e Internationale d'accepter de telles injonctions contraires à toutes les traditions du mouvement révolutionnaire ;

Considérant que, en aucune circonstance, les militants trotskystes ne peuvent abandonner le combat pour l'indépendance politique de classe contre les courants petits-bourgeois qui, comme le FSLN, pratiquent la collaboration avec la bourgeoisie, ni apporter de soutien politique à un gouvernement bourgeois, de quelque type qu'il soit ;

Considérant qu'en aucun cas ne peut se justifier d'abandonner l'impératif absolu de construire là, sous quelque forme que ce soit, une section de la IV^e Internationale ;

Considérant que le centralisme démocratique ne trouve son contenu politique que dans la construction de la IV^e Internationale dans tous les pays et ne peut couvrir de son autorité politique des mesures administratives tendant à la pure et simple destruction des positions politiques et militantes qui constituent des acquis du combat pour la IV^e Internationale ;

Considérant que les motions adoptées signifient un total refus d'ouvrir la discussion et que ceux qui se prétendent la majorité de l'Internationale ont décidé d'organiser la scission dans ses rangs. »

Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Tendence léniniste-trotskyiste, la Fraction bolchevique, estiment que la clarté politique est indispensable à la lutte pour la construction des sections de la IV^e Internationale. Aussi n'entendent-elles nullement masquer que de profondes divergences politiques existent entre elles, divergences politiques dont nombre résultent de l'éclatement et de la dislocation de la IV^e Internationale depuis que le révi-

sionnisme liquidateur a tenté de la détruire. Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Tendence léniniste-trotskyiste, la Fraction bolchevique, gardent leur physionomie politique propre, leurs positions politiques propres, mais elles considèrent de leur obligation de défendre les positions fondamentales du mouvement trotskyste (lequel ne peut que se réclamer de la fondation de la IV^e Internationale et de son programme, de sa méthode et de sa continuité politique), contre toute tentative révisionniste et liquidatrice.

Ensemble, elles déclarent :

La crise de la IV^e Internationale vient de prendre une nouvelle dimension. La fonction politique de la IV^e Internationale consiste à lutter en toute circonstance pour l'indépendance de classe du prolétariat, pour sa mobilisation révolutionnaire contre la bourgeoisie, l'impérialisme, tous les exploités et toutes les oppressions, donc pour le renversement révolutionnaire des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires dans les pays où le capital a été exproprié et qui sont les meilleures alliées de l'impérialisme et des différentes bourgeoisies contre le prolétariat et les masses exploitées dans les pays où se maintient le mode de production capitaliste. La IV^e Internationale combat pour balayer de la direction du mouvement ouvrier et des masses les directions bureaucratiques, réformistes et centristes, lesquelles sont soutenues directement ou indirectement par les bureaucraties parasitaires, notamment celle du Kremlin mais pas seulement par elle, et les soutiennent également plus ou moins ouvertement et directement. Les fonctions politiques et le programme de la IV^e Internationale ne sont pas des formules abstraites. L'indépendance de classe du prolétariat ne peut être assurée qu'au travers de la lutte pour la construction de sections de la IV^e Internationale et de la construction de celles-ci sur la base de son programme « L'Agonie du capitalisme et les Tâches de la IV^e Internationale » et de sa méthode.

Elle ne peut être assurée que par la solution « à la crise de la direction révolutionnaire », les sections de la IV^e Internationale et la IV^e Internatio-

nale devenant les partis nationaux et le parti mondial dirigeant la révolution prolétarienne (quels que soient les problèmes de tactique que soulève la lutte pour leur construction).

Les sections de la IV^e Internationale et la IV^e Internationale sont les seuls partis nationaux et le seul parti mondial qui peuvent diriger la révolution socialiste mondiale, donc elles seules peuvent diriger la classe ouvrière vers le socialisme en instaurant la dictature du prolétariat. Le révisionnisme qui a commencé avec Pablo n'est rien d'autre que la renonciation à l'indépendance de classe du prolétariat, il n'est que la soumission du prolétariat à l'appareil stalinien, aux agences bourgeoises à l'intérieur du prolétariat, aux directions petites-bourgeoises. La place que la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, occupent dans les rapports mondiaux entre les classes, finalement au profit du maintien et de la défense de l'ordre bourgeois, à l'échelle internationale, fait d'eux les principaux instruments de la subordination du prolétariat à la bourgeoisie.

Le révisionnisme à l'intérieur de la IV^e Internationale a pu prendre selon les circonstances la forme d'adaptations aux courants opportunistes, guérilléristes ou gauchistes. Il conduit cependant de façon générale à la capitulation en dernière analyse devant la bureaucratie stalinienne comme pivot du dispositif mondial de la contre-révolution et de la coexistence pacifique avec l'impérialisme. C'est ainsi que le révisionnisme qui a commencé avec Pablo s'est développé, amenant depuis 1951-1953 la IV^e Internationale à différentes crises.

Aujourd'hui, le révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale prend une nouvelle dimension, alors que c'est la direction du SWP qui se porte désormais en première ligne d'une offensive de révision et de destruction des positions de la IV^e Internationale face à la révolution nicaraguayenne et d'une offensive de subordination politique à la direction castriste du FSLN.

Si Castro et son équipe constituent, ainsi que le prétendent les dirigeants du SWP, la nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat, « supérieure même à la direction bolchevique

excepté Lénine et Trotsky », surgie hors des rangs de la IV^e Internationale, alors la IV^e Internationale et ses sections n'ont plus lieu d'être ; bien plus, la proclamation et la lutte pour la construction de la IV^e Internationale et de ses sections ont été des erreurs historiques. Le cours de la lutte des classes n'a pas tardé à vérifier que le « castrisme » de la direction du SWP l'amenait à un cours liquidateur de la IV^e Internationale, et donc en puissance liquidateur du SWP lui-même.

L'attaque contre la brigade Simon Bolivar n'a été que le point de départ pour tenter d'empêcher la construction de toute organisation se réclamant de la IV^e Internationale au Nicaragua, pour imposer la subordination à la direction petite-bourgeoise du Front sandiniste, qui a mis en place le gouvernement bourgeois dit « de reconstruction nationale », et le soutient, cela finalement au compte de l'impérialisme. Il s'agit très strictement de l'application de la politique de Castro agissant d'un commun accord avec la bureaucratie du Kremlin. Voilà comment lui-même caractérise cette politique :

« Je répète, nous sommes satisfaits que les USA et d'autres pays aident le Nicaragua, plus : nous sommes prêts à entrer dans une campagne d'émulation avec les USA, une campagne d'émulation pour voir qui peut faire le plus pour le Nicaragua. Nous invitons les USA, nous invitons tous les pays d'Amérique latine, nous invitons tous les pays d'Europe. »
(Extrait du discours de F. Castro le 26 juillet 1979 à La Havane.)

Qui peut douter que Castro propose aux USA et aux Etats d'Amérique latine un front commun, une émulation contre-révolutionnaire pour étrangler la révolution au Nicaragua ? Car quels autres agissements peuvent avoir l'impérialisme US et les gouvernements d'Amérique latine ? Il s'agit de l'émulation dans le soutien du gouvernement bourgeois « de reconstruction nationale » dont la tâche est de reconstruire l'Etat bourgeois que la révolution a volatilisés au Nicaragua. Pour ce faire, il est évidemment indispensable de détruire toute organisation se réclamant de la IV^e Internatio-

nale, luttant pour donner une expression politique à l'indépendance de classe du prolétariat. D'ailleurs Jack Barnes ne s'en est pas caché lorsqu'il a déclaré qu'on pouvait l'appeler Pablo.

Confronté à cette politique liquidatrice, Mandel s'est une nouvelle fois incliné. Nous le regrettons.

Déjà en 1951, Pablo avait, pour imposer la ligne liquidatrice, imposé l'exclusion de la section française, le PCI, qui combattait contre son orientation liquidatrice.

Aujourd'hui à nouveau, c'est par des mesures administratives que l'orientation liquidatrice veut être imposée.

On essaie de couvrir une si grande capitulation en utilisant une hypothèse théorique du programme de fondation de la IV^e Internationale :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avancée la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Des circonstances exceptionnelles (guerre, krach et effondrement de secteurs entiers de la société bourgeoise, offensive révolutionnaire des masses) ont obligé des partis issus de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin, un courant petit-bourgeois comme le castrisme, à « aller plus loin qu'ils ne le voulaient dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie ». Pourquoi ne peut-il arriver la même chose, et avec beaucoup plus de facilité, au Nicaragua, où existe une direction révolutionnaire petite-bourgeoise ? On ne peut exclure en effet que sous l'action des masses, le FSLN soit obligé d'aller plus loin qu'il ne le veut dans sa lutte contre la bourgeoisie et l'impérialisme, mais cela n'est pas aujourd'hui le problème politique au Nicaragua. Le problème politique, non théorique, c'est que le FSLN pratique une politique de conciliation de classes et de soutien au Gouvernement de reconstruction nationale, organe de

la contre-révolution dans ce pays. Contre cette politique, nous devons lutter aujourd'hui en poussant à la mobilisation révolutionnaire du prolétariat et des masses exploitées sans se soumettre en aucune façon à des organisations qui, comme le FSLN, soutiennent un gouvernement bourgeois et sa politique.

Le fait que se soit produit le début d'une révolution prolétarienne qui, en dépit du programme du FSLN, a propulsé celui-ci et lui a donné une base de masse, ne supprime pas la lutte politique entre cette organisation d'origine petite-bourgeoise et pour le moins opportuniste, et la IV^e Internationale. Cette lutte se poursuivra avec une ampleur plus grande que jamais parce que la prise du pouvoir ne changerait pas son caractère d'organisation ou de direction petite-bourgeoise. Dans le meilleur des cas, la révolution prolétarienne, si elle conduit à la prise du pouvoir par une organisation de cette nature, aboutit à des Etats ouvriers bureaucratiques portant le poids du nationalisme, du bureaucratisme et de la « coexistence pacifique ». Seule la IV^e Internationale et ses sections peuvent garantir la marche de la révolution socialiste, donc la réalisation du socialisme. Nous déclarons :

« La montée de la révolution prolétarienne mondiale, l'affirmation de l'action du prolétariat dans les pays impérialistes ou dépendant de l'impérialisme, ainsi que dans les pays de l'Est de l'Europe, depuis plus de dix ans, la défaite de l'impérialisme US au Vietnam, l'ouverture de la révolution au Portugal, en Iran, au Nicaragua, ont ouvert de grandes possibilités aux organisations se réclamant de la IV^e Internationale, de son programme et de sa méthode, de sa fondation, de sa continuité. Cette montée affirme chaque jour plus fortement la validité de notre programme. Elle souligne et renforce le besoin d'unifier toutes les forces qui se réclament de la IV^e Internationale, de son programme et de sa méthode, de sa fondation, de sa continuité. »

C'est ce besoin qui est à l'origine des discussions qui ont commencé entre le SU et le CORQI pour éclaircir les questions théoriques, de principe et

politiques se concrétisant en, ou précédant du programme de la IV^e Internationale et de sa méthode, clarification indispensable pour une réunification.

La révolution prolétarienne au Nicaragua, les positions à adopter par rapport à elle concrétisent aujourd'hui toutes les questions qui doivent être discutées, et auxquelles des réponses claires doivent être apportées. Il faut le dire et il ne doit y avoir aucun doute là-dessus : la révolution au Nicaragua, les positions prises par rapport à elle sont au centre des problèmes qui sont en discussion ou qui doivent être résolus. La révolution ne permet pas de dérobade : elle décante le révisionnisme du trotskysme. La discussion de ces problèmes ne peut se développer et être menée à bien par des exclusions et des ultimatums. La discussion politique doit être reprise au plus tôt, se développer vraiment et aboutir dans un court délai à un accord principal qui conditionne toute réunification, réorganisation, re-fondation ou reconstruction de la IV^e Internationale (le terme à utiliser n'est pas une condition a priori), regroupant les mouvements qui dans le monde sont justifiés à se réclamer du trotskysme.

Dans ces conditions, conscients de la gravité extrême créée par la résolution du SU qui menace de faire avorter une discussion qui a commencé il y a quelques semaines, nous invitons toutes les organisations qui se réclament de la IV^e Internationale, de son programme, de sa méthode, de sa fondation en 1938, à créer les conditions d'une discussion réelle et profonde. C'est seulement de cette façon que nous pourrions délimiter clairement quelles tendances et positions sont révisionnistes et donc incompatibles avec l'appartenance à la IV^e Internationale et qui sont ceux qui défendent les principes et doivent réorganiser la IV^e Internationale.

Seule la discussion la plus sérieuse, démocratiquement organisée et impulsée peut débusquer le révisionnisme et en finir avec lui. Il s'agit de la défense de la IV^e Internationale, de son programme, de ses acquis, de sa continuité et de sa reconstruction ou réorganisation le plus rapidement possible.

C'est pourquoi, conscients de nos responsabilités, conscients de la gravité du moment pour les organisations internationales et nationales qui se réclament de la IV^e Internationale, pour l'avenir de la IV^e Internationale, nous proposons que le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Fraction bolchevique, la Tendence léniniste-trotskyiste, appellent en commun toutes les organisations qui se réclament du programme de fondation de la IV^e Internationale, se réclament de sa fondation en 1938 et de sa reconstruction en 1943-1946, de sa continuité malgré sa dislocation en 1951-1953 sous l'effet du révisionnisme pabliste, à préparer et à tenir une conférence

ouverte pour discuter et répondre à ces problèmes avec l'objectif de réunifier ou de reconstruire sur la base des principes tout le mouvement trotskyiste mondial tel qu'il a été délimité plus haut.

Le SU a évidemment sa place dans la préparation et la tenue d'une telle conférence.

Afin de préparer politiquement et organisationnellement cette conférence, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, la Fraction bolchevique, la Tendence léniniste-trotskyiste constitueront un comité paritaire.



13 août 1979 : manifestation à Téhéran contre l'interdiction de la presse par le gouvernement Khomeini-Bazargan (Ph. Sipa).

nouveaux développements de la révolution en Iran

par Salimé ETESSAM

L'affaire des otages américains détenus par les étudiants à l'ambassade américaine à Téhéran cristallise et développe l'ensemble des contradictions de la révolution iranienne. Elle démontre que le régime de Khomeini — y compris Khomeini lui-même, principal facteur d'ordre — contrôle de moins en moins le pays.

La prise de l'ambassade s'est faite en masse, par des étudiants qui exprimaient ainsi la volonté des masses laborieuses du pays d'en finir avec la domination de l'impérialisme. C'est aux cris de : « Yankee go home » ; « Rupture de toute relation avec l'impérialisme US », que l'ambassade a été attaquée. Des manifestations de dizaines de milliers de personnes ont eu lieu ensuite, des centaines de syndicats et de comités à travers tout l'Iran ont envoyé des messages de solidarité. C'est pour tenter de contrôler ce mouvement que Khomeini lui a apporté son soutien. Mais il est évident qu'il lui est de plus en plus difficile de contrôler les événements. Il ne peut retirer ouvertement son appui aux étudiants sans se compromettre totalement aux yeux des masses. Le silence dans lequel il a décidé de demeurer jusqu'au 5 décembre n'arrangera rien pour le régime.

Mais du côté des masses, c'est une situation également très difficile. Si l'action contre l'ambassade américaine a un contenu profondément anti-impérialiste, en même temps elle ne résout rien. Elle n'ouvre en elle-même aucun débouché aux masses laborieuses pour qu'elles en finissent avec l'impérialisme et le pouvoir bourgeois dans le pays.

L'affaire de l'ambassade américaine est une expression des contradictions de la révolution iranienne. Le mouvement des masses veut en finir avec le capitalisme et l'impérialisme. Mais l'absence du parti révolutionnaire pèse lourdement. Le mouvement des masses ne parvient pas à se centraliser, à poser la question du pouvoir et encore bien moins à le conquérir. D'où les formes et les rythmes chaotiques qui dureront encore longtemps, car si les masses ne peuvent aujourd'hui, en l'absence du parti révolutionnaire, centraliser leur mouvement au niveau du pouvoir et mettre à bas la domination impérialiste, ceux-ci n'ont pas actuellement les moyens politiques de vaincre les masses iraniennes par une intervention directe contre elles.

La révolution iranienne continue de façon heurtée, mettant en mouvement des millions d'hommes et de femmes qui cherchent la voie de la victoire. C'est pour leur ouvrir cette voie qu'il faut construire le parti révolutionnaire.

Les 10 et 11 février 1979, l'insurrection victorieuse des masses laborieuses des villes et des campagnes disloque et démantèle les institutions de l'Etat bourgeois. C'est la révolution prolétarienne qui commence.

Dans la période précédente, depuis plus d'un an, la mobilisation des masses (les manifestations) contre la dictature se développait et s'élargissait, et c'est à partir de septembre 1978, avec la grève des ouvriers du pétrole et la grève générale des travailleurs que la crise révolutionnaire mûrit, utilisant toutes les méthodes du combat prolétarien, décomposant de plus en plus la monarchie et ses institutions.

Dans les huit derniers mois, la mobilisation des masses s'est accompagnée d'une volonté de structurer et d'organiser leur combat au travers de comités et d'organismes élus. Il faut noter que la classe ouvrière et les masses laborieuses en Iran, sous la botte de la monarchie pendant 25 ans, n'avaient pu édifier des organisations et des syndicats indépendants. Si les syndicats policiers créés par le chah étaient restés des cadres vides, l'absence de syndicats clandestins caractérisait le mouvement ouvrier. Les nombreuses grèves ouvrières des années 1973-1978, produits du mouvement spontané des travailleurs, ne pouvaient se coordonner. Il faut noter également qu'aucune organisation politique n'avait pu mener un réel travail clandestin dans cette période, y compris le Tudeh qui avait une implantation très faible au moment de la crise révolutionnaire.

De septembre 1978 à février 1979, une volonté de créer des organismes d'action politique (des comités élus) se fait jour. La plus forte expression dans cette voie est le comité de grève élu des travailleurs du pétrole, qui devient un point de centralisation et de référence important pour l'ensemble des travailleurs.

Dans d'autres usines, cette même volonté existe. Chez les travailleurs des banques, les travailleurs du livre et de la presse, dans les grandes usines de montage d'automobile, des comités de grève sont élus, organisant la grève, posant des revendications qui vont jusqu'à exiger le contrôle ouvrier. Dans certaines usines, les travailleurs ouvrent les livres de comptes (ainsi que les travailleurs des banques).

Par exemple, dans une grande usine de montage automobile (GM), les travailleurs ont déclaré que le syndicat policier est illégal. Ils ont élu leur comité de grève, sa tâche étant d'organiser la caisse de solidarité pendant la grève et de prévenir les travailleurs des projets économiques de la direction. Un fait est caractéristique dans ces premières élections : étant donné l'absence de traditions d'organisation dans la classe ouvrière, ce sont souvent les employés et les cadres qui ont été élus, et le pourcentage de leur représentation est disproportionné par rapport à celui des ouvriers.

Dans les quartiers également, des comités surgissent, en particulier au moment des grèves, pour organiser la solidarité. Et surtout au moment de

l'arrivée de Khomeini à Téhéran, sous forme de comités d'accueil.

La caractéristique principale dans cette auto-organisation des masses, c'est leur spontanéité, l'absence d'une organisation ouvrière de masse, d'où l'émergence de cadres ouvriers qui n'appartiennent à aucun parti et qui deviennent des dirigeants de masse.

C'est avec ces méthodes de combat, la grève illimitée, les comités de grève élus, les gigantesques manifestations de rue et leur irréductible opposition à la monarchie — centralisée autour du mot d'ordre « à bas la monarchie » — que les masses laborieuses portent des coups à la monarchie, clé de voûte des institutions de l'Etat bourgeois, et à l'armée dont l'état de décomposition s'aggrave. Jusqu'à ce que, après le retour de Khomeini, la grande manifestation des homafars (techniciens de l'armée de l'air), trois jours avant l'insurrection, démontre de plus en plus que la monarchie n'a plus aucune chance de survie, que son armée se disloque. Les soldats et les homafars rejoignent la révolution.

La politique de l'impérialisme américain et de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire qui a été jusqu'au bout le maintien de la monarchie pour éviter le démantèlement de l'Etat, était d'appuyer le gouvernement Bakhtiar. C'est cela qui les amena à jouer la manière forte, le samedi 10 février, et à proclamer la loi martiale à 4 heures de l'après-midi, alors que la garde impériale avait attaqué la veille les homafars et que les masses laborieuses s'étaient rendues sur les barricades pour les aider.

Une situation de guerre civile s'était instaurée.

Mais la loi martiale est complètement défiée et c'est une fois que Khomeini s'aperçoit lui-même de l'irréductibilité des masses qu'il lance un appel à la population de ne pas rentrer chez elle et de résister.

Samedi 10, dimanche 11 février, Téhéran se couvre de barricades, les bases de l'armée, la gendarmerie et la police, les sièges du gouvernement sont pris d'assaut et investis par les masses, au cours de batailles qui durent parfois des heures. Partout, les soldats ont fui, déserté ou rejoint la

révolution, tandis que la garde et la hiérarchie de l'armée résistent.

C'est une dislocation totale de l'armée et des organes de l'Etat sous les coups des masses.

Cela dit, le dimanche soir, Bazargan devient Premier ministre, désigné par Khomeini, et lance dans un discours télévisé un appel au calme, à ce que la population rende les armes et les dépose dans les mosquées. Il appelle immédiatement à la reconstruction nationale. Mais au lendemain de l'insurrection, l'élan des masses continue au même rythme. Les comités de quartier, renforcés pendant l'insurrection, prennent le contrôle des villes et font la chasse aux agents de l'ancien régime et aux savakis.

En province également, les masses se sont ruées vers les locaux de l'administration, et des comités se créent, les bases de l'armée sont prises.

Le pays se couvre de comités et de conseils. La prise des locaux continue. Mais lorsque l'ambassade américaine est attaquée, le gouvernement Bazargan s'y oppose. Le nouveau gouvernement tente par tous les moyens d'empêcher les initiatives des masses, et celles des comités de quartier. Il explique que l'épuration des responsables de l'ancien régime et de l'armée doit se faire par le gouvernement, que le « gouvernement ne peut répondre à toutes les exigences révolutionnaires ».

En fait, dès sa venue au pouvoir, le nouveau régime tente de maintenir ce qui reste de l'appareil d'Etat démantelé, et d'empêcher sa destruction intégrale. La restauration de l'Etat bourgeois est la tâche qu'il se fixe dès le lundi 12 février.

Pour ce faire, il appelle les travailleurs à reprendre le travail. La reprise se fait mais non sans problèmes. Ainsi, chez les travailleurs du pétrole, elle a lieu très lentement. Partout le gouvernement utilise son « prestige » pour faire accepter la reprise mais celle-ci est loin de régler les problèmes. Partout, dans les usines, les casernes, les administrations, les lycées et les facultés, les travailleurs, les jeunes veulent élire des conseils, élire des directions, procéder eux-mêmes à l'épuration, etc. Partout le gouverne-

ment s'oppose fermement à ces initiatives et nomme les directeurs. Le problème du jour est : élection ou désignation. Ainsi les travailleurs du pétrole voient le directeur de la SNIP désigné par le gouvernement alors qu'ils voulaient l'élire eux-mêmes. Dans les universités, le gouvernement refuse que les directeurs soient élus, contre la volonté unanime des enseignants et des étudiants, et les nomme lui-même. Dans les administrations, il refuse que les employés procèdent à l'épuration des savakis et à l'ouverture des dossiers, dont ceux constituant les « secrets de l'Etat ».

Dans l'armée, alors que des conseils et des comités ont été élus par les soldats et les homafars, exigeant l'épuration et l'éligibilité des chefs militaires, etc., le gouvernement les en empêche et nomme lui-même un général à la tête de l'armée : Mahdioune. Mais sa tentative de reconstruction de l'armée va se heurter à l'opposition des soldats comme du personnel de l'armée et donne lieu aux premières manifestations contre le régime.

La reconstruction de l'armée est en effet une tâche très difficile pour le gouvernement car, à la suite de l'insurrection, l'armée a été complètement brisée. Les soldats ont déserté. L'appel du gouvernement à rejoindre les casernes n'est écouté que par 50 % des soldats de Téhéran, 20 % de ceux des provinces. Ils ne veulent pas rejoindre les casernes et l'une des raisons en est que les mêmes chefs, les mêmes officiers, les mêmes agents de la Savak y sont encore.

C'est pourquoi les homafars (qui ont joué un rôle important avant et pendant l'insurrection et sont les plus structurés) organisent deux manifestations une semaine après l'insurrection, le 17 février. Ils exigent la dissolution de l'armée, l'épuration de ses chefs et leur éligibilité par les conseils et les comités, la création d'une « armée populaire ». Ces manifestations auxquelles participent la jeunesse et les enseignants sont les premières manifestations d'opposition. Mais elles n'aboutissent pas à la victoire. Le gouvernement continue à s'opposer aux revendications, tout en remplaçant Mahdioune par un autre général, Gharani (également célèbre pour sa participation au coup d'Etat en 1953).

Mais les conseils continuent à être un obstacle à la reconstruction de l'armée.

Les « Fedayne » (organisation guérillériste petite-bourgeoise), qui avaient appelé à une manifestation contre la reconstruction de l'armée, annulent cette manifestation après que Khomeini l'ait déclarée « contre-révolutionnaire ». Ils organisent un meeting à l'université pour le lendemain (23 février), auquel 100 000 personnes participent. Ce recul face à Khomeini sera la politique constante des Fedayne, mais la participation au meeting démontre leur popularité.

DANS LES USINES

Le mouvement des travailleurs pour créer des organisations de combat, des « soviets » (chouras), prend de l'ampleur dans toutes les usines. Le régime tente de dénaturer ou de freiner ce mouvement. Les revendications des travailleurs, en général, sont hautement politiques. Ils veulent que les conseils élus contrôlent la production, l'ouverture des livres de comptes, etc. Les travailleurs du pétrole exigent le contrôle de la production pétrolière, l'annulation des contrats, etc. Le gouvernement intervient partout pour empêcher le déroulement démocratique des élections.

Ainsi Bazargan se rend à Ahwaz, où il participe à la dissolution du « comité de grève élu » et met en place un « conseil islamique » dont les membres sont plus « désignés » qu'élus. 59 sur 64 membres du conseil seront des employés et des cadres qui sont plus enclins à accepter les décisions de la direction. Dans une autre usine (General Motors) le gouvernement et les milices interviennent au moment des élections. Le conseil est sélectionné par la direction et le gouvernement, ses membres sont tous pour la plupart des ouvriers et des employés khomeinistes. Dans d'autres usines, les conseils élus sont les réels représentants des travailleurs. Dans les usines où il le peut, le gouvernement tente de maintenir les anciennes structures (syndicats policiers), ou demande que leurs membres collaborent avec le « conseil ». Cela dit, ces organes parfois réellement élus, par-

fois imposés par le « prestige » du nouveau gouvernement, deviennent un moyen pour les travailleurs afin de poser le problème de leur organisation. Plus tard, la revendication des nouvelles élections se posera dans certaines usines (mais il faut dire immédiatement que, faute d'un parti révolutionnaire, le mouvement gigantesque — dès l'ouverture de la révolution — vers les conseils élus n'aboutit pas à leur centralisation).

Ailleurs, dans les administrations, les lycées, les facultés, les hôpitaux, etc., des élections ont lieu, donnant lieu partout à des comités et conseils élus.

Le rôle et le pouvoir de ces conseils dépend souvent des rapports de force et de leur composition. Dans les facultés, tous les règlements intérieurs, etc., sont aux mains du conseil. Mais souvent la composition de ces conseils comprend une majorité de militants « islamiques » et khomeinistes. Dans les administrations, les conseils jouent souvent le rôle de « comité d'entreprise ».

Dans les lycées, les lycéens et les enseignants ont également élu les « conseils » mais, alors que leur volonté en était la souveraineté, le gouvernement décida que les décrets et décisions venant du ministère étaient au-dessus des décisions du conseil, reléguant ces derniers à un rôle consultatif et leur enlevant leurs prérogatives.

LE REGIME DE KHOMEINI-BAZARGAN TENTE DE SE CONSOLIDER

Tenant de maintenir en place les restes de l'appareil d'Etat disloqué, le gouvernement refuse évidemment une épuration, gardant très souvent les anciens dirigeants à leur poste, et refuse de publier la liste des agents de la Savak, les documents diplomatiques de l'ancien régime, par exemple sur les rapports avec la CIA, etc. Pour reconstruire l'Etat, un conseil de la révolution (dont les noms n'ont jamais été publiés) est proclamé pour épauler le gouvernement Bazargan.

Etant donné que les forces de répression (armée-police) sont brisées, le régime crée des « comités de l'imam » qui chapeautent très vite les comités de quartier. Ces derniers sont épurés de plus en plus des éléments combattants. Les gens des quartiers sont remplacés par des khomeinistes fanatiques et même des anciens agents de la Savak, le tout formant la « milice des comités ».

L'intégration des comités de quartier, leur transformation en comités de l'imam deviennent des atouts extrêmement importants aux mains du gouvernement pour réprimer les luttes. Même si quelque temps après l'insurrection, existaient encore dans ces comités de vrais gens des quartiers qui faisaient la garde la nuit, ils sont petit à petit surbordonnés à la milice, complètement coupée des masses, ne les organisant pas mais les attaquant.

Ainsi, dans un meeting tenu le 23 février par des chômeurs, les travailleurs expliquent que la milice les a attaqués lors de leur « sit-in ».

Un autre moyen du gouvernement pour se consolider et échapper au contrôle des masses, ce sont les « tribunaux islamiques », qui commencent à exécuter certains personnages très connus de l'ancien régime, de la Savak, etc., mais cela complètement en dehors du contrôle des masses laborieuses elles-mêmes.

L'offensive contre les organisations ouvrières, pour empêcher leur construction, est l'axe de la politique du régime. La révolution est déclarée « islamique » par le gouvernement, et donc toute autre « tendance » est exclue. A la radio et à la télévision, deux jours après l'insurrection, règne une censure totale qui donne lieu par la suite à l'expulsion du personnel réputé être « à gauche ». Dans les usines, on taxe les travailleurs qui luttent de « communistes » et ils sont souvent licenciés.

Si dans l'ensemble du pays, après l'insurrection, les libertés démocratiques ont été conquises et si les universités ont été le lieu de discussions quotidiennes, par contre la situation n'était pas la même dans les usines. Un travailleur peut difficilement se réclamer d'une organisation politique « de gauche » sans risquer l'expulsion.

L'affichage, la distribution de journaux et de tracts sont impossibles publiquement dans l'usine ou devant ses portes.

En un mot, le gouvernement porté au pouvoir par la vague révolutionnaire, en l'absence d'un parti révolutionnaire, réussit à interdire aux masses laborieuses et au prolétariat de créer un gouvernement fondé sur la centralisation des conseils et des comités élus. Dès le départ, le gouvernement a tenté de combattre les organes soviétiques mis en place. Sans arriver à détruire ces organes (toujours vivants), le régime a réussi à maintenir debout l'Etat, et toute sa politique visera à le reconsolider.

Le Front national qui, après ses positions capitulaires face à la monarchie, est un parti sans assise de masse dans le pays, fait la proposition de créer un gouvernement d'union nationale avec la gauche ainsi que celle de la création d'une garde nationale remplaçant la milice. Ses propositions rejetées, les dirigeants du Front national entrent néanmoins dans le gouvernement (Sandjabi aux Affaires étrangères et Forouhar au Travail).

Le Tudeh soutient totalement le régime et le gouvernement qu'il présente pour ce faire comme « anti-impérialistes ».

Les « Moudjahedine » (organisation islamique) se réclament d'une politique de soutien au gouvernement mais s'opposent à lui au sujet de l'armée dont ils exigent la dissolution, accompagnée de la création de conseils populaires élus.

Les Fedayne, qui soutiennent également le gouvernement, présenté comme progressiste et anti-impérialiste, se disent être d'accord avec la nécessité de la reprise du travail mais s'opposent sur la reconstruction de l'armée et les nominations, etc.

Parmi les divers groupes maoïstes, un seul (le plus lié directement à Pékin) a la même politique que le Tudeh et soutient totalement le gouvernement.

L'impérialisme et la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire ont soutenu le nouveau régime dès le départ, aussi bien les USA que l'URSS. Le nouveau

régime, tout en attaquant verbalement l'impérialisme, lui a donné des preuves de fidélité, en s'opposant à la prise de l'ambassade américaine par exemple, mais surtout en maintenant toutes ses relations avec les USA (en particulier au sujet du pétrole), et ce dès le 5 mars. Le directeur de la banque centrale déclare que toute la dette extérieure sera payée.

Le voyage d'Arafat est un soutien apporté à Khomeini, et bien que le régime en Iran s'attache à se déclarer verbalement très solidaire du peuple palestinien, cela n'aboutit à aucune aide politique. Le seul geste de solidarité a été d'arrêter la vente de pétrole à l'Afrique du Sud et à Israël. Mais évidemment, en maintenant le cadre des relations avec l'impérialisme, cela n'est pas un coup porté à ces régimes.

Ce sont surtout des raisons de politique intérieure qui amènent le régime à ces gestes : pour se parer d'une auréole « anti-impérialiste » et pour « satisfaire » les travailleurs du pétrole qui avaient posé comme revendication, avant la chute de la monarchie, l'arrêt des exportations vers ces deux pays.

Castro s'empresse également de soutenir le nouveau régime, le ministre cubain Rodriguez se rendant à Téhéran avec mission :

1. d'établir des relations diplomatiques avec l'Iran ;
2. de demander au régime iranien de participer à la conférence des pays non-alignés

LE REGIME SE HEURTE AUX LUTTES DES MASSES

Dans sa tentative de reconstruire un Etat centralisé, de défendre les intérêts de la classe capitaliste, le régime se heurte très vite aux luttes des masses laborieuses : les femmes, les chômeurs, les minorités nationales.

Dès son arrivée au pouvoir, le régime attaque le droit au travail de la femme, mais également ses droits démocratiques tout court.

Dès le 27 février, la loi promulguée sous la monarchie dite « de protection de la famille » et qui donnait à la femme le droit de divorce et une cer-

taine indépendance sur le plan juridique par rapport au foyer est abrogée. Une semaine plus tard, c'est la déclaration de Khomeini sur le port obligatoire du voile. C'est le catalyseur qui donne lieu à la mobilisation des femmes contre le régime. Les lycéennes descendent dans la rue en manifestations spontanées, manifestations constamment attaquées par les bandes fascistes. Leurs manifestations sont rejointes par les femmes travaillant dans les ministères, les banques, les hôpitaux. Le point le plus important de leur combat, le sit-in au Palais de justice, fait reculer le régime et Taleghani, religieux « libéral », explique à la télévision que le voile n'est pas obligatoire. Mais les femmes travailleuses, dans leur mobilisation, ont posé d'autres problèmes : « salaire égal, travail égal », « égalité des droits », etc. Leur combat a été soutenu plus ou moins par les organisations politiques. Mais cela donne lieu surtout à une profusion de « comités de défense des femmes » qui ne devinrent pourtant pas des comités de masse par la suite. Le mouvement des femmes se tourne davantage vers la construction d'organisations et de syndicats dans leur milieu de travail (par exemple, syndicat des infirmières et des personnels de l'hôpital qui fut créé quelques mois plus tard).

Le problème du chômage massif qui touche trois millions de travailleurs va donner lieu dès après la révolution à une mobilisation et à des tentatives d'organisation. Les usines fermées, le manque de matières premières, les refus d'investissement, etc., font que non seulement le nombre des chômeurs ne diminue pas, mais augmente. A leurs revendications, le ministre du Travail ne donne aucune réponse. Les chômeurs (dont une grande partie sont des travailleurs du bâtiment) organisent des meetings dans le ministère du Travail et engagent des actions (grèves de la faim, manifestations).

C'est le début du mouvement qui prendra encore plus d'ampleur les mois suivants.

Dès la chute de la monarchie, les masses opprimées kurdes, turkmènes, etc., libérées de la botte centralisatrice de la monarchie, se mobilisent pour leurs droits nationaux.

Chez les Turkmènes, une grève générale est déclenchée le 11 mars et c'est surtout au Kurdistan que les revendications nationales deviennent très vite aiguës. Au Kurdistan, les masses se sont armées à la suite de la prise des casernes. La popularité de Khomeini y est dès le départ bien moindre qu'ailleurs, sinon inexistante. Pour contrôler la région, le gouvernement y envoie la milice et y maintient des troupes non kurdes. Mais les Kurdes refusent de se désarmer. Entre les Kurdes d'une part, l'armée et la milice de l'autre, le fossé se creuse de plus en plus.

Le 22 février, Forouhar, ministre du Travail, s'y rend pour discuter avec les leaders kurdes et connaître leur revendication. Le principal leader, Ezzedine Husseini, dirigeant religieux, proche en même temps du PDKI et des organisations à gauche du PDKI (les associations pour la liberté), se déclare contre le séparatisme et demande un statut d'autonomie interne. Ce mot d'ordre est également celui du PDKI qui est une organisation traditionnelle comprenant deux courants, l'un nationaliste, l'autre stalinien et inféodé à Moscou (son dirigeant, Qassemlou, rentré de Prague, fait partie du deuxième courant). Le PDKI se déclare pour l'« autonomie du Kurdistan dans le cadre de l'intégrité territoriale de l'Iran ». Le mot d'ordre d'autonomie du Kurdistan dans le cadre d'un « Iran démocratique » signifie pour le PDKI que la politique étrangère, la défense nationale, la planification économique à long terme sont les prérogatives du gouvernement central. Il préconise l'union nationale dans le cadre du Kurdistan.

Les « associations » qui se trouvent à gauche du PDKI sont néanmoins en accord avec lui sur la révolution par étapes, l'autonomie, et estiment que les tâches démocratiques, le problème national, le problème de la terre, peuvent être réalisées dans le cadre d'un gouvernement « démocratique ».

Ces mots d'ordre et la politique propulsée par le PDKI ne permettaient évidemment pas la victoire des Kurdes. L'« autonomie dans le cadre de l'intégrité territoriale » était un obstacle à l'exercice du droit à l'autodétermination.

Ce qu'il faut noter, c'est que, même si le sentiment séparatiste existe chez les Kurdes, à aucun moment ils ne l'ont formulé ainsi car ils cherchaient à trouver des appuis dans les autres peuples en Iran et surtout chez les travailleurs perses. Face à la propagande forcenée du régime les traitant de « diviseurs », les Kurdes se bornaient à exiger leurs droits nationaux. C'est pourquoi le PDKI refusa d'aller jusqu'au bout, sous la pression de l'Etat centralisateur, et cela aboutit à ce qu'il ne pose pas la revendication du droit à l'autodétermination jusqu'à la scission. Il est évident que de toute façon, dans sa tentative de reconstruire l'Etat centralisé, le régime n'a pour le moment cédé en rien, même pas à l'autonomie. Ce qui est important à analyser également, c'est que, faute de direction révolutionnaire, les autres peuples opprimés (en particulier les Arabes) vont reprendre exactement les mêmes mots d'ordre et la même plate-forme que les dirigeants kurdes et le PDKI.

PREMIERE ATTAQUE CONTRE LE KURDISTAN : SANANDAJ

Vers le 20 mars, la première attaque du gouvernement contre les Kurdes a lieu. Partant d'une demande de munitions par les Kurdes à la garnison (contrôlée par l'envoyé de Khomeini et l'armée), l'incident se transforme en guerre qui dure trois jours.

Le régime, voyant que ses forces locales ne sont pas suffisantes, y envoie la « garde » (qui n'a pas été dissoute après l'insurrection) ainsi que des hélicoptères et des avions « phantoms ». Ensuite, ce sont les atrocités commises par l'armée.

Après le cessez-le-feu, un accord est conclu entre les dirigeants kurdes et Taleghani, qui est parti en mission de conciliation au Kurdistan. Taleghani, dans un accord en huit points, promet l'autonomie locale aux Kurdes. Mais cet accord ne prévoit pas le retrait de l'armée et de la milice. L'accord prévoit :

« Toutes les affaires administratives de la région relèveront de la res-

ponsabilité des représentants élus du peuple kurde. »

Un « conseil de la ville » serait élu à Sanandaj.

Mais cet accord restera lettre morte. Du côté du gouvernement, il ne sera pas appliqué. Du côté des Kurdes, l'accord ne répond pas à leur aspiration à la souveraineté, à l'autodétermination et à l'indépendance.

L'événement de Sanandaj développe la solidarité du peuple kurde. De toutes les villes du Kurdistan, des aides et renforts matériels et humains sont apportés. Il développe également la solidarité entre les Kurdes et les autres peuples. Des Turkmènes, des Balouches, même des Perses, sont partis vers Sanandaj pour organiser la solidarité. Mais la propagande du régime (qui surtout à cette période bénéficie d'une base sociale très grande) tente de discréditer le combat des Kurdes, traités de séparatistes et d'adversaires de la révolution, de diviseurs, etc.

Sanandaj a été la démonstration pour les Kurdes que le régime de Khomeini-Bazargan continue exactement la même politique que le chah en ce qui les concerne, c'est-à-dire la pérennité d'un Etat central réprimant leurs luttes dans le sang. Toute illusion dans Khomeini disparaît et cela est démontré dans le boycott massif du peuple kurde au référendum qui se déroule quelques jours plus tard, le 30 mars. Sanandaj n'est pas une défaite pour le peuple kurde. La lutte de Sanandaj démontre également que le régime a préservé l'armée même si elle a été disloquée par l'insurrection. La garde, c'est-à-dire les unités d'élite du chah, a été envoyée au Kurdistan. Mais la lutte du peuple kurde participe à accentuer le mécontentement des soldats et à développer la crise de l'armée, à accentuer sa décomposition. Souvent, les soldats refusent de partir pour le Kurdistan. C'est pour tout cela que l'utilisation de la milice aux fins de répression devient un moyen de plus en plus indispensable pour le régime. Le rôle de la milice contre les masses a été très clair au Kurdistan.

Suite à la guerre de Sanandaj, le régime démet le général Gharani de ses

fonctions, et nomme un autre militaire à la tête de l'armée. Gharani est présenté comme le responsable du massacre des Kurdes.

LES TURKMENES SE BATTENT POUR LEURS DROITS NATIONAUX

Quelques jours après Sanandaj, et au moment où se déroule le référendum, une autre guerre éclate, cette fois à Gonbade, entre les Turkmènes et les milices de Khomeini. Le combat que mènent les Turkmènes pour leurs droits nationaux est directement lié au combat contre les grands propriétaires fonciers, pour l'occupation des terres. La liaison entre le problème national et le problème de la terre est également réel pour le Kurdistan et les autres peuples. C'est plus généralement la liaison entre le problème national et l'ensemble des revendications démocratiques et ouvrières.

Le Turkmène-Sahara est une région qui n'a pas été touchée par la « réforme agraire » du chah étant donné que l'agriculture de cette région est mécanisée (culture du coton, etc.). Les terres immenses étaient aux mains de quelques grands propriétaires fonciers, de certains membres de la famille royale et de proches de la Cour.

Dès après l'insurrection, les paysans, tous turkmènes, occupent toutes ces terres qu'ils considèrent leurs et qui leur ont été volées pendant des années par la famille royale et les grands propriétaires (certains ont pris la fuite et sont à l'étranger mais une grande partie est encore dans la région).

Dès le début, le régime et le gouvernement se sont prononcés contre ces occupations de terres. Protégeant les grands propriétaires fonciers qui ont organisé une manifestation à Gonbade, le régime déclare que l'occupation des terres est contraire au « chariat » (loi islamique). Les « comités Khomeini », la milice, dans lesquels il n'y a pas un seul Turkmène, les bases de l'armée sont fortifiées dans la région.

Face à cela, les paysans et les masses turkmènes s'organisent au niveau des

campagnes. Un comité central des conseils du Turkmène-Sahara relie tous ces conseils. Toutes les décisions en ce qui concerne les terres occupées sont prises par les conseils et leur comité central et, dans une interview, un des responsables d'un conseil explique que le fonctionnement sera en fait celui d'une coopérative agricole qui distribuera les récoltes. Trente conseils sont élus dès le mois de mars et 50 à 60 000 hectares de terre sont occupés par les Turkmènes. Le comité central, élu démocratiquement, représente l'autorité du peuple turkmène.

Une autre organisation est l'Association culturelle et politique du peuple turkmène, qui s'est constituée dès avant l'insurrection. Le 11 mars, une manifestation de 15 000 personnes se déroule dans le port turkmène. La résolution de cette manifestation exige :

« L'enseignement de la langue turkmène dans les écoles, la création d'un conseil révolutionnaire, l'élection des chefs des administrations par le conseil, l'autonomie pour les Turkmènes. »

La milice attaque en général ce type de manifestations. Le 16 mars, les représentants du gouvernement dans la région déclarent que le comité central des conseils est devenu illégal. Une manifestation se déroule, qui accueille les représentants aux cris de « A bas la nomination, vive l'élection ». Le comité central représente le peuple turkmène dans son combat. La composition de ce comité central est réellement celle des combattants élus par les masses mais son orientation politique est souvent influencée par les Fedayines, présents dans la région.

Le 27 mars, le comité central des conseils appelle à un grand meeting à Gonbade et, en même temps, diffuse un tract contre le référendum. A ce meeting participent des milliers de Turkmènes venus de tous les villages, ainsi que les représentants des trente conseils élus, des associations, etc. Il est un moment important de la mobilisation du peuple turkmène contre le régime. C'est pourquoi les milices du comité attaquent ce meeting en tirant sur la foule. La milice attaque ensuite les sièges des organisations turkmènes, brûle les livres en langue turkmène,

etc. Mais les Turkmènes sont armés et ripostent. La guerre dure huit jours. Les mêmes contingents et la Garde qui avaient servi à Sanandaj sont envoyés contre les Turkmènes. Un accord intervient le 2 avril entre le gouvernement et les conseils turkméniens, qui stipule le retrait des milices de Khomeini et des Turkmènes sur des lignes défensives. Mais il stipule également le maintien des unités de l'armée régulière.

Cet accord, maintenant la présence de l'armée, n'est pas une victoire pour les Turkmènes. Mais la guerre n'est pas non plus une défaite, car les Turkmènes maintiennent toutes leurs organisations, leurs conseils élus et également l'occupation des terres.

Dans une résolution publiée le 3 avril, le comité central des conseils précise sa position :

« L'unité de nos peuples ne peut se faire par la force mais par l'égalité de ces peuples et leur droit à l'exercice de l'autodétermination. Les droits des peuples en Iran sont une partie des droits des masses laborieuses qui, par leur lutte, veulent mettre fin à l'exploitation, à la domination de l'impérialisme, et veulent jeter les bases d'une société démocratique, c'est cela qui permet de mettre fin à l'injustice et à l'inégalité. »

Ensuite, la résolution pose les revendications :

« 1. constitution des conseils révolutionnaires sur la base des élections libres du peuple turkmène, conseils ayant pour tâche la défense des revendications ;

2. partage des terres de l'ex-famille royale et des autres grands propriétaires, entre les paysans, sous le contrôle des comités paysans ;

3. annulation de toutes les dettes des ouvriers et des employés et des paysans aux banques ;

4. annulation des limites posées à la culture et à la langue turkmènes ; le peuple turkmène doit profiter du droit à l'autodétermination dans le cadre d'un Iran libre et uni ;

5. création d'une armée populaire défendant les intérêts nationaux ; les

soldats turkmènes doivent faire leur service dans la région ;

6. contre toute nomination et désignation ; tout peuple doit avoir le droit à l'autodétermination.

Cette résolution reflète en quelque sorte la position des Fedayne, « autodétermination dans le cadre de l'Iran uni ». L'Association culturelle et politique turkmène a une position identique.

Mais il faut noter que l'importance des conseils et l'influence du comité central se développent de plus en plus et que celui-ci intègre à son activité non seulement les paysans turkmènes, mais également les luttes des ouvriers, des pêcheurs, etc.

LE REFERENDUM, TENTATIVE DE RECONSTRUCTION DE L'ETAT

Lorsque le régime annonce le référendum avec comme question : « Oui ou non à la République islamique », une discussion intense se mène dans le pays à ce sujet. La plupart des fractions bourgeoises (Front national, Chariat Madari) qui avaient émis quelques critiques à son sujet se rangent du côté de Khomeini. Une aile du Front national scissionne le 8 mars en formant le Front démocratique national, autour de Matine Daftari (petit-fils de Mossadegh). Les divergences du Front démocratique avec le Front national sont les suivantes : contre le référendum, pour un conseil élu représentant toutes les couches de la société, pour une armée populaire, pour l'abolition des discriminations contre les femmes, pour les droits culturels des peuples opprimés et pour le gouvernement interne des peuples. Donc, le Front démocratique boycotte le référendum du 30 mars. Autre organisation non ouvrière à ne pas participer au référendum : les Moudjahedine (organisation guérillériste islamique).

Le Tudeh participe et soutient la « République islamique ». Une organisation maoïste liée à Pékin fait de même. Il faut noter qu'au meeting du Tudeh à Téhéran, la veille du référendum, il n'y a pas plus de 3 000 participants.

Parmi les organisations qui boycottent, il y a les Fedayne, le PST et également les organisations représentant les peuples opprimés (PDKI et autres organisations du Kurdistan, organisations représentant les Turkmènes, dont le comité central des conseils turkmènes).

Le résultat du référendum : vote plutôt massif dans l'ensemble du pays. Sauf dans les régions des peuples opprimés, en particulier au Kurdistan, où on estime la participation à 8 %, ainsi qu'au Turkmène-Sahara, où il y a la guerre au même moment.

Le régime grossit par la suite constamment les chiffres. Bazargan, dans un discours, déclare que ceux qui n'ont pas participé ne représentent que 1 %, et que 99 % de la population a voté « oui ». Pourtant, le référendum qui était évidemment un moyen pour reconstruire l'appareil d'Etat et le reconstruire, n'a pas réussi. Le régime est loin d'avoir atteint la stabilité et reconquis un appareil réel après le référendum, et les diverses fractions bourgeoises, un moment soudées, se retrouvent en divergence tout de suite après le référendum. La crise « en haut » s'est même approfondie. Quant aux combats des masses laborieuses, « en bas », ils n'ont pas été freinés ou contenus par le résultat du référendum. Le régime a trouvé un nom, « République islamique », mais les contradictions sont restées les mêmes. Le référendum, comme tentative de porter des coups aux acquis et aux droits des masses laborieuses, a échoué.

Dans la classe ouvrière, le combat qui prend de plus en plus d'ampleur est celui des chômeurs et des bacheliers chômeurs. A Téhéran, mille chômeurs occupent pendant plusieurs jours les locaux du ministère de la Justice. Ils sont soutenus par les organisations politiques, qui lisent des messages, etc. Dans un meeting, des représentants des « travailleurs au chômage » de tous le pays tentent de former l'embryon d'un syndicat général des chômeurs.

Dans d'autres villes, des actions sont engagées : à Ispahan, où la manifestation des 10 000 chômeurs a été attaquée par les groupes fascistes des Hezb-Allah, les chômeurs exigent l'arrestation des responsables qui ont

tué plusieurs chômeurs et en ont blessé d'autres. A Tabriz, les bacheliers chômeurs se sont organisés dans une association. Dans leur plate-forme, à part la revendication de « travail pour tous, droit au travail », des revendications sont avancées sur la défense des peuples opprimés, sur la baisse des heures de travail (30 heures sans perte de salaire), la nationalisation des biens des grands capitalistes et de l'impérialisme sans payer d'indemnité, etc.

Cette association, qui élit six personnes à la direction, est reconnue un mois plus tard par le gouvernement d'Azerbaïdjan et acquiert le droit que toutes les embauches se fassent par elle (monopole d'embauche). Les partisans de Khomeini construisent à Tabriz une « association islamique » dont les partisans participent mais n'obtiennent aucune voix ni aucun élu au moment du vote pour élire la direction. Ils tentent de combattre l'association avec le mot d'ordre « L'association doit être dissoute » et en attaquant ses réunions ou incendiant ses locaux, etc.

Dans tout le pays, la tentative de s'organiser prend de l'ampleur. Ainsi, les pêcheurs dans le port d'Anzali (nord du pays) élisent un conseil (au cours d'élections entièrement démocratiques) et exigent le contrôle de la pêche dans toute la région.

A la radio-télévision, un conseil est élu, conseil constitutif de l'association du personnel de la radio-télévision, et entièrement contre la direction qui a instauré la censure et tenté d'expulser les travailleurs réputés « à gauche ». Le 23 avril, le directeur, Gotbzadeh, exige que les personnels ayant collaboré avec la Savak se présentent (!). Face à cette provocation (qui était une manœuvre pour justifier l'épuration), le personnel s'est réuni et a exigé que le gouvernement publie la liste complète de la Savak (qu'il a toujours gardée secrète). Grâce à cette unanimité, la tentative de la direction a été stoppée. Dans les usines, le combat pour de vraies élections et les conseils élus continue.

LES ARABES SE MOBILISENT

Mais ce qui est le plus inquiétant pour le régime, dans la période post-

référendaire, c'est le combat des nationalités qui s'exacerbe, et à ce moment particulier, celui des Arabes.

Le peuple arabe vivant au Khouyzistan forme la majorité de la population de cette région (2 millions sur 3 millions d'habitants).

L'oppression nationale a fait que les Arabes, privés de leur langue, sont considérés comme des citoyens de deuxième degré, formant la masse des paysans pauvres, des ouvriers industriels et du sous-prolétariat dans cette région la plus riche du pays. L'ensemble du travail qualifié (administrations, employés, cadres, enseignement) est réservé aux Perses. Ainsi, la plupart des travailleurs du pétrole, de la sidérurgie, des docks, etc., sont des Arabes, mais tous les employés et les cadres de ces industries sont des Perses. De la même façon, dans aucune administration les Arabes n'accèdent à des postes de responsabilité. Se mettant en mouvement contre cet état de choses et pour leurs droits nationaux, le problème des revendications nationales et des luttes ouvrières se trouve donc lié. Le problème national des Arabes est lié au problème de la terre et aux revendications ouvrières.

Dès la chute de la monarchie, une multitude d'organisations arabes sont créées, dont l'une des plus importantes est l'« Association culturelle du peuple arabe » et l'autre l'« Association politique du peuple arabe » (organisation armée).

La première a des mots d'ordre et une plate-forme proches de ceux du PDKI au Kurdistan (autonomie pour les Arabes, dans un Iran démocratique). Un de leurs dirigeants nous a expliqué que dans la situation actuelle il ne faut pas poser le problème de l'indépendance, que c'est trop tôt, qu'il faut revendiquer dans une première étape l'autonomie et un gouvernement central démocratique, l'autonomie voulant dire que la défense, la politique étrangère, la politique économique seront aux mains du gouvernement central, qu'ensuite seulement il sera possible de poser le problème de l'autodétermination à ce gouvernement « démocratique ». En même temps, il était d'accord avec le fait que le problème national doit être lié aux combats du prolétariat et des masses

opprimées pour construire leurs organisations, conseils, etc.

La première grande manifestation du peuple arabe s'est déroulée le 27 mars et 100 000 personnes y ont participé. Cette manifestation, où sont posées les revendications nationales, est appelée pour protester contre l'intervention des « comités Khomeini » (tous non arabes) qui attaquent les militants et les organisations arabes, et en défense du leader religieux arabe Chobeir Khagani.

A la fin de cette manifestation, une résolution est adoptée qui dit entre autres :

« Le peuple arabe condamne toute scission et division et insiste sur l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iran et exige ses droits nationaux. »

Elle apporte son soutien à la délégation de trente représentants qui s'est rendue à Téhéran pour poser ses problèmes au gouvernement et à Khomeini. Un des membres de cette délégation explique :

« L'autonomie peut être interprétée de diverses façons. Pour nous, cela veut dire que le peuple arabe soit souverain dans les affaires politiques, économiques et culturelles de la région. »

Encore une fois, l'autonomie posée de cette façon limitative, en expliquant d'abord les prérogatives du gouvernement central, qui doit être « démocratique », est un obstacle à l'émancipation du peuple arabe.

Mais même cette revendication, comme au Kurdistan, se heurte à la répression farouche du régime qui voit dans le mouvement des peuples opprimés le principal danger dans la reconstruction de l'Etat. Et surtout au Khouyzistan, vu son importance stratégique et économique, la répression va s'abattre très fort. Déjà, à ce moment, Madani, le gouverneur, dit :

« Celui qui voudra la séparation, nous l'assommerons. »

LA CRISE DE LA CLASSE DIRIGEANTE S'EXACERBE

Si le référendum n'a pas réussi à défaire le mouvement des masses, il n'a fait de plus qu'exacerber les querelles internes des fractions de la bourgeoisie qui veulent toutes sauver l'Etat bourgeois mais divergent sur les moyens à mettre en œuvre. La non-reconstruction d'un appareil d'Etat solide et stable est un fait indéniable. Le 19 avril, une parade de l'armée est organisée à Téhéran, qui ressemble plutôt à une farce (des camions entiers de soldats et de civils, chahutant, lançant des fleurs, etc.). Elle témoigne de la crise de décomposition de l'armée. Même les observateurs étrangers sont obligés d'admettre que l'armée est très loin d'être reconstruite. Par contre, le renforcement de la milice, celui des comités Khomeini (avec de plus en plus d'anciens savakis, de la racaille et des lumpens) se poursuivent. C'est cela qui va exacerber la crise de la bourgeoisie. Le 17 avril, les enfants de Taleghani sont « kidnappés » par des agents des comités Khomeini, relâchés le lendemain. Taleghani quitte la ville en protestation. Pour le soutenir, des manifestations se déroulent à Téhéran. Certaines sont spontanées, d'autres organisées par les Moudjahedine et les Fedayne. Taleghani déclare qu'il faut prendre garde au « retour de la dictature ». Mais Taleghani, craignant lui-même la mobilisation, après avoir critiqué le rôle néfaste et « incontrôlé » des comités Khomeini, devant l'ampleur que prend la protestation, demande à ses fidèles d'arrêter les manifestations, « vu la situation délicate ». Le 21 avril, un accord est réalisé entre Khomeini et lui.

Mais si Taleghani, malgré la crise, ne rompt pas avec Khomeini, Sandjabi, dirigeant du Front national, démissionne par contre le 15 avril du ministère des Affaires étrangères. Il explique que le gouvernement « n'a aucun pouvoir et se heurte aux obstacles dressés par l'action de groupes armés irresponsables » ; il critique également les « tribunaux islamiques ». Quant au Front démocratique de Matine Daftari, il a appelé à une manifestation pour la défense de

Taleghani contre les milices ; sa manifestation a été attaquée par les bandes fascistes et n'a pu se dérouler.

Le 26 avril, la crise gouvernementale se poursuit. Yazdi, proche de Khomeini et responsable des comités, est démis de ses fonctions et devient ministre des Affaires étrangères. L'« épisode » Taleghani et le problème des comités Khomeini continuent à déchirer la classe dirigeante.

Le 4 mai, une manifestation se déroule à Tabriz, en faveur de Chariat Madari, dont le parti, constitué quelques mois plus tôt avec des dirigeants laïques et qui s'appelle le « parti du peuple musulman » a une très grande influence en Azerbaïdjan. Chariat Madari critique sévèrement les « tribunaux islamiques ».

Le fond des querelles au sujet des « comités » est qu'une frange de la bourgeoisie, le Front national, mais également quelques personnalités religieuses (Taleghani, Chariat Madari) veulent reconstruire l'Etat en s'appuyant sur le gouvernement Bazargan et en le renforçant. Par contre, les proches de Khomeini (parti de la révolution islamique) veulent renforcer les structures parallèles aux organes de l'Etat (les comités, la milice, les tribunaux islamiques, etc.) et même les bandes fascistes Hezb-Allah ou d'autres groupes du même genre (ces groupes fascistes, du point de vue numérique, ne représentent pas grand-chose. Ce sont surtout des gens payés).

LE 1^{er} MAI

Durant la journée du 1^{er} mai 1979, quatre manifestations différentes se déroulent à Téhéran. Le régime qui voulait passer au départ le 1^{er} mai sous silence, voyant la volonté de mobilisation des travailleurs, appelle à une manifestation, organisée par le PRI, et dont l'axe est évidemment anti-communiste. Le Tudeh, sous couvert des organisations « syndicales » (en fait soit des syndicats qu'il contrôle, soit de syndicats inexistantes), organise une manifestation séparée mais, pour bien marquer son soutien à la « République islamique », sa manifestation — qui ne regroupera que quelques

milliers — doit se rendre au même endroit que celle du régime ; les groupes fascistes Hezb-Allah l'empêchent d'y arriver.

Une troisième action engagée est celle des Moudjahedine qui organisent une manifestation dans l'après-midi. Ainsi, ils ne veulent évidemment pas participer à la manifestation du régime, mais pas non plus à celle de la « gauche marxiste ».

La quatrième manifestation est celle organisée par les Fedayne, « Peykar », une organisation maoïste qui s'est toujours opposée à Khomeini et, bien sûr, tous les travailleurs et les dirigeants indépendants, les jeunes, etc.

A la tête du cortège de dizaines de milliers de personnes, défilent les travailleurs usine par usine. Sur chaque banderole, leurs revendications, les huit heures, mais également le droit syndical, la nécessité d'un syndicat général, etc. L'ampleur de la manifestation, le nombre d'usines qui y participent font de cette manifestation (que d'ailleurs les groupes fascistes malgré tous leurs efforts n'arrivent pas à disloquer) une victoire contre Khomeini. C'est un moment important dans la construction du mouvement ouvrier indépendant. Bien que, dans la résolution adoptée à la fin de cette manifestation, soit présentée la ligne des Fedayne (soutien au combat anti-impérialiste de Khomeini et Taleghani). La « convocation d'une Assemblée constituante » est exigée, la « création des conseils », le « soutien aux droits nationaux des peuples opprimés tout en condamnant toute scission (séparation) », plus les revendications ouvrières.

OFFENSIVE DE KHOMEINI CONTRE LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

Après le 1^{er} mai, le régime engage une offensive contre les libertés démocratiques, en particulier contre la liberté de la presse. Le 11 mai, Khomeini « boycotte » le journal « Ayandegan » en déclarant : « Moi, je ne le lirai plus. » Résultat : deux jours plus tard, les locaux du journal sont attaqués par des bandes fascistes : « Ayandegan » arrête de sortir. A sa

suite, d'autres journaux dont le quotidien lié au Front démocratique national (« Peygam Emrouz ») sont interdits également. En même temps, le quotidien du soir « Keyhan » est « pris » par les employés ; les ouvriers musulmans et les journalistes sont expulsés.

En même temps, l'offensive est menée également contre les organisations politiques. Saadati, un membre de l'organisation des Moudjahedine est arrêté, emprisonné pour espionnage au profit de l'URSS, alors qu'il n'existait aucune preuve. Quarante membres de l'organisation des Fedayne sont emprisonnés à Abadan.

En même temps, le régime, profitant des actions terroristes d'un groupe (probablement lié finalement à lui) qui avait exécuté un ayatollah, organise une manifestation le 4 mai, qui est une gigantesque manifestation contre les « communistes », contre les organisations ouvrières tenues pour responsables.

Khomeini lance également des attaques contre la gauche : il déclare le 17 mai :

« Ceux qui invitent les ouvriers à continuer la grève sont coupables de trahison. »

Contre ces attaques, un meeting se tient à l'université le 18 mai pour la défense de la liberté de la presse. Ce meeting, qui avait été appelé par le Front démocratique et soutenu par les Fedayne pour commémorer l'anniversaire de Mossadegh, s'est véritablement transformé en meeting pour la défense des libertés et en particulier celle de la presse. 100 000 personnes y ont participé, en lançant des mots d'ordre contre la censure, pour la réouverture de la presse. Seul le Tudeh soutient Khomeini et ne défend pas la liberté de la presse.

Suite à ce meeting, le régime est obligé de reculer. « Ayandegan » et les autres journaux reparaisent le 22 mai. Les quarante fedayne emprisonnés sont libérés le 30 mai. Ce recul important est accompagné de menaces et d'attaques. Le 25 mai, Khomeini lance un ultimatum au Front national, au Front démocratique et aux organisations de « gauche ».

Le 5 juin apparaît le premier projet sur la presse qui est, en fait, un projet pour la baillonner. Au même moment, apparaît également le projet de Constitution. Le 30 mai, le gouvernement décide d'annuler les élections, de mettre à la place un « conseil consultatif » pour amender le projet de loi constitutionnelle, conseil désigné et non élu.

LE COMBAT DES PEUPLES OPPRIMES SE POURSUIT

Au Kurdistan, si les choses sont plus calmes à Sanandaj à la suite des élections du « conseil de la ville », par contre dans tout le Kurdistan, c'est le bouillonnement. Et le 25 avril, la guerre de Nagadeh éclate comme produit de la politique du régime qui a tenté de diviser les Azerbaïdjanais et les Kurdes. A Nagadeh, ville habitée moitié par les Kurdes, moitié par les Turcs, une manifestation du PDKI se déroule. Les manifestants sont armés. La manifestation est attaquée et la guerre commence entre Turcs et Kurdes. Finalement, tous les Kurdes de la ville fuient et se réfugient dans les campagnes.

Le 14 mai, une délégation, dont le leader kurde le plus influent est Ezze-dine Hussein, se rend à Téhéran, pour tenter de négocier. Sans résultat. Le 6 juin, c'est le bombardement de l'Irak sur les villages kurdes en Iran. Des manifestations s'organisent au Kurdistan, mais le régime iranien fait preuve d'un silence qui enrage encore plus les Kurdes.

Pour les Turkmènes ayant occupé les terres, arrive la période des récoltes. C'est un problème vital pour les paysans, qui doit montrer si l'occupation est réellement réalisée ou non, si le produit des récoltes leur appartient entièrement ou s'il faut en donner une partie aux grands propriétaires.

Il faut rappeler qu'après la guerre de Gonbade, non seulement les Turkmènes n'ont pas subi une défaite, mais qu'ils ont même gagné contre le régime en ce sens que le comité central des conseils turkmènes est devenu l'organe de décision suprême dans la région, balayant en quelque sorte

l'autorité du gouvernement central. Les pouvoirs locaux et les administrations sont aux mains des conseils qui décident de tout.

Une semaine avant les récoltes, les déclarations du gouvernement expliquent que les récoltes des terres ayant appartenu à la famille royale appartiennent au « trésor général », que celles des terres des autres propriétaires leur appartiennent, par loi islamique. Ainsi, les grands propriétaires sont soutenus par le gouvernement qui envoie en renfort l'armée et des hélicoptères qui volent sur Gonbade pour impressionner les paysans. Les propriétaires créent également des bandes armées nommées « islamiques » pour menacer les paysans.

C'est dans ces conditions, alors que l'armée, les forces militaires et les comités Khomeini commencent à quadriller la région, que se déroulent les négociations entre le Comité central des conseils, les grands propriétaires et les représentants du gouvernement au sujet des récoltes. Finalement, un accord est convenu : pour les terres ayant appartenu à la famille royale, les récoltes appartiendront aux conseils paysans. Pour le reste, des accords séparés doivent intervenir entre un grand propriétaire, les représentants des conseils paysans de ces terres, le gouvernement.

Il est évident que dans le cadre des accords séparés, les conseils ont été obligés, vu la présence militaire, de céder une partie des récoltes, bien qu'ils ont engagé par moment des grèves, refusant de récolter, etc.

Face à l'ampleur que prennent les manifestations des Arabes, le gouverneur Madani engage des discussions avec les dirigeants arabes le 19 mai, pour que les chefs de tribus et l'organisation politique rendent leurs armes, en leur laissant deux à trois jours pour le faire. Mais Madani, sans attendre le délai, attaque dès le 29 mai les organisations arabes et l'association culturelle, la maison du leader religieux Chobeir Khagani, et commence une répression sauvage, emprisonnant, exécutant, etc.

Toutes les organisations sont attaquées et en particulier neuf membres du PST sont arrêtés à Ahwaz, alors que la veille ils diffusaient un tract du

PST défendant le droit à l'autodétermination, exigeant le retrait de l'armée et de la milice.

Dans le même temps, trois dirigeants des travailleurs du pétrole sont arrêtés, quelques militants de l'industrie sidérurgique, etc. Le régime attaque les villages avec des hélicoptères. Le massacre, débuté le 29 mai, continue plusieurs jours. Dans les manifestations qui se déroulent le 1^{er} juin, les mots d'ordre des Arabes sont : « A bas Madani ; désarmement de la milice ; levée de l'état d'urgence ».

L'accord qui intervient ensuite entre Madani et Khagani ne parle ni de l'autonomie, ni de la grève des dockers commencée depuis plusieurs semaines, ni de la libération immédiate des prisonniers. Madani déclare qu'il démissionnerait si les Arabes arrivaient à l'autodétermination au Khouzistan. Pendant que cet accord est conclu, plusieurs milliers d'Arabes font un sit-in dans une mosquée, exigeant la démission de Madani.

Cet accord n'arrive pas à démobiliser les Arabes qui continuent leurs manifestations.

Quelques jours plus tard, les dockers reprennent partiellement le travail (en partie à cause de l'attaque de la milice). Leur exigence de nationalisation des installations portuaires n'a pas été retenue. Mais la grève des dockers, dont la plupart sont Arabes, a renforcé le combat des Arabes.

Le 16 juin, la loi martiale est décrétée au Khouzistan.

LE « PAYS DES CENT SHERIFS »

Le combat mené par les nationalités et le combat de la classe ouvrière pour ses revendications aggravent la crise politique de la bourgeoisie. Le refus de convoquer une Assemblée constituante fait qu'une fraction de la bourgeoisie critique ouvertement le régime.

Ainsi Nazih, directeur de la SNIP (société du pétrole) et également bâtonnier au barreau de Téhéran, critique dans l'assemblée du barreau du 30 mai les atteintes aux libertés, les excès des comités et des tribunaux islamiques, ainsi que l'annulation de la

Constituante. Khomeini met en garde Nazih et les avocats. Ceux-ci, dans la résolution adoptée par leur assemblée, exigent pourtant l'élection d'une Assemblée constituante. Une partie des avocats voulaient même organiser un sit-in au Palais jusqu'à ce que leur demande aboutisse. Nazih refuse.

Bazargan, dans un discours le 30 mars, se plaint pour la énième fois de la multiplicité des centres de décision et de l'anarchie. Il déclare que l'Iran est devenu le pays des cent shérifs et que le gouvernement ne contrôle plus rien.

Taleghani, de son côté, déclare le 5 juin que le clergé doit retourner aux mosquées et ne pas chercher à exercer le pouvoir. Il est soutenu par les Moudjahedine (dont Taleghani est le leader) et par le Front démocratique.

Chariat Madari fait également une déclaration le 5 juin dans le même sens (que le clergé s'occupe de sa mission plutôt que des postes de pouvoir) et surtout il se prononce pour que la nouvelle Constitution soit discutée par une Assemblée constituante élue et non désignée.

Il se prononce pour des élections libres.

Le 6 juin, Khomeini riposte et insiste sur le rôle de l'islam et du clergé.

Chariat Madari, qui voulait recourir au départ à la mobilisation de masse en appelant à une manifestation pour les libertés et la Constituante, annule la manifestation le dernier jour, par peur de la mobilisation de masse et aussi probablement parce que des pourparlers avec Khomeini ont commencé. Officiellement, le 20 juin, les quatre dirigeants religieux dont Chariat Madari et Khomeini se rencontrent. Le lendemain 21 juin, Khomeini déclare qu'il y aura des élections générales. Le projet de loi des élections sort quelques jours plus tard et est très limitatif et antidémocratique, non au niveau des électeurs puisque tout le monde peut voter, mais au niveau des conditions pour être élu.

Le Front démocratique qui voulait organiser une action avec Chariat Madari, à défaut de ce dernier, organise lui-même un meeting pour la Constituante, le 26 juin, auquel parti-

cipent 10 000 personnes. Le meeting ne peut se tenir à cause de l'attaque des bandes fascistes Hezb-Allah. Le nombre limité des participants s'explique en partie par le fait que les Fedayne et d'autres organisations n'y ont pas appelé. Le PST a envoyé un message de soutien qui a été lu à la tribune.

Le 8 juin, le gouvernement décrète que les banques privées seront nationalisées. Le pourquoi est clairement exprimé par Bazargan lui-même :

« Etant donné que les banques privées sont dans une situation difficile, l'Etat a décidé pour défendre les droits des capitaux nationaux et les épargnes de la population, de nationaliser les banques. »

Comme l'ont expliqué les journaux étrangers, c'est une opération de sauvetage.

Le responsable de l'office du Plan déclare :

« La situation des banques est qu'elles sont endettées à l'intérieur et à l'extérieur ainsi que vis-à-vis de l'Etat. Il fallait les garantir ainsi que l'épargne. »

Toutes ces déclarations sont liées à celles sur le paiement de la dette extérieure, qui sera effectivement réglée au mois de septembre.

A la suite des banques, un certain nombre d'industries et d'assurances sont nationalisées, dans la même optique, tenter de sauver le capitalisme en crise.

PERIODE PRE-ELECTORALE : LE COMBAT DES MASSES CONTINUE

Le combat de la classe ouvrière en ce mois de juillet s'accroît. A Téhéran, les sit-in se multiplient. Les ouvriers du bâtiment au chômage engagent des actions. Les employés des administrations organisent souvent des grèves et sit-in pour des revendications salariales mais également pour exiger le départ des anciens collaborateurs. Les infirmiers et infirmières engagent des grèves pour leurs

revendications. Dans les usines, le combat pour les 40 heures par semaine continue, bien qu'un décret ait déclaré la grève illégale.

Par ailleurs, l'attaque contre le droit au travail de la femme continue. Ainsi, les femmes n'ont plus le droit d'être juges. Une action est engagée par elles, sit-in au Palais de Justice, qui reçoit le soutien des organisations.

Et dans l'armée, une grève politique très importante est déclenchée, celle des 18 000 homafars, qui étaient à l'avant-garde contre le chah. Leurs exigences, à partir de celles concernant les revendications matérielles, sont que leurs conseils élus soient les organes de décision et soient reconnus. Cette grève dure plusieurs semaines, exacerbe la décomposition de l'armée et renforce la crise de la bourgeoisie.

Les 3 et 4 juillet, les Moudjahedine appellent à une manifestation pour la libération de leur militant Saadati, en prison pour « espionnage ». La manifestation de plus de 50 000 personnes est une vraie mobilisation. Mais Taleghani demande aux Moudjahedine d'arrêter les manifestations « pour que la contre-révolution ne puisse pas en profiter ». Encore une fois, Taleghani empêche la mobilisation de masse.

LE COMBAT DES NATIONALITES

Pendant ce temps, alors que sit-in et grèves se multiplient dans le pays, le combat des nationalités et en particulier des Kurdes et des Arabes s'exacerbe.

Au Khouzistan, pour protester contre les massacres du début juin, les manifestations continuent. Une grande manifestation se déroule à Abadan le 13 juillet. A ce moment, commence une série de provocations (explosion de gazoducs le 13 juillet, d'une mosquée le 15 juillet, etc.).

Ces actes, revendiqués par une organisation non identifiée, « Mercredi noir », sont évidemment mis sur le dos des Arabes et les arrestations massives (5 000 personnes) commencent, ainsi que les exécutions sommaires. Dans une interview, un militant de l'Association culturelle nous a expli-

qué que le groupe « Mercredi noir » est un produit de Madani (le gouverneur) lui-même. De toute façon, à ce moment, aucune organisation arabe ne soutient les actes de sabotage.

Au Kurdistan, dans le courant du mois de juin, un porte-parole du gouvernement déclare que l'autonomie ne sera pas accordée. La mobilisation continue. Une conférence est organisée à Sanandaj, à l'appel de Mofti Zadeh (un dirigeant religieux pro-khomeiniste et haï au Kurdistan). A cette conférence, sont invités tous les groupes et personnalités pour discuter d'une « solution aux problèmes ». Cette conférence, que les dirigeants kurdes jugent unilatérale et non représentative, est boycottée. A la suite de Husseinî, des « associations » et le PDKI la boycottent également, tout en y envoyant un délégué pour y lire un communiqué. L'échec de la Conférence de Sanandaj, c'est l'échec des solutions de compromis.

Plus le mouvement révolutionnaire s'avance au Kurdistan, plus l'organisation indépendante des masses se développe. Ainsi, à partir du problème de la terre, les paysans kurdes s'organisent en liant les deux problèmes, agricole et national.

Les grands propriétaires du Kurdistan veulent revenir au système d'avant la « réforme agricole » du chah. A l'inverse, les paysans veulent garder les terres obtenues et en gagner d'autres. Ainsi, dans certains villages, les grands propriétaires menacent les paysans. Les paysans sont obligés de quitter les villages et de se réfugier. Les grands propriétaires sont armés par le gouvernement, ce qui a soulevé de grandes protestations chez les Kurdes. Mais pour combattre les grands propriétaires, les paysans s'organisent dans des conseils paysans et occupent les terres, en chassent les propriétaires et en partagent les récoltes entre eux. Chaque conseil paysan représente dix ou quinze campagnes (villages) qui se réunissent pour élire un conseil. Et les gens armés doivent obéir à ces conseils qui sont responsables des problèmes de ces campagnes.

Mais ces conseils élus n'arrivent pas à se centraliser.

Si les conseils sont salués et impulsés par Husseinî et par les associations (organisations à gauche du PDKI), celui-ci n'y prend pas une grande part et veut construire des comités liés à lui. La politique du PDKI consiste surtout à préconiser « l'union nationale » kurde et tente de freiner le mouvement des paysans, en expliquant qu'il vaut mieux s'entendre avec les propriétaires pour le moment et ne pas toucher aux rapports établis depuis la réforme agricole.

Une autre caractéristique importante de ce combat, c'est la liaison entre la ville et la campagne, où une très grande solidarité existe entre les travailleurs des villes et les masses paysannes.

Le mois de juillet voit le combat des Kurdes s'amplifier encore plus. Ses manifestations se multiplient dans toutes les villes. Le 14 juillet, une manifestation se déroule à Marivane, à l'appel des associations paysannes et des groupes politiques, pour protester contre l'armement des grands propriétaires par le gouvernement. La milice attaque cette manifestation en tirant sur la foule. Les manifestants armés répliquent. Dans l'après-midi, arrivent de Téhéran des renforts pour les comités Khomeini et des hélicoptères.

Finalement, un accord est conclu, promettant l'élection du « conseil de la ville » qui sera l'autorité dans la ville. Le gouvernement ne se dirige pas vers la préparation des élections, mais renforce au contraire l'armée et la milice qui contrôlent la ville. Toute la population de Marivane (16 000 personnes), voyant cette situation, quitte la ville et campe dans les campagnes voisines.

La solidarité avec la population de Marivane s'organise dans tout le Kurdistan. Toute la population du village de Kamyaran, pour empêcher les chars de se diriger vers Marivane, s'assoit à terre face aux tanks et les empêche de passer. De Sanandaj, une grande marche est organisée vers Marivane, un grand cortège de manifestants arrive dans le camp des réfugiés avec des vivres, etc.

Finalement un accord est conclu (imposé en quelque sorte) qui stipule qu'en attendant la constitution d'une

gendarmerie, la ville est gardée par l'armée.

L'épreuve de force est engagée qui finira par l'envoi de l'armée dans toutes les villes kurdes et le massacre.

SOLIDARITE ENTRE LES PEUPLES D'IRAN

La solidarité existe dans toute cette période entre les peuples opprimés, kurde, arabe, turkmène, balouche, et même azerbaïdjanais (où le mouvement national ne s'est pas manifesté encore amplement). Cette solidarité s'est exprimée par le fait que les Arabes, par exemple, lancent dans leurs manifestations des mots d'ordre pour la défense des Kurdes et vice-versa. Les Turkmènes ont participé physiquement à la défense du Kurdistan.

Du point de vue organisationnel, une réunion a eu lieu à cette même période (mois de juillet), sous la houlette du Front démocratique (organisation scissionniste du Front national). A cette réunion participaient les représentants de tous les peuples opprimés; ce qui aboutit à une résolution de solidarité et à l'annonce d'un autre meeting du même type vers début septembre, qui n'eut pas lieu, vu la situation dans le pays à ce moment. Le Front démocratique n'a d'ailleurs pas posé le problème de la solidarité avec les travailleurs perses ni celui de comment l'organiser. Alors que le PST avait proposé dès le mois de mars aux leaders kurdes (Husseinî, PDKI, etc.), d'organiser en commun avec d'autres organisations un comité de solidarité avec le peuple kurde et les autres peuples, pour organiser ainsi une campagne de solidarité avec eux en direction des travailleurs perses sur les mots d'ordre : retrait de l'armée du Kurdistan, droit à l'autodétermination, ces propositions n'ont jamais pu aboutir du fait de la politique du PDKI. C'est donc finalement sous la houlette du Front démocratique qu'un « conseil permanent de solidarité avec les peuples d'Iran » fut créé, qui prit position pour le peuple de Marivane. Les signataires à l'origine de ce comité étaient : les organisations kurdes (PDKI compris), le comité central des conseils turkmènes, l'organisation cul-

turelle du peuple arabe, l'organisation démocratique du peuple balouche, le groupe de recherche des problèmes de l'Azerbaïdjan, le Front démocratique. Ainsi, comme organisation en dehors de celles représentant les nationalités, il n'y avait que le Front démocratique, l'axe de son combat étant l'autonomie.

EXACERBATION DE LA CRISE DE LA BOURGEOISIE

Malgré l'accord passé entre Khomeini et Chariat Madari au sujet des élections, la crise de la bourgeoisie n'est pas pour autant réglée. L'ampleur de la mobilisation des masses dans cette période pré-électorale, où chaque jour, à un endroit du pays une lutte éclate, et où comme on l'a vu, partout dans les secteurs privés et publics, des sit-in, des grèves ont lieu, où la crise dans l'armée s'exacerbe avec la grève des homafars, et où enfin aucune mesure gouvernementale n'est prise pour régler les problèmes économiques (le problème du logement étant un des problèmes les plus pressants pour les masses entassées dans les bidonvilles, en plus de bien d'autres problèmes), aboutit à ce que la crise de la bourgeoisie éclate au grand jour.

Le 9 juillet, c'est l'affaire Rahimi, le chef de la police militaire dont le ministre de la Défense demande la démission, mais qui est soutenu par Khomeini. Rahimi reste à son poste, défiant la décision du ministre; c'est encore la querelle pour savoir s'il faut renforcer l'armée ou les organismes parallèles (milices, etc.). Rahimi qui est un « dur », favorable à la deuxième solution, préconise des mesures disciplinaires sévères contre les homafars.

A ce moment, pour contrecarrer les mouvements au Kurdistan et au Khouzistan et pour tenter un coup de force contre les autres fractions de la bourgeoisie, Khomeini appelle à une manifestation « pour l'unité », à laquelle participent des millions de personnes à Téhéran. Dans les autres villes également, des milliers de personnes manifestent, ce qui témoigne du soutien populaire dont il bénéficie encore.

La crise gouvernementale est finalement conjurée avec le renvoi de Rahimi. Le 21 juillet, il est annoncé que les religieux vont rentrer dans les ministères (fusion du conseil révolutionnaire et du gouvernement). Dans l'armée il y a encore des remous. Le chef de l'Etat-major est remplacé.

L'« opposition » libérale et les Fedayne organisent un meeting le 22 juillet sous la houlette de Taleghani, en commémoration d'une journée révolutionnaire de 1952. De ce meeting, ne sort rien.

C'est à ce moment que le soutien au régime de Khomeini se précise, d'abord celui de l'impérialisme US. Yazdi, ministre des Affaires étrangères, déclare le 16 juillet qu'il y a et il y aura des contrats d'achat d'armements ; peu après est annoncé l'achat de 5 milliards de dollars d'armes à l'impérialisme. En même temps, Yazdi déclare dans une réunion où participent des représentants des partis politiques qu'il a l'intention d'annuler le traité de 1921 (traité qui permet à l'URSS d'envoyer son armée en Iran si elle se sent menacée).

En même temps, le 30 juillet, on parle dans la presse d'un message de Hua Kuo-feng qui s'« excuse » d'avoir soutenu le chah (sic...) et défend la « République islamique ».

La politique de l'URSS est toujours axée sur le soutien à Khomeini. Quant à Cuba, Yazdi donne son accord pour participer à la conférence des pays non-alignés.

LES ELECTIONS DU 4 AOÛT

Parmi les organisations qui boycottent les élections, il y a le Front démocratique (qui le dit dès l'annonce des élections) et plusieurs organisations du peuple arabe, ainsi que des organisations kurdes. Chez les Fedayne, il y a une scission à ce sujet. Une partie de l'organisation boycottée alors que l'autre fraction présente trois candidats.

Les autres organisations (Tudeh, Moudjahedine) participent. Mais, quelques jours avant les élections, l'organisation de Chariat Madari et le

Front national déclarent qu'ils n'y participeront pas.

Le climat avant les élections est le suivant : d'un côté les bandes fascistes déchirent les affiches, attaquent les meetings. En même temps, le gouvernement donne toute facilité aux participants de s'exprimer à la radio-télévision.

Des meetings se tiennent néanmoins : celui du Tudeh regroupe 20 000 personnes.

Le jour des élections, le trucage est évident. La participation reste élevée (moins qu'au référendum, d'après le gouvernement lui-même). Le trucage se fait surtout au niveau des illettrés pour qui les mullahs, dans les mosquées, écrivent la liste du Parti de la révolution islamique qui sort premier vainqueur de ces élections.

A la suite de ces élections des protestations s'élèvent. En particulier du Front national et surtout de l'organisation de Chariat Madari. Mais celui-ci explique qu'il n'engagera aucune action contre, « car cela aboutirait à des querelles fratricides et mettrait le pays en danger », etc. Ainsi l'« opposition » dite libérale s'incline devant Khomeini.

Quelques jours après les élections, se déchaîne l'offensive de Khomeini. C'est la fermeture d'« Ayandegan ». Pour la réouverture de ce journal, une manifestation est organisée par le Front démocratique le 12 août, à laquelle participent 100 à 200 000 personnes. Manifestation très violente, attaquée par les Hezb Allah. Pour la première fois il y a des mots d'ordre contre Bazargan : « Dans le gouvernement de Bazargan, il y a la censure et la répression » ; « mort au fascisme ». Mais il n'y a aucun mot d'ordre contre Khomeini. La manifestation est dirigée contre lui, mais les manifestants préfèrent eux-mêmes ne pas prononcer son nom.

Au lendemain de cette manifestation, commencèrent les attaques des bandes fascistes contre les locaux des organisations, les gens de la rue ; les actes de vandalisme durèrent quelques jours.

Les Fedayne avaient préféré vider leur local avant l'attaque. Les Moudjahedine ont résisté plusieurs jours,

avec un service d'ordre permanent formé non seulement de leurs militants mais aussi de jeunes travailleurs, venus pour défendre le local. Finalement, leur négociation avec Khomeini n'aboutit pas et ils doivent vider leur local. Toute la presse libre est déclarée interdite quelques jours après. C'est à la suite de ces attaques contre les libertés que l'armée commence son attaque généralisée contre le peuple kurde.

Il faut noter que, pour se préparer, le 17 août, trois jours après la manifestation de la « gauche », le régime appelle à une manifestation à Téhéran pour la « défense de la Palestine », à laquelle participent plusieurs millions de personnes. Le régime utilise comme d'habitude les sentiments anti-impérialistes des masses pour son propre compte.

C'est dans ces conditions que la guerre au Kurdistan a lieu. Les villes tombent les unes après les autres et le « jugé » Khalkhali voyage de ville en ville et fait exécuter des centaines de Kurdes.

La guerre a soulevé des problèmes pour le régime, en particulier par rapport à l'armée. La discussion a été très âpre dans les casernes, les soldats refusant de partir. Khomeini a dû se mettre « personnellement » à la tête de l'armée, faire appel aux volontaires, à la milice pour arriver à une mobilisation militaire. Evidemment, le régime a menacé les soldats et les officiers d'exécution s'ils refusaient de partir. Ce n'est qu'avec ces moyens que le régime réussit à faire tomber Mahabad, mais au prix d'une désagrégation supplémentaire de l'armée qui, même aujourd'hui, est loin d'être reconstruite.

En ce qui concerne les mouvements de solidarité, la propagande du régime a été telle que, les premiers jours, les travailleurs « marchaient » avec lui, croyant que des contre-révolutionnaires étaient venus d'un autre pays pour envahir le Kurdistan. Mais au bout de quelques jours, avec les témoignages de ceux qui en sont revenus, des soldats qui ont rejoint les Kurdes, le chauvinisme baisse. Pourtant il n'y a aucune solidarité organisée (vu la répression à Téhéran même et également par le fait que la solidarité n'avait jamais été organisée auparavant).

avant). A un seul endroit, il y eut des actions de solidarité, au niveau des médecins et personnels hospitaliers qui ont engagé des grèves pour protester contre l'exécution d'un médecin parti au Kurdistan pour aider les Kurdes et assassiné sur ordre de Khalkhali.

Mahabad tombe le 4 septembre.

Un calme apparent règne dans le pays, mais on sent le bouillonnement qui continue. Les masses n'ont pas subi de défaite. Elles se préparent pour un nouvel assaut. La mort de Taleghani fin août donne lieu à une mobilisation sans précédent dans le pays. Cinq millions de personnes dans les rues à Téhéran. Un million reste la nuit dans le cimetière. Cette manifestation que les khomeinistes tentent d'orienter vers un soutien au régime n'en était en fait pas un. Taleghani était considéré comme « libéral » et sa mort désespère la population et accentue la crise de la bourgeoisie.

NOUVELLE PHASE

Une nouvelle phase se dessine au mois de septembre, où la lutte des travailleurs reprend (manifestations de chômeurs dans tout le pays, les nationalités kurde et arabe résistent à l'occupation militaire en organisant des manifestations et surtout par la résistance armée).

La crise de la bourgeoisie ne fait que s'exacerber. Nazih, directeur de la SNIP est limogé pour avoir refusé l'« épuration » des travailleurs du pétrole. En même temps, à l'Assemblée des experts, la crise se fait jour. Les partisans de Chariat Madari ainsi que Bari Sadre (théoricien khomeiniste) votent systématiquement contre les lois. La mort de Taleghani a accentué cela. Le lendemain de sa mort, Bazargan critique publiquement l'Assemblée des experts. Il déclare :

« Le défunt (*Taleghani*) n'avait qu'un souci avant de mourir : que cette constitution ne soit pas celle pour laquelle le peuple a fait la révolution. »

Ce qui aggrave les ripostes de part et d'autre.

La crise au niveau de l'armée se poursuit également à propos du Kurdistan. L'armée demande que la milice sorte tandis que la milice trouve l'armée incapable. La crise est également là, au grand jour.

Au mois d'octobre, la situation devient de plus en plus explosive. A Auzali (le plus grand port de pêche de la Caspienne), les pêcheurs incendient le siège de la Compagnie nationale du caviar, exigeant le contrôle de la pêche par le conseil élu des pêcheurs. Ils s'en prennent violemment à la milice khomeiniste et toute la population de la ville se solidarise avec le combat des pêcheurs. Au lendemain des combats, toute la ville est en grève et des manifestations se déroulent. Le régime est obligé de reculer, en désarmant puis en renvoyant la milice.

En même temps, les chômeurs engagent des actions dans tout le pays, et organisent des manifestations, des sit-in, des occupations. Les étudiants manifestent dans plusieurs villes, exigeant l'autorisation des activités politiques dans les établissements, la réintégration des enseignants épurés, 25 000 étudiants manifestent à Téhéran le 28 octobre.

Les nationalités opprimées, loin d'avoir subi une défaite, multiplient leurs actions contre le régime. Au Balouchistan des manifestations se déroulent, le peuple balouche exige ses droits nationaux et se déclare solidaire du peuple kurde. Au Khouzistan, aux dires mêmes du gouverneur, le gouvernement est loin de contrôler la région.

Au Kurdistan la résistance bat en brèche la normalisation. C'est alors que le régime, pour tenter de cadenasser le mouvement des masses vers l'auto-organisation et pour essayer de reconstituer un tant soit peu l'Etat démantelé, décide d'organiser des élections aux « conseils de ville » qui se déroulent le 12 octobre. Mais ces

élections sont un échec cuisant pour le régime et leur boycott est massif. Cela témoigne de la poursuite du processus de rupture entre les masses et la direction khomeiniste, rupture qui s'était déjà manifestée dans les élections à l'Assemblée des experts. Cette fois-ci le boycott a été massif non seulement dans les régions des peuples opprimés, comme le Kurdistan et le Balouchistan, mais également dans les villes habitées en majorité par des travailleurs perses. La fraude électorale organisée par le PRI aidé par la milice a été tellement énorme, que dans de nombreuses villes, à la suite des protestations, les élections ont dû être invalidées.

Cette mobilisation intense des masses a encore plus aggravé la crise au sommet du régime. C'est ainsi qu'à Tabriz des manifestations gigantesques se déroulent contre la milice, tenue pour responsable d'un attentat contre Chariat Madari, tandis que Khomeini profère des menaces contre ceux qui s'opposent à l'« unité » et aux lois décidées par l'Assemblée des experts contre lesquelles Chariat Madari a pris position.

C'est dans cette situation, loin de pouvoir contrôler le mouvement des masses, que la crise de la bourgeoisie aboutit à la démission de Bazargan. Le mouvement contre l'impérialisme américain, la prise des ambassades, la décision des travailleurs du pétrole de faire l'embargo sur la vente de pétrole brut à l'impérialisme US, la revendication de plus en plus reprise par les masses des nationalisations sans indemnisation, expropriation de l'impérialisme, etc., dépassent le pouvoir de contrôle de Khomeini. Et c'est ainsi que l'on aboutit à la situation du mois de novembre 1979 que nous avons caractérisée au tout début de cet article.

Salimé Etessam,
15 novembre 1979.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

**travailleurs,
militants,
jeunes**

Chaque semaine,

Informations ouvrières

tribune libre de la lutte des classes.

JE M'ABONNE A « INFORMATIONS OUVRIERES »

NOM, Prénom	1 an	150 F
	[pli clos]	250 F
Adresse	6 mois	80 F
	[pli clos]	130 F
	Etranger [1 an] ...	210 F
Code postal et ville	[pli clos]	320 F

- Rayer les mentions inutiles
- Joindre le règlement correspondant
- Bulletin à envoyer à « INFORMATIONS OUVRIERES »

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831 - 73 Paris — Tél. : 247 13 34

DES ENSEIGNEMENTS
POUR LE COMBAT POLITIQUE
D'AUJOURD'HUI

la grève Renault de 1947

par Denis COLLIN

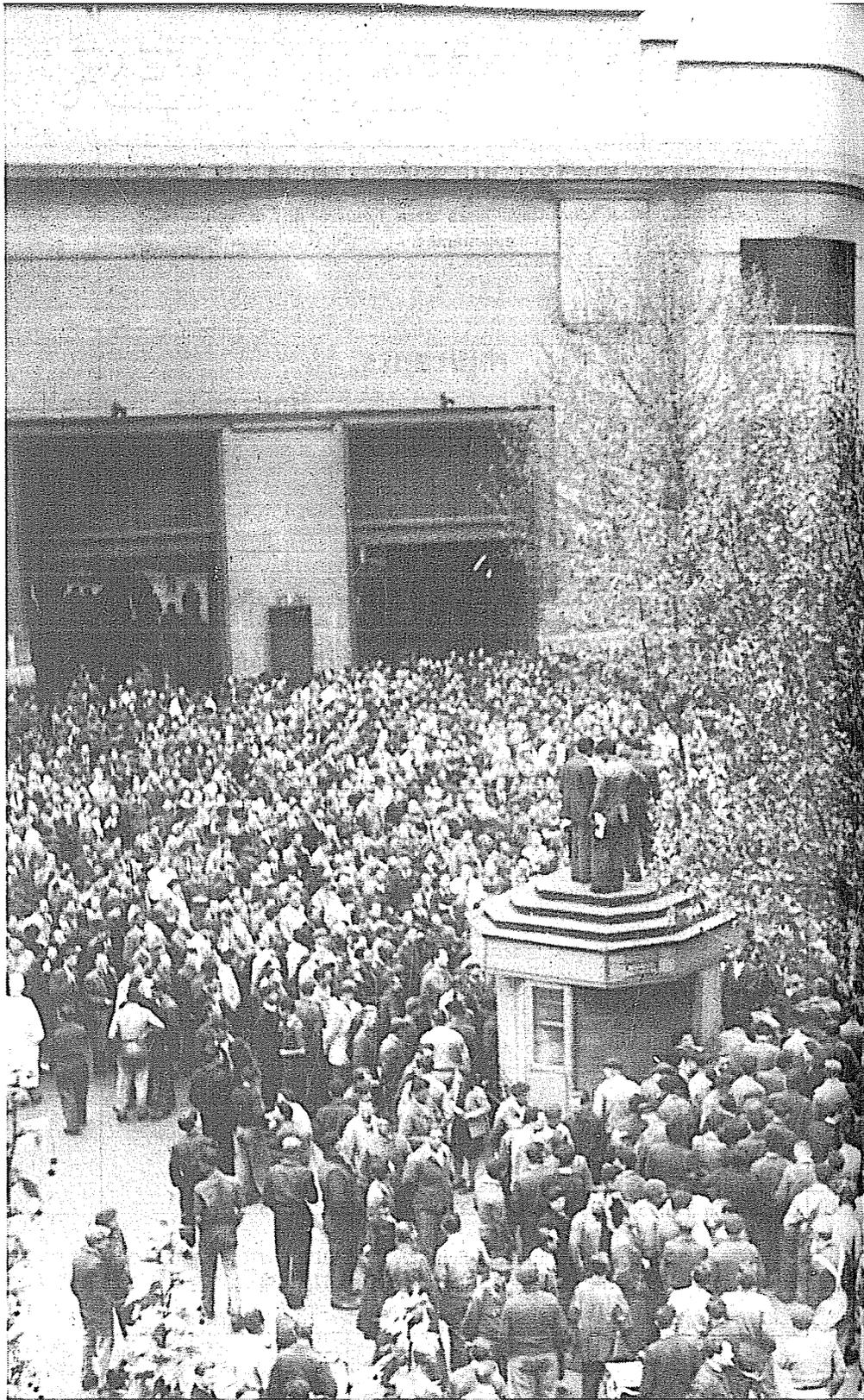
Le 25 avril 1947, les départements 6 et 18 des usines Renault se mettent en grève pour une augmentation de 10 F de l'heure sur le taux de base et pour le paiement intégral des jours de grève. Il y a 1 500 grévistes. Un comité de grève, élu démocratiquement, dirige le mouvement dans ces départements.

En quelques jours, les ouvriers des usines Renault vont faire exploser le dispositif par lequel bourgeoisie et appareils bureaucratiques cadennassent le mouvement de la classe ouvrière depuis la Libération. Après avoir calomnié furieusement les grévistes, la direction stalinienne de la CGT tournera, transformera la revendication de 10 F de l'heure en celle d'une prime à la production et finira par coiffer le mouvement. Le Premier ministre Ramadier expulse alors les ministres PCF du gouvernement. C'était la fin du « tripartisme » MRP-SFIO-PCF succédant au gouvernement d'union nationale dirigé par de Gaulle, sous l'égide desquels l'Etat bourgeois français avait été reconstruit.

L'expulsion des ministres « communistes » du gouvernement Daladier correspondait au commencement de la « guerre froide ». Dès lors que, de l'intérieur du gouvernement, les ministres « communistes » devenaient incapables d'assurer l'« ordre » social, de cadennasser le mouvement des masses,

ils n'y avaient plus leur place ; d'autant plus que l'impérialisme américain, dominant et impulsant le système impérialiste, s'engageait dans une politique de préparation à la guerre contre l'URSS. L'appareil social-démocrate international s'alignait inconditionnellement du côté de l'impérialisme américain, et Ramadier, membre important du Parti socialiste SFIO, occupait parfaitement sa place en dirigeant ce gouvernement de transition entre le tripartisme et les gouvernements de « guerre froide ».

Avant un meeting du comité central de grève à la sortie de l'usine Renault, place Nationale, à Boulogne-Billancourt, le 29 avril 1947. (Ph. AFP).



Si nous nous proposons dans cet article d'étudier les grèves de 1947, et singulièrement la grève des usines Renault, ce n'est pas pour faire œuvre d'historiens, mais pour des raisons de politique actuelle, pour les nécessités du combat révolutionnaire d'aujourd'hui. En effet, le mouvement qui va s'affirmer dans la grève Renault, lancé à partir du secteur Collas, va voir les travailleurs se frayer la voie du combat en submergeant l'obstacle politique dressé par le parti stalinien. La constitution d'un comité de grève, élu démocratiquement, sera l'expression et l'instrument de ce mouvement. Dans d'autres circonstances, ce sont les mêmes caractéristiques fondamentales qui s'appliquent aux processus en cours dans des dizaines et des dizaines de mouvements.

« La Vérité » a déjà abordé ces questions. Dans le numéro 573 (septembre 1976), César Corte étudiait la continuité des processus qui vont du « Ne signez pas ! » lancé à Ségué par les ouvriers de Renault le 27 mai 1968 jusqu'aux mouvements actuels. Concluant son étude sur la grève des instituteurs de la Seine-Saint-Denis en juin 1976, Corte expliquait :

« Ainsi, les choses sont claires : par leur combat politique, unis à la base sur leurs revendications, en engageant l'action, les instituteurs de la Seine-Saint-Denis ont réussi partiellement à imposer le front unique, à faire jouer aux organisations le rôle pour lequel la classe ouvrière les a construites, contre ce qu'affirmaient les dirigeants qui, parce que toute leur politique est tendue vers le maintien en place de ce gouvernement, prétendaient que ces revendications étaient irréalistes. Par les méthodes de la démocratie ouvrière, lui donnant son plein contenu dans le combat de classe, ils ont arraché la victoire. Ils ont appris dans ce combat qu'ils peuvent, en décidant eux-mêmes, en s'organisant par le comité de grève unissant tous les personnels, contraindre les dirigeants. C'est une leçon d'importance pour toute la classe ouvrière de ce pays (...).

Nécessairement aujourd'hui, ce processus interne à la classe ouvrière va se poursuivre, s'approfondir, intégrant le point où est parvenue la crise du régime, l'éclatement du gouverne-

ment Giscard-Chirac. Les contradictions internes du régime bonapartiste, contradictions économiques, sociales, politiques, ont fait craquer le dispositif par lequel la bourgeoisie et les appareils maintenaient les choses en l'état. Ces contradictions, aujourd'hui libérées, vont constituer un puissant facteur, un formidable appel pour l'action indépendante de la classe ouvrière. Les perspectives qui sont aujourd'hui ouvertes, ce sont des luttes qui seront des éléments de préparation d'une explosion politique, laquelle balayera le régime bonapartiste et ses institutions. »

La perspective tracée ici s'est entièrement vérifiée. Les explosions de Denain et de Longwy aussi bien que les résultats des élections cantonales expriment que la classe ouvrière est engagée dans le mouvement qui conduit à la liquidation du régime. Et dans ce mouvement, pour lui frayer la voie, la classe ouvrière cherche les moyens politiques permettant de submerger la politique contre-révolutionnaire des partis ouvriers-bourgeois et des dirigeants des syndicats. Il ne s'agit pas pour les militants révolutionnaires de questions secondaires, tactiques. La IV^e Internationale est fondée sur la perspective d'un regroupement du prolétariat sur un nouvel axe. Et ce que montre la grève Renault, c'est justement l'amorce de ce développement.

LA SITUATION AU DEBUT DE 1947

Dans le « Manifeste de la conférence d'alarme » (mai 1940), Trotsky écrivait, à propos de la guerre mondiale qui commençait :

« Les défaites sur le front, la destruction des capitaux nationaux, la ruine des Etats individuels ne représentent de ce point de vue que des épisodes tragiques dans la voie qui mène à la reconstruction de la société moderne. »

L'axe que Trotsky fixait aux militants de la IV^e Internationale était simple : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, le règlement général du travail avec le capital,

indispensable à la reconstruction de la société moderne.

Cette perspective s'est vérifiée de façon grandiose. De façon inégale, mais combinée, dès 1943, c'est la révolution mondiale qui redresse la tête, après des années de terribles défaites. La fin de la guerre verra se créer des situations révolutionnaires dans la plupart des pays d'Europe dont les Etats bourgeois ont été disloqués après l'effondrement du régime nazi.

Sous les formes les plus diverses, les masses font irruption sur la scène où se joue leur propre destinée. Elles commencent à constituer leurs propres organismes. En France, en Allemagne, en Italie, surgissent des embryons de conseils ouvriers. Seule la coalition sans faille nouée à Téhéran, puis à Yalta et à Potsdam, entre les puissances impérialistes et la bureaucratie du Kremlin, permettra d'endiguer le mouvement et de reconstruire les Etats bourgeois. Tandis que l'Armée rouge tente de maintenir l'ordre à l'est de l'Europe, les PC sont chargés d'assurer la reconstruction des Etats bourgeois à l'ouest. En France et en Italie, les PC prennent place dans les gouvernements d'union nationale. Ainsi, le PCF organise le désarmement des milices patriotiques au nom des consignes de Maurice Thorez, qui revient de Moscou : « Il faut une seule armée, un seul Etat, une seule police. » Les CRS seront créées par l'amalgame entre les FTP, les FFI et les restes de la police de Vichy, la GMR. La « reconstruction de l'économie nationale » — c'est-à-dire la reconstruction des profits des trusts capitalistes — devient la tâche prioritaire. Et, suivant la logique bien particulière des staliens, la grève est proclamée « arme des trusts ».

A la Conférence nationale de la production d'armements, tenue le 1^{er} février 1946, Charles Tillon, ministre PCF de l'Armement, qui s'était déjà signalé par l'organisation du massacre de milliers et de milliers d'Algériens à Sétif le 8 mai 1945, s'exprime ainsi :

« Le devoir du gouvernement est d'empêcher à tout prix l'inflation, avec tout ce que cela comporterait de difficultés plus grandes et de misère pour tous ; il est donc dans l'obligation de prendre des mesures dont cer-

taines seront impopulaires. Mais notre devoir est d'assainir la situation financière et économique, sinon nous laisserions compromettre l'avenir de la France pour longtemps. Si nous parvenons dans un délai rapide à surmonter la crise actuelle, alors nous aurons franchi un cap difficile et serons en mesure ensuite d'assurer à tous les conditions les meilleures. »

On croirait lire un discours du « meilleur économiste de France » ! Dans l'Europe ruinée, cette politique frappe de plein fouet la classe ouvrière : rationnement et blocage des salaires sont les conditions indispensables à la reconstitution de l'économie capitaliste.

LE DISCOURS DE WAZIERS

Dans un article publié par « Jeune Révolutionnaire » le 30 avril 1971 : « Un exemple : l'appareil stalinien et la grève Renault de mai 1947 », François Tarrant écrit :

« En mars 1946, la Fédération des travailleurs de la métallurgie de France et des colonies-CGT sort une brochure surtitrée « La bataille de l'acier » et intitulée « Produire ou mourir » ; cette brochure est signée Alfred Costes, secrétaire général de l'une des plus puissantes fédérations syndicales de la CGT, la CGT étant alors la seule et unique confédération ouvrière existante.

Cette brochure, en guise de préface, reproduit le discours que prononça Ambroise Croizat, ministre du Travail, ministre stalinien, devant la conférence nationale des comités d'entreprise, qui s'était tenue le 23 février 1946.

Le titre de la brochure est, à lui seul, tout un programme : « Produire ou mourir. »

Or les travailleurs crèvent de faim. Le rationnement existe pour tout. Le marché noir est à tous les coins de rue. Les produits alimentaires sont distribués avec parcimonie ; ils sont de mauvaise qualité. Le logement est introuvable. Le charbon n'existe pas en quantité suffisante pour se chauffer convenablement. La cherté de la vie

prend des proportions catastrophiques.

1944-1945 a vu les masses ouvrières de l'Europe relever la tête. Par millions, les travailleurs, au sortir de la plus grande boucherie impérialiste mondiale, ont tenté, dans les cadres qu'ils avaient hérités de l'avant-guerre, de poser avec force leurs problèmes, c'est-à-dire celui de la révolution socialiste. A tous les niveaux, leurs luttes et leurs espoirs cherchaient à dépasser les cadres d'organisation et de vie politique qui s'avéraient incapables de les mener là où ils voulaient aller. Toute l'histoire de ces années 1944-1945-1946 est celle des masses ouvrières cherchant à chaque étape, et à partir de leur seule réalité de masses exploitées dominées par les appareils stalinien et réformiste, de trouver, à travers les organisations mêmes qui avaient pour objet essentiel de les détourner de leur voie à elles, le chemin de la lutte de classe la plus résolue.

Croizat, ministre du Travail d'un gouvernement bourgeois, appliquera scrupuleusement les consignes contre-révolutionnaires de la bureaucratie stalinienne de Moscou.

A chaque étape de la lutte des classes, son œuvre consistera à ce que les masses réintègrent les cadres de la société bourgeoise, qu'elles ont irrémédiablement tendance à faire éclater par leur propre mouvement. Ainsi, dans son discours qui préface la sinistre brochure : « Produire ou mourir », déclara-t-il :

« Chacun à sa place dans une industrie ou une entreprise !... Il faut éviter l'erreur grave qui consiste à assurer le fonctionnement de l'usine par les comités d'entreprise, mais ceux-ci ne doivent pas s'imposer aux lieux et places de la direction générale de l'entreprise. »

Et quelques moments plus tard il ajoutera, avec un cynisme propre à tous les bureaucrates :

« Nous nous sommes efforcés, au Parlement, d'apporter de petites améliorations pour les ouvriers, visant à la majoration des heures supplémentaires, et cette amélioration a une double importance : elle remet en vigueur le principe de la loi des

quarante heures, ainsi que le principe des heures supplémentaires à partir de la quarante et unième heure. »

Le bureaucrate en second qu'était Alfred Costes ne pouvait pas être de reste sur son camarade ministre, hiérarchiquement supérieur ; aussi explique-t-il dans un paragraphe intitulé « Production et climat moral » :

« D'un autre côté et par l'intermédiaire des syndicats et des comités d'entreprise, il serait bon de développer et de réaliser, aux environs des usines, des fermes dont les produits pourraient être répartis entre les ouvriers. De plus, les syndicats, les comités d'entreprise doivent prendre résolument la tête du mouvement en faveur des jardins-potagers individuels. »

A vingt-cinq ans de distance, ces phrases apparaissent ubuesques. Cependant, elles n'étaient pas du folklore. La grossièreté du propos a un but politique précis : il s'agit de laminer, d'écraser la conscience de la classe ouvrière en marche vers son émancipation, en la ravalant au rang de l'ouvrier-paysan et du jardinage alimentaire. L'irréalité du propos est ordonnée par la ligne directrice contre-révolutionnaire de la bureaucratie.

D'ailleurs, le ton était donné par Thorez, l'un des plus importants bureaucrates staliniens de l'Europe occidentale. Le 1^{er} mars 1946, à Aubry, devant les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, il avait déclaré :

« Qui peut donner sa vie peut donner son travail, surtout quand ce travail a la vertu d'améliorer les conditions d'existence de notre peuple.

Est-il possible que des jeunes l'aient oublié ?

Moi aussi, je suis allé au bal. J'en ai connu des nuits de ducasses ; mais le matin, j'allais travailler. Jamais personne n'aurait accepté de manquer une heure. »

A Waziers, six mois plus tôt, le 21 juillet 1945, toujours devant les mineurs, le même Thorez avait déclaré :

« Il faut ici, chers camarades, saluer le sacrifice de vos camarades

de la métallurgie qui viennent de renoncer à leurs vacances payées pour vous fabriquer des marteaux-piqueurs (...).

Voici un autre cas. On m'a signalé l'autre jour dans un puit, le puit de l'Escarpelle, une quinzaine de jeunes gens, de galibots, qui ont demandé de partir à six heures pour aller au bal. Je dis que c'est inadmissible (...).

Ici, chers camarades, je le dis en toute responsabilité au nom du comité central, au nom des décisions prises au congrès du parti, je le dis franchement : il est impossible d'approuver la moindre grève, surtout lorsqu'elle éclate, comme la semaine dernière, aux mines de Béthune, en dehors du syndicat et contre le syndicat. On a pris des sanctions. Sur quatre porions, on en a réintégré deux, en les rétrogradant d'ailleurs. »

Quelques semaines auparavant, le 24 mai 1945, de Gaulle déclarait à la radio :

« Dans la situation où nous sommes, le ralentissement des efforts de la part des producteurs, ou bien des grèves, lorsqu'elles se produisent, ne peuvent avoir d'autre conséquence que d'aggraver davantage, au détriment de tous, les déficiences de la production. »

Il n'y a pas là rencontre de hasard. C'est la seule direction stalinienne qui prend en charge les intérêts de la bourgeoisie ; elle seule peut valablement le faire car ce qui est au centre de tous les problèmes politiques majeurs de cette période est la question suivante : la classe ouvrière acceptera-t-elle ou n'acceptera-t-elle pas cette politique qui la voue à renforcer le régime d'exploitation capitaliste au prix de sa propre survie et de son propre sang en balayant l'essentiel de ses aspirations socialistes et révolutionnaires ?

C'est seulement l'engagement plein et entier du parti stalinien, avec ses « ministres ouvriers » d'un côté, et le contrôle de la CGT de l'autre, qui peut faire passer cette politique, faire accepter aux masses les sacrifices.

L'organe de la CGT, « Le Peuple », daté du 1^{er} mars 1947, donnait des indications significatives :

« La part des salariés dans le revenu national réel, si la revendication de la CGT n'était pas acceptée, tomberait de 48 % en 1938 à 38,5 % en 1947, après avoir fléchi pour l'ensemble de 1946 à 41,2 %. »

Une commission des salaires avait proposé le « relèvement des salaires anormalement bas ». « Le Peuple » notait :

« Le seul relèvement des salaires anormalement bas n'accroîtrait la part des travailleurs que de 0,35 %. »

Telle est la situation que les ministres « communistes » sont chargés de faire accepter aux ouvriers. La CGT, de son côté, combine quelques regrets platoniques à l'interdiction de fait des mouvements grévistes. « Front ouvrier », journal syndical animé par les militants trotskystes du Parti communiste internationaliste, appréciait ainsi cette situation.

« Derrière les regrets platoniques, il y a l'acceptation, face à la bourgeoisie qui prend chaque jour une plus grande part du revenu national, du carcan abrutissant des 48 heures, du travail au rendement, qui doivent procurer des surbénéfices au patronat. Une vie d'esclaves est imposée aux travailleurs s'ils veulent atteindre un salaire minimum vital ! Cinquante ans de lutte sont annulés dans des conditions telles que la position du patronat s'en trouve considérablement raffermie. Quant aux camarades qui, à la base, ont entamé la lutte pour une revalorisation générale des salaires basée sur un minimum vital décent, qu'ils se débrouillent ! De quoi ébranler la confédération de haut en bas. Mais qu'importe aux yeux de tous ceux qui ont depuis longtemps sacrifié l'autonomie du mouvement syndical aux exigences des partis politiques qui siègent dans un gouvernement de défense des intérêts capitalistes. »

Mais tous les rapports entre les classes et au sein des classes se tendent. Les illusions de la Libération dissipées, la politique d'engagement direct et ouvert du PCF dans la défense de l'ordre bourgeois crée au sein de la

classe ouvrière des contradictions explosives. La modification des rapports au sein de la classe ouvrière se combine avec les changements dans l'ensemble des relations internationales. Dans les pays du « glacis » d'Europe de l'Est, la politique de restauration de la bourgeoisie sous la houlette de l'Armée rouge a échoué. La bureaucratie du Kremlin étend à ces pays les rapports de propriété issus de la révolution d'Octobre.

A l'inverse, l'impérialisme cherche à reprendre l'initiative et accentue sa pression sur Moscou. Pendant que les cercles militaires discutent de la stratégie du « roll back » afin de « refouler le communisme », le plan Marshall est mis au point. La guerre froide se prépare, qui va contraindre Staline à modifier sa tactique, allant jusqu'à utiliser de façon totalement contrôlée le mouvement des masses comme moyen de pression pour amener l'impérialisme à un nouvel accord de « coexistence pacifique » dans des conditions qui ne remettent pas en cause la stabilité bureaucratique. Mais jamais Staline ne cherchera à remettre en cause le statu quo mondial négocié à Yalta et Potsdam.

Toutes sortes de fables ont circulé selon lesquelles le PCF aurait tenté en 1947-1948 de réussir un « coup de Prague » à Paris. L'étude des grèves de 1947 et de la politique qu'y suivit le PCF démontre sans le moindre doute que le PCF ne chercha jamais à établir en France une « démocratie populaire ». Il situa toujours son action dans le cadre du respect des intérêts du capital financier français et de l'Etat bourgeois. Après la grève Renault, il « chevaucha » une vague gréviste (grèves et manifestations de novembre 1947, grève des mineurs en 1948), mais à chaque étape il organisa sa tactique afin d'empêcher que ces grèves ne provoquent la déstabilisation du fragile Etat bourgeois français.

LES PREMICES DE LA GREVE RENAULT

Dès l'effondrement de la domination nazie et de l'Etat français de Pétain, la politique de l'union nationale constitua un formidable carcan destiné à empêcher toute action indé-

pendante de la classe ouvrière. Auréolé du prestige de la révolution d'Octobre, des victoires de l'Armée rouge contre le nazisme et aussi du rôle de ses militants dans la Résistance, le PCF s'engage à fond contre le mouvement de la classe ouvrière. Mais « les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques », ainsi que l'écrit notre programme.

Dès 1945, une série de mouvements grévistes témoignent de la volonté qui mûrit au sein de la classe ouvrière de briser le carcan de l'union nationale. En janvier 1946, les rotativistes de la presse parisienne se mettent en grève, contre l'avis de la direction de la CGT. « L'Humanité » sortira avec des blancs, les grévistes ayant refusé la publication d'un discours du ministre « communiste » et dirigeant de la CGT Ambroise Croizat.

A une échelle beaucoup plus large, ce sont les mouvements de l'été 1946 dans les PTT. Mouvements significatifs à plus d'un titre : Maurice Thorez, ministre d'Etat de De Gaulle, avait élaboré un statut de la fonction publique. Mais certains avantages accordés aux autres administrations étaient refusés aux postiers. La revendication du reclassement des travailleurs des PTT va centraliser politiquement le combat des postiers contre le gouvernement d'union nationale. La pression monte : des motions des sections de base pleuvent sur les bureaux des dirigeants de la fédération postale. Le 11 juillet, les dirigeants de la fédération lancent une sorte de « journée d'action » avant la lettre, destinée à casser la mobilisation des postiers. Mais à Bordeaux, les travailleurs enfreignent les consignes syndicales et cessent le travail. Harcelé, le bureau fédéral décide une grève de 10 heures le 30 juillet. Mais Bordeaux, Clermont-Ferrand et Lille se déclarent en grève illimitée. Le 31 juillet, c'est tout le pays qui est touché. La direction de la CGT s'oppose nettement au mouvement :

« La grève illimitée est une erreur parce qu'on ne peut pas faire la grève par plaisir, parce qu'elle retarde la pourparlers et l'élaboration des textes, parce qu'elle est susceptible de nous aliéner la sympathie du public » (circulaire du bureau fédéral n° 53,

reproduite dans *La Fédération postale*).

Le 2 août, les postiers ripostent en constituant un comité national de grève. Les questions revendicatives en cause ont pris un contenu politique général. Confrontés à la colonisation de leur syndicat par un appareil au service du gouvernement capitaliste, les travailleurs sont contraints de s'organiser de façon indépendante, sont contraints de chercher à se tirer d'affaire par eux-mêmes, et tout naturellement empruntent les voies classiques de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat, l'élection de députés ouvriers, mandatés par la masse. Mais les postiers ne cherchent pas à construire un « syndicat-bis ». Leur mobilisation indépendante dans les comités de grève est l'arme qui leur permet de combattre pour se réapproprier leur organisation syndicale, pour imposer, contre le contrôle de l'appareil, leur propre contrôle. Ainsi le congrès du comité national de grève, tenu à Montrouge les 16 et 17 août, proclame déchu les dirigeants de la Fédération postale, et adopte une résolution qui

« décide d'informer la CGT que les postiers syndicalistes sont prêts à accepter le contrôle impartial de toutes les opérations à réaliser en vue du renouvellement des organismes fédéraux et de l'organisation du congrès extraordinaire qui se tiendra sous l'égide de la CGT ».

« Front ouvrier » soulignait ainsi le contenu politique de cette bataille :

« La grève des postiers a exprimé le plus clairement les besoins de la lutte revendicative, elle marque le point le plus haut de la première étape de la lutte des classes, étape dans laquelle les ouvriers se débarrassent de la chape de plomb de la collaboration de classes. Déjà les métallos, dans certaines entreprises, ont créé dans l'action pour les salaires des embryons de ces comités de grève qui se sont épanouis chez les postiers (...). Mais les postiers ne se sont pas arrêtés aux comités de grève, ils ont renouvelé à l'échelon départemental et national la direction syndicale défaillante par l'élection démocratique de comités de grève départementaux et du comité national de grève » (*Front ouvrier*, 12 août 1946).

Pour les trotskystes, nulle ambiguïté : le comité de grève n'est pas un organe « antisindical ». Il est le moyen par lequel les travailleurs s'organisent eux-mêmes, réalisent le front unique de leurs organisations et luttent pour la rupture avec la bourgeoisie. Cette expérience démontre en outre que la rénovation des syndicats ne peut pas être le fruit de longs et patients efforts d'opposition « parlementaire » dans les instances syndicales, mais qu'au contraire la rénovation des syndicats, le renouvellement de leur composition et de leurs instances dirigeantes, ne peuvent intervenir que comme un élément du combat de classe contre la bourgeoisie, combat qui exige la mobilisation indépendante des travailleurs, brisant l'obstacle des appareils et réalisant eux-mêmes le front unique de la base au sommet.

La direction de la Fédération postale refuse obstinément de céder à la pression des postiers. Elle refuse l'élection des responsables syndicaux au suffrage universel. Ce n'est pas un hasard : il lui faut préserver à tout prix le contrôle de l'organisation syndicale pour pouvoir faire passer la politique anti-ouvrière du gouvernement dans lequel siègent les ministres « communistes ». Ce qui posait de façon brûlante la nécessité de l'organisation de l'avant-garde sur la base d'un programme politique clair, intégrant la compréhension que les dirigeants PCF de la CGT, comme les dirigeants SFIO et ceux de la tendance Force ouvrière, étaient « définitivement passés du côté de l'ordre bourgeois ».

La faiblesse des trotskystes et leur incapacité à définir une ligne de construction du parti révolutionnaire dans l'intervention dans la lutte des classes ne permirent pas l'organisation de cette avant-garde. Les militants du comité national de grève se trouvaient dans l'impasse. 15 000 militants environ, refusant de céder devant la politique stalinienne, quitteront la CGT et fonderont le 8 décembre 1946 le « comité d'action syndicale », qui se transformera en juillet 1947 en « Fédération syndicaliste des PTT » et rejoindra la CGT-FO après la scission confédérale.

Ce mouvement des postiers sera le précurseur de dizaines d'autres mouvements, plus ou moins étendus, qui

se développeront dès janvier 1947 : mouvements de grève chez les dockers à Nantes, chez Michelin à Clermont-Ferrand, etc.

DU « COMITE DES MECONTENTES »...

Un peu partout, la question des augmentations de salaires surgit comme une question qui concentre la mobilisation de la classe. Depuis 1944, les salaires sont bloqués ; l'indice des salaires sur la base 100 en 1938 est à 360 en octobre 1945 ; sur la même base, l'indice des prix de gros est à 440, celui des prix de détail à 460 ; en mai 1946, l'indice des prix de gros passe à 622, celui des prix de détail à 547. L'année 1947 s'annonce comme une des années les plus graves de l'après-guerre. Alors que le gouvernement Ramadier avait prévu une série de baisses, il y renonce en mars 1947.

Depuis que Maurice Thorez avait appelé à « retrouver les manches », la direction de la CGT s'était efforcée de faire accepter les privations au nom de lendemains meilleurs.

Mais l'aggravation de la situation économique précipite la résistance ouvrière. Entre septembre 1946 et juin 1947, le pain va augmenter de 128 %, le lait de 91 %, le bifteck de 40 %. En août 1947, la ration de pain va tomber à 200 grammes, soit le niveau le plus bas depuis 1940 ! Cette « aggravation plus qu'à l'ordinaire des conditions de vie des masses » accélère la maturation de tous les processus politiques en cours.

Exprimant les besoins de leur classe, les militants trotskystes engagent une campagne pour le relèvement général des salaires et l'échelle mobile. « Front ouvrier » met en avant le « mot d'ordre général : immédiatement 10 F de l'heure ». Cette bataille est étroitement liée à la lutte pour les 40 heures en cinq jours, s'opposant ainsi au développement du travail aux pièces et à la prolongation de la journée de travail qu'imposent patronat et gouvernement.

Dans son article déjà cité, François Tarrant rappelle :

« Dans l'arrière-salle d'un petit bistrot de la rue de Silly, à Boulogne-Billancourt, ils sont là, sept travailleurs de chez Renault. C'est au mois de février 1947. La plupart sont jeunes, très jeunes. Ce n'est pas la première fois qu'ils se réunissent, là ou ailleurs. A l'exception de deux ou trois, ce ne sont jamais les mêmes. Leurs discussions tournent toujours autour d'un même sujet : celui de la vie chère, des conditions de vie de plus en plus intolérables, de la politique gouvernementale, de la politique de la direction du syndicat qui est pratiquement la même que celle du gouvernement.

Leurs problèmes se résument à peu près à ceci : comment ébranler ce mur formidable que représente le gouvernement, dans lequel siègent des ministres « communistes », pour en finir avec sa politique ?

Ils se sont modestement baptisés le « comité des mécontents ».

Leur détermination et leur volonté se nourrissent des grands espoirs nés de la « Libération » éclatant deux ans et demi auparavant — deux ans et demi déjà ! —, mais aussi des grèves partielles qui éclatent sporadiquement dans l'usine, sans lendemains.

Ils sont portés par la résistance opiniâtre que des couches de travailleurs de plus en plus larges opposent, depuis bientôt un an et demi, à la politique du gouvernement et à celle des appareils confondus. (...)

Parmi ces jeunes, tous syndiqués à la CGT, sont représentées deux organisations révolutionnaires. L'une est l'Union communiste, qui se survit aujourd'hui avec le journal « Lutte ouvrière », l'autre est le PCI (section française de la IV^e Internationale), aujourd'hui Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale).

Ces réunions disparates, contrastées, en apparence sans effet et sans conséquences, plongent leurs racines parmi les quelque 45 000 travailleurs de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt qui, par leurs luttes, vont marquer un tournant dans l'immédiat après-guerre. C'est à travers ces réunions que se formulera la revendication qui allait ébranler, en plus de ceux

de chez Renault, quelques dizaines de milliers de travailleurs de la métallurgie de la région parisienne. »

En février 1947, au département 6 des usines Renault — où interviennent les militants de l'UCI (ancêtre de « Lutte ouvrière ») — et au département 18, les travailleurs déposent un cahier de revendications réclamant les 10 F de l'heure. La direction refuse les revendications. Les dirigeants de la CGT, fidèles au « produire d'abord », s'opposent aux 10 F ; à la place, ils proposent une prime à la production ! Ils continuent à être les plus chauds partisans de l'augmentation... des profits capitalistes.

Le bulletin « La Voix des travailleurs de Renault » retrace la naissance du mouvement :

« Dans l'île, c'est pour une question de boni que les gars ont débrayé ; à l'entretien, c'est pour réclamer un salaire basé sur le rendement.

Les ouvriers de l'entretien ont débrayé pour demander un réajustement de la prime et de leur classification au même niveau que les ouvriers de la production. A l'artillerie aussi il y a eu une grève. Ce sont les tourneurs qui ont débrayé les premiers, le jeudi 27 février, à la suite d'une descente de chrono... Les autres ouvriers du secteur se sont solidarisés avec le mouvement et une revendication générale d'augmentation de 10 F de l'heure...

A l'atelier 5 (trempe, secteur Collas), un débrayage a eu lieu de jeudi soir à lundi après-midi. Ces camarades, après plusieurs délégations infructueuses, obtinrent 2 F d'augmentation. Dans le secteur Collas, par solidarité pour l'atelier 3, des ouvriers arrêtaient les moteurs pour provoquer une réunion pendant le travail pour décider de l'action à mener, mais les délégués sabotèrent le mouvement en remettant les moteurs en marche... »

Ce qui s'exprime dans cette multitude de mouvements partiels, c'est tout le mouvement de la classe qui va exploser quelques jours plus tard. Les ouvriers testent la résistance de l'adversaire, se heurtent au sabotage des délégués syndicaux, obtiennent

parfois des reculs de la direction qui deviennent autant de points d'appui pour avancer. Le 17 avril, les ouvriers du département 6 décident, à l'unanimité des présents moins 8 voix,

« d'envisager la grève comme moyen d'action pour faire aboutir notre revendication des 10 F. A cet effet, ils ont mandaté des camarades pour mener l'action nécessaire. Ces camarades sont allés à la direction et celle-ci, par la voix de M. Bohin, a opposé un refus à nos légitimes revendications sous prétexte que le gouvernement n'autorisait aucune augmentation de salaire. » (tract du département 6).

... AU DEFERLEMENT DE LA GREVE

La grève va partir du secteur Collas, aujourd'hui détruit. Le mercredi 23 avril, 500 travailleurs de ce secteur votent la grève et adoptent la revendication des 10 F d'augmentation de l'heure pour tous. Le 25 avril à 6 h 30, les départements 6 et 18 se mettent en grève. Mais la grève n'est encore que partielle. François Tarrant précise :

« Cependant, la grève du secteur Collas ne se décide pas sur la ligne de l'extension de la grève à toute l'usine de Boulogne-Billancourt. Elle n'est encore, à cette étape, qu'une grève comme une autre, partielle, fragmentée, isolée. Certains iront même jusqu'à en faire une théorie : le secteur Collas fabriquant des boîtes de vitesses, il suffirait d'en arrêter la production pour, à terme, « bloquer » toute l'usine. Calcul faux, bien sûr, et sans aucune importance, mais c'était le calcul de l'Union communiste... Des profondeurs de la classe ouvrière, de ces métallos de chez Renault, vont se lever des milliers et des milliers de travailleurs et de travailleuses pour proclamer, face au gouvernement : NON ! et par là même poser les problèmes politiques les plus élevés, ceux du gouvernement. Ils les poseront tous, ils n'en résoudront aucun.

Cependant, un comité de grève s'organise, et déjà le retentissement de la grève est grand dans toute l'usine. Le « travail » du « comité des mécontents » porte ses fruits.

Le dimanche 27, le comité de grève Collas se réunit, et avec lui des travailleurs d'autres départements. L'objectif du lundi 28 : grève de toute l'usine.

Le journal L'Humanité, silencieux les 25 et 26 avril, publie le 28 un article intitulé : « Manœuvres contre la CGT et la nationalisation », dans lequel on peut lire :

« La presse réactionnaire tentait hier de donner une importance considérable au mouvement déclenché à la Régie Renault par une poignée de trotskystes qui ont réussi à entraîner 1 500 ouvriers sur les 30 000 que compte l'usine (...).

On ne peut mieux dire que derrière les instigateurs de ce mouvement, les hommes du RPF tentent une manœuvre contre la CGT et la nationalisation. »

Pour l'appareil stalinien contre-révolutionnaire, à partir de là, tout semble être dit. Les procès de Moscou n'ont-ils pas « définitivement extirpé la bête trotskyste du mouvement ouvrier » ?

Cependant, le mouvement s'étend avec une rapidité extraordinaire. Dès le mardi 29 avril 1947, un comité central de grève se constitue. En filigrane, on y retrouve le « comité des mécontents ». En filigrane seulement : à travers les métallos de chez Renault, c'est toute la classe qui s'ébranle en l'un de ses bataillons décisifs.

Le comité central de grève est une réalité vivante. Il siège au département 18. Les séances sont publiques. Son organisation répond aux besoins profonds de la classe dans son mouvement contre le pouvoir, en même temps que la faiblesse de l'avant-garde ouvrière organisée limite étroitement son horizon politique. Le seul militant trotskyste métallo chez Renault a fêté le 25 avril 1947 son 22^e anniversaire. Le PCI (l'OCI de l'époque) bande toute son énergie, pousse à la généralisation, il s'agit de la grève générale de toute la métallurgie de la région parisienne. Le lundi 28, à un meeting place Nationale, le camarade Lambert, du PCI, lancera le mot d'ordre « dételez les machines ». L'arrêt de Renault, c'est la force concentrée de toute la classe contre le pouvoir politique, le pouvoir de la bourgeoisie. »

Mais, dès le lundi 28 avril, les grévistes ont traversé l'usine en cortège et appellent les ouvriers à arrêter les machines. Au meeting, à 12 h 30, 4 000 ouvriers sont réunis place Nationale. Les dirigeants du comité de grève prennent la parole à tour de rôle pour dire : « Arrêtez les machines ! Grève générale chez Renault ! Voilà les seuls moyens à employer pour obtenir les 10 F. »

A 18 heures, ce sont les dirigeants de la CGT qui parlent devant 1 500 ouvriers qui les huent à plusieurs reprises. Sur le thème « Ne suivez pas les éléments troubles, nous allons vous obtenir une augmentation », les dirigeants tentent de casser le mouvement. Mais le soir, plus du tiers de l'usine est en grève.

Bousculant les cloisonnements et la division organisée par le patron et le syndicat, les ouvriers s'organisent à la base, commencent à tisser entre eux un réseau de combat.

Le témoignage, dû à un jeune ouvrier des usines Renault, que nous publions ci-contre donne avec la plus grande clarté la signification politique de la grève : les ouvriers se sont révoltés pour les 10 F, contre la « mainmise politique sur le syndicat », c'est-à-dire contre la subordination du syndicat à la politique bourgeoise que le parti stalinien est chargé de faire passer dans la classe ouvrière ; autrement dit, les ouvriers, avec plus ou moins de conscience, s'engagent dans une bataille pour la rupture des liens que les organisations ouvrières ont tissés avec la bourgeoisie et son Etat. C'est là le fond de l'affaire, qui s'est cristallisée dans la revendication « économique » de l'augmentation de 10 F de l'heure. L'action engagée par l'avant-garde aux départements 6 et 18 a justement permis à cette volonté de s'exprimer, de s'organiser, de devenir consciente.

COMMENT MANŒUVRE L'APPAREIL STALINIE DE LA CGT

La direction stalinienne de la CGT ne s'y trompe pas. Elle déclenche un véritable feu roulant contre les grévistes accusés d'être des « agents de la

Un jeune ouvrier raconte

« A 9 h 30, j'aperçois un défilé de types avec des pancartes : « Du pain », « Nous voulons nos 10 F », etc. Je regarde le défilé près de nous, et un type dit calmement : « Vous savez que vos copains ont débrayé aux départements 6 et 18 depuis vendredi pour les 10 F sur le salaire de base. On pense que cette revendication est juste, il faut être nombreux, mettez-vous avec nous. » Et il part.

Je ne connaissais pas encore bien les types de mon atelier, ils étaient indécis. On s'est réunis par petits groupes. Au bout d'un moment, le délégué CGT vient et, voyant que cette indécision était mauvaise, il dit : « Ce n'est pas sérieux, il faut reprendre le travail. » Je vais vers lui et lui demande : « Mais pourtant, il y a quelque chose ; explique-moi, car je suis nouveau. » « Il n'y a rien, me dit-il, c'est une équipe de gars un peu exaltés, il n'y a pas à s'inquiéter. »

Les types reprennent le travail ; je suis le mouvement. Malgré tout, cela m'avait fait un choc. A midi, je me renseigne, je discute avec les grévistes et j'apprends que parmi eux beaucoup avaient débrayé parce qu'ils en avaient assez de la mainmise politique sur le syndicat.

Rentré à 2 heures, je réfléchis : je mets ma machine en route, je travaille dix minutes et je pars. Le chef d'équipe me dit : « Qu'est-ce qui te prend ? » « Je débraye. » Le chef d'équipe me prend pour un fou ; il va vers ma machine, marque sur ma feuille l'heure à laquelle je me suis arrêté.

Je vais trouver les quatre jeunes et je leur dis : « Voyez, il y a des copains qui se sont révoltés parce qu'il y a la politique dans le syndicat. » Je leur raconte toute l'histoire. Au bout d'une demi-heure, je les entraîne et je leur dis : « Nous ne sommes que 5 ; ce n'est pas assez, il faut faire tache d'huile. » A 4 heures, nous avions 80 à 100 types qui avaient débrayé.

Entre-temps, j'étais allé dans un autre secteur discuter avec des types du comité de grève. Quand je suis revenu, mes quatre gars avaient recommencé à travailler. J'ai réussi à les reprendre, mais, sur le moment, ça fait quelque chose.

Ensuite, nous sommes allés aux grosses presses, avec un type très fort qui faisait tout ce que je lui disais et qui évidemment inspirait le respect. Il a fallu aller voir chaque type en particulier pour expliquer. A la fin de l'après-midi, nous avons pu regrouper environ 120 types.

J'avais pris contact le lundi avec le comité de grève et il m'avait dit qu'il fallait élire trois types dont un au comité central et je décide de faire réunir ce comité par atelier. »

réaction », des « fascistes » embauchés aux usines Renault par les anciens « collabos » dans le but de saboter la reconstruction nationale.

Mais les ouvriers n'étaient nullement décidés à l'entendre de cette oreille. François Tarrant explique encore :

« A coups de barres à mine, les métallos des départements en grève de l'usine Renault Billancourt, en particulier ceux des départements 6, 18 et 37, tentaient de défoncer les grandes portes métalliques du département de l'AOC (Atelier d'outillage central).

Les immenses panneaux de verre et d'acier avaient été soudés à l'arc électrique, de l'intérieur. C'était le résultat de la décision de la direction du Parti communiste français, qui voulait ainsi isoler les travailleurs de l'AOC de l'ensemble des grévistes qui déferlaient sur la plus grande usine métallurgique de France.

C'était le 29 avril 1947.

Derrière les portes, ceux de l'AOC attendaient. Quand les soudures craquèrent et que les panneaux s'ouvrirent, une immense clameur s'éleva, traversant les fermes et les verrières du bâtiment. Les travailleurs, se jetant dans les bras l'un de l'autre, scandaient d'un même élan : « Nos 10 francs ! Nos 10 francs ! »

La grève de chez Renault qui avait commencé le 25 avril 1947 prenait un nouvel élan. Le puissant appareil stalinien, ses cellules fortement et solidement implantées n'avaient pu avoir raison de la contamination gréviste.

Le 29, la grève est devenue générale. De l'île Seguin à l'usine O, tous les métallos sont arrêtés. Le comité central de grève, émanation de toute la classe en lutte, voit 80 % des départements représentés en son sein. Les comités de grève, par département, ne s'organiseront pas, ou mal. Les piquets de grève s'organiseront mal, au mieux dans le secteur Collas.

L'appareil stalinien va tourner, vite, dans la forme. C'est Duclos qui résumera très bien la tactique du PCF : « Jamais nous ne nous laisserons tourner à gauche. »

Le 29, cependant, devant le débordement et l'extension du mouvement

parti du secteur Collas, la direction de la CGT tente une première manœuvre ; elle appelle à une heure de grève pour obtenir les revendications suivantes : augmentation horaire uniforme de la prime progressive à la production de 3 F, paiement des bons coulés et des heures perdues au taux effectif, révision des « temps », organisation d'une commission paritaire de révision des chronométrages. Mais cette manœuvre échoue : le 29 avril au soir, il y a 29 000 grévistes. Pendant que tant le directeur Lefauchaux que le ministre du Travail refusent de recevoir le comité de grève, « L'Humanité » met les travailleurs en garde contre « les escrocs qui collectent des fonds de soutien sans avoir été mandatés par la CGT ».

François Tarrant :

« Le 1^{er} mai se prépare. Les travailleurs de la presse n'ont pas oublié leur grève de janvier 1946, 15 mois plus tôt. A leurs frais, ils sortiront un appel du comité central de grève Renault qui sera diffusé dans toute la métallurgie de la région parisienne et au cours du défilé du 1^{er} mai (ci-contre - NDLR).

Dans le même temps que l'appareil stalinien tourne, dans la forme, pour s'emparer d'un mouvement qui le déborde, sa violence contre l'avant-garde se déchaîne.

Dès le 28 avril, l'appareil stalinien avait usé de violences contre les grévistes au nom de « la grève, arme des trusts ».

Le 30 avril, les 1^{er} et 2 mai, il tentera à nouveau d'utiliser cette violence contre les grévistes, au nom de la grève elle-même. »

Le 30 avril, la CGT décide de soutenir la grève, mais sur les revendications CGT. Lefauchaux accepte les revendications de la CGT, sauf l'augmentation de 3 F de la prime.

LA QUESTION DE LA GREVE GENERALE DE LA METALLURGIE PARISIENNE

Contre la trahison de la direction stalinienne, le comité de grève décide de s'adresser à tous les travailleurs de la métallurgie parisienne. Le tract du comité de grève général des usines

TRAVAILLEURS DE LA MÉTALLURGIE DE LA RÉGION PARISIENNE

Les Ouvriers des Usines Renault en Grève s'adressent à vous

★

Camarades,

DEPUIS LE MARDI 29 AVRIL, NOTRE GREVE A PRIS UN CARACTERE GENERAL. Déjà, depuis plusieurs semaines, des grèves partielles réclamant un rajustement des salaires avaient éclaté dans l'usine. Car avec un salaire de 42 francs pour un O. S., face à la montée incessante du coût de la vie, aucun d'entre nous ne peut joindre les deux bouts. C'est pourquoi le vendredi 25 avril, les départements 6 et 18 se mettant en grève, un comité de grève, élu en assemblée générale à la presque unanimité, a été mandaté de mener la lutte pour 10 fr. d'augmentation de l'heure sur le taux de base ; Paiement des heures de grève.

Le Comité de grève, pour mener cette lutte qui intéresse tous les travailleurs, a fait immédiatement appel à toutes les usines Renault. Et malgré l'opposition de la Direction syndicale officielle, les travailleurs, organisés ou non, et quelle que soit leur appartenance aux différentes organisations syndicales ou politiques, ont été UNANIMES pour adopter nos revendications.

Mandatés pour exposer nos revendications à la direction patronale, celle-ci, en la personne de M. Lefauchaux, a refusé de nous recevoir et a traité la délégation ouvrière avec le plus grand mépris. M. Lefauchaux bafoue le droit le plus élémentaire des ouvriers d'être librement leurs représentants. Il veut nous imposer ceux qui dans le passé l'ont aidé dans son action anti-ouvrière et avec lesquels il espère, mais en vain, s'arranger, pour nous bernier une fois de plus.

QUE REPRES... nous nous... à se joindre... nous. Faisons pour nous-mêmes, ne fût-ce qu'une partie, des sacrifices que nous obligent à faire tous les jours les patrons pour leur profit et nous vaincrons.

système des primes au rendement, tout ouvrier le sait, c'est la surexploitation de la force de travail de l'ouvrier et ne présente aucune garantie du point de vue salaire.

Jusqu'à présent, la politique patronale a toujours été de nous faire courir après les prix à l'aide de petites satisfactions partielles pour calmer notre mécontentement. Notre revendication actuelle, qui est celle du minimum vital, c'est-à-dire, pour nous limiter au chiffre de la C.G.T., de 7.000 francs par mois, 10 francs d'augmentation sur le taux de base pour 40 heures de travail, doit mettre fin une fois pour toutes à cet état de choses. Car l'augmentation que nous réclamons doit être garantie par son adaptation constante aux indices des prix en fonction de ce qu'il nous faut acheter pour vivre sans mettre en danger notre santé. Nous voulons L'ECELLE MOBILE DES SALAIRES.

Cette revendication, la C.G.T. elle-même l'avait mise en avant au mois de décembre (salaire minimum vital calculé selon l'indice des prix). Mais la direction de la C.G.T. l'a abandonnée, cependant que, malgré les heures supplémentaires et la cadence toujours plus vive, malgré les promesses sur l'augmentation du pouvoir d'achat au fur et à mesure de l'augmentation de la production, et celles sur la baisse des prix, plus nous travaillons, moins nous gagnons et moins nous pouvons manger. (Dans notre usine la production a augmenté de 150 % tandis que le salaire réel a continuellement baissé.)

Toute la classe ouvrière se trouve dans la même situation. C'est pourquoi notre direction patronale n'a pu que recourir à un subterfuge en prétendant...

VIVENT LES 10 FRANCS !
VIVE LE MINIMUM VITAL GARANTI PAR L'ECELLE MOBILE !
VIVE LA SOLIDARITE DE LA CLASSE OUVRIERE UNIE-DANS SES REVENDICATIONS !

Le Comité de grève général des Usines Renault,
30 avril 1947.

Les ouvriers de l'Entreprise de Presses Réaumur, de tout cœur avec les grévistes des métaux (Régie Renault), leur adressent leur salut fraternel et sont heureux de leur signaler que les TYPOGRAPHES, ROTATIVISTES, IMPRIMEURS, ROGNEURS et MANŒUVRES ont spontanément abandonné leur salaire pour l'exécution de ce travail.

Renault, adressé aux travailleurs de la métallurgie de la région parisienne, soulève tous les problèmes politiques fondamentaux auxquels est confrontée toute la classe ouvrière.

« Le comité de grève, pour mener cette lutte qui intéresse tous les travailleurs, a fait immédiatement appel à toutes les usines Renault. Et malgré l'opposition de la direction syndicale officielle, les travailleurs, organisés ou non, et quelle que soit leur appartenance aux différentes organisations syndicales ou politiques, ont été unanimes pour adopter nos revendications.

Mandatés pour exposer nos revendications à la direction patronale, celle-ci, en la personne de M. Lefaucheux, a refusé de nous recevoir et a traité la délégation ouvrière avec le plus grand mépris. M. Lefaucheux bafoue le droit le plus élémentaire des ouvriers d'élire librement leurs représentants. Il veut nous imposer ceux qui, dans le passé, l'ont aidé dans son action anti-ouvrière et avec lesquels il espère, mais en vain, s'arranger pour nous berner une fois de plus. »

Autrement dit, la lutte contre la politique de collaboration de classes exige que les travailleurs puissent eux-mêmes élire leurs représentants. Telle est la signification des comités de grève, qui n'ont pas pour but de satisfaire aux exigences de la démocratie abstraite, mais qui sont l'unique moyen de briser la résistance anti-révolutionnaire des appareils, pour reprendre l'expression de Trotsky dans « Front populaire et comités d'action ».

Après avoir expliqué la signification générale de la revendication des 10 F de l'heure, le tract du comité de grève se conclut ainsi :

« Jusqu'à maintenant, notre action a été empêchée par ceux qui, tout en se disant nos dirigeants, non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte, soit parce qu'ils ont été les complices des patrons, soit parce que, n'ayant pas confiance en eux-mêmes, ils ont adopté l'attitude néfaste de l'attentisme.

C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendica-

tions. Nous avons dû vaincre les mêmes difficultés que vous connaissez. Mais notre exemple vous prouve que ces difficultés peuvent être surmontées. Les ouvriers de notre usine ont élu dans la lutte, directement de leur sein, des délégués avec mandat de faire aboutir les revendications. La classe ouvrière est riche d'hommes qui se révéleront dans l'action et qui, même s'ils manquent d'expérience au début, peuvent vite, avec l'appui de tous, se corriger dans l'action. »

Mais, précisément, la mise en application de cette orientation se heurtera à la force contraignante de l'appareil stalinien. François Tarrant :

« Les chocs seront violents. Diffusant le tract du comité central de grève tout au long du défilé du 1^{er} mai, les métallos se feront casser la gueule par l'appareil stalinien. »

Des piquets de grève, dans les départements, seront brisés par les cadres du PCF. L'avant-garde tient bon. Ses efforts pour résister dans le secteur Collas, devenu le bastion de la grève, sont couronnés de succès. »

L'enjeu dépasse la grève Renault pour les 10 F. Renault en grève, c'est de la grève générale de la métallurgie, de la grève générale tout court qu'il s'agit. C'est la politique de soumission de la classe ouvrière qui est en cause. L'enjeu, c'est finalement la question du gouvernement, du pouvoir.

« En dépit de ses tentatives et de la profondeur de la vague de fond qui la porte, l'avant-garde ne réussira pas à porter la grève au-delà du front que limite l'île Seguin. Des délégations de grévistes seront tentées, en particulier dans la banlieue ouest de la région parisienne. L'échec sera patent chez Unic. L'appareil stalinien, au nom du soutien à la grève des gars de Renault, refuse l'extension de la grève », écrit François Tarrant.

Ce qui est normal : il défend la politique de soumission de la classe ouvrière aux intérêts du capital, le gouvernement, le pouvoir bourgeois. Le problème véritable est celui de la politique et de l'action des militants révolutionnaires, particulièrement de ceux qui se réclament de la IV^e Internationale, s'appuyant sur le mouve-

ment de masse et lui ouvrant une voie contre la politique stalinienne.

Bien que les travailleurs de Renault aient reçu la sympathie des ouvriers de la métallurgie parisienne, bien qu'un certain nombre de mouvements aient eu lieu, la grève générale de la métallurgie parisienne n'aura pas lieu.

LA POLITIQUE DE LA DIRECTION DROITIERE DU PCI

Mais, il faut le dire, le Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale, était alors sous la direction du courant droitier et opportuniste. Toute la politique de ce courant se détournait du mouvement des masses. L'un des dirigeants de ce courant, alors que les ouvriers de chez Unic avaient débrayé quelque temps plus tôt, ironisait au comité central sur « la grève unique de chez Unic ».

En mars 1947, Parisot rédigeait un article dans lequel il expliquait l'impossibilité de luttes grévistes de grande envergure. Toute la direction d'alors du PCI était orientée vers une politique en direction des appareils, au mieux d'une sorte d'aristocratie militante. Il s'agissait de dialoguer avec les militants du PCF pour influencer et « gauchir » la politique stalinienne. Voici ce que Paul Parisot, directeur de « La Vérité », écrivait dans cet organe le 3 mai 1947 :

« Ceux que le PCF traitait de « provocateurs » ont déjà réussi à obliger le PCF à se désolidariser de la politique gouvernementale des salaires et des prix. Maintenant, c'est dans le combat contre cette politique du gouvernement et des capitalistes que le PCF va avoir à montrer jusqu'à quel point il est avec les masses. La grève Renault doit être le signal d'une rupture totale avec la politique de collaboration de classes. La rupture de la coalition gouvernementale doit être consacrée par la mise de toute la presse ouvrière, de tous les militants des partis ouvriers, de tous les moyens de propagande, au service de la GENERALISATION DES LUTTES OUVRIERES pour un VERITABLE MINIMUM VITAL garanti par L'ECHELLE

MOBILE des salaires, traitements, pensions et retraites.

Le PCF est au pied du mur. Les travailleurs qui l'y ont mis doivent marcher hardiment de l'avant et poser, à travers la généralisation de la lutte pour les 10 F, le véritable, le seul « problème gouvernemental » : la constitution, dans la lutte de masses, d'un gouvernement exclusivement au service des classes laborieuses, d'un gouvernement ouvrier et paysan. »

Quoi de plus clair ? C'est à l'appareil qui combat de tous ses moyens la grève Renault, qui, au cours de la manifestation du 1^{er} mai, a fait matraquer les militants de la grève Renault, que la direction d'alors du PCI s'adressait pour « généraliser les luttes ouvrières (etc. etc.) », alors que tout dépendait de l'initiative des militants révolutionnaires, particulièrement trotskystes, dégageant l'initiative des masses.

LE PCF, PARTI DE GOUVERNEMENT. DIALOGUE AURIOL-THOREZ

Comme l'écrit François Tarrant :

« Les choses vont vite. Le comité central de grève n'est pas pris de vitesse ; sa faiblesse, c'est la faiblesse de l'avant-garde qui l'anime et tente de l'organiser. Ce n'est pas la limitation de ses moyens matériels, encore qu'elle existe, mais est surmontable. Les Jeunesses socialistes de la Seine, ayant à leur tête des militants trotskystes, apporteront leur soutien à leur grève. La voiture-radio qu'ils prêteront au comité central de grève sera bientôt lapidée par l'appareil stalinien. A ces pavés, les travailleurs répondront en couvrant de crachats la voiture du triste Hénaff, qui a voulu s'aventurer place Nationale.

Le vendredi 2 mai, les événements semblent être suffisamment mûrs à l'appareil stalinien pour l'autoriser à croire qu'il peut totalement reprendre la situation en main. Il organise donc un vote, à bulletin secret. Le résultat du vote mesure la profondeur du mouvement, mais l'organisation du vote lui-même montre la faiblesse du comité central de grève : 11 354 métal-

los se prononceront pour la poursuite de la grève ; 8 015 se prononceront contre.

L'appareil stalinien, par ce vote qu'il a organisé, veut faire rentrer les travailleurs « dans l'ordre ». Le 5 mai, un dirigeant stalinien, Florimond Bonte, définira clairement la ligne de la direction du PCF :

« Le PCF, qu'il participe au gouvernement ou non, continuera à se considérer comme un parti de gouvernement, d'autant plus responsable devant le pays qu'il est le premier parti de France. Aucune proposition ne sera faite que nous ne pourrions appliquer si nous avions eu la direction du gouvernement. »

Quant à Duclos, il bouclera la bouche en ce qui concerne les aspirations révolutionnaires des masses par l'entretien qu'il accorde au « New-York Herald Tribune », reproduit par le journal « L'Humanité » du 8 mai.

« Les gens qui parlent de grève générale sont des imbéciles. »

Il faut traduire. Duclos n'a jamais rien compris au marxisme. Il est sorti du pétrin pour entrer dans l'appareil contre-révolutionnaire du Guépéou. Sa façon grasseyante est une façon de rassurer les imbéciles. Ici, Duclos dit « gens » pour dire « travailleurs » et parle de « grève générale » pour parler de pouvoir politique. Car il s'agit bien du pouvoir politique et plus précisément de savoir si les dirigeants staliens vont ou non rester dans le gouvernement ; c'est se heurter de front avec les masses qui, les bureaucrates le savent bien, en s'emparant de la revendication des 10 F uniformes, vont approfondir très vite leur propre mouvement. Il ne sera plus possible de contenir bien longtemps les masses ouvrières comme ce fut le cas chez Citroën. En réalité, les dirigeants staliens n'ont pas le choix. Ils quitteront le gouvernement, car c'est à ce prix qu'ils pourront le mieux servir la bourgeoisie et continuer à mener leur politique contre-révolutionnaire.

Ce jeu est très dangereux, car la grève Renault, en levant l'hypothèque de la ligne « la grève est l'arme des trusts », va voir s'engouffrer dans la lutte gréviste des centaines de milliers et des millions de travailleurs, pour

culminer dans la grève générale de novembre-décembre 1947. Il est impossible d'endiguer le flot des masses et de le contenir en étant dans le gouvernement ; ce sera déjà difficile de réaliser cette tâche en étant dehors.

Vincent Auriol, président de la République, rapportera ce qui s'est passé le 1^{er} mai 1947, en conseil des ministres :

« A la sortie (du Conseil des ministres), je retiens un instant Maurice Thorez et je lui dis : « Vous avez été très courageux d'une façon permanente et à plusieurs reprises vous vous êtes jeté dans la mêlée ; faites-le encore, je vous en prie, au nom de la République. » Très ému, rouge, il me dit : « Je ne peux plus rien, j'ai fait ce que j'ai pu, je suis maintenant au bout de mon rouleau », et, à ce moment, j'ai vu des larmes dans ses yeux.

« Je sais, ce que nous faisons est très grave, mais, je vous répète, je suis au bout de mon rouleau.

— Peut-être pourrait-on faire quelque chose, voyez si le terrain sur lequel Ramadier est prêt à se placer peut aussi être le vôtre, c'est-à-dire les primes à la production et au rendement. Ce pourrait être étudié, d'accord avec la CGT, qui me paraît d'ailleurs favorable à cette thèse. »

Il me dit : « Je ne crois pas pouvoir aboutir, c'est plus profond que cela. »

C'est effectivement cette politique qui s'applique chez Renault. La CGT, ayant coiffé la grève, négocie avec le ministre du Travail, Daniel Mayer. Entre le 6 et le 8 mai, un constat d'accord intervient. Le 9 mai, la CGT appelle à la reprise du travail par un tract qui se suffit à lui-même pour démontrer avec quelle virtuosité et quelle expérience sans égales les staliens pratiquent l'art de la trahison.

LA FIN DE LA GREVE RENAULT...

Sous le gros titre « Nous avons nos trois francs », la CGT explique :

« Que demandions-nous ?

1/ paiement des bons coulés au salaire de base ;

2/ paiement des heures perdues au taux moyen de la quinzaine précédente ;

3/ révision des temps qui ne permettent pas de faire 120 % ;

4/ commission paritaire de révision des chronométrages ;

5/ augmentation de la prime de production de 3 F de l'heure pour tous. »

Notons que les 10 F d'augmentation ont purement et simplement disparu ; il n'est plus question que de 3 F de prime de production !

« Qu'avons-nous obtenu ?

Dès les premiers jours, nous avons amené la direction à prendre des engagements formels sur les quatre premières revendications.

Il nous restait à régler la question essentielle de la prime.

Hier, après une insistance tenace, nous étions enfin reçus par MM. Lacoste et Daniel Mayer, ministres de la Production industrielle et du Travail.

Après une longue et vive discussion, nous avons arraché la promesse d'une prime de production de 2,80 F de l'heure (souligné par nous — DC).

Nous avons formulé toutes les réserves qui s'imposaient sur une revendication qui ne donnait pas entièrement satisfaction aux travailleurs.

D'autre part, nous avions demandé que l'augmentation de la prime de production soit appliquée à partir du 25 février, date de dépôt de notre revendication. Sur cette question, nous nous sommes heurtés à un refus catégorique de la part des deux ministres présents, parlant au nom de M. Ramadier.

Poursuivant nos efforts pour obtenir le rappel de la prime, nous sommes intervenus auprès de la direction, qui, après discussion, a admis notre proposition.

Malgré cet accord intervenu entre nous et la direction, le ministre du Travail, M. Daniel Mayer, a refusé

catégoriquement d'accorder la rétroactivité, en ajoutant : « quoi qu'il arrive ».

Une fois de plus, les responsabilités sont très nettement situées.

Revenant ensuite sur la revendication des 3 F, nous avons réussi à faire revenir le ministre du Travail sur sa position et à lui faire admettre les 3 F de l'heure pour tous.

Il restait à régler le paiement de la journée du 1^{er} mai. Au cours de notre délégation à la direction, nous avons obtenu l'assurance du paiement de cette journée du 1^{er} mai pour tous.

Travailleurs de la Régie Renault, sur ces bases, la section syndicale vous appelle à vous prononcer cet après-midi par un vote à bulletin secret.

Elle vous appelle à sanctionner cette première victoire par un vote massif pour la reprise du travail (souligné dans le texte).

Ainsi, vous affirmerez votre accord avec la section syndicale sur les résultats obtenus et proclamerez votre volonté de poursuivre la lutte aux côtés de tous les métallurgistes parisiens pour faire aboutir les conventions collectives et la prime à la production de l'ordre de 10 F de l'heure. »

Il n'y a vraiment rien de nouveau sous le soleil et ce n'est pas à Manu-france ou au « Parisien libéré » que les staliens ont appris à faire passer pour des victoires les accords pourris qu'ils mettent au point avec les patrons et le gouvernement contre les travailleurs. A Daniel Mayer qui dit : « Je ne céderai pas, quoi qu'il arrive », les staliens répondent clairement dans ce tract : « Il n'arrivera rien. » Et il est tout à fait frappant de constater comment, à trente-deux ans d'écart, même les mots de la trahison ont peu changé ; « eurocommuniste » ou pas « eurocommuniste », le parti stalinien se charge de montrer qu'il est le principal rempart de l'ordre social bourgeois.

La trahison des dirigeants se heurte aux travailleurs de chez Renault. Les dirigeants ont obtenu la reprise chez Unic (où intervient une cellule du PCI). Les travailleurs de Renault sont

contraints de reculer. La reprise est votée par 12 075 voix contre 6 866. Par contre, dans les départements où la grève a commencé et quelques autres, les travailleurs refusent de reprendre le travail ; ce sont d'ailleurs ces départements qui seront à nouveau à l'avant-garde lors du référendum organisé en août 1953.

C'est sur cette base que le comité de grève se prononce pour la poursuite de la grève jusqu'à ce que la direction accepte de payer les heures de grève. Le 12 mai, au moment de la reprise générale, les départements 6, 18 et 43 sont occupés par les grévistes.

Les dirigeants de la CGT se déchaînent. Le 13, ils diffusent un tract qui proclame :

« Tous unis, nous ferons échec aux diviseurs. »

Après avoir expliqué que les grévistes du 6 et du 18 n'étaient que « 250 énervés », le tract poursuit en gros caractères :

« En voilà assez ! Nous voulons travailler librement ! La direction, chargée d'assurer la marche de l'usine, doit prendre ses responsabilités.

Le ministre du Travail, Daniel Mayer, doit aussi prendre les siennes : s'il avait accordé la rétroactivité des 3 F au 25 février, nous n'en serions pas là. A eux de prendre les mesures pour permettre à l'usine de tourner.

(...) Comment s'expliquer la présence d'un groupe de provocateurs organisés, aujourd'hui démasqués ?

Qui a pu couvrir de son autorité l'embauchage de tels individus ?

Qui a intérêt à paralyser plus longtemps la marche de la Régie Renault ?

(...) Toute la lumière doit être faite !

Nous ferons échec aux manœuvres d'où qu'elles viennent. Les travailleurs de la Régie ne sont pas responsables des conséquences de ces manœuvres, ils ne doivent pas en faire les frais.

C'est pourquoi une délégation de la section syndicale s'est rendue hier

à la direction et a obtenu le paiement des heures perdues par suite du manque de pièces.

Nous resterons unis pour poursuivre la lutte avec l'ensemble des métallurgistes parisiens, pour améliorer nos conditions d'existence, pour défendre les nationalisations... »

Le 15 mai, un accord est conclu entre le ministère et la CGT concernant les conditions de la reprise du travail : prime de reprise du travail de 1 600 F, avance remboursable de 900 F, les heures de récupération seront considérées comme des heures supplémentaires. La direction propose de payer aux délégués et aux non-délégués qui ont apporté leur concours à la section syndicale leurs heures de travail ; autrement dit, les chefs stalinien ont touché un pourboire pour les services rendus. L'autre partie de l'accord, c'est que la CGT donne mandat à la direction de faire respecter les résultats du référendum du 9 mai, en particulier par le renvoi des « meneurs ». En outre, la CGT s'engage à ne pas attaquer la remboursabilité des 900 F consentis à titre d'avance.

Entre le 28 avril et le 15 mai, il y a vingt-sept réunions entre les dirigeants de la CGT et ceux de l'usine. Quatre réunions se sont tenues en présence du ministre du Travail.

Le 16 mai, la reprise était générale.

... ET SON BILAN POLITIQUE

Contraignant les dirigeants du PCF à quitter le gouvernement tripartite, la grève Renault a des conséquences politiques de la plus haute importance. Exprimant les aspirations générales de toute la classe ouvrière française, les ouvriers des usines Renault ont commencé à faire craquer le dispositif de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire nouée à Yalta-Potsdam. Malgré la trahison des dirigeants, les ouvriers n'ont pas été battus ; ils ont certes dû reculer, mais en même temps ils ont commencé à mettre en avant les moyens politiques qui leur permettront de s'affronter victorieusement à l'Etat bourgeois.

La lutte pouvait vaincre à condition qu'existent au moins dans les principales usines de la métallurgie parisienne, des regroupements organisés de travailleurs d'avant-garde, réunis sur des objectifs politiques précis et préparant consciemment les conditions des luttes victorieuses. C'est ce travail qui avait été engagé par certains secteurs du PCI sous l'impulsion de la commission syndicale. Mais la direction du PCI n'était pas orientée sur cet axe.

Elle désarmait les militants par une politique de « pression » sur les appareils, et singulièrement sur l'appareil stalinien.

La force du mouvement gréviste de Renault, ce sont les comités de grève, c'est l'organisation du mouvement par les délégués élus et mandatés par la base. Comme Trotsky l'explique :

« La principale signification des comités d'usine (comités de grève) est de devenir des « états-majors » pour les couches ouvrières que le syndicat n'est en général pas capable d'atteindre. Y compris là où tous les ouvriers sont organisés dans le syndicat, le comité coïncidera formellement avec l'organe du syndicat mais il en renouvellera la composition et élargira ses fonctions. »

Mais le « Programme de transition » ne se contente pas de décrire l'importance des comités de grève ou des comités d'usines ; le chapitre sur les « comités d'usine » se conclut ainsi :

« Il est nécessaire d'ouvrir à temps une campagne en faveur des comités d'usine pour ne pas se trouver pris à l'improviste. »

Cela ne suffit pas cependant encore. Si, pour se rassembler comme classe, la classe ouvrière a besoin de tels organismes, ceux-ci englobent nécessairement les organisations traditionnelles et celles-ci sont contrôlées par les appareils bourgeois.

Ainsi, ces organes révolutionnaires par excellence que sont les soviets tombèrent en février 1917 aux mains des « conciliateurs » mencheviks et socialistes-révolutionnaires qui, en juillet, transformèrent les soviets en organes de lutte contre les bolcheviks. Lénine envisagea d'ailleurs à cette

époque que le mouvement révolutionnaire ne passerait plus par les soviets, mais se reconstituerait à partir des comités d'usine. Le déroulement de la révolution, hâté par la tentative putschiste du général Kornilov, permit aux bolcheviks d'aider la classe ouvrière à régénérer les soviets, mais ce n'était pas donné à l'avance.

Les soviets ou les comités d'usine donnaient le cadre permettant de régler les questions fondamentales auxquelles la classe ouvrière est confrontée, ils ne suffisaient nullement pour régler ces questions elles-mêmes.

Le Parti bolchevique, les militants bolcheviques ont dû combattre à l'intérieur comme à l'extérieur des soviets, des comités d'usines, sur le terrain immédiat de la lutte des classes sous ses diverses formes. Il leur a fallu « savoir oser quand est venue l'heure de l'action ». C'est ainsi que le Parti bolchevique s'est construit et est devenu le parti dirigeant de la révolution prolétarienne, et a permis aux soviets de jouer leur rôle de « parlement et d'exécutif révolutionnaires ».

Or, précisément, l'avant-garde révolutionnaire a été en partie désarmée par la politique de pression sur les appareils que la direction du PCI d'alors pratiquait. Elle ne sut pas, en quelques usines importantes de la région parisienne, « oser quand l'heure de l'action fut venue ». Au lieu de prendre l'initiative de déclencher la grève, elle s'adressa à l'appareil stalinien pour qu'il la déclenche.

Pourtant, explique François Tarant :

« Les quelques militants révolutionnaires qui animent cette grève sont un pôle de regroupement incontestable pour quelques-uns d'entre eux. Certes, la grève Renault ne représente qu'un épisode de la lutte des classes, mais elle se situe dans la ligne de son approfondissement, qui, dans son développement, ne peut poser qu'une seule et unique question : celle du pouvoir.

L'appareil stalinien a été mis en échec dans ce qui a toujours été considéré comme son fief, son bastion inexpugnable et le plus redoutable. Thorez a raison et voit juste : il ne s'agit pas d'une simple question revendicative. Parce que la grève Renault posait le

problème politique le plus clair, celui du pouvoir, elle posait aussi, par là même, à des dizaines et des centaines de militants révolutionnaires, la question centrale de leur propre organisation, c'est-à-dire de la construction du parti révolutionnaire.

La confiance que des jeunes militants révolutionnaires ont gagnée auprès de dizaines et de centaines de travailleurs doit pouvoir se traduire en termes d'organisation. Mais, pour cela, il faut une politique, une vision claire des choses, et d'abord celle-ci : les travailleurs de chez Renault, par leur grève d'avril-mai 1947, n'ont pas réglé son compte à la bureaucratie stalinienne. Celle-ci a été débordée, cela est vrai ; mais ce débordement est néanmoins limité, quelles que soient les ondes de choc qu'il a créées, leur importance et leur résonance.

LES ANCIENS DE « LUTTE OUVRIERE » ET LE « SYNDICAT DEMOCRATIQUE RENAULT »

C'est alors que la direction de l'Union communiste, représentée par « Lutte ouvrière » aujourd'hui, va faire à la bureaucratie stalinienne le plus magnifique cadeau que celle-ci pouvait rêver.

A ce moment-là, rappelons-le, il n'y a qu'un seul syndicat, une seule confédération, la CGT ; la scission syndicale se produira huit mois plus tard. A l'intérieur même de l'organisation syndicale, les répercussions de la grève sont énormes.

Tous les problèmes politiques majeurs y sont confrontés, et y sont débattus. A telle enseigne que la bureaucratie stalinienne se verra contrainte de sacrifier son leader, le dénommé Pinet, pour prix des « erreurs » commises durant la grève. A telle enseigne qu'au département 37 l'élection de la commission exécutive de la section syndicale de ce département verra deux listes en présence, une liste « Front unique ouvrier » animée par des militants trotskystes du PCI, et une liste stalinienne. La commission exécutive sera élue à la proportionnelle des voix obtenues par chacune des listes.

La maxime stalinienne selon laquelle « les cadres décident de tout » repose sur la réalité de la direction stalinienne, contrôlant les organisations de masse de la classe ouvrière et en particulier les syndicats ; d'où d'ailleurs, pour la bureaucratie, le besoin organique qu'elle a de tenter de chasser des syndicats les militants révolutionnaires.

L'appareil sait d'expérience que, si les militants révolutionnaires ne lui disputent pas la direction dans la place forte que représente le syndicat, quels que soient les ébranlements subis, quelles que soient les crises qui l'auront secoué, il finira toujours par panser ses plaies, boucher les fissures, colmater les lézardes.

Et c'est là, il y a bientôt vingt-cinq ans, que le gauchisme décomposé que nous connaissons aujourd'hui nous donna la première manifestation de sa cécité politique en créant le Syndicat démocratique Renault (SDR).

Nos gauchistes d'alors s'enorgueillirent des succès immédiats remportés. De fait, en ouvrant la perspective d'un syndicat indépendant, la direction de l'Union communiste prétendait trouver le raccourci politique, non seulement à l'organisation d'un parti de l'avant-garde, mais au règlement de la question de la bureaucratie stalinienne. De fait, ils réussirent à regrouper une partie de l'avant-garde. Celle-ci ne survivra que deux ans à cette « expérience » et il n'en restera rien, rien... rien sauf que, en voulant organiser l'avant-garde en dehors du champ de la lutte des classes qu'est le syndicat, les gauchistes laissaient le champ libre à la bureaucratie stalinienne. Mais ils ne l'ont même pas encore compris. »

Pierre Bois donne, dans « La Voix des travailleurs de Renault », une illustration saisissante de l'inanité et de l'impasse des thèses ultra-gauches sur les « syndicats rouges » :

« Si l'ancien syndicat a mal fini, c'est que les ouvriers se sont contentés de payer des cotisations sans prendre eux-mêmes en main la défense de leurs propres intérêts. Ne luttant pas, ils ne pouvaient pas non plus exercer un contrôle sur les dirigeants syndicaux. Les dirigeants non contrôlés et non soumis à la volonté des ouvriers

ont fini par s'élever au-dessus et par les trahir.

Pendant, notre grève a montré que l'intervention active des ouvriers les plus avancés peut vaincre l'appareil bureaucratique. C'est pourquoi le Syndicat démocratique Renault veut grouper tous les ouvriers les plus actifs — et nous aurons ainsi un autre genre de syndicat que celui de la CGT. »

Au fond, si les ouvriers ont été trahis, ils n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes ; ils n'ont pas été « assez actifs ». L'UCI sombre ici dans le plus pur syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre, qui ne concevait le syndicat que comme la minorité agissante, c'est-à-dire, au fond, comme un substitut au parti révolutionnaire qui n'existe pas. Mais autant le syndicalisme d'avant la Première Guerre mondiale a pu, face à l'opportunisme et au parlementarisme du Parti socialiste, jouer un rôle dans le regroupement d'une avant-garde révolutionnaire, autant la politique de l'UCI revenait en 1947 à interdire aux travailleurs d'avant-garde la compréhension de la politique stalinienne et à constituer un obstacle à la construction du parti révolutionnaire.

Le SDR se raconta des histoires à dormir debout sur ses propres perspectives. Alors qu'aux élections professionnelles qui suivirent la grève le taux d'abstention s'éleva fortement, en particulier aux départements qui avaient été à la pointe de la grève, le SDR décida qu'il s'agissait de voix... pour le SDR, et, dans le tableau présenté par « La Voix des travailleurs », la colonne « abstention, vote nul, etc. » fut tout simplement remplacée par une colonne SDR. Mais les rêves et l'automystification ne remplacent pas la réalité. Les staliniens renforcèrent leur campagne contre « les provocateurs et les diviseurs » et le SDR disparut sans gloire de la scène.

Pour les révolutionnaires, la grève Renault était un signal sans équivoque : il faut s'atteler sérieusement à la tâche de la construction du parti révolutionnaire, sans contourner les obstacles.

Il faut en finir avec une sorte de propagande abstraite qui ne fait que

masquer une politique de subordination aux appareils, au stalinisme. Il faut au contraire dégager la ligne et les moyens politiques d'intervention dans la lutte des classes, qui se fondent sur le mouvement des masses et l'aide à dégager sa voie. Ainsi se constituera l'organisation révolutionnaire dans le mouvement de la classe et se construira-t-elle, construira-t-elle le parti révolutionnaire.

LE IV^e CONGRES DU PCI

La grève Renault se trouva au centre des travaux du IV^e Congrès du PCI, qui devait se tenir du 9 au 11 décembre 1947. Tirant le bilan de tous les mouvements qui suivent la grève Renault, en particulier la grève de la RATP, la résolution adoptée par le congrès caractérise la nouvelle étape de la situation politique, marquée par la modification des rapports entre la classe ouvrière et la direction stalinienne. Un bilan critique de l'orientation suivie par l'ancienne direction du PCI est fait ; la question du développement du parti est mise à l'ordre du jour :

« Venant après une succession d'expériences au cours des six derniers mois (notamment la grève Renault et la grève des cheminots), les manœuvres staliniennes qui ont empêché le déclenchement de la grève générale à la faveur de la grève des transports parisiens ont concrétisé plus ou moins clairement pour une large avant-garde le fait que le parti stalinien est un obstacle aux luttes ouvrières et que sa direction a des intérêts étrangers à ceux du prolétariat. Pour une certaine partie des cadres ouvriers du parti stalinien eux-mêmes, se trouve posé le problème de passer par-dessus leur direction pour continuer à diriger les luttes ouvrières.

(...) En fixant des objectifs, en indiquant les moyens, en popularisant les expériences, en dénonçant les manœuvres staliniennes et par l'initiative de ses militants, le parti aidera chacun des éléments de l'avant-garde qui cherche sa voie, assurera l'unification des volontés, leur donnera un

programme commun, pourra diriger les masses, favorisera les déclenchements et l'organisation des luttes à venir. Le caractère hautement politique des prochaines luttes, inévitables même en l'absence de tout parti révolutionnaire reconnu par les masses, confère à l'intervention du parti une importance extraordinairement grande, quant à leur issue, qui dépend notamment de la capacité du parti à aider les masses, à créer une nouvelle direction des luttes. »

Autrement dit, la question qui était posée au PCI était celle-ci : comment allait-il pouvoir aider à ce que se constitue, dans la lutte même, l'appareil politique de la lutte ? Reprenant la signification du mot d'ordre de la grève générale, la résolution du IV^e Congrès précise :

« La grève générale, mot d'ordre central de la nouvelle étape. »

Si le IV^e Congrès revient sur ce problème avec tant d'insistance, c'est que la direction sortante du PCI n'a précisément pas mené avant, pendant et après la grève Renault, la campagne systématique pour dresser le prolétariat français pour les 10 F de l'heure, sur l'axe de la grève générale, opposant ainsi au « produire d'abord » des stalinien les mots d'ordre qui aident à la mobilisation indépendante de la classe ouvrière. Critiquant l'activité de la direction sortante, la résolution du IV^e Congrès explique :

« Elle (*la direction*) a failli aux intérêts de la révolution prolétarienne :

— en ne menant pas une campagne suivie depuis des mois sur la grève générale ;

— en se refusant à lancer ce mot d'ordre et en le faisant avec trois jours de retard lors de la grève Renault, avec dix jours de retard lors de la grève des cheminots (après la reprise du travail) ;

— en s'y opposant au début de la grève de la RATP et en ne le faisant qu'au moment où elle pensait qu'il y avait 90 % des chances pour que les stalinien donnent ce mot d'ordre ;

— en développant une conception de la grève générale *économique*, dont le

succès devait ouvrir une nouvelle étape de grèves politiques ;

— en refusant systématiquement de lier la question de la grève générale à celle du gouvernement ouvrier et paysan. »

Cette critique de la direction droite du PCI débouche sur une orientation politique qui vise à donner une solution aux problèmes apparus en pleine lumière lors de la grève Renault. Tout d'abord sur le contenu de l'agitation du parti :

« L'action du parti en tant que tel est d'une importance extrême à cause des problèmes politiques qui sont à la base de la grève générale. C'est l'absence d'objectifs politiques et revendicatifs valables qui, lors de la grève des transports parisiens, a détourné l'action immédiate des éléments parmi les plus combattifs et les plus décisifs pour son déclenchement.

Non seulement il ne peut être question d'une grève générale pour les 1 000 F d'acompte, mais les mots d'ordre revendicatifs eux-mêmes, c'est-à-dire le minimum vital (chiffré) garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, ne peuvent être détachés du mot d'ordre politique central : gouvernement ouvrier et paysan. Les travailleurs savaient que la victoire de leurs revendications nécessitait le renversement du gouvernement Ramadier. Renoncer au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan, c'est fermer la perspective de la grève générale et rendre nulle toute agitation en sa faveur. »

Mais si l'orientation juste est indispensable, il faut encore en dégager les moyens politiques. Le IV^e Congrès revient sur la signification des « comités de lutte » que le parti doit impulser et sur les relations entre comités de lutte et comités de grève :

« Les comités de lutte ont été au début de la nouvelle étape de véritables organismes de préparation des luttes par une avant-garde, pardessus les organismes bureaucratiques ; organismes de front unique, ils ne peuvent exister que dans l'action ou dans sa préparation immédiate. Ils ne peuvent se substituer ni aux comités de grève ni aux organismes

syndicaux en devenant permanents. Le parti œuvrera à la création de tels comités sans toutefois oublier qu'à l'avenir d'autres formes de regroupement pour la préparation de la grève générale pourront fort bien être créées par les travailleurs.

Le parti doit populariser les expériences des comités de grève face aux contrefaçons stalinien et réformistes. Il doit propager aussi l'idée de la liaison entre ces comités. »

Ce qui est dégagé dans les travaux de ce congrès — bien qu'encore de façon insuffisante — c'est la possibilité de construire non plus un simple regroupement de propagande, et surtout pas une organisation de pression sur les appareils, mais une véritable organisation révolutionnaire, ayant tissé dans le combat politique des liens profonds avec les masses. La grève Renault, avec l'aide des militants trotskystes, marquait l'apparition de nouveaux rapports politiques entre les masses et les appareils, donnant justement la base objective au développement d'une telle organisation.

Mais, au lieu de ce développement, les mois et les années qui suivirent devaient voir une nouvelle aggravation des difficultés du PCI et de la IV^e Internationale, aboutissant en 1951-1953 à l'explosion de la IV^e Internationale. Cependant, ces difficultés et ces crises dans la lutte pour la construction du parti révolutionnaire ne peuvent être abordées sous un angle unilatéral. Dans la bataille qui s'est nouée chez Renault, mais qui s'est exprimée dans bien d'autres entreprises, un noyau trotskyste lié au mouvement ouvrier, œuvrant à unifier le mouvement des masses se dégageant de la tutelle des appareils, s'est formé au cœur des luttes du prolétariat. Nul doute que cela ait eu une énorme importance dans la résistance de la majorité du PCI, et en particulier de la commission syndicale, face au révisionnisme pabliste. Quand Pablo identifia le mouvement des masses à celui de la bureaucratie stalinienne, quand il exigea que les militants trotskystes s'intègrent à l'appareil stalinien pour le faire « évoluer à gauche », les militants ouvriers du PCI purent s'appuyer sur l'expérience vivante, la leur et celle de leur classe :

non, la bureaucratie stalinienne n'était pas la « délégation de pouvoir » du prolétariat. Le prolétariat, au contraire, par tout son mouvement se heurtait de plein fouet au carcan bureaucratique, cherchait à se réorganiser sur un nouvel axe. L'aider, le guider dans ce mouvement, telle était la tâche d'une organisation trotskyste, tâche qui exige la totale indépendance politique par rapport à la bureaucratie. Et c'est sans doute cela qui constituait le bilan politique le plus important de la grève Renault de 1947.

APRES LA GREVE RENAULT

La grève Renault marquait bien une nouvelle étape dans la situation politique française. Sur tous les fronts le prolétariat chercha à prendre l'offensive : grève des cheminots, grève des transports parisiens en octobre 1947. La situation catastrophique sur le plan économique, les conditions de vie et de travail aggravées pour la classe ouvrière devaient nourrir cette vague gréviste. La crise du gouvernement tripartite après le départ des ministres PCF ouvrait des failles dans le fragile Etat bourgeois. Le brusque gonflement du RPF de De Gaulle indiquait non moins clairement la polarisation croissante des contradictions de classes.

Sur le plan international les tensions s'accroissent. Le plan Marshall est le fer de lance de la pression exercée par l'impérialisme US sur la bureaucratie de Moscou. Staline doit réagir. En constituant le Kominform en septembre 1947, il réaffermait l'ensemble de son appareil international. En octobre, Moscou disait officiellement non au plan Marshall. La « guerre froide » était commencée. La tactique du PCF va dès lors se modifier. Dès juin 1947, Duclos avait recommandé la multiplication des grèves fragmentées. Au lieu de continuer comme avant sur une ligne ouvertement anti-gréviste, le PCF va chercher à épouser le mécontentement, et la volonté de combat de la classe, mais en la cassant, en l'émettant.

Durant des mois, à partir d'avril jusqu'à la fin de 1947, les travailleurs

de chez Citroën ont été engagés dans des grèves perlées, des grèves du zèle. Lorsqu'en juillet 1947 l'appareil déclenche la grève totale, les travailleurs de chez Citroën sont déjà disloqués.

En agissant de cette façon, il espère à la fois faire pression sur l'impérialisme pour le forcer à parvenir à un accord avec la bureaucratie, sans mettre pour autant l'Etat bourgeois français en danger. Autrement dit, la « guerre froide » et ses conséquences dans la politique du PCF se situent entièrement dans le cadre de la politique de « coexistence pacifique » que recherche la bureaucratie.

Cette situation va se traduire par la division systématique dans les rangs ouvriers ; d'un côté les chefs de la SFIO prennent position pour le plan Marshall, relayés au niveau syndical par Jouhaux, leader de la tendance « Force ouvrière » de la CGT ; de l'autre, le PCF va peu à peu s'engager dans une politique dont les méthodes d'apparence aventuristes sont en fait contre-révolutionnaires.

Il s'agit d'utiliser la combativité ouvrière accumulée tout en interdisant la voie de la révolution au prolétariat. Cela ne pouvait que préparer l'échec de la classe ouvrière. Ce processus va culminer en novembre 1947.

Les dirigeants du PCF déclenchent grève sur grève. Parfois la grève est suivie, comme chez les mineurs, mais des heurts extrêmement violents ont lieu entre grévistes et non-grévistes. Le 10 novembre 1947, quatre métallos ont été arrêtés à Marseille. Une manifestation est prévue pour le 12, jour de leur passage en jugement. Cette manifestation, dirigée par le PCF, réunit des dizaines de milliers de manifestants et va tourner à l'émeute. La direction du PCF s'oriente vers la grève par vagues successives. Au comité confédéral national de la CGT des 12 et 13 novembre, la direction PCF avait demandé la tenue d'assemblées générales syndiqués et non-syndiqués. Le 20 novembre, un « comité national de grève » est créé de toutes pièces sous la présidence de Frachon.

Finalement, les dirigeants du PCF capituleront sans conditions. Mais

l'opération va laisser des traces profondes dans la classe ouvrière. La politique du PCF à l'automne de 1947 va directement ouvrir la voie à la scission syndicale. Alors que la majorité de la tendance « Force ouvrière » était très réticente sur la perspective d'une scission syndicale et avait condamné les créateurs de la Fédération syndicaliste des PTT, la politique de la « chaussette à clous » comme moyen de débats utilisée par les stalinien va rallier tous les partisans de FO, à l'exception de quelques-uns comme Saillant, à la perspective de la création d'une nouvelle confédération. De nombreux ouvriers, écoeurés, quitteront la CGT. La bataille que les trotskystes mènent contre la scission syndicale, pour un congrès extraordinaire et démocratique de la CGT, n'aura que peu d'impact, sauf au sein de la FEN où les militants trotskystes, en collaboration avec ceux de la tendance « Ecole Emancipée », joueront un rôle décisif dans le maintien de l'unité de la Fédération de l'Education nationale.

En fin de compte la politique du PCF aura été indispensable à la mise en place de la « troisième force » sous l'égide de l'impérialisme US, relayé par la SFIO. Sans cette combinaison extraordinaire de cassage des grèves en grèves fragmentées et d'aventurisme, la crise politique de l'Etat bourgeois allait s'ouvrir en grand. Il est tout à fait significatif qu'au congrès d'août de la SFIO ce fut la motion de Guy Mollet qui triompha, réclamant la fin du gouvernement Ramadier. Sous une forme particulière, c'était la crise politique ouverte par la grève Renault qui se faisait jour. La politique du PCF a précisément interdit que la classe ouvrière centralise sa lutte sur les mots d'ordre : à bas le gouvernement Ramadier, gouvernement PCF-SFIO sans ministres capitalistes.

EN CONCLUSION

Les problèmes qui sont soulevés dans la grève Renault sont bien les problèmes auxquels est confrontée sous une autre forme l'avant-garde révolutionnaire aujourd'hui. La nécessité d'organiser à la base, dans les ateliers, les bureaux, le combat pour submerger l'obstacle contre-

révolutionnaire, la bataille pour ouvrir la voie aux comités de grève, la nécessité d'unir chaque mouvement particulier « revendicatif » à la question politique du gouvernement ouvrier, c'est là le pain quotidien du militant révolutionnaire en 1979. Mais cette identité des problèmes n'est nullement fortuite.

Elle résulte au contraire de la continuité, de l'unité dans le temps et dans l'espace de la lutte des classes mondiale. Il nous faut tirer de cela quelques leçons. La première concerne le PCF. Il y a eu des débats sur la « social-démocratisation » du PCF, sur son intégration plus poussée à l'Etat bourgeois qui l'amènerait à distendre ses liens avec Moscou. Mais quelle intégration plus poussée à l'Etat bourgeois que celle des années 1944-1947 ? Les dirigeants du PCF étaient ministres, hauts fonctionnaires, préfets, de nombreuses compagnies de CRS étaient « communistes » ; les dirigeants PCF de la CGT étaient on ne peut plus directement associés à la gestion et à la direction de l'économie capitaliste. Mais à aucun moment ils n'ont rompu leurs liens avec Moscou. Au contraire, quand la politique de Moscou l'a exigé, ils ont sacrifié toutes ces positions, et y compris les nombreux avantages matériels qu'ils en tiraient. Pour resserrer la force de l'appareil, le dégager des couloirs et des salons officiels, ils sont allés jusqu'à des manifestations semi-insurrectionnelles. Cela ne les a pas empêchés de se mettre immédiatement après à genoux devant les maîtres de Washington ou de tenir des meetings communs PCF-RPF contre la Communauté européenne de défense. Avec le même cynisme, ils ont alors procédé à une autre épuration en excluant Marty et Tillon, gage à la bourgeoisie de leur nouvelle ligne politique. C'est là une leçon utile pour comprendre ce qu'est l'appareil stalinien et en quoi il n'est pas « réformiste ».

La deuxième leçon concerne directement les tâches du parti révolutionnaire : la spontanéité de la classe ouvrière peut beaucoup ; cette spontanéité n'est d'ailleurs elle-même que l'héritage d'expériences, de traditions, combinée aux circonstances. Mais la spontanéité ne suffit pas ; elle n'est

que le terrain tout prêt de l'action des militants révolutionnaires.

Le parti ne peut pas attendre l'explosion en espérant qu'à ce moment les masses le reconnaîtront comme direction. Il faut préparer, systématiquement, par le travail quotidien, cette explosion. C'est ce que les trotskystes avaient commencé à faire, insuffisamment et imparfaitement, en 1947, en ouvrant la perspective des comités de lutte. Cette préparation n'a rien d'arbitraire, elle se fonde sur la modification des rapports entre la classe et les appareils et la nécessité de construire un appareil politique de la lutte. Faute de cette bataille dès avant l'explosion, la montée révolutionnaire des masses ne peut que laisser l'avant-garde organisée désarmée et ne pas permettre l'accomplissement de la tâche essentielle de notre époque : la construction du parti révolutionnaire.

La troisième leçon concerne les caractéristiques de toute la période historique ouverte par la fin de la Seconde Guerre mondiale : les grèves de 1947 n'ont abouti qu'à un reflux partiel de la classe ouvrière, reflux provoqué par la politique de l'appareil stalinien. Mais ce reflux ne devait être que très temporaire. La crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme devait mûrir. Dès 1948, ce sont à nouveau les mineurs qui entrent en lutte (grève manipulée par les stalinien, et qui s'insère dans leur politique de pression sur la bourgeoisie française). En 1950, la bourgeoisie doit concéder à la classe ouvrière de nouvelles positions complétant les acquis de l'immédiat après-guerre (notamment sur le terrain des conventions collectives). Enfin, en août 1953, ce sera la grève générale, qui repartira du niveau atteint par la grève Renault, mais qui, et c'est là décisif, sera liée directement à la crise de la bureaucratie stalinienne après l'insurrection en juin des travailleurs de Berlin-Est. Telles sont les prémices objectives qui permettent de comprendre dans toute sa dimension la nouvelle période de la révolution ouverte en 1968. Et c'est pourquoi nous reviendrons dans un prochain numéro de la « La Vérité » sur la grève générale d'août 1953.

Denis Collin,
10 septembre 1979.